

JUIN 1975

N° 255

Rédacteur en chef : Claude Julien

Prix : 5 F

Algérie : 5,00 DA Maroc : 5,00 dir. Canada : 1,25 \$ c. Roy.-Uni : 30 p. Espagne : 60 pes. Suisse : 3 F.S. Italie : 600 lire. Tunisie : 500 mt.

Abonnements : voir tarif page 25.

Publication mensuelle (vingt-deuxième année)

éditée par

Le Monde

LE MONDE diplomatique

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IX^e

Directeur : Jacques Fauvet

Lire pages 13 à 20 :

Le racisme

Disculper la différence

(Maurice T. Maschino, Jean-Marie Bonniau, Henri Lefebvre, Roger-H. Guérard, Robert Lafont, Françoise Desauter, Michelle Perrot, Arthur-R. Jensen et Steven Ross.)

Attente

Par CLAUDE JULIEN

A PRES avoir enregistré l'an dernier un record dans le déficit de leur balance commerciale, les Etats-Unis ont réussi à renverser la tendance pendant trois mois consécutifs pour atteindre un excédent de 2 600 millions de dollars pendant le premier quart de l'année. Sans doute serait-il satisfaisant pour l'esprit de Washington de voir la chute du dollar, qui stimule les exportations indifférentes de Washington devant la chute du dollar, qui stimule les exportations américaines. Mais, de toute évidence, la réalité n'est pas aussi simple, et les économistes de la Maison Blanche prévoient d'ailleurs que 1975 se traduira, comme 1974, par un important déficit commercial.

Le phénomène est essentiel, cependant, n'apparaît pas à travers les indicateurs économiques habituels. Il tient à une considération d'un autre ordre : une lecture attentive des innombrables documents produits par les autorités américaines ne révèle pas une politique économique cohérente. Faut-il en conclure qu'une telle politique n'existe pas ? Ni les Américains ni leurs partenaires ou concurrents ne se hasardent à répondre catégoriquement à cette question. Ce qui est troublant, c'est que de nombreuses mesures sectorielles ne semblent pas s'ordonner selon une ligne plus ou moins clairement définie, et qu'il est toutefois difficile de croire à une improvisation continue, à l'absence d'une orientation générale.

FAUT-IL alors penser que la stratégie économique de Washington serait, toutes proportions gardées, conduite à la manière d'une diplomatie qui a échoué aux échecs que l'on connaît ? La liberté de manœuvre du gouvernement américain a été réduite puis anéantie en Indochine par le renversement du rapport de forces entre « colombes » et « faucons ». En Proche-Orient, elle s'est rétrécie avec la récente survenue des éléments pro-Israéliens qui freinent les pressions exercées sur Jérusalem et qui, antérieurement, s'avaient pas fourni les résultats attendus.

La liberté de manœuvre de Washington est-elle plus grande lorsqu'il s'agit de tracer une politique économique ? Le taux de profit des entreprises qui travaillent surtout pour le marché américain ne cesse d'augmenter sans mouvement de baisse, tandis qu'il s'accroît pour les sociétés dont le champ d'action s'étend au-delà des frontières nationales. Un tel coïncidence d'intérêts ne peut que réduire la marge de jeu dont disposent les autorités gouvernementales, d'autant que les firmes multinationales, comme l'ont montré des études récentes, créent du chômage aux Etats-Unis chaque fois qu'elles étendent davantage leurs profitables opérations à l'étranger.

Liées aux différences de taille et de structure des entreprises, de telles contradictions, qui ne sont nouvelles que par leur ampleur, se retrouvent à propos des diverses techniques utilisées pour parer au plus pressé. La surévaluation des stocks, par exemple, n'a pas le même impact dans les secteurs de production. De même la dévaluation des dollars constants ou le financement par l'inflation. Les mutations récentes du système économique américain, surtout depuis le développement des firmes transnationales, ont naturellement perturbé les relations classiques entre pouvoir politique et pouvoir économique. Pour tout ce qu'il représente, M. Nelson Rockefeller s'est vu, depuis quinze ans, préférer M. Richard Nixon, avant de devenir, à la chute de ce dernier, l'un des principaux espoirs d'un parti républicain toujours lié à certains milieux d'affaires. Simple reflet d'une profonde transformation expliquant les hésitations du gouvernement lorsqu'il s'agit de prendre des décisions qui affecteraient très diversement les entreprises selon la structure de leur « cash-flow ».

DU coup, les partenaires européens et japonais des Etats-Unis se trouvent dans la situation délicate où ils doivent affronter leurs propres difficultés économiques sans savoir comment celles-ci subiront le choc de l'évolution de la conjoncture américaine. Le problème est encore plus grave pour bon nombre de pays du tiers-monde (voir pages 8 à 11). Les uns comme les autres ont en tout cas de bonnes raisons de s'attendre à une aggravation de la crise (voir pages 2 et 3). L'attitude que les Etats-Unis continuent d'adopter et de faire payer d'autres, une nouvelle augmentation des prix du pétrole à l'autome prochain, l'absence de mesures visant à préparer une éventuelle relance : tout semble, hélas ! indiquer que le pire est encore à venir.

MILITAIRES ET PARTIS AU PORTUGAL

Réunis depuis le début de juin, les membres de l'Assemblée constituante portugaise auront du mal à suivre la recommandation du général Costa Gomes qui les a invités à « placer les intérêts supérieurs de l'Etat au-dessus des intérêts partisans ». Car, bien entendu, les partis s'affrontent justement à propos de leurs conceptions de l'Etat, garant de certaines formes de vie sociale et de pouvoir économique-politique.

En réalité, par la volonté du M.F.A., certains choix ont déjà été faits, devant lesquels la Constituante risque fort de se trouver peu efficace.

L'adhésion des militaires au principe du syndicat unique, le pacte qu'ils ont conclu avec les partis avant les élections, leur attitude dans l'affaire du journal Republica tracent des orientations qui peuvent paraître étrangères à une conception dynamique de la démocratie.

Les élus ont devant eux une tâche délicate, à accomplir selon un strict calendrier fixé d'avance. L'issue de la partie dépendra essentiellement du grand débat en cours à propos des structures du pouvoir économique.

Par VIRGILIO DELEMOS

DEPUIS le 25 avril 1974, trois grands courants se développent et s'affrontent au Portugal : le communisme, identifié par le grand public à un régime autoritaire et dirigiste ; un socialisme réformiste, dont le champion est M. Mario Soares, leader du P.S.P. ; enfin, un socialisme révolutionnaire, utopique et libertaire, qui reste à inventer et à définir par la pratique. Au sein du Mouvement des forces armées (M.F.A.), le Conseil supérieur de la révolution (C.S.R.) voudrait, semble-t-il, parfois faire la synthèse de ces trois courants.

Pourtant, M. Cesar d'Oliveira, un des huit conseillers civils du C.S.R. et historien du mouvement ouvrier portugais, nous déclarait récemment : « Le C.S.R. encourage et soutient toutes les initiatives des travailleurs et des masses populaires. Son projet économique et social n'a rien à voir avec les propositions du P.C.P., il refuse le dogmatisme et l'autoritarisme et défend une dialectique permettant l'évolution des luttes sociales. L'actuelle direction du P.S.P. de Mario Soares, son modèle classique de parti réformiste européen, rêchant à la droite et à gauche et révolutionnaire de la dernière heure, n'offre aucun intérêt ».

Nous voyons donc dans le projet initial réformiste, dans le cadre d'une démocratie parlementaire, l'armée devait jouer le rôle classique de défense de la légalité et rentrer dans ses casernes après avoir rendu le pouvoir aux civils. Désormais, elle tient le rôle d'une armée populaire de libération, tandis qu'on assiste à la création d'un nouveau projet de transition à un « modèle » social, qui reste à définir par la pratique, l'impulsion des luttes de la base. C'est là l'élément le plus frappant de la situation au Portugal, sanctionnée par l'alliance entre militaires et forces populaires.

par les partis de la coalition gouvernementale, dont le P.C.P., s'est trouvé entièrement remis en question par le mouvement de la base, qui débordait et débordait encore le cadre étroit de la lutte antifasciste, annonçant un refus plus ou moins articulé des programmes socio-économiques réformistes de droite et de gauche. Ce refus, cette pression des masses populaires, inquiètent les partis, les couches privilégiées de la société tant conservatrices qu'innovatrices (technocrates inclus), voire l'embryon d'Etat formé par le C.S.R. et le M.F.A. Ce mouvement de la base rompt avec les structures institutionnalisées et légales ainsi qu'avec les concepts théoriques jusqu'alors considérés comme révolutionnaires.

Quel modèle économique ?

LES occupations d'usines, de fermes, de palais et d'immeubles — ces derniers vite transformés en clubs populaires, en centres de secours, en crèches, en lieux de récréation et de loisir ou en sièges d'organisations populaires — ont pris de court les partis de la coalition, que préoccupait davantage une mobilisation électorale de la population et leur lutte pour le contrôle des ministères, des administrations centrales et régionales, des syndicats et des moyens d'information.

Quand l'initiative populaire ou l'action des travailleurs entraîne des conflits avec le patronat, le M.F.A. charge une commission composée de technocrates de son choix et de délégués des travailleurs de restructurer le fonctionnement de l'entreprise. En cas d'abandon patronal ou de mauvaise gestion, les travailleurs prennent en main la production ou réclament la nationalisation. Leur objectif immédiat est d'assurer la continuité du travail. Sauf exceptions (dans le Sud-est, région des latifundias et des industries et zone la plus urbanisée), il ne s'agit pas d'autogestion mais de contrôle de la production, à l'Etat ou au secteur privé, s'il en est capable, d'assurer la gestion du capital.

Seul l'avenir permettra de savoir si ce double pouvoir, qui permet actuellement au M.F.A. d'appuyer son action

sur une nouvelle force « sportadour », face à la stratégie électorale des partis de gauche, ne sera pas canalisé et neutralisé au profit du seul M.F.A., c'est-à-dire d'un nouvel Etat.

La bataille électorale, les polémiques, les tentatives de cooptation, la défense des libertés tout comme le discours politique aux accents révolutionnaires des partis de gauche, ont évidemment pour enjeu la prise de contrôle politique du pouvoir, en vue de la définition d'un « modèle » économique.

Deux projets économiques correspondant à des objectifs et à des méthodes de mobilisation et d'action opposés semblent s'affronter au niveau du gouvernement. Le ministère du travail, où jusqu'ici ont prédominé les thèses de l'intersyndicale proche du P.C.P., propose un schéma rigide de planification économique axé sur l'industrialisation et sur la réforme agraire conçues et contrôlées par l'Etat-patron ; les coopératives elles-mêmes seraient confiées par l'intersyndicale. Le ministère de l'Industrie et de la Technologie propose, de son côté, un projet tout différent dans lequel le contrôle de la production (entreprises d'Etat, entreprises privées et coopératives de production) reviendrait aux travailleurs eux-mêmes.

(Lire la suite page 5.)

LA THAILANDE PREND SES DISTANCES A L'EGARD DES ETATS-UNIS

Par MIKE MORROW et D. VINYARATN

PENDANT plus d'un quart de siècle, la politique étrangère de la Thaïlande a reposé sur un seul pilier, l'alliance avec les Etats-Unis, conclue dans le but de contenir l'expansion du communisme dans les limites fixées par la « doctrine Truman ». Les derniers mois ont été particulièrement éprouvants pour les dirigeants thaïlandais. L'effondrement des régimes Lon Nol et Thieu a ébranlé le mythe de l'immuabilité américaine. En outre, l'attitude des dirigeants américains pendant les dernières semaines de la seconde guerre d'Indochine et dans les semaines suivantes a renforcé le doute.

En même temps, les régimes communistes consolidaient leur contrôle en Indochine. Ce qui pouvait passer jusque-là pour une politique étrangère thaïlandaise s'est effondrée et Bangkok doit à présent décider de l'attitude qu'il doit adopter à l'égard des Américains et de ses voisins indochinois.

L'opinion publique thaïlandaise n'a d'abord pas cru à la chute de Phnom-Penh et de Saigon. Il lui semblait impensable que deux régimes entièrement soutenus et financés par les Américains puissent s'effondrer. La Thaïlande serait-elle en mesure de vivre avec des voisins socialistes avec lesquels elle partage 300 kilomètres de frontières ? Pendant près d'une semaine, les quotidiens de Bangkok se sont faits l'écho de cette inquiétude. Les titres de deux ou trois des plus importants d'entre eux impliquant l'invasion imminente du pays par les Khmers rouges. Le général Kris Sivara, commandant en chef par intérim des forces armées thaïlandaises, dut répondre qu'il n'y aurait pas d'invasion. Plus récemment, le premier ministre, M. Kukrit Pramoj, expliquait à la télévision que la Thaïlande ne serait pas le prochain domino.

L'armée est toujours la force dominante de la politique thaïlandaise et elle-même est encore dominée par des chefs militaires de la « guerre froide », dépendants de l'aide américaine et affrayés

à l'idée de saborder l'alliance avec les Etats-Unis. Et pourtant même le conseil national de sécurité thaïlandais reconnaît désormais la nécessité de composer avec les Vietnamiens. L'alliance américaine, fondée sur le pacte de 1954 portant création de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) et sur le communiqué commun Ruet-Thanet de 1962, devra, pour survivre, trouver une forme nouvelle.

Le ministère thaïlandais des affaires étrangères, dont l'influence et le prestige étaient des plus bas, tant que le haut commandement militaire gérait l'alliance avec les Etats-Unis, est désormais à la pointe des initiatives en vue d'un rapprochement avec le Vietnam. Aidés par le renversement du gouvernement militaire Tharnom-Prapas en octobre 1973, les diplomates thaïlandais ont eu une série de contacts discrets avec Hanoi — au point qu'à la fin de l'année dernière la République démocratique du Vietnam laissait savoir par lettre qu'elle était prête à reprendre immédiatement des négociations pour la normalisation des relations entre les deux pays si le gouvernement thaïlandais montrait par ses actes qu'il voulait sincèrement la paix avec les pays indochinois. « La création d'une zone de paix composée des Etats indépendants de cette région », suggérée par Hanoi, renforcerait la position du ministère des affaires étrangères sur le plan domestique et donne à la Thaïlande une influence nouvelle dans l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), qui a décliné de ce concept lors de sa réunion à la mi-mai à Kuala-Lumpur.

(Lire la suite page 7.)

Dans ce numéro

La « crise » reste à venir (Pages 2 et 3.)

Un nouveau dessin pour le tiers-monde (Pages 8 à 11.)

La Libye de la fierté et du verbe (Pages 22 à 24.)

de l'Afrique à l'Afrique, sans changer de compagnie.



Voyagez Air Algérie, 3 nouvelles escales (Bissau, Douala, Kinshasa) 14 pays desservis en Afrique. A partir d'Alger, mais aussi de Paris, Londres, Bruxelles, Francfort, Prague ou Moscou. Au rythme de vos affaires.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



AIR ALGERIE

LA « CRISE » RESTE A VENIR

Difficultés économiques et démocratie

Peut-on s'attendre à une relance de l'économie? A supposer qu'elle se produise, celle-ci, comme le montre l'analyse ci-dessous, sera-t-elle probablement de courte durée. Elle ne pourrait guère qu'ajourner les échéances et, tôt ou tard, déboucherait sur une interrogation politique: la forme actuelle du pouvoir dans les sociétés démocratiques est-elle compatible avec les structures économiques qui ont conduit à la prospérité des vingt-cinq dernières années comme à la crise actuelle?

Une maladie des populations riches qui appelle des solutions politiques

Par PIERRE LAMBERT *

LES mécanismes plus ou moins complexes qui relient le solde des échanges extérieurs aux variables nominales de l'économie — masse monétaire et niveau général des prix — restent en réalité sur une relation unique. Le système des changes flottants. Le point d'équilibre, dans le cours de l'histoire, suivant trois principes différents. Jusqu'en 1922, l'étalon-or. Ensuite, l'étalon de change-or (la Gold Exchange Standard), devenu en fait, depuis 1944, un étalon de change-dollar. Nous sommes parvenus au système des changes flottants. Le point essentiel est que le régulateur de l'équilibre extérieur n'a jamais cessé d'être, au cours de ces mutations successives, le volume global de l'activité économique, c'est-à-dire, concrètement, le niveau de l'emploi.

Ce qui, en revanche, sépare profondément les trois systèmes ci-dessus cités est la plus ou moins grande autométrie du fonctionnement des mécanismes correctifs. Dans le système de l'étalon-or, les adaptations se déroulent selon des séquences maintes fois décrites et partiellement spontanées depuis le début — ou l'excédent — des paiements courants jusqu'aux variations du niveau des prix, en passant par les sorties — ou les entrées — d'or et les fluctuations corrélatives de la masse monétaire. Le système de l'étalon de change-or n'est plus aussi automatique, puisque les échanges extérieurs sont financés par des crédits (et non au moyen d'or) et que les fluctuations de la masse monétaire ne sont plus déterminées exclusivement par les variations affectant le volume des moyens de paiements internationaux détenus par l'économie.

Dés lors, et comme il faut nécessairement, à moyen terme, aboutir à un équilibre approximatif des échanges extérieurs, les mécanismes automatiques de l'étalon-or sont réintroduits, officiellement puisqu'ils volontairement, dans le cadre de la régulation conjoncturelle de

l'économie: ce sont les politiques récur-rentes connues de « Stop and go ».

Si le moteur économique n'a pas été exempt de rétro, du moins, le monde industrialisé a-t-il connu, près de trente ans durant, une ère de prospérité grandissante. Point de récession véritable: tout au plus des ralentissements de la croissance. Mais, au fil des ans, cette croissance est apparue comme étant soutenue par des moyens de plus en plus artificiels. L'échec majeur de la politique économique a été sanctionné par la stagnation.

Orientée dès l'origine sur le taux problème posé par l'égalité comptable de l'épargne et de l'investissement, la société industrielle en a oublié la question essentielle de la répartition du revenu entre consommation d'une part, épargne (et investissement) de l'autre. Le trait le plus fondamental qui la caractérise est que l'agent économique qui ne consomme pas assez prive les producteurs de débouchés: s'il consomme trop, il rend plus difficile l'accumulation du capital technique.

Cette difficulté affecte du reste aussi bien les économies planifiées de type socialiste que les économies libérales de type capitaliste. Dans les deux cas, l'adaptation entre consommation et investissement ne peut être réalisée que par des transferts d'épargne plus ou moins artificiels: entre catégories sociales, par l'inflation; dans le cas des déséquilibres extérieurs, l'inflation se manifeste dans un système libéral par des hausses de prix; dans un système planifié de fixation arbitraire des salaires et des prix par la rareté. Quant au déséquilibre extérieur, il se traduit en termes physiques dans le cadre des accords de troc au sein du COMECON, en termes monétaires (position monétaire extérieure) dans le cadre des échanges entre pays libéraux. Mais, dans tous les cas, les mécanismes qui permettent l'adaptation de l'économie aux exigences de la croissance sont identiques: l'inflation au dedans, le déséquilibre des paiements à l'extérieur.

Canada et Allemagne, 1879; Autriche, 1878).

Par contre, dès 1943, les experts américains avaient compris que l'Europe ne se relancerait jamais seule des ruines de la guerre, et que la reconversion harmonieuse de leur propre économie passait par la reconstruction économique de l'Europe. De là, la gestion collective du plan Marshall, le libre circulation des marchandises et des capitaux dans les statuts du Fonds monétaire international, le levée des restrictions aux échanges dans le cadre de La Havane. Désormais, le développement était entraîné à partir d'un pôle de croissance qui organisait et diffusait la prospérité de chacun, liée à celle de tous.

La division internationale du travail qui découle de cette situation explique l'ouverture croissante des économies aux

échanges internationaux. D'une part, le commerce extérieur se développe à un rythme beaucoup plus rapide que la production intérieure. D'autre part, les pays qui misent le plus explicitement sur cette division du travail sont ceux qui connaissent la croissance la plus forte. En d'autres termes, l'exportation est indissociable de l'importation, et on ne peut à la fois vouloir exporter plus et importer moins. Lorsque le moteur de la croissance repose sur les marchés extérieurs, le choix même d'une spécialisation internationale impose un large recours aux approvisionnements extérieurs. Il n'est pas jusqu'aux comportements des firmes qui ne reflètent cette évolution. Il suffit de remarquer que la croissance des grandes firmes multinationales est beaucoup plus rapide que celle des principales entreprises qui les abritent pour dessiner les tendances en cours.

En effet, si l'on pratique une politique d'austérité monétaire, le risque à court terme est de relancer l'inflation sans arrêter la récession, et d'autant plus en fonction de l'ampleur du développement connu par le monde capitaliste depuis trente ans: il faut de plus en plus d'inflation pour stimuler de moins en moins efficacement des économies saturées. Si la politique monétaire est, au contraire, très restrictive, on peut aggraver la récession sans pour autant freiner l'inflation, puisque la hausse des prix exprime l'arbitrage collectif entre consommation actuelle et consommation future — en décalant l'avenir par rapport au présent — et fournit de ce fait les moyens de financement de plus en plus considérables d'une croissance de plus en plus effrénée. Au rang des objectifs, une gestion restrictive de la demande en vue de lutter contre l'inflation a pour effet d'augmenter l'investissement, ce qui contracte l'offre ultérieure de biens et crée donc les conditions d'apparition de poussées inflationnistes pour le futur. Au rang des moyens les contrôles, s'ils sont efficaces, ne peuvent fonder très durablement une politique économique en raison des distorsions qu'ils provoquent dans l'appareil économique. Les incitations risquent, d'être inefficaces: à temps de crise grave, il est particulièrement malaisé d'infléchir des comportements. En définitive, le vice majeur de la régulation conjoncturelle est d'asservir la politique monétaire non à la production, mais bien à la consommation.

Tout se tient et voilà plus d'un siècle et demi que Guizot a exprimé la philosophie du système en conseillant aux générations présentes et à venir de s'enrichir. Le ressort le plus fondamental du capitalisme industriel (entièrement distinct du capitalisme financier qui lui est antérieur) n'est pas, en effet, le redistribu-tion des richesses (dans laquelle les premiers économistes classiques voyaient l'objet majeur de leur science), mais bien la création de ces richesses. L'activité essentielle du capitaliste est d'accumuler le capital. La stimulation constante de la demande, la politique de redistribution des revenus n'ont eu pour finalité que de permettre et d'élargir la concentration du capital. La consommation est asservie à la production, à laquelle elle doit fournir des débouchés solvables. De là, le décalage fantasmatique entre les degrés de satisfaction des besoins privés (seuls réalisables) et des besoins collectifs (non réalisables). En effet, si tous les types de consommation s'égalisaient, l'inflation disparaîtrait. Or, et précisément, pour lutter contre l'appropriation monopolistique des gains par les salariés, les entrepreneurs déposent une arme: l'innovation, qui permet d'économiser de la main-d'œuvre. Pour-quoi alors les dividendes de la croissance? Non, car en cas d'insuffisance de la demande effective, ils ne pourront évidemment pas se substituer aux salariés pour offrir à la production les débouchés nécessaires. D'autre part, un accroissement de la consommation des travailleurs se portera de plus en plus largement vers les services, le secteur tertiaire, c'est-à-dire les secteurs gros utilisateurs de main-d'œuvre. La nécessaire extension des débouchés solvables et l'incorporation du progrès technique au processus de production fixent donc les deux limites entre lesquelles chaque collectivité nationale trace le sentier de son développement.

Les remèdes classiques sont inadaptés

On s'explique alors fort bien que beaucoup, dans l'évolution ultérieure, tiennent à ce qui va se passer aux Etats-Unis, tant il apparaît évident que la conjoncture au Japon, est dominée par la conjoncture aux Etats-Unis. Depuis que l'économie dominante s'est mue en pôle de croissance, il est exclu de pouvoir observer des évolutions tranchées et durablement divergentes des deux côtés de l'Atlantique et du Pacifique. Que coûterait à notre économie un rapatriement ou simplement des difficultés sérieuses chez Chrysler ou I.B.M., deux sociétés américaines parmi les cinq premiers exportateurs français? L'aspect le plus inquiétant de la stagnation actuelle demeure, dans ces conditions, sa simultanéité.

Tant au plan interne qu'au plan externe, les remèdes classiques sont donc parfaitement inappropriés à la conjoncture actuelle, et c'est la raison pour laquelle eux facteurs spontanés d'aggravation viennent s'ajouter ceux qui découlent de politiques économiques inadéquates. A cet égard, l'aspect le plus inquiétant de la situation présente réside peut-être dans le décalage des autorités américaines.

Il en résulte très directement que le rôle régulateur du commerce extérieur se trouve fortement amoindri. L'ouverture des frontières pourrait passer pour un moyen de lutte efficace contre les pressions inflationnistes. Si l'inflation se généralise, elle ne fait qu'ajouter aux facteurs internes de hausse des prix par tous les mécanismes de l'inflation importée, et cela d'autant plus que la monnaie est plus faible. Le développement des échanges internationaux pourrait relancer l'activité en offrant un substitut à la demande interne défailillante. Si la récession se généralise, l'exportation deviendrait impuissante à stimuler la production.

Ille est, nous l'avons vu, d'être une politique de la demande, et dont, par conséquent, l'instrument privilégié est la politique monétaire lato sensu.

Les chemins du possible

On peut schématiquement considérer que le développement des noyaux industriels s'est toujours réalisé par extension dans deux directions différentes. L'industrie se développe d'abord par destruction des secteurs artisanaux et agricoles préexistants, et absorbe les facteurs de production ainsi libérés et en les affectant à des emplois de productivité plus élevée. Ensuite, lorsque disparaissent les activités antennes et certaines structures qui sont néanmoins indispensables

à l'existence, il faut bien les replacer ailleurs. Grâce à l'exportation, et au phénomène, des centres de production des biens à faible technologie, l'industrie de pointe du monde capitaliste s'ouvre des débouchés qui lui permettent de croire au-delà de son marché initial. Ces structures géographiques et sectorielles se déforment évidemment avec le temps. Au début du siècle, les Etats-Unis se réservent la métallurgie de l'acier; après la seconde guerre mondiale, le «bandon-

Vers une aggravation de l'état de stagnation

Sur le premier point (accumulation plus rapide des actifs monétaires que des actifs physiques), on observe que le phénomène de « fuite » devant le monnaie et pour effet d'accroître la quantité de monnaie en circulation, et non, contrairement aux apparences, de réduire les patrimoines financiers. La collectivité ne peut jamais ce que peut un individu isolé: réduire son encalasse, puisqu'une augmentation de la vitesse de circulation de la monnaie, à stock monétaire constant, est équivalente à un accroissement de la masse monétaire à vitesse constante.

Sur le second point (accumulation moins rapide, et sectoriellement différente, des biens de consommation par rapport aux biens de production), il apparaît que deux facteurs structurels contribuent à l'inefficient quantitatif et qualitatif de l'investissement à la consommation en période de stagnation. Le premier est l'éloignement du processus de production couplé avec l'extension des réseaux de distribution, qui rend plus difficile l'ajustement de l'offre à la demande. En effet, les programmes de production sont longs à modifier, et cela d'autant plus que l'accumulation globale du stock d'un produit, signal avertisseur de surproduction, se matérialise en stocks partiels chez les différents intermédiaires (producteurs, grossistes, détaillants). Le second facteur de rigidité affecte le marché du travail, le caractère de l'emploi recherché par les travailleurs

traint la mobilité de la main-d'œuvre. L'allocation des ressources matérielles et humaines se modifie d'autant plus lentement que la croissance de l'économie est plus faible.

Deux séries d'éléments peuvent conduire à envisager une aggravation de l'état de stagnation qui caractérise la situation actuelle. Les uns tiennent à l'évolution naturelle des choses: les autres découlent des politiques économiques adoptées pour maîtriser cette évolution.

Parmi les facteurs fondamentaux qui relèvent du jeu spontané des forces économiques, l'un des plus importants est la profonde mutation du rôle de l'économie dominante, au moins aussi essentielle pour comprendre les problèmes actuels que la mutation qui a affecté le rôle de l'or.

L'essor d'une économie dominante (la Grande-Bretagne hier, les Etats-Unis aujourd'hui) a toujours été fondé sur l'exploitation monopolistique des techniques de pointe et la maîtrise de quelques marchés de matières premières; la rente de situation qui en découle permet alors l'édification d'un vaste marché financier au service d'une zone monétaire étendue. Mais il serait erroné de penser que le développement des économies capitalistes a toujours été conforme aux vues des libéraux. Le tarif douanier américain de 1846 était très protectionniste. A ses débuts, l'industrialisation est née et s'est développée à l'abri des contraintes du libre-échange, sur une base purement nationale: tous les grands pays industriels se sont entourés de barrières douanières « protectionnistes » (Italie, 1877;

* Docteur en sciences économiques.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de juin est paru

Le numéro: 5 F. — Abonnement (11 numéros par an): — France: 54 F. — Etranger (vois normale): 68 F.

AU SOMMAIRE

- CROQUIS
- NOS LECTEURS ET LA REFORME HABY
- UNIVERSITES ET GRANDES ECOLES
- VIE DE LA CLASSE
- FORMATION CONTINUE
- VOTRE ENFANT ET L'ECOLE
- LES JEUNES ET LA SOCIETE
- NOUVELLES DE L'ETRANGER
- LES LIVRES - LES REVUES

● L'ECOLE DES FILLES
« Rien n'est si négligé que l'éducation des filles », notait Fénelon en 1697. Trois siècles plus tard, cette « négligence » s'a pas vuance tout à fait disparu. Pendant longtemps, la lutte pour l'éducation des filles a été le reflet des grands conflits idéologiques et politiques qui ont secoué notre pays.

● UNIVERSITES ET GRANDES ECOLES
Angers: les grands déboires d'une petite université. Formation à la Direction du personnel à Paris-II. Cours de Jacques et l'étranger.

● VIE DE LA CLASSE
Acquiesce le plaisir de lire. Ou maigre de l'école à Chartres. Nouveaux maîtres. Jeux au tableau noir.

● FORMATION CONTINUE
Une enquête de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion. L'Etat-Union: le marché du savoir enrichit les éditrices.

● VOTRE ENFANT ET L'ECOLE
Inter Service Parents vous répond. Les « dingues » de Bondeuil. L'art de la réparation. La M.J.C. de Colombes. Comment s'inscrire en classe préparatoire?

● LES JEUNES ET LA SOCIETE
Interview de Daniel Choley, membre du bureau confédéral et responsable des jeunes de la C.F.D.T.

GROSPIRON
RAOULT GROSPIRON SUC

DÉMÉNAGEMENTS
EMBALLAGE
GARDE-MEUBLES
EXPÉDITIONS

49, Rue de la Fédération XV
734-02-66

Direct. Administratifs

سكول من الزميل

RS PRIVE MINE
ACANTES
ECOLE de SOR

ENIR
mocratie

nent aux Européens et aux Japonais pour se réserver celle du pétrole.

Mais, au-delà de son expansion géographique, l'industrie capitaliste a connu une autre forme d'expansion sociale celle-là, complémentaire, à bien des égards, de la première. Il s'agit de l'intégration progressive des différentes couches sociales aux modes de production et de consommation capitalistes. Elle découle du fait qu'une offre croissante ne peut être absorbée par une demande effective insuffisante, les demandes potentielles étant importantes mais non solvables. De là vient une politique de redistribution des revenus (Henry Ford disait excellemment : « Je paie bien mes ouvriers pour qu'ils puissent acheter mes voitures »), qui s'est d'abord traduite par une amélioration du niveau de vie moyen dans les pays industrialisés et qui va peut-être s'étendre aux pays en voie de développement.

A partir d'une telle analyse, on peut envisager que les difficultés actuelles des pays riches puissent se développer selon deux « scénarios » possibles.

Dans un premier cas, les tendances actuelles se prolongent. Le début de la crise est marqué par des effondrements financiers.

Les structures financières de l'économie américaine offrent une bonne illustration d'une politique monétaire totalitaire asservie à la consommation, le non-consumption n'étant elle-même orientée qu'en vue de stimuler la production. Toute l'économie repose sur un échafaudage de crédits extraordinairement développés. Les crédits bancaires dépassent, à l'automne de 1974, 500 milliards de dollars (plus de 100 milliards de dollars du produit national brut) ; les crédits hypothécaires, 188 milliards ; les crédits hypothécaires, plus de 700 milliards ; les fonds d'État, plus de 480 milliards (1). Dans un tel réseau, la rupture d'un maillon peut avoir d'incalculables conséquences. Il suffit que quelques grosses entreprises ne puissent plus faire face à leurs engagements, et il en est qui sont actuellement dans une situation précaire. Le risque est d'autant plus grave que les firmes dont la survie est importante cherchent à compenser la chute du rendement du capital par une utilisation intensive de l'effet de levier des capitaux empruntés. La récession restreint la cash flow ; quelques faillites affectent les rendements des grosses sociétés.

La récession se propage en Europe et au Japon. Le commerce mondial se contracte. Le chômage s'étend, des troubles sociaux graves se produisent.

Au départ, il n'est pas certain que les prix s'effondrent bien au contraire. Les gouvernements adoptent une politique monétaire laxiste et cèdent aux revendications sociales, ce qui relance l'inflation. Mais, l'autre, de stabilité monétaire, les efforts d'investissement des entreprises sont arrêtés.

Le niveau général des prix ne baisse profondément que lorsque la dépression se prolonge et s'accroît. A partir d'un certain degré de récession, difficile à préciser, les mesures classiques de relance sont impuissantes. Ce point est atteint à partir du moment où la formation brute de capital fixe est insuffisante pour donner pleine efficacité à l'effet multiplicateur de l'investissement.

Face à cette situation, chaque pays est tenté de rechercher son salut individuel. Sur le plan international, on s'efforce d'exporter davantage et d'importer moins. Ces politiques sont incompatibles entre elles et n'aboutissent qu'à un repliement sur soi, une régression du commerce mondial et la remise en cause de la division internationale du travail. Sur le plan intérieur, l'appareil productif est orienté vers la satisfaction des besoins domestiques et en fonction des substitutions d'importation.

La crise n'est finalement surmontée qu'après un long délai et au prix d'une réactivation de l'inflation. Tout effort pour relancer soit le consommateur, soit l'investissement suppose un financement par l'Etat au moyen du déficit budgétaire. Toute injection de fonds dans l'économie — y compris dans le secteur des biens d'équipement — se dénote finalement en versements de dettes, dont l'effet est, sans doute, de relancer la demande. Mais, faute d'adaptations sectorielles souples, les tensions sur la monnaie et l'équilibre extérieur risquent d'être très fortes. En définitive, une dépression très profonde n'est surmontée qu'au prix de puissantes poussées inflationnistes. C'est la poursuite de la politique de stop and go par des phases alternées plus longues et plus fortes. Tel est le prix de la rigidité de l'économie et de la lenteur des comportements à se modifier.

Dans l'état actuel des choses, ce scénario n'est pas le plus probable. Mais on doit observer que les pressions sociales l'importance économique du réseau productif et financier des sociétés multinationales, et les contraintes politiques des démocraties mettent en œuvre les forces naturelles qui peuvent contribuer beaucoup plus à en atténuer la vraisemblance que les données inhérentes à la politique économique des gouvernements.

que l'implantation des centrales atomiques n'est pas discutée aussi démocratiquement (et que là...). Simultanément, au sein des pays nouvellement industrialisés, et grâce à l'amélioration du niveau de vie, des couches de plus en plus larges de la population s'ouvrent aux modes de production et de consommation de la société industrielle. Pour leur part, les anciennes régions industrialisées, qui ont ainsi exporté leur façon de vivre (et leur pollution), entrent dans la société post-industrielle. Il est vital pour le système capitaliste, de se développer dans ces

ne fasse que reculer la crise, en le rendant encore plus sérieux.

Ceci essentiellement parce que, en dépit des progrès techniques, les ressources de l'espace sont limitées. Par conséquent, il est impossible de promettre à six milliards d'êtres humains l'accès à la société de consommation et ce seul fait est générateur de tensions considérables. Déjà, on peut constater que les membres de l'OPEP sont loin de présenter un front uni du fait de leurs divergences d'intérêts et de philosophies. Intérêts : entre l'Iran, qui veut devenir un

et aux Etats-Unis, à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, qu'en Europe de l'Est après la deuxième guerre mondiale.

Finalement, que la stagnation actuelle soit absorbée par un nouveau bond en avant de l'économie capitaliste n'apporterait de solutions qu'à moyen terme, mais ne résoud pas grand-chose dans l'immédiat et ne fait que reculer dans le temps et aggraver dans son empilement les véritables choix de société inéluctables dans un système fondé sur l'allocation arbitraire des ressources et la stimulation artificielle de la production au moyen de l'accroissement de la consommation privée.

Beaucoup de donc dépendra, dans l'immédiat, de l'évolution de la conjoncture aux Etats-Unis, dont les pays industrialisés sont de plus en plus dépendants. Mais, que cette évolution soit favorable ou non, le véritable enjeu est encore à venir.

En fait, il ne s'agit que d'une maladie de riches, qui laisse entière la question de la pauvreté. Elle n'affecte que les pays nantis, anciens ou nouveaux, et modifie sans l'atteindre la ligne de partage entre ceux pour qui le dénominateur de « pays en voie de développement » constitue une réalité tangible, et ceux pour qui elle ne recouvre qu'une formule vide, d'une ironie amère.

Et, comme il est bien naturel, l'analyse économique ne peut que déboucher sur une interrogation politique. Nous sommes entrés dans une civilisation de messes. Le développement des moyens de communication aide à un grand consensus. L'aggravation de l'inégalité des chances rend de moins en moins tolérable l'injustice. On le constate à l'intérieur même des pays riches dans lesquels la récession rend de moins en moins acceptables les inégalités sociales. Et il n'est, en définitive, pas aussi paradoxal qu'il y paraît de constater que la stagnation économique actuelle n'empêche nullement la discussion des finalités de la croissance.

Les rapports collectifs en sont modifiés dans leur esprit. La définition, la nature du pouvoir et des libertés englobent désormais la dimension économique. Précisément parce que la réflexion économique devient fondamentale dans ces domaines, l'économie devient politique. Que l'on songe au pouvoir dans l'entreprise, aux droits économiques du citoyen... Peut-on, dès lors, supposer que les démocraties libérales puissent conserver longtemps encore les structures politiques qui ont été taillées à la mesure des élites bourgeoises du dix-neuvième siècle ?

PIERRE LAMBERT.

Dans cadre prestigieux du parc de Stans, superbe villa de 1500 m², P. de T. 250 m² plain-pied, somptueux récept. 115 m² et grande terrasse plain sud, 3 clubs, 3 hot. bur., cuis. office, lingerie à l'étage, s. de billard, Cn. service. Prix élevé.

ERBE
104, boulevard Joffre, Bourg-la-Reine
Tél. : 762-71-91

Reculer l'échéance en renforçant les difficultés

des équilibres monétaires, le politique restrictive de lutte contre l'inflation est incompatible avec la nécessité de dégager les moyens de financement des investissements et d'emprunter auprès des pays producteurs de certaines matières premières et énergétiques.

Dans un premier temps, on cherche la solution du côté d'une plus grande diversification sectorielle et géographique des exportations. Il s'agit de conquérir les nouveaux créneaux commerciaux offerts dans ceux des pays du tiers-monde qui tirent de leurs avantages naturels un surcroît de richesses.

(1) Source : Federal Reserve Bulletin, décembre 1974.

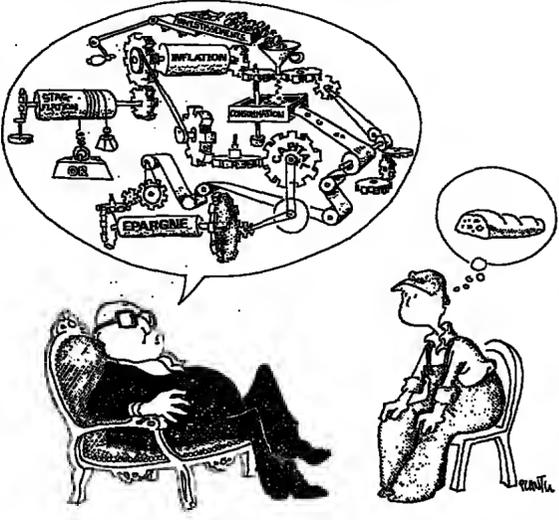
Si l'on part des facteurs proprement économique du développement du capitalisme tels que décrits plus haut, on peut construire un deuxième scénario sur l'hypothèse suivante : les ressorts de la croissance permettent de surmonter les difficultés actuelles et d'absorber la crise.

Les économies industrialisées doivent affronter deux séries de problèmes liés l'un à l'autre. Sur le plan des échanges physiques, la relance de la croissance passe par un gonflement des importations qui est à la fois coûteux et difficile à financer par les exportations, si tous les grands pays cherchent simultanément à vendre davantage. Or cette relance doit être obtenue pour enrayer la progression du chômage. Sur le plan des équilibres monétaires, le politique restrictive de lutte contre l'inflation est incompatible avec la nécessité de dégager les moyens de financement des investissements et d'emprunter auprès des pays producteurs de certaines matières premières et énergétiques.

Dans un premier temps, on cherche la solution du côté d'une plus grande diversification sectorielle et géographique des exportations. Il s'agit de conquérir les nouveaux créneaux commerciaux offerts dans ceux des pays du tiers-monde qui tirent de leurs avantages naturels un surcroît de richesses.

COURS PRIVÉ MINERVA
Château de l'Épine, 36 CIRON. - Tél. : (54) 37-99-07
Dans la plus belle campagne de France
ÉTUDES - SPORTS - LOISIRS
Reçoit des élèves toute l'année : sixième à terminales
COURS et VACANCES 50 heures de MATH
du 1^{er} au 30 août de l'entrée au système à l'entrée au terminal
du 1^{er} au 12 septembre de la 1^{re} aux 1^{ers} C et D
Renseignements :
COURS MINERVA, 4, av. de Verdun, 94, SAINT-MAURICE - Tél. 38.66.23
DANARUS Gay-Lussac, 75, rue d'Anjou, PARIS (8^e) - Tél. EUE. 34-63

Pour les études en France de votre fils, un internat de tradition millénaire et de recrutement international
L'ÉCOLE de SORÈZE
Etablissement PRIVÉ d'enseignement secondaire
Internat plein temps Week-end compris de la sixième aux terminales A, B, C, D
Parc — Equitation — Judo — Escrime
Entre : Pères DOMINICAINS, Ecole de Sorèze, Tarn 81540.



deux directions, géographiques et sociales. En ce sens, les difficultés actuelles fournissent le stimulant nécessaire pour la poursuite de ce mouvement.

Il est bien évident que ce scénario se déroule à moyen terme et n'exclut donc pas nécessairement des difficultés passagères pour l'immédiat. Il est seulement permis de penser que si la stagnation actuelle doit être surmontée, ce sera, fort probablement suivant des modalités qui sont celles-là mêmes que l'on peut observer, depuis deux siècles, dans le développement. En écartant donc tout événement exceptionnel, et en ne se fondant que sur l'évolution passée, on peut juger raisonnablement que ce scénario est sans doute le plus probable. Il n'est pas certain que ce soit le plus désirable.

En effet, s'il n'était pas les difficultés à court terme, et s'il présentait une solution à moyen terme, il semble bien qu'il

des plus puissants centres dirigeants du capitalisme mondial, et l'Arabie Saoudite, qui n'a aucun emploi valable pour sa nouvelle richesse ; philosophe entre l'Iran encore qui veut s'enrichir (suivant le précepte de Galtzer), et l'Algérie socialiste, qui veut arracher une redistribution des richesses mondiales.

A ces tensions mondiales viennent s'ajouter toutes les tensions internes d'une société qui franchit une étape dans son développement. D'une part, les sociétés depuis longtemps industrialisées supportent de plus en plus mal les contraintes de la croissance. D'autre part, les pays nouvellement insérés dans l'économie mondiale ne pourront pas passer sans de graves secousses du Moyen Âge au vingtième siècle, compte tenu, de surcroît, des souffrances et des sacrifices que suppose l'industrialisation rapide, connus aussi bien en Europe occidentale

Afrique DIPLOMATIQUE
NATIONS UNIES la voix des non-alignés.
Alimentation mondiale : un plan pour demain.
le premier journal diplomatique africain

Les relations internationales, d'une part, entre États africains et le reste du monde, d'autre part, entre États africains et le reste du monde.

Les activités de quelque 77 organisations internationales gouvernementales africaines et mondiales et de quelque 1800 organisations internationales non gouvernementales en Afrique et au Moyen-Orient.

Les conférences internationales, africaines et mondiales, de caractère diplomatique, économique, financier, commercial, social, scientifique et technique.

Des dossiers dans lesquels des spécialistes et chercheurs africains et non, abordent les grands problèmes de l'Afrique dans les relations internationales et les grands thèmes de l'Action-Mot mondiale.

Un magazine diplomatique dans lequel le lecteur trouvera les mouvements diplomatiques, les échanges des missions diplomatiques, les carnets des ambassadeurs, etc.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION
à compléter et à retourner à
AFRIQUE DIPLOMATIQUE
Avenue du Lignon / Case postale 313
1219 LE LIGNON / GENEVE / SUISSE

Annuaire International d'Information
Avenue du Lignon
1219 LE LIGNON
GENEVE / SUISSE
Case postale 313
Téléphone : (022) 96 95 21
Téléc : CH 28 708 EDIS
Cable : Edistrip Genève
CCP : Genève 12-21174

Desire un abonnement à AFRIQUE DIPLOMATIQUE

Prix de l'abonnement annuel par voie ordinaire :
Europe, Etats-Unis d'Amérique, Canada : Fr. s. 50.—
Afrique : nous consulter

Nom : _____ Prénoms : _____
Profession ou fonction : _____

Adresse exacte : _____

1 an édition anglaise par avion
 2 ans édition française par voie ordinaire

Lieu, date : _____ Signature : _____
Marquer d'un croix la case qui convient.

CHILI

Devant le désenchantement des banquiers américains

Les contradictions s'exacerbent au sein de la junte

Par JAMES F. PETRAS *

Nous n'avons pas encore pris de décision... Nous attendons de voir ce qui va se passer... S'il est probable que de nouveaux arrangements financiers seront trouvés pour replâtrer l'économie chilienne, la nature et le ton des négociations entre banquiers américains et envoyés de la junte chilienne ont considérablement changé.

Après vingt mois de gouvernement, les efforts de la junte en vue d'incriminer le régime précédent n'ont plus guère d'effet à Washington ni à Wall Street: de moins en moins d'établissements bancaires se satisfont de la rhétorique de l'« économie sociale de marché » et des « bonnes intentions » de la junte.

conco : « Il (les Industriels chiliens) ont une mentalité enseignante; ce ne fait que soixante ans qu'ils ont quitté l'école. »

Les réalisations du secteur industriel au cours de l'année écoulée ne seraient pas en contradiction avec l'opinion: l'inflation a encouragé l'investissement spéculatif au détriment de la production, tandis que la suppression de certaines mesures législatives de protection et les réductions des crédits gouvernementaux ont encouragé le secteur privé dans le même sens.

La politique gouvernementale est assésée de critiques croissantes envers la junte de la part de certains secteurs industriels chiliens et des groupes de la petite bourgeoisie commerciale, qui se rappellent l'époque d'avant Allende où le gouvernement protégeait et subvenait l'entreprise privée.

La politique de la junte se trouve ainsi dans une impasse: pour satisfaire les banquiers et créanciers étrangers qui sont devenus ses bouées de sauvetage, elle doit affaiblir de plus en plus ses alliés sociaux et économiques de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie industrielle; d'autre part, sans le soutien actif de ces mêmes classes, l'assistance financière n'aura que peu d'intérêt, car elle contribuera de façon croissante à la stabilisation à court terme (la balance des paiements) tout en fournissant davantage de capitaux pour les investissements dans les activités spéculatives. Ce réel dilemme

a contribué à accroître le mécontentement parmi les forces d'avant le coup d'Etat de septembre 1973, y compris parmi les militaires, en dépit de l'étrange « verticalité » que les principaux généraux et amiraux encouragent par le traitement sévère réservé à tous les dissidents.

Le problème de la junte chilienne, pour de nombreux banquiers et investisseurs américains informés, c'est que ceux-ci ne prennent pas au sérieux sa rhétorique « productiviste »; ils considèrent toujours la junte comme un régime « consommateur » où la répression politique a abouti à trop de déséquilibres socio-économiques sans obtenir de réels résultats dans l'accroissement des niveaux de production et d'efficacité.

lement intégrés au gouvernement, tout en prodiguant aux militaires tous les témoignages de respect, les méprisant au fond pour leur incompétence et leur brutalité. De hauts fonctionnaires civils chiliens ont confié à des dirigeants et à des investisseurs américains que si l'armée ne retourne pas à ses fonctions « normales » d'encadrement, ils vont complètement saborder l'économie. De même, beaucoup de politiciens et d'industriels chrétiens-démocrates, tout en jurant publiquement fidélité à la junte, s'efforcent de créer au sein de l'armée et à l'extérieur un réseau qui renversera les actuels détenteurs du pouvoir.

Alors que le régime de Pinochet continue de détenir, de torburer et d'écarter les militants de gauche, il semble ne pas prêter attention au danger beaucoup plus grave pour lui qui grandit dans ses propres rangs. Du fait de demandes de remboursement de plus en plus pressantes (l'Italie et la Grande-Bretagne boycottant les entrées du Club de Paris), d'un déclin de l'engagement des banques américaines, de la faiblesse des investissements étrangers, de la stagnation du secteur industriel, d'une inflation en spirale et de pénuries croissantes, ce n'est qu'une affaire de temps avant que de fortes pressions ne se fassent sentir pour mettre à l'encan la stratégie de développement de l'« économie sociale de marché ».

Dans ce cas, de nouvelles têtes tomberont, notamment celles de la présente équipe économique et peut-être de quelques dirigeants militaires qui ont associé trop étroitement leur fortune politique à la désastreuse politique économique en cours. Vers la fin de l'hiver prochain, plus d'un haut responsable militaire chilien cherchera probablement, par frustration, de nouveaux alliés et des idées nouvelles hors du groupe fermé actuellement au pouvoir et incapable de lutter contre la désintégration de l'économie.

* Professeur de sociologie, Université de l'Etat de New-York à Binghamton.

MAROC

Bilan d'une visite présidentielle

Le prix de la consécration d'un régime

Par FRANÇOIS DELLA SUDDA

CE 28 avril dernier, Hassan II déclarait: « Il n'y a vraiment aucun problème en suspens entre la France et le Maroc qui soit de nature à être traité à l'échelon du président de la République française et de l'échelon du roi du Maroc. » Il ajoutait: « Tout le reste, c'est de l'incandescence qui se régie entre les chancelleries. »

facton de part et d'autre. Que restait-il à M. Giscard d'Estaing? La signature d'accords? acquies? Sans doute, mais le faste d'un accueil soigneusement préparé donne à penser que, contrairement à ce qu'affirmait le chef de l'Etat français, « le passé commun et l'amitié présents » ne suffisent pas à donner un sens à cette visite.

L'opération publicitaire présentée également un intérêt politique certain pour le régime. Hassan II, bien entendu, n'a pas un accord substantiel, pouvait se méier à la foule et faisait ainsi la preuve que son trône n'était plus menacé. Les investisseurs étrangers, récents ces dernières années à s'engager dans les affaires marocaines, l'auront probablement remarqué. L'opposition intérieure aussi: dans le jeu subtil qu'il joue avec elle, le Palais a marqué un point. Depuis quatre ans, notamment, le jeu consiste à enfermer l'opposition modérée dans des promesses d'ouverture ou d'élections jamais tenues, et l'opposition radicale dans les prisons. Mécanisme qui les premiers mois une sourdine aux critiques qu'elle porte au régime, tout en protestant de temps à autre contre l'absence de liberté démocratique dans le pays, et la seconde, quand elle arrive à se faire entendre, dénonce le caractère démagogique des campagnes menées par le pouvoir.

pour un régime qui s'appuie essentiellement sur les intérêts étrangers et les grands propriétaires fonciers. Des mois d'août 1973, de nouvelles facilités fiscales sont accordées aux investisseurs étrangers: si on distribue en 1973 et 1974 de plus vastes superficies que les années précédentes, on se garde d'entretenir la pression paysanne, et la question de la répartition des terres de colonisation « récupérées » disparaît des discours officiels.

Entre-temps surviennent des occasions de faire diversion à moindre risque. Le soutien à la cause palestinienne, les succès militaires en Palestine dans les masses marocaines. L'armée qu'on démantèle depuis sa dernière sédition, se voit amputée d'un de ses bataillons les plus importants, qui est envoyé en Syrie au printemps 1973. Quand survient la guerre d'octobre, le régime tire profit des combats menés par les troupes marocaines sur le Golan. En accueillant un an après une conférence de paix à Rabat, le souverain marocain se posera en médiateur entre Palestiniens et Jordaniens, entre le monde arabe et l'Occident.

C'EST ce rôle que la diplomatie marocaine s'était soucieuse de consacrer le mois dernier. « La dédication française, lit-on dans le communiqué final, a tenu à manifester sa considération et son appréciation pour la politique de non-alignement et d'ouverture suivie par le Maroc depuis son accession à l'indépendance, conjuguée à sa longue histoire et à son génie et qui constitue un facteur de stabilité et d'équilibre dans la région. »

Le souverain marocain avait de quoi se féliciter d'un tel succès. « Un vrai succès », a-t-il fini par dire de son « collègue » français. « Que devenait alors la « libération » du Sahara, occidental sous domination espagnole? Depuis un an, le régime faisait de ce problème la question d'intérêt national numéro un avec le soutien presque inconditionnel de l'opposition traditionnelle. Cette dernière, devant les considérations particulièrement vagues du communiqué final, n'a pas caché son amertume, regrettant la « neutralité passive » de la France.

militaires américaines et des missions du Peace Corps; il reçoit fréquemment des visites de hauts responsables américains. Le 15 mai 1975, le général Shear, commandant en chef des forces navales en Europe, A l'entrée de la Méditerranée, les Etats-Unis ont pris soin de pénétrer, par exemple, le royaume marocain dans leur orbite stratégique. Du côté du Quai d'Orsay, on semble désormais s'accorder de cette implantation que l'on feint d'ignorer.

En revanche, le communiqué final devient très explicite quand il aborde le « centre de coopération exceptionnelle » que le Maroc et la France sont appelés à constituer ensemble. Sont passés en revue la question des transferts de fonds des Français quittant le Maroc, les projets d'investissement, la négociation d'association à la C.E.E., le « démantèlement » des coopératives techniques et culturelles, et une « attention particulière » pour les trois cent mille Marocains travaillant en France. L'ensemble de ces aspects forme le thème d'une coopération particulièrement fructueuse pour l'ancienne métropole. Les avantages exorbitants dont elle bénéficie viennent d'être élargis.

Les derniers colons, expatriés en mars 1973, ont été indemnisés. Ce « geste sous précédent » en faveur de ceux qui avaient reçu, pour la plupart, leur terre gratuitement des armées de la colonisation, coûte au Trésor marocain 114 millions de francs. Les procédures de rapatriement des indémnisés devraient en outre être accélérées. En ce qui concerne les autres intérêts privés français, ils restent largement représentés dans les différentes branches de l'industrie, dans les mines et le tourisme, et dans le secteur bancaire. Comme le souligne le journal les Echos (12 mai 1975): « Le gouvernement de Sa Majesté Hassan II offre une priorité évidente aux investisseurs étrangers. » Parmi les nouveaux projets, on relève la construction d'une usine de tannerie et de plâtres à Casablanca, de la raffinerie de Mohammédia. Un contrat de 150 millions de francs a été également signé pour la construction d'un câble sous-marin qui reliera par le téléphone automatique Dakar à Casablanca.

Au début de 1975, un nouvel accord financier a été conclu: une ligne de crédit de 700 millions de francs a été ouverte par la France au Maroc, dont 230 millions vont directement au Trésor marocain. Ces crédits, que certains persistent à appeler « aide », serviront à financer les importations de matériel et de compétences. Les commandes françaises de matériel valent atteindre cette année 1,6 milliard de francs, annonçait en février le ministre marocain des finances. En cette période de crise, l'élargissement des débouchés, si relatif soit-il, n'est pas négligeable. On comprend que les négociateurs français du dernier accord financier aient insisté pour que l'aide française soit effectivement utilisée (3).

S'AGISSANT de la « coopération technique et culturelle », c'est sur tout dans l'enseignement que la France garde une position hégémonique. Le nombre des coopérants avoisine les dix mille, sans compter leur famille, soit le cinquième de la colonie française résidant actuellement au Maroc. Dans le secondaire, ils représentent près de la moitié du corps professoral. Cette proportion est pratiquement fixe depuis dix ans et devrait même s'accroître dans les deux ans qui viennent. Fondé sur une sélection rigoureuse, le système d'enseignement marocain est conçu pour former une élite très étroite à l'image de celle qui gouverne le pays actuellement. « J'ai été impressionné, avouait M. Valéry Giscard d'Estaing, au cours de ce bref séjour, par l'impénétration de nos cultures, par la connaissance que nos amis marocains ont de notre langue et de la culture française. »

Le dernier recensement (1970) mentionne que le Maroc compte 76 % d'analphabètes sur une population de seize millions d'habitants. C'est une difficulté qu'on trouve en note (page 730, tome II) dans le plan marocain de développement économique et social 1973-1977 un budget de 10 milliards de DH (1 DH = 110 F) affecté à la lutte contre l'analphabétisme, à la réduction des disparités régionales, à la télévision scolaire, à dix-sept objectifs au total.

(1) Cf. les Ombres d'Information publiées en avril 1975 par le Comité de lutte contre la répression au Maroc (7859 Guerrière). (2) Abdellah Goussami, « Terra et Tempus au Maroc », le Monde diplomatique, avril 1974. (3) Les années précédentes, les lignes de crédit ouvertes au Trésor marocain dépassaient généralement les 100 millions de francs, mais les crédits n'étaient que partiellement utilisés (28,2 millions de francs en 1973).

CITE UNIVERSITAIRE « PAVILLON DU LAC » Huitres, Bivalves, Poissons de mer, Produits de la mer. Ouvert de 10 heures à 12 heures. 20, rue Gazan (Paris Montmartre) 50-52-52. Salle pour banquets, 10 à 40 couverts. Lisez Le Monde des Philatélistes. 7, rue des Italiens, PARIS-9e. C.C.P. 18352-12 PARIS. ABONNEMENTS: FRANCE: 1 an 30,00 F, 30,00 F; ETRANGER: 1 an 40,00 F, 40,00 F. Le numéro: F 1,50. Spécimen sur simple demande adressée au Monde des Philatélistes, 11 bis, Bd Hausmann, 75008 Paris.

مركز من زوكيل

LES TROIS RÉVOLUTIONS INDOCHINOISES

Par CHARLES MEYER

TRENTE années de guerres acharnées ont donné au Vietnam une place particulière dans le monde. Du même coup on s'était habitué à voir l'Indochine entière comme un reflet ou un prolongement du Vietnam, de même que, jadis, on ne pensait l'Asie qu'à travers la Chine. Ou encore à opposer le dynamisme vietnamien dans la guerre et dans la paix à la « douceur » ou à la « passivité » cambodgienne et lao. On avait l'habitude de tendre à analyser la situation et l'évolution des pays indochinois par référence au Vietnam, soit en le présentant comme l'inspirateur et l'avant-garde des luttes révolutionnaires dans l'Asie du Sud-Est, soit en dénégant son « impérialisme » et sa « volonté de conquête ».

Ces approches simplificatrices des affaires indochinoises ne sont plus de mise aujourd'hui. Les développements politiques dans les trois pays ont brouillé l'image du modèle unique de la révolution « indochinoise ».

L'effondrement des régimes de Lon Nol et de Nguyen Van Thieu était trop prévisible pour susciter de grandes surprises. L'accomplissement final de leur décomposition et la simultanéité de l'événement. Mais les hypothèses, souvent présentées comme des certitudes, sur la nature et le style des pouvoirs populaires appelés à s'installer au Cambodge et au Vietnam du Sud ont été démenties par les faits. On attendait un régime dur et austère à Saigon, un régime dur et bon enfant à Phnom-Penh. Ce fut l'inverse qui se produisit.

En ce qui concerne le Vietnam du Sud on avait attaché une grande importance à la « troisième force », rassemblant bouddhistes, nationalistes, catholiques progressistes et autres. Si l'on en juge par les articles qui leur furent consacrés et par l'audience qu'ils trouvèrent auprès de certains diplomates, il convenait de reconnaître à leurs représentants un certain rôle.

remarquable de persuasion. En notant, cependant, que le F.N.L. donnait publiquement sa caution, avec des réserves subtiles, à cette opposition légale dont il connaissait la faiblesse. Mais, aujourd'hui, tout est rentré dans l'ordre : les politiciens saïgonnais les plus volubiles se sont tus et le F.N.L. accorde souverainement des responsabilités à ceux qu'il en juge dignes.

Une erreur serait d'utiliser le mot « improvisation » pour qualifier une décision. Tout problème reçoit la « solution correcte » élaborée par les responsables et révisée le moment venu. Il en fut ainsi de la prise en main en douceur de Saigon libérée qui a tant déstabilisé à la fois les propriétés du catastrophisme annonçant un « bain de sang » et ceux qui statifiaient à plus de rigueur. Certes, on savait, depuis 1969, que le programme détaillé de la libération et de la réorganisation de la ville était à l'étude et qu'il excluait l'esprit de vengeance et de revanche. Il apparaît que les autorités du G.R.P. ont choisi de laver la ville de ses péchés en la traitant avec une délicatesse fermée mais on ne saurait douter que les modalités d'application de ce principe envisagent des mesures précises et progressives pour la mettre à l'heure révolutionnaire. Quelles sont-elles ? Nul ne le sait.

La réunification du Nord et du Sud, qui donne lieu à tant de commentaires et de supputations, aura-t-elle lieu dans un mois, dans un an ou dans trois ? Aux questions précises et impatientes, les porte-parole vietnamiens donnent des réponses vagues traduisant non point ignorance ou incertitude mais l'impossibilité de rendre public un plan politique qui pourrait être modifié selon les circonstances. La réunification se fera quand la réforme agraire sera achevée dans le Sud, quand le sort des entreprises étrangères sera clairement fixé, quand toutes les conditions seront remplies.

Le nouveau Vietnam et ses voisins

Il serait tout aussi absurde de présenter comme irréductibles les différends séculaires qui opposent les pays indochinois entre eux que de les considérer comme de simples instruments créés par le colonialisme occidental pour mieux les asservir. Certes, la plupart de ces différends ne faisaient que perpétuer de vieilles querelles royales ou se soulevaient à propos de problèmes de frontières, lesquelles avaient été effectivement délimitées par les puissances coloniales. Mais on peut imaginer que, fidèles à leurs engagements, les nouveaux régimes populaires mettront un terme à ces litiges d'un autre âge.

Toutefois, au sein de cette Indochine révolutionnaire, il est un problème délicat et fort complexe que l'on ne peut esquiver : celui des relations futures entre le Vietnam et ses voisins indochinois. On sait combien la crainte de l'expansionnisme territorial vietnamien, interrompu il y a un siècle, avait été exploitée par la propagande des régimes pro-américains de Phnom-Penh et de Vientiane, voire de Bangkok. Lon Nol n'avait-il pas décrété le Cambodge « agrégé par impérialisme américain » et « néo-vietnamien » et, en conséquence, fait massacrer par ses troupes une trentaine de milliers de paisibles résidents vietnamiens ? Que Hanou et le G.R.P. aient proclamé solennellement leur responsabilité de la souveraineté et de l'indépendance des pays voisins, sans raison valable de mettre leur bonne foi en doute, ne modifie pas la réalité. Au Cambodge et au Laos, la mé-

fiance à l'endroit du Vietnam existe et elle sera longue à disparaître. Même parmi les révolutionnaires accusés par leurs adversaires d'être les instruments d'une « transmission » idéologique qui vaudrait bien la conquête.

La solidarité unissant les révolutionnaires des trois pays en lutte avait été célébrée à la Conférence des peuples indochinois de 1970. Il s'agissait moins d'un mariage d'union que d'une alliance militaire imposée par les circonstances et dans laquelle chacun restait sur ses gardes. Or les observateurs les plus critiques admettent aujourd'hui que les Vietnamiens ont joué correctement le jeu en donnant à la résistance cambodgienne l'aide militaire demandée sans profiter de la situation pour affirmer leur leadership. Mais ce n'est qu'un bon point, et il en faudra d'autres pour que s'instaure une coopération sans réticences et sans arrière-pensées.

Il serait vain de dissimuler que cette coopération entre un Vietnam semi-industrialisé de 40 millions d'habitants, un Cambodge agricole qui en compte 7 millions et un Laos forestier de 3,5 millions sera plus difficile dans la pratique que dans la théorie. Certes, leurs économies sont complémentaires, mais le plus riche devra encore faire beaucoup de concessions pour démarquer complètement les deux économies plus faibles, et au-delà pour aider à la fondation d'une communauté économique socialiste de tous les pays de l'Asie du Sud-Est.

Le Cambodge et ses mystères

TOUTES les visiteurs de marque, admirablement reçus à Phnom-Penh par le prince Sihanouk, avaient été conquis par le Cambodge aimable qui leur était présenté. Certains tentèrent de découvrir, au-delà des apparences, un autre visage du Cambodge qu'ils soupçonnaient. Ce fut pour se heurter

partout au refus poli qu'est le sourire, le regard intravissable derrière lequel se cache un peuple secret, d'une fierté ombreuse, imprévisible et redoutable dans ses accès de violence collective. La victoire révolutionnaire du FUNC a levé un coin du voile, révélé

un aspect de cet autre Cambodge. Sans doute le débile du régime Lon Nol était-elle prévue. Mais à Washington, à Paris, et ultérieurement à Moscou, il était admis qu'elle serait suivie d'un retour immédiat de Sihanouk sous la restauration d'un régime « à la cambodgienne » dans lequel des hommes de gauche pourraient avoir leur place.

Pendant cinq ans, le prince Sihanouk en exil à Pékin, fut le symbole du nationalisme cambodgien et le porte-parole de la résistance. Avec le bruit que l'on sait, il défendit de l'extérieur la cause de la libération et l'indépendance de son pays. Nul n'eut jamais entendu qu'il dirigeait ou soutenait le programme politique des dirigeants de l'intérieur, les seuls responsables du régime. Il se proclama toujours détenteur de la « légitimité monarchique » mais, en repoussant les sollicitations de ceux qui le suppliaient de revenir, il se « rouges », accepta que sa place et son rôle futurs fussent fixés par le pouvoir populaire.

Or ces prises de position du prince n'ont manifestement permis aucun contact avec les révolutionnaires qui, au moment de la libération du 17 avril, son retour imminent au Cambodge et révéler les charges politiques qui lui seraient confiées. De telles déclarations peuvent avoir pour seul résultat d'éveiller ou de réveiller la méfiance de révolutionnaires cambodgiens encore dans l'attente de l'arrivée au pouvoir du prince Sihanouk à Phnom-Penh, le jour même de la libération, aurait sans doute provoqué un soulèvement de la population de la ville en sa faveur, mais il est évident que la situation politique a beaucoup évolué depuis lors. Aussi semble-t-il exclu que, dans les mois à venir, son retour au Cambodge puisse servir ou infléchir le processus révolutionnaire engagé. Le seul problème actuellement posé, et posé par Sihanouk lui-même, est d'ordre individuel : son indépendance et son rôle, en tant que personnalité, dans le cadre d'un régime.

Les images déshéritées d'une société cambodgienne régie et figée par les traditions monarchiques et bouddhiques ont été démenties par les faits. Ici et là éclatent les doutes portés sur l'avenir d'une révolution paysanne « sans racines profondes dans le peuple », une parole comme une « flambée d'été » grincante, accompagnée de déceptions.

Depuis 1955, l'existence d'une opposition de gauche au Cambodge n'était pas un secret. Le prince Sihanouk l'avait souvent dénoncée comme formée à Paris mais inféodée aux Russes, aux Chinois ou aux Nord-Vietnamiens.

Phnom-Penh, capitale déchu de son rang

L'EXPULSION de tous les étrangers et la concentration à l'ambassade de France et l'évacuation totale de la population de Phnom-Penh ont été accueillies avec stupeur et indignation dans le monde entier, par socialistes et communistes. Les commentateurs faisaient dans la paix que des responsables se seraient pris par des irresponsables et apparaissent comme les plus modérés. Puis on évoqua les atrocités et les massacres qu'aurait commis le régime révolutionnaire. Les témoignages dont les plus retentissants furent démentis quelques jours plus tard. Aujourd'hui encore, le nouveau régime populaire cambodgien est jugé de bonne source avec beaucoup de hauteur et de sévérité.

Or, avant de condamner ou d'absoudre, il faut chercher à comprendre des décisions que, pour leur part, les dirigeants révolutionnaires ont pu avoir pas à justifier. Il n'est pas possible, en effet, d'interpréter cette évacuation sans précédent en ignorant la nature des relations entre les campagnes cambodgiennes et Phnom-Penh.

Quelques-uns de ses représentants étaient régulièrement cités en particulier Khieu Samphan, Hout Yvon, Hu Nim, Phouk Chhay, Nuon Suon. Mais ceux-ci, dans une unanimité souveraine, déconseillaient les questions indiscrètes. En fin de compte, les étrangers les voyaient un peu comme des éléments simplement utilisés par le prince Sihanouk pour gouverner selon un « principe d'effervescence ».

Ainsi quand, en 1963, un groupe important de « rouges », dont une majorité de professeurs, entra dans la clandestinité, l'événement passa pratiquement inaperçu. Puis, entourés d'un même silence, les départs à la campagne d'instituteurs, d'étudiants, de fonctionnaires, se succédèrent tout au long des sept années suivantes. Seule la disparition, en 1967, des députés Khieu Samphan et Hout Yvon fit quelque bruit après avoir été présentée, pour des raisons non encore éclaircies, comme leur liquidation sociale par la police spéciale de Phnom-Penh.

Pendant des années, plusieurs centaines d'intellectuels marxistes et de militants révolutionnaires ont été maintenus en prison, en attendant qu'ils soient jugés. Ce n'est au contact quotidien des réalités rurales, avec l'aide et la participation des révolutionnaires, que les plus puristes marxistes ont ouvert la voie à une révolution authentiquement cambodgienne. Certains restèrent dans leur district-réserve pour composer à l'insu de l'administration parallèle, d'autres eurent la garde de petites bases de repli dans les montagnes de Cardamome. Un rôle très important était confié à ceux qui allaient porter la parole du village en village et éduquer les autres et s'éduquer soi-même.

Dès 1967-1968, les révolutionnaires étaient assez forts pour entreprendre des actions armées limitées. De petits postes de la garde provinciale attaqués se rendirent, d'assez larges secteurs des provinces de Pursat, Battambang, Kampong Thom et Kratie furent soustraits à l'administration royale. En 1969, selon les estimations officielles, les forces populaires comptaient entre trois mille et cinq mille hommes, très mobiles, et quelques centaines de femmes. Mais leur armement était encore insuffisant et disparate, uniquement pris au gouvernementaux et non point fourni par le F.N.L. comme la propagande de Phnom-Penh l'affirmait.

Les révolutionnaires s'étaient préparés à une guerre longue, quand survint le coup d'état de 1970, qui lui donna une nouvelle dimension, celle d'une libération nationale de l'emprise américaine. Elle mobilisa la population, justifia une aide en matériel des pays socialistes et, pendant les premiers mois, un appui du F.N.L. et du Nord-Vietnam. Toutefois la lutte patriotique ne faisait pas passer au second plan une révolution paysanne à laquelle elle était étroitement liée.

Les Laotiens ont détruit les symboes matériels de la corruption occidentale : voitures particulières et motos, chaises et réfrigérateurs, postes de T.V. et chaînes Hi-Fi, en résumé tous les gadgets d'une civilisation de consommation réservée à une minorité. Des malades, des désempés, des vieillards et des femmes enceintes ont été lancés sur les routes, et pour un certain nombre voués à la mort. Or du est d'autant plus choqué que l'on s'indigne lorsqu'ils étaient écrasés sous les bombardements aériens. Pour les Cambodgiens traditionnalistes, la seule décision « inconcevable » est celle qui frappe, sans exception, les membres de la famille royale, les dignitaires et les moines bouddhistes, les mandarins et notables sous dépendants de leurs privilèges et contraints de partager le sort de l'homme du peuple. Car il a suffi de quelques heures aux paysans révolutionnaires pour faire éclater l'ancienne société hiérarchisée. Or après l'abandon d'Angkor il y a plus de cinq siècles.

Il faut enfin citer quelques chiffres pour mieux saisir le problème. Le bilan posé par l'évacuation de Phnom-Penh :
- Population en 1948 : 110 000 habitants (dont moins de 50 % khmers) ;
- Population en 1970 : 550 000 habitants (dont 80 % khmers) ;
- Population en 1973 : 2 000 000 d'habitants, dont 1,5 million de réfugiés attendant la paix pour regagner leurs villages détruits. Pour la majeure partie des vrais citadins, l'exode est un retour à des activités agricoles abandonnées depuis une quinzaine d'années.

Les projets à long terme des révolutionnaires cambodgiens sont évidemment inconnus. D'autant que l'on ignore encore la composition réelle de leur gouvernement et que même les représentants de l'unité civile et militaire à Phnom-Penh tiennent à conserver l'anonymat. Néanmoins, le caractère du nouveau régime apparaît à travers ses premières décisions : rejet d'une occidentalisation conservatrice comme corruptrice de la société, retour à une authenticité paysanne permettant de rétablir l'égalité des chances - thème privilégié - et d'instaurer un socialisme à grains avancés.

De brèves informations, il peut être déduit que la population future de Phnom-Penh ne dépasserait pas une cinquantaine de milliers d'habitants, que le Cambodge populaire tenterait de doter d'un certain prestige et aux ambitions industrielles des régimes précédents ainsi qu'aux formules de développement d'inspiration étrangère. Ce qui prime, c'est la volonté évidente de faire porter tous les efforts sur la productivité agricole et l'élevage, d'assurer à chacun un niveau de vie traditionnelle satisfaisant.

Certains ne pourront regretter que l'expérience révolutionnaire paysanne au Cambodge soit entreprise en vase clos, protégée par le secret absolu, comme la révolution chinoise à ses débuts. Les Laotiens seront les derniers « libérés », mais cette libération est en marche. Les Américains quittent le Vietnam sans les bénéfices des troupes : les chefs de file de la droite lao, suivis de près par les riches chinois compromis avec Taiwan et les Vietnamiens qui joutent Thieu gagnant à Saigon, sont partis pour Bangkok. Maintenant la partie se joue à Vientiane entre l'indétructible Souvanna Phouma, toujours chef du gouvernement, et le Pathet-Lao dont les troupes occupent sans se presser les positions clés du pays. Après les perpétuelles inextricables des dernières années, il semble cette fois que l'histoire politique du Laos est entrée dans une phase qui conduira à l'ère d'éclaire et à l'unification par le pouvoir populaire. Mais le style et les méthodes de la révolution lao à l'échelle nationale ne sont pas encore bien fixés. Sans doute parce que, dans ce concert révolutionnaire indochinois, ses dirigeants sont à la recherche d'une partition moins classique que celle du Vietnam, moins difficile à jouer que celle du Cambodge.

Du stalinisme à l'affaire Lin Piao

LES Editions en langues étrangères de Pékin ont publié quatre tomes des œuvres choisies de Mao Tse-toung sur les années des articles rédigés entre 1927 et 1949. Ses écrits ultérieurs se divisent en deux catégories. L'une comprend ceux qui furent l'objet d'une diffusion et d'une traduction officielles. Ils sont peu nombreux. Le plus important a été publié en 1957 sous le titre de la « solution des contradictions au sein du peuple ». L'autre englobe une masse considérable de discours et de lettres adressés aux organes centraux du parti et demeurés inédits.

Durant la révolution culturelle, les dirigeants marxistes ont tenté de limiter à l'Etat. Les jeunes révolutionnaires ne pouvaient être informés des débats et des textes qui ont été publiés dans le parti. Des textes de Mao inconnus se répandirent alors dans tout le pays. Ces documents paraissent ensuite à l'étranger avec, sans doute, un certain assentiment des autorités. Stuart Schram en présente aujourd'hui un recueil en anglais (1).

Il est à peine nécessaire de souligner l'importance théorique de ce livre sur Mao Tse-toung exposé les causes des problèmes ainsi cruciaux que le conflit sino-soviétique, le grand bond en avant, la révolution culturelle, l'affaire Lin Piao et, plus généralement, sur la philosophie, la pédagogie et les questions militaires. Son intérêt historique n'est pas moindre. On y trouve, par exemple, les discours prononcés aux assemblées de Lushan, dont la première, en 1959, destitua le ministre prononçant de la défense, Peng

Teh-huai, et la seconde, en 1970, son successeur, un certain Lin Piao (2).

Le lecteur est ainsi plongé dans vingt années d'histoire moderne de la Chine avec le sentiment inhabituel d'aborder de l'intérieur les problèmes de ce pays.

Un certain nombre de thèmes reviennent avec une régularité frappante au long des années, telle la nécessité de toujours adapter le marxisme à la situation concrète de la Chine. « Pensez chinois », semble répéter Mao Tse-toung à ses cadres et, dit-il, dès 1956, « ne surestimez pas l'exemple soviétique ».

Le thème central, autre que celui de stimuler la démocratie dans le parti et dans la société. Le président prononce, à ce sujet, le 30 janvier 1962, un long discours, le plus long qu'il recueillit. Mais c'est dix fois vingt fois qu'il des ans il revient sur ce point.

« Ceux d'entre vous, dit-il à ses cadres, qui étouffent la critique, qui fuient les responsabilités, qui se prennent pour des sages dont nul n'osera toucher le derrière, échouerez dix fois sur dix. Les gens parleront quand même. » Plus loin, il précise : « On doit arrêter et écouter aussi peu que possible. Si l'on arrête et si l'on écoute à bon sens, durant notre séjour en Chine. Authentiquement, ces docu-

LES INÉDITS DE MAO TSE-TOUNG

Par JEAN DAUBIER

Dans cette atmosphère, il n'y aurait guère de démoralisme », et encore : « Si des gens disent des choses fausses, il faut les convaincre et non les punir ».

Le président Mao reconnaît, recommande une certaine liberté d'expression. Il s'agit même du fondement des méthodes de direction marxistes, bien que l'application de principes ainsi proclamés n'ait pas toujours été rigoureuse. Il existe cependant une limite à ne pas franchir : le parti communiste chinois admet l'opposition, mais celle-ci ne doit pas être « démodée des fractions ». « Nous ne craignons pas l'opposition déclarée, ce que nous craignons, c'est l'opposition secrète », dit Mao.

Le problème se pose de l'authenticité des documents chinois venus de l'Occident par Hongkong. On sait aujourd'hui, après les révélations de M.M. Marchetti et Marks, que de faux articles de gardes rouges ont été confondues et répandus par la C.I.A. (3). Ce fut même une des opérations « d'intimidation » majeures réalisées ces dernières années par le S.I.A. Stuart Schram ne l'ignore pas. Il est, néanmoins, convaincu de l'authenticité des textes qu'il présente, en raison de leur cohésion interne, de plusieurs traits typiques traduisibles aux imaginations d'un faussaire. Nous partageons cette conviction pour avoir eu l'occasion de consulter certains de ces textes à bonne source durant notre séjour en Chine. Authentiquement, ces docu-

ments, cependant, ne sont pas forcément très exacts. Enregistrés, copiés, rediffusés, traduits, ils pourraient comporter des erreurs.

DANS la collection « Politique », des Editions du Seuil, M. Hu Chi-hai présente d'autres inédits de Mao Tse-toung traitant plus spécifiquement des questions économiques (4). Il s'agit d'une série de commentaires du président consacrés aux Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., ouvrage bien connu de Joseph Vissarionovitch Staline, et à l'édition de 1960 du Manuel d'économie politique de l'économie soviétique, auquel se livre une critique en règle des idées de dirigeant soviétique en matière d'industrialisation socialiste, qui devrait effacer la réputation de « stalinisme » que lui font des détracteurs aussi obstinés qu'ignorants.

Ces documents montrent qu'au milieu des années 60 Mao Tse-toung a systématiquement élaboré une stratégie de développement originale et qu'il a pensé, en termes nouveaux, le fameux rapport marxiste dans économie-superstructure idéologique. Il constitue aussi un précieux bilan comparé des expériences soviétique et chinoise tracé par celui qui était, à cet égard, le plus qualifié. M. Hu souligne, à juste titre, que la figure de Mao « théoricien et stratège de la conquête du pouvoir dans un pays pré-industriel surpeuplé ne cesse pas de retoucher, son image d'architecte du socialisme apparaît, elle, avec des contours indéfinis. A cela, il voit une raison essentielle : il marqua jusqu'à présent au personnage une dimension : une pensée éco-

nomique cohérente. Lacune désormais comblée par la publication de ces inédits.

On suivra plus difficilement M. Hu lorsque, évoquant l'esprit prométhéen de Mao, il y voit du mysticisme. Il écrit ceci : « C'est en agissant directement par une mobilisation politique, idéologique et morale sur le comportement de l'homme dans la production, dans la consommation et jusque dans ses habitudes quotidiennes que Mao tente de résoudre le problème de la croissance. » Ce raisonnement nous paraît hautement simplificateur. On ne peut affirmer sans risque : « La croissance inébranlable de Mao en la possibilité de transformer idéologiquement l'homme l'amène à refuser quelques-uns des postulats les plus fondamentaux du marxisme-léninisme. » M. Hu prête souvent au président chinois un volontarisme subjectif qui serait plutôt celui de Lin Piao et que le parti communiste cherche à éliminer depuis quatre ans par une vaste campagne idéologique.

(1) Chairman Mao Talks to the People, présentation de Stuart Schram, Asia Library, Pantheon Books, New-York, 352 p., 10 dollars.

(2) Une allusion du président à une période plus lointaine confirme que Mao Tse-toung est responsable du parti en mandchourie, devenu au début des années 50 l'adversaire de Mao, avait l'appui de Staline. Simple détail dont l'importance n'échappera pas (page 190 de l'ouvrage).

(3) Voir les pages 189 à 190 de l'introduction de L'Asie du Sud-Est, de l'éditeur, Dell Books, 387 pages, 1,75 dollar.

(4) Mao Tse-toung et la construction du socialisme, textes inédits traduits et présentés par Hu Chi-hai, Editions du Seuil et Politique, Paris, 1975, 202 pages, 2,50 F.

مركز من زيل

LA THAILANDE PREND SES DISTANCES A L'ÉGARD DES ÉTATS-UNIS

(Suite de la première page)

On peut se demander dans quelle mesure l'attitude conciliante du ministre thaïlandais des affaires étrangères envers Hanoi ne représente qu'un aspect d'une approche plus élaborée de l'ensemble de sa politique extérieure. Le ministre, le général Chatichai, par exemple, est le beau-frère du ministre de la défense, qui est fait l'avocat de la prudence et de la modération dans l'instabilité de liens avec l'Indochine. Les libéraux, en tout cas, sont en train de se rendre compte que les États-Unis peuvent se montrer brutaux : la demande d'aide militaire présentée par la Thaïlande a été réduite de 55 à 32 millions de dollars, et l'aide supplémentaire à la défense de 127 à 18 millions de dollars ; l'attribution finale de ces fonds est en outre suspendue. Les États-Unis ont frappé la Thaïlande par une série de chocs qui rappellent ceux que connaît le Japon au début du rapprochement américain avec la Chine.

La veille de la remise de Saigon au G.R.P., M. Edward Masters, chargé d'affaires de l'ambassade américaine à Bangkok, assure le général Chatichai que les États-Unis respecteront leurs engagements à l'égard de la Thaïlande. Ce même jour, cent vingt-cinq avions sud-vietnamiens, conduits par des pilotes sud-vietnamiens, atterrirent à Utaopao, base aérienne louée par les Américains sur la côte orientale de la Thaïlande.

Après que Bangkok ait réclamé le droit de disposer de ces appareils, le secrétaire américain à la défense, M. James Schlesinger, déclarait que les États-Unis conservent un « titre légal » sur tous les appareils fournis au Vietnam du Sud au titre du programme d'assistance militaire.

Le ministre thaïlandais de la défense, M. Pramern Adireksarn, apparemment d'accord avec M. Schlesinger, annonce que les avions seraient remis aux États-Unis et que l'affaire devait être réglée entre gouvernements américain et sud-vietnamien. Le général Chatichai, au contraire, estime, avec de nombreux membres du Parlement thaïlandais, qu'étant donnée l'évolution de la situation en Indochine un changement fondamental de la politique étrangère thaïlandaise s'imposait. « Nous ne devons pas nous faire des ennemis des nouveaux gouvernements », faisait-il valoir. Le premier ministre, M. Kukrit Pramo, soutint néanmoins M. Pramern Adireksarn quand il souligne que le gouvernement thaïlandais ne peut entièrement contrôler les autorités américaines d'Utaopao, des accords spéciaux sur l'utilisation de la base ayant peut-être été signés par l'ancien gouvernement militaire.

Pendant ce temps, les États-Unis retiennent secrètement d'Utaopao les avions de combat en litige et leur cargaison et les évacuent sur le porte-avion *Midway*. Le 5 mai, un porte-parole du Pentagone aurait déclaré : « Le *Midway* est plein à ras bord (...) de tout l'équipement qu'il a pu recevoir et il est parti avec. La plupart des avions laissés sur place n'avaient que peu de valeur. »

Deux jours auparavant, le ministre thaïlandais des affaires étrangères avait reçu une note du *Nakhon Phanom*, le journal officiel de Hanoi, « réclamant le retour des avions dans l'intérêt de la R.D.V. et de la Thaïlande au nom de la paix dans la région », tandis que M. Edward Masters, à l'ambassade américaine, avait prévenu qu'il y aurait de « graves répercussions » si la Thaïlande restituait les appareils au G.R.P.

tatives de rapprochement entre Thaïlandais et Vietnamiens se sont considérablement accélérées depuis la signature des accords de paix de Paris, le renversement de la dictature militaire Thanon-Prappas en Thaïlande et la prise de conscience par Bangkok des modifications des intérêts et de la stratégie globale des États-Unis.

Le ministre thaïlandais des affaires étrangères espérait qu'un communiqué commun serait publié à la fin des entretiens, mais l'affaire des avions embarqués sur le *Midway* empêche qu'il en soit ainsi. Même si les Vietnamiens firent preuve de souplesse en permettant à Bangkok de mettre l'accent sur les questions plus importantes des relations entre Bangkok et Hanoi, il est clair que les États-Unis avaient placé la Thaïlande dans une situation difficile.

Pressé par les responsables de la ministre des affaires étrangères de faire connaître ses positions précises vis-à-vis des Américains, le premier ministre réunit le conseil des ministres après le retour de son ministre des affaires étrangères de la conférence de l'Association des nations de l'Est et du Sud-Est (A.S.E.A.N.) à Kuala-Lumpur. Trois déclarations furent prises : 1) rappel de l'ambassadeur thaïlandais à Washington ; 2) communication de cette mesure à toutes les ambassades, tant en Thaïlande qu'à l'étranger ; 3) révocation de tous les accords américains-thaïlandais sur l'utilisation des bases et installations militaires thaïlandaises.

Pour ceux qui souhaitent voir réclamer le « retrait immédiat des troupes américaines de Thaïlande », ces exigences étaient insuffisantes. Toutefois, à la suite de la conférence de presse tenue par M. Kissinger le 17 mai, au cours de laquelle celui-ci fit valoir ses « regrets pour tout embarras causé au gouvernement thaïlandais », le retrait des forces américaines avant mars 1976 fut officiellement écarté de la liste.

Selon certaines rumeurs, des militaires thaïlandais auraient autorisé les Américains à se servir d'Utaopao pour déployer leurs « marines ». En outre, des responsables de l'ambassade américaine à Bangkok ont déclaré que M. Edward Masters n'avait pas été informé au préalable de l'intention du Pentagone de faire usage des bases thaïlandaises, contrairement aux instructions données par feu le président Kennedy, qui consistaient que tout ambassadeur américain, en tant que représentant du président, est le commandant en chef de toutes les forces américaines dans le pays où il est en poste et que celles-ci doivent donc agir selon ses instructions. Le fait que M. Whitehouse n'aurait pas encore reçu l'équivalent officiel du gouvernement thaïlandais explique peut-être qu'on ait passé outre à ce point de droit.

Le 19 mai, l'ambassadeur américain

remit au général Chatichai une lettre officielle d'excuse adressée par le gouvernement des États-Unis au gouvernement royal thaïlandais et déclarant notamment : « Les États-Unis regrettent les malentendus qui sont intervenus entre la Thaïlande et les États-Unis en ce qui concerne l'envoi temporaire de « marines » à Utaopao pour aider à la récupération du S.S. Mayaguez. Il y a une longue tradition de relations étroites et cordiales entre les États-Unis et la Thaïlande, tradition qui a aidé nos deux pays à affronter ensemble de nombreuses périodes difficiles. (...) Les circonstances particulières qui ont conduit aux récents événements n'étaient pas ces relations traditionnelles et ne se reproduiront plus. »

Les « regrets » exprimés pouvaient-ils tenir lieu d'excuses ? Un éditorial du quotidien de Singapour *New Nation*, intitulé : « Bye, bye au vieil oncle Sam », notait que « les Thaïlandais vivent dans

un climat d'espoir depuis et d'espérances trahies en ce qui concerne leurs relations avec les États-Unis ».

Un spécialiste de l'Hudson Institute employé par le ministère américain de la défense nous a expliqué que les dirigeants américains avaient agi, dans l'affaire du *Mayaguez*, en situation de crise. Un nombre limité de variables entraient dans le calcul d'une stratégie raisonnée et les intérêts de la Thaïlande n'y figuraient pas, ou du moins étaient jugés secondaires par rapport au problème immédiat : un affrontement avec le Vietnam du Nord, si elle était mal conduite, pourrait entraîner d'autres changements du même type par des pays sans pouvoir politique significatif. Dans le cas de la Thaïlande, l'expérience d'un quart de siècle de rapports de patron à client ne permettait pas de percevoir clairement la réalité nouvelle des relations américano-thaïlandaises.

Une nouvelle convergence ?

Le spécialiste des problèmes de défense souligne que les États-Unis ont toujours eu une politique chinoise mais jamais de politique asiatique. Il rejette l'argument selon lequel les États-Unis ont des intérêts immuables, économiques en particulier, partout dans le monde. Les seuls intérêts stratégiques qu'ont, selon lui, les États-Unis en Asie du Sud-Est se trouvent probablement dans le détroit de Malacca, où ils l'ont parlé de la « stratégie insulaire » de défense prévue pour l'ère post-vietnamienne. Cette stratégie n'est elle-même qu'une option, certains stratèges préférant Guam en tant que ligne de défense avancée. Mais, si l'on suppose que cette stratégie « insulaire » va se développer, et si l'estime quant à lui que ce sera le cas, l'accès au détroit de Malacca et aux bases d'appui de la bordure orientale du Pacifique est souhaitable.

Un haut responsable nord-vietnamien. Du point de vue américain et souligne-t-il, le point de vue thaïlandais également, un certain degré de tension et d'hostilité dans cette période de retrait est utile, car il diminue la « psychologie de dépendance » de règle jusqu'à une date récente dans la région et encourage une « psychologie d'essor national ». « Ce qui devrait surprendre les Thaïlandais, ajoutait-il, ce serait que les États-Unis abandonnent trop facilement et ne leur permettent pas d'utiliser au mieux la nouvelle situation pour renforcer l'unité nationale afin d'entrer dans une nouvelle ère de relations internationales. Pour sa part, il approuve pleinement les protestations anti-américaines dans le contexte du renforcement de ce nationalisme.

Une telle vision des choses peut sembler excessivement égoïste si elle ne masque pas d'autres préoccupations. Il est très possible, par exemple, que les États-Unis aient cessé de considérer la Thaïlande comme un pion à défendre et l'OTASE comme une alliance à maintenir. Toutefois, pendant tout le conflit indo-chinois, les dirigeants américains n'ont cessé de réaffirmer leurs engagements à l'égard de la Thaïlande, pierre de touche de la « doctrine Nixon ». Maintenant Washington entend démentir les Thaïlandais qui ont été assez naïfs pour croire que prêter des bases aériennes suffisait à garantir un régime de travail de la part des États-Unis. M. Kissinger, parlant de la Thaïlande dans sa conférence de presse du 16 mai, a dit : « Nous n'insisterons pas (pour maintenant) des arrangements de « autres pays ne considèrent plus comme favorables à leurs intérêts. »

MIKE MORROW, D. VINTARAT.

Révision des accords sur l'utilisation des bases

BIEN que les Thaïlandais ne cessent de répéter qu'ils ne veulent pas d'enous avec les États-Unis, les Américains ne paraissent guère s'en préoccuper. Selon le premier ministre, M. Kukrit Pramo, l'envoi de mille « marines » américaines d'Okinawa à la base aérienne d'Utaopao après l'arrondissement du *Mayaguez* au large de la côte sud-ouest du Cambodge « risquait d'entraîner des conséquences graves et néfastes pour les relations bilatérales ». — à quoi un porte-parole de l'ambassade américaine à Bangkok répondit par l'habituel « No comment ».

Lorsque le nouvel ambassadeur américain, M. Charles S. Whitehouse, arriva à Bangkok le 15 mai, il fut accueilli à l'aéroport par une quarantaine de manifestants portant des pancartes sur lesquelles on lisait « Vietnam go home ». Entre-temps toutefois les « marines » américains avaient achevé de bombarder l'aérodrome de Riem et la seule raffi-

nerie pétrolière du Cambodge avec des A-7 et des F-111 venus d'au moins trois bases aériennes thaïlandaises.

A deux heures de l'après-midi le lendemain, des dirigeants étudiants présentaient à l'ambassade américaine une lettre réclamant des excuses officielles pour cette violation caractérisée de la souveraineté thaïlandaise. Etudiants et autres étaient invités à se réunir à l'université Thammasat le 17 mai pour aller ensuite à l'ambassade des États-Unis. Prié de commenter cette campagne anti-américaine, le premier ministre lui-même avait déclaré : « C'est bien, nous vivons nous en train de... »

Le même jour, la première délégation du G.R.P. conduite par l'ambassadeur Nguyen Minh Thong, arriva à Bangkok pour des entretiens concernant le statut des avions et des bateaux conduits en Thaïlande par des Vietnamiens. Les ten-

POLITIQUES ÉTRANGÈRES ET ÉQUILIBRE MONDIAL

La prise de décision, les "ajustements", l'emploi de la force

CETTE analyse de la politique étrangère d'une nation se heurte à la difficulté de distinguer ce qui relève des contingences internationales et ce qui revient aux facteurs de décision internes. A plus forte raison lorsqu'il s'agit d'une étude comparée des rapports de force internationaux, où doit intervenir le calcul des interactions des diplomates des grandes puissances. La tentation est grande alors de privilégier soit les scénarii ou les groupes de pression domestiques (dans la diplomatie française tendra à être réduite au quotient personnel d'un de Gaulle ; la politique étrangère soviétique, aux conflits au sein de la bureaucratie), soit au contraire le pur jeu des événements mondiaux, indépendamment des acteurs et des vecteurs nationaux.

Ce double écueil, le professeur Franz Schurmann l'écrit dans son dernier et volumineux ouvrage (1). Cette brillante et très riche étude comparée des processus de prise de décision et des politiques étrangères est articulée autour de la relation triangulaire Washington-Moscou-Pékin. Les États-Unis sont le pivot de cette relation. « Je crois que le facteur politique central dans le monde est le gouvernement américain », note d'emblée Schurmann. Les décisions prises à Washington ont des répercussions à Moscou et à Pékin, entraînant des réactions américaines en retour. Si l'on assiste aujourd'hui à un déclin de la puissance américaine, c'est l'impérialisme et l'expansionnisme américains qui sont pas morts ; ce qui est mort, c'est les forces contraintes et droitières qu'ils ont prises depuis 1945. Pour l'histoire, l'empire américain est né en lendemain de la seconde guerre mondiale. Le conflit indo-chinois (Schurmann démontre superbement l'engagement qui consistait à l'escalader, puis un retrait américain) marque le passage à une période de transition. L'empire a découvert ses limites. Le débat entre expansionnisme et protectionnisme, tendances américaines de Paulsen et de du nationalisme, rebondit.

Le « triangulaire » de la puissance et à laquelle se livre Schurmann procède selon une double démarche dialectique : d'une part, retracer l'interaction de l'idéologie et de l'organisation aux États-Unis, en Chine et en Union soviétique ; d'autre part, présenter celle des décisions et des réactions d'un pôle à l'autre de l'équilibre mondial. Chemin faisant, il montre que le processus de prise de décision au Kremlin a été plus et plus différent de ce qu'il est à Washington, ce qui le conduit à une théorie de leadership de l'occident

qui fait la part belle aux transactions entre groupes de pression, élites militaires et autres dans la définition des options et des choix nationaux et internationaux.

C'est lorsqu'il aborde les débats stratégiques liés à la révolution culturelle chinoise que Schurmann innove le plus. La bataille pour la suprématie politique à Pékin exprimée par la

révolution culturelle a dû avoir pour enjeu un débat stratégique entre Mao et ses adversaires sur le caractère de l'ère soviétique. La question est de savoir si ce fut le seul enjeu, ou, comme tend à le penser l'auteur, un enjeu déterminant. Si les analystes ont tendance généralement à sous-estimer l'importance des questions de politique étrangère dans les orientations nationales, on peut se demander si Schurmann ne tombe pas dans le travers inverse.

EN regard du bouillonnement et du brio de l'analyse effectuée par Schurmann, les études rassemblées par le professeur F.S. Northedge sur les politiques étrangères des puissances (2) paraissent infiniment un peu ternes. Du moins leur style académique les rend-il partiellement claires. Outre les trois « grands », sont étudiés la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne fédérale, le Canada (qui définit avec pertinence les « paradoxes » canadiens, l'auteur de l'étude, Robin Ranger, n'a que trop tendance à privilégier les personnes dans sa définition des orientations diplomatiques), le Japon, l'Inde et l'Indonésie. Ces études sont dues à des enseignants de la London School of Economics. La plupart avaient été publiées en 1968. Elles ont été mises à jour, et les développements consacrés au Japon et à l'Indonésie (Tsu et Parize bien venus) sont nouveaux. Retenons, à propos de la diplomatie française, cette remarque de Dorothy Pickles : « Bien paradoxalement, ce qui avait caractérisé le plus et accroître la stature du général de Gaulle (...) à l'étranger ou fut pas sa politique étrangère, mais sa politique intérieure, alors que dans le pays même que sa politique étrangère a le mieux réussi, car elle avait grandement contribué à son propre prestige et à sa propre autorité. »

Le chapitre consacré aux « ajustements » de la diplomatie britannique d'après guerre est rédigé par le professeur Northedge. Il souligne à juste titre l'importance des considérations économiques dans cette évolution. « On ne peut se contenter de négliger, voire de rejeter, d'autres analyses. Ainsi Joseph Frankel, dans son examen de la politique étrangère britannique de ces trente dernières années (3), va-t-il jusqu'à écrire :

« Les processus politiques ne peuvent s'expliquer directement par les forces socio-économiques sous-jacentes, car celles-ci doivent être perçues, assimilées (...) par ceux qui prennent les décisions. » Si bien que « la culture politique » devient alors « le facteur dominant ». « Visum bien dicitur et subjectivum, même s'il est vrai que la diplomatie relève, dans ce pays plus que dans d'autres, d'une « élite ». En étudiant le processus de prise de décision comme élément d'un contexte national plus vaste, Frankel se coupe d'une dimension importante de l'analyse et aboutit à des conclusions prévisibles. Pour lui, la continuité est la caractéristique essentielle de la vie politique et sociale britannique. La Grande-Bretagne passant du troisième rang mondial au statut de puissance moyenne dans le cours d'une génération, sa politique étrangère « a évolué dans le sens d'une érosion graduelle de ses conceptions successives d'un rôle mondial individuel et d'une préoccupation croissante pour ses intérêts nationaux ». « De l'empire à l'Europe. Encore tend-t-il à surestimer le caractère radical du tournant pris par l'adhésion au Marché commun. »

À Grande-Bretagne et l'Europe sont également au centre du petit ouvrage composite du professeur Otto Pick et du député Julian Critchley qui, dans une réflexion fourre-tout évoquant aussi bien les diverses négociations liées au désarmement et à l'équilibre des forces nucléaires et se livrant à un écarté plaidoyer en faveur de l'alliance atlantique, s'interrogent sur la union de sécurité collective (4). « Le concept de sécurité collective après la première guerre fut dans une certaine mesure une réaction à l'échec de l'équilibre des forces », écrit-il. La faillite de la S.D.N., puis de l'O.N.U., a, selon eux, entraîné la formation de

l'alliance atlantique et le regroupement du pacte de Varsovie. « L'autodéfense collective régionale représente un compromis conceptuel entre le vieil équilibre des forces, devenu incontrôlable dans une monde industrialisé, et la sécurité collective universelle, et tout bien pesé, la conclusion est que la sécurité est un état d'esprit ».

D'une autre tenue est l'ouvrage succinct supervisé par le professeur Northedge et consacré à l'usage de la force dans les relations internationales (5). Pourquoi et quand la force est-elle utilisée ? Dans quel but ? Dans quelles circonstances dans un monde industrialisé, et la sécurité collective universelle, et tout bien pesé, la conclusion est que la sécurité est un état d'esprit. « On pourrait presque dire qu'on fait souvent appel à la force quand la puissance échoue. » Quant à la violence, elle a communément un degré de légitimité moindre que la force. « Légitimité » — qu'est-ce à dire ? En outre, n'est-il pas excessivement optimiste d'affirmer que « toute l'activité internationale depuis 1918 visant à rendre la force illégale » servit à créer un climat d'opinion mondiale qui est de plus en plus hostile à l'usage de la force ou à la menace d'y recourir ? » À noter le chapitre que Jeffrey Golden consacre aux rapports entre la force et la loi dans les relations internationales. Qu'est-ce qui commande, s'interroge-t-il : la puissance ou la loi ou la loi ou la puissance ? Mais suffit-il de répondre que la tendance de la presse à monter en épingle les suites nouvelles survenues fait oublier que les violations de la loi internationale sont l'exception plutôt que la règle ? Le sujet est trop important pour être écarté en de telles proportions.

(1) *The Logic of World Power*, Franz Schurmann, Pantheon Books, New-York, 1974, 595 pages, 15 dollars.
(2) *The Foreign Policies of the Powers*, ouvrage collectif sous la direction de F.S. Northedge, Faber and Faber, Londres, 1974, 288 pages, 2,50 livres.
(3) *British Foreign Policy 1945-1973*, Joseph Frankel, Oxford University Press, Londres, 1975, 256 pages, 5,95 livres.
(4) *Collective Security*, Otto Pick et Julian Critchley, Macmillan, Londres, 1974, 123 pages, 3,50 livres.
(5) *The Use of Force in International Relations*, ouvrage collectif sous la direction de F.S. Northedge, Faber and Faber, Londres, 1974, 258 pages, 3,90 livres.

TSE-TOU

ALARME ET IMPATIENCE DANS LE TIERS-MONDE

Pendant près d'un quart de siècle, les pays du tiers-monde ont joué le jeu de la coopération internationale. Tout comme le plan Marshall avait aidé l'Europe à reconstruire son économie au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'aide financière et technique des nations industrialisées, leurs investissements massifs devaient faciliter le démarrage économique des pays sous-développés. Au nom de l'efficacité et sous le contrôle rigoureux des pays « donateurs » ou des institutions financières de l'ONU, les responsables locaux engageaient leurs pays dans la construction d'une éco-

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en 1964 allait permettre au tiers-monde de se constituer pour la première fois en bloc homogène — le « groupe des 77 » — au sein d'un organisme officiel de structures de commerce et de l'aide aujourd'hui étendus à l'ensemble des relations économiques entre le Nord et le Sud. Les succès de l'UNEP ont donné une nouvelle force à ce mouvement de contestation, et il n'est plus aujourd'hui de conférence internationale sans affrontement direct entre les intérêts du tiers-monde et ceux du système occidental.

d'une analyse marxiste — de dénoncer les dangers d'une dépendance engendrée par la soumission des économies moins avancées aux lois du système occidental. Mais cette crise est aussi interprétée comme un échec de la société industrielle, frappée par l'inflation et le chômage, alors qu'elle continue d'engloutir la plus grande part des matières premières, des produits alimentaires et de l'énergie. Non seulement la reproduction du « modèle » occidental n'a pas apporté aux masses déshéritées les améliorations espérées, mais le modèle lui-même s'est vu considéré comme dépassé.

Un nouveau dessein pour vaincre le sous-développement

nomie calquée sur le modèle occidental, à de rares exceptions près (Chine, Cuba, Tanzanie...).

Malgré tous les espoirs placés dans ce style de coopération et de développement, pas en instant au cours de ces vingt-cinq dernières années il n'a été possible d'envisager qu'un jour l'écart entre les pays riches et pauvres pourrait se combler. Sans attendre la publication en 1969 du rapport Pearson, critique des modalités de la coopération internationale réalisée à la demande de la Banque mondiale, la création de la

Ce que réclament encore, officiellement, les dirigeants des pays en voie de développement, ce n'est rien d'autre que l'observation des vieux principes contenus dans la charte des Nations unies et précisés au fil des ans par de multiples « pactes » et « déclarations ». Transposés au plus de l'économie, ils ont pris une nouvelle forme l'an dernier dans la « charte des droits et devoirs économiques des Etats » adoptée à l'Assemblée générale de l'ONU par cent vingt voix contre six et avec dix abstentions. Elle proclame, entre autres, le droit de chaque Etat de disposer de ses richesses nationales, de procéder à des nationalisations, de servir le système politique et économique de son choix (la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Danemark, les Etats-Unis, le Luxembourg et le Royaume-Uni ont voté contre).

La crise que traverse actuellement le monde occidental a donc permis de réactualiser la revendication du tiers-monde. Elle n'a fait qu'enrichir les inquiétudes, et donner plus de poids aux arguments de ceux qui, depuis de longues années, s'efforçaient — souvent au terme

Tirant les conclusions d'un tel raisonnement, un groupe d'intellectuels du tiers-monde s'est réuni en janvier dernier à Karachi pour fonder le « Forum du tiers-monde » où ils cherchent d'autres solutions au problème du développement. Ouvert à tous les intellectuels engagés des « trois continents », sans distinction d'école, le forum s'est donné pour objectif principal le développement autonome de chaque pays, fondé sur l'indépendance nationale et l'égalité sociale dans l'intérêt des masses. Pour la première fois peut-être, au delà des rencontres académiques, une structure permanente est ainsi mise en place pour faciliter la concertation idéologique de responsables politiques confrontés aux mêmes difficultés, mais, jusque-là, enfermés dans leurs spécialités ou leurs problèmes régionaux. Le champ ouvert à l'investigation est immense. Les cinq articles ci-dessous décrivent surtout une idée de la direction dans laquelle vont s'orienter les recherches. Paul Balta dresse, quant à lui, un bilan de la nouvelle campagne menée dans les assises internationales par le « groupe des 77 ».

M. P.

Une remise en cause de l'ordre international

Il devient chaque jour plus évident que le système économique dans lequel nous avons vécu durant les dernières décennies est entré en crise. Les aspects de cette crise sont multiples, tant au plan interne qu'international, économique que politique et idéologique. Néanmoins, elle semble, jusqu'ici, ne présenter aucune des caractéristiques classiques de la dépression (chute des prix et de la production, augmentation massive du chômage).

Globalement, l'expansion des vingt-cinq dernières années a battu tous les records de l'histoire moderne en termes de taux de croissance des différentes grandeurs économiques. Par ailleurs, cette expansion a permis une réduction progressive et sensible de l'écart entre les différents pays développés — Etats-Unis, Europe et Japon. Au contraire, l'écart entre le centre du système et sa périphérie — les pays sous-développés — s'est considérablement aggravé au cours de cette dernière période, malgré les taux de croissance records de certains pays du tiers-monde, notamment de quelques producteurs des principales ressources renouvelables sur lesquelles la croissance globale du système a été fondée (en premier lieu le pétrole), et malgré la généralisation progressive du mode d'industrialisation et de substitution d'importations de la périphérie.

Quel est donc l'aspect principal de la crise, sa « cause » majeure : la compétition nouvelle entre les pays du centre développé ou la remise en question de l'ordre international fondé sur l'écart grandissant entre le centre et la périphérie ?

Pour répondre à cette question, il faut savoir que la croissance des vingt-cinq dernières années a été très différente des phases précédentes d'expansion du système mondial (du milieu du siècle dernier à la première guerre mondiale), tant dans sa structure internationale qu'intérieure. Comme Celso Furtado l'a rappelé avec force, l'expansion du système mondial jusqu'à vers 1870 s'est organisée autour d'une division internationale du travail dans laquelle l'Angleterre jouait le rôle moteur d'atelier industriel pour le monde entier et qui s'est traduit par des taux de croissance du commerce international supérieurs à ceux de la croissance du produit tant l'Amérique que des autres parties du monde. A partir de 1870, on a vu se dessiner les politiques nationales de développement des grands Etats qui sont devenues les centres du système capitaliste mondial (Etats-Unis, Allemagne, France, Japon, Russie impériale) en réaction contre l'ordre international fondé sur la prééminence exclusive de la Grande-Bretagne. Dans ce second type d'expansion, les taux de croissance du produit des nouvelles grandes puissances sont plus élevés que ceux du commerce international, et le phénomène s'accompagne de la formation d'empires coloniaux ou de zones d'influence exclusive de ces puissances. Le « sous-développement » date de cette époque.

La dernière phase d'expansion ne ressemble ni à l'un ni à l'autre de ces modèles du passé. Si la prééminence des Etats-Unis, à l'issue de la deuxième guerre mondiale, renforcée par le chantage politique à la production du « monde libre », a fait accepter un retour à l'idéologie de « libéralisme » — au plan international — et à la libéralisation effective du système, comme à la liquidation progressive des « chasses gardées » des anciens empires coloniaux, et si les sociétés dites multinationales, particulièrement les sociétés américaines, ont joué un rôle décisif dans l'amorce d'une intégration économique plus poussée à l'échelle mondiale, cette même expansion a permis à l'Europe et au Japon de combler une grande partie du fossé qui les séparait des Etats-Unis. La mise en œuvre des politiques de « revenu » à l'intérieur de ces pays est, en grande partie, à l'origine de ce succès.

Aussi, tandis que les crises précédentes trouvaient leur origine dans les déséquilibres internes des économies nationales centrales développées, la crise actuelle s'est ouverte

dans le champ des relations internationales. Son premier symptôme évident a été la crise du système monétaire international au milieu des années 60, suivie de la crise « pétrolière » à partir de 1973. Jusqu'ici, cette crise « internationale » n'a pas eu de répercussions graves dans les économies développées, mais la question reste posée de savoir si, oui ou non, elle ne risque pas d'y conduire. On

au XIX^e siècle. C'est, sans aucun doute, l'hégémonie d'une idéologie de type social-démocrate qui a constitué le moyen de cette politique d'alliance des monopoles et de l'aristocratie ouvrière ». Or — Lénine en était parfaitement conscient lorsqu'il écrivait l'*Impérialisme, stade suprême du capitalisme* en 1916, cette double hégémonie des monopoles et de l'idéologie social-démocrate a pour pendant

du système. Cet aspect essentiel échappe à la grande majorité des analyses de la crise et, malheureusement (et c'est plus grave), aux grands idéologues de la gauche européenne (1). Aussi est-ce sur ce point que le Forum du tiers-monde souhaite ouvrir un débat fraternel.

Il faut donc replacer dans ce cadre la remise en cause de l'ordre international par les pays de la périphérie. Le relèvement du prix du pétrole, favorisé par une conjoncture spécifique dans ce domaine, indique bien que les batailles principales qui vont être livrées au cours des années à venir seront situées dans le domaine des relations entre le centre et la périphérie. L'annonce de tentatives en ce qui concerne les autres matières premières et produits agricoles d'exportation des pays du tiers-monde en témoigne déjà.

Il va de soi que l'initiative dans cette remise en cause est entre les mains des gouvernements du tiers-monde et que ceux-ci, d'une manière générale, ne recherchent rien de plus qu'une redistribution internationale du surplus (extorqué globalement à leurs peuples par les capitalistes occidentaux) qui leur soit plus favorable. Cette redistribution ne constitue donc pas une « solution » à un problème fondamental du « sous-développement ».

laquelle exige que l'on s'engage dans la direction d'un style nouveau de développement fondé sur la satisfaction prioritaire des besoins des grandes masses, qui est conditionnée par une transformation radicale des rapports de production dans la périphérie.

Néanmoins, si cette stratégie des gouvernements du tiers-monde devait aboutir à des résultats significatifs dans un délai rapide, cela ne signifierait nullement qu'une nouvelle étape du développement du système capitaliste, fondé sur une nouvelle division internationale du travail, s'ouvrirait sans difficultés. En effet, ce repartage de la plus-value, d'une part, remettrait en question l'hégémonie social-démocrate au centre et, d'autre part, ferait apparaître toute une série de nouvelles contradictions dans la périphérie même, soit du fait de l'inégal succès des différents pays de la périphérie dans cette remise en cause, soit du fait de l'accentuation très grave des contradictions internes dans les pays qui y parviendraient.

(1) Le lecteur trouvera une présentation systématique de notre point de vue dans Amin, P. et H. Lévy, *Le Crise de l'impérialisme*, Ed. de Minuit, 1974. Christian Palloix, dans son compte rendu critique de ce ouvrage (*Le Monde diplomatique*, février 1975), ignore totalement cette liaison profonde entre l'expansion internationale du système capitaliste et l'hégémonie de l'idéologie social-démocrate dans les classes ouvrières de l'Occident développé. Nous expliciterons ce point crucial dans un article à paraître dans la revue *Minuit*.

Par SAMIR AMIN *

retrouve alors le problème de l'écart grandissant entre le centre et la périphérie du système. En effet, comment des politiques de revenu effectives ont-elles été possibles au centre, parallèlement à la libéralisation internationale ? Notre réponse est que cela a été possible grâce à l'exploitation accrue de la périphérie.

La stabilité apparente du système économique et social dans les centres développés résulte — on le sait — de la croissance régulière des salaires dans ces pays, parallèle à celle du produit, ce qui fait contraste avec l'écart qui caractérisait ces rythmes

l'expansion impérialiste, c'est-à-dire l'exploitation accrue des masses ouvrières et paysannes de la périphérie du système.

La résilience de ces masses et, en cas de succès, le rétablissement de l'ordre du système capitaliste, constituent donc la clé de la remise en cause des fondements sur lesquels repose la stabilité de l'ordre social au centre

* Directeur de l'Institut africain de développement économique et de planification des Nations unies à Dakar, membre du comité exécutif du Forum du tiers-monde.

Pour une révision radicale de l'économie des produits de base

MALGRÉ leurs efforts pour diversifier leurs économies, les pays du tiers-monde restent du point de vue tributaire, pour une large part de leurs revenus, de la production de matières premières ou de produits primaires. Même si on laisse de côté le pétrole, 60 % environ de leurs recettes d'exportation proviennent encore des ventes de produits primaires. Pour sortir de cette dépendance, ces pays doivent maintenant chercher à s'industrialiser ; mais là aussi la réussite reste subordonnée à la stabilité du secteur des produits de base. Que les recettes brutes de leurs exportations soient inadéquates ou en chute brutale, les ressources disponibles pour l'industrialisation s'en trouvent diminuées d'autant, le problème de la dette s'aggrave, et tout le processus de la transformation et du développement est ralenti.

Dans les pays en voie de développement, l'économie des produits de base reste marquée par l'héritage du passé et ses structures présentent toujours la plupart des caractéristiques mises en place dans le système colonial. Si une révision radicale s'impose aujourd'hui, elle met en jeu nombre de problèmes. Ainsi les prix des matières premières ou des produits primaires restent fonction d'une structure de coût basée sur des salaires minimaux — presque des salaires de subsistance — payés aux travailleurs des plantations ou des autres unités de production. La structure de la commercialisation et de la distribution, pour sa part, n'a guère changé. Bien souvent, les denrées continuent d'être vendues selon des systèmes de commercialisation établis il y a près de cent ans ; ainsi, de nombreux produits sont mis en vente dans des enchères où les acheteurs sont censés être en libre concurrence, alors que, pour la plupart de ces produits, celle-ci obéit aujourd'hui le plus souvent à quelques grandes firmes dominent le marché.

Malgré les changements intervenus, on n'écoupe encore que peu d'attention à la possibilité de réorganiser des systèmes périmés ou de les remplacer par de nouvelles structures.

Les modalités de la propriété soulèvent un autre problème important. Dans beau-

coup de pays, les intérêts étrangers continuent de contrôler largement le secteur des produits de base, tandis que le propriétaire domestique est concentré dans les mains d'un petit nombre de propriétaires terriens ou d'entreprises. Cherchant à affirmer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, certains pays du tiers-monde — mais pas tous, tant s'en faut —

perpétuent de contrôler largement le secteur des produits de base, tandis que le propriétaire domestique est concentré dans les mains d'un petit nombre de propriétaires terriens ou d'entreprises. Cherchant à affirmer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, certains pays du tiers-monde — mais pas tous, tant s'en faut —

Les modifications qui doivent être introduites dans le domaine des matières premières ou des produits primaires sont ainsi au cœur du problème du développement pour la plupart des pays du tiers-monde. Pourtant, on n'en tient pas encore suffisamment compte dans les discussions internationales sur le thème du dévelop-

l'organisation des producteurs pourrait fournir une série de contreparties au pouvoir des acheteurs, permettant d'arriver à des prix mieux équilibrés plutôt qu'à des prix de monopole.

Cette prise de conscience nouvelle de l'importance des produits de base et de l'urgence de leur développement a conduit à une révision critique des méthodes et des mécanismes utilisés. Jusqu'à présent, on a surtout eu recours aux accords internationaux par produits, dont l'objectif ne dépassait pas celui de la stabilisation des prix — en négligeant les effets des fluctuations autour d'une moyenne à long terme. Même les accords de ce genre n'ont guère été fructueux. Malgré les éloges qui leur ont été décernés, cinq ou six seulement ont été conclus durant toute la période de l'après-guerre. Beaucoup ont été rompus depuis leur mise en place, et pour-rail-on dire, seuls un ou deux fonctionnent d'une manière satisfaisante. L'élaboration et la conclusion d'accord sur les produits de base se sont révélées extrêmement longues et difficiles. Il avait fallu dix-sept années pour mettre au point l'accord sur le cacao conclu en 1972, et pour d'autres produits la liste des frustrations et des vaines efforts est peut-être encore plus longue.

Désormais, il faut reconnaître que le problème des produits de base ne peut pas se limiter à une denrée particulière, mais qu'il s'agit d'un problème commun à toute une gamme de produits de même nature, à tout un secteur de l'économie mondiale. Cette nécessité doit conduire à de nouvelles approches pour essayer d'envisager le problème des produits primaires dans son ensemble, pour tenter de définir des principes communs et d'adopter des instruments pouvant s'appliquer à toute une gamme de produits. Il conviendrait aussi, pour chacun des produits de base, d'envisager les problèmes dans toutes leurs dimensions, sans se borner à vouloir corriger des surplus de production ou d'exportation par des quotas d'exportation ou d'autres formes de régulation. Des solutions doivent aussi être trouvées pour des questions comme celles du traitement des produits, du

Par GAMANI COREA *

ont pris des mesures pour modifier les structures de la propriété. Mais ce ne sont encore que des initiatives récentes. Le changement n'est pas plus rapide pour ce qui concerne le traitement des produits primaires. La plupart sont toujours traités en vue de leur consommation finale dans les pays développés ; droits de douane et autres obstacles empêchent l'accès aux marchés des pays développés des produits traités dans les territoires où ils sont produits. Enfin si l'on analyse la structure des prix de détail, on voit que le producteur ne perçoit généralement qu'une

part infime du prix de vente final. Les modifications qui doivent être introduites dans le domaine des matières premières ou des produits primaires sont ainsi au cœur du problème du développement pour la plupart des pays du tiers-monde. Pourtant, on n'en tient pas encore suffisamment compte dans les discussions internationales sur le thème du dévelop-

Un contrepoint au pouvoir des cartels

DEUX lecteurs, déjà mis en lumière avec l'exemple du pétrole, tendent à accélérer le rythme du changement. D'abord, les pays du tiers-monde sont de plus en plus conscients de leur capacité de mener des actions communes. A preuve les positions générales qu'ils prennent maintenant dans les enceintes internationales — la réunion de Dakar sur les matières premières en fut un bon exemple — et leurs tentatives pour s'organiser en associations de producteurs. L'autre élément est le renversement de situation intervenu pour certaines matières premières, pour lesquelles les perspectives ne sont plus d'abondance relative, mais plutôt le risque de rareté. C'est particulièrement vrai dans le cas des ressources non renouvelables. On pressent aujourd'hui que l'usage immodéré qui en est fait dans les sociétés de consommation

est en train de compromettre leur utilisation future dans les pays du tiers-monde. Mais, en outre, les pays développés eux-mêmes s'inquiètent de plus en plus à l'idée d'une raréfaction de ces ressources, et cela pourrait les inciter à prendre part à de nouveaux mécanismes destinés à améliorer la situation des produits de base. Lorsque les producteurs ont essayé d'améliorer la situation des produits de base, les consommateurs ont essayé de le faire aussi, du côté des acheteurs, par concentration et même la cartellisation sont déjà très poussées sur les marchés des produits de base. Et, sous cet angle,

* Secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), membre du comité exécutif du Forum du tiers-monde.

مركز من للإصل

financement de la diversification de l'économie, de la promotion de la consommation, etc.

C'est dans cet esprit que le sixième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies, réunie en avril 1974, a inclus dans le Programme d'action pour un nouvel ordre économique international un appel en faveur d'une nouvelle « approche intégrée » du problème des produits de base. A la suite de cette résolution, le secrétariat de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a présenté en août dernier au Conseil du commerce et du développement une proposition intitulée « une approche globale intégrée du problème des produits de base. Mandatée à l'unanimité par le Conseil, le secrétariat de la CNUCED vient d'élaborer des propositions à cet effet, et de suggérer une combinaison de mesures qui, toutes ensemble, pourraient constituer les éléments de cette nouvelle approche intégrée. Cinq piliers en constituent l'ossature :

1) La constitution d'une série de stocks placés sous contrôle international, pour une grande diversité de produits de base. On a retenu les idées du système des stocks régulés pour un rôle plus actif et un rôle efficace à bien des problèmes pour ce qui concerne ce genre de produits. Et on a calculé à titre d'illustration que pour constituer simultanément des stocks appréciables de dix-huit denrées, y compris les céréales, il faudrait un total de 10 milliards de dollars :

2) En relation avec ce qui précède, on a proposé l'établissement d'un fonds de

financement commun qui fournirait les ressources nécessaires pour financer les opérations de stockage. Ouvert à la contribution d'une grande variété de sources de financement, le fonds devrait être conçu de manière à offrir une garantie et un taux d'intérêt adéquat ;

3) Une série d'engagements multilatéraux pour l'achat et la vente des produits de base conclus entre pays producteurs et consommateurs pour une durée à moyen terme et comprenant une gamme de prix acceptables. Cette proposition devait compléter le mécanisme de stockage ;

4) Révision et élargissement du système de financement compensatoire, cela pour tenir compte du fait que tous les produits ou tous les pays pourraient ne pas bénéficier des mécanismes définis précédemment. L'une des possibilités est

cet égard est la réforme radicale du système de financement compensatoire établi au sein du Fonds monétaire international ;

5) Enfin, nouvel effort pour assurer le traitement des produits par l'ensemble du secteur des produits de base ne doit pas être envisagé d'une manière statique mais plutôt comme un élément dynamique du changement et de la transformation des économies des pays en voie de développement.

La commission des produits de base de la CNUCED, qui a été saisie de ces propositions en février dernier, est convenue qu'il fallait maintenant préciser le teneur et c'est ce qui sera fait à l'occasion de deux nouvelles sessions de la commission prévues cette année. La CNUCED est donc bien engagée dans la formulation de ces principes.

Un moyen de combattre la récession

LES divers éléments d'une approche intégrée y compris l'établissement de stocks régulés, pourraient être plus facilement mis en place par les pays du tiers-monde s'ils disposaient, évidemment, de moyens de financement. Or, si, dans le cadre du programme d'action, que les pays exportateurs de pétrole participent au financement de stocks régulés non pas sous la forme d'un aide aux pays en voie de développement mais sous la forme d'investissements qui leur offriront à la fois sécurité et taux de profit adéquat. Ce flux de ressources pourrait également servir à améliorer la coopération entre pays du tiers-monde, permettant aux pays producteurs de pétrole de contribuer d'une manière substantielle à

la solution des problèmes du tiers-monde. Mais le programme, dans son ensemble, est susceptible d'être accepté à l'échelon universel, avec participation des consommateurs, les pays développés. C'est cette formule qui recueille la préférence et qui, si elle pouvait être réalisée, conduirait enfin à une politique internationale des produits de base inscrite dans le cadre plus vaste d'une stratégie globale du développement. Le sort qui sera fait à ces propositions nouvelles, et à la politique générale en matière de produits de base, dépendra en fait de l'accueil qu'elles rencontreront dans la communauté internationale. Le problème des produits de base se pose aujourd'hui avec une acuité nouvelle. Les hausses de prix observées en

1973 et 1974 n'ont pas continué. Pour les denrées autres que le pétrole, les prix sont tombés en moyenne à 50 % des records atteints en 1972-1974. L'O.C.D.E. a calculé qu'en 1975 ses Etats membres pourraient espérer gagner 7,5 milliards de dollars de la détérioration des termes de l'échange des pays en voie de développement non producteurs de pétrole. C'est une situation de crise, qui ne peut qu'aggraver les difficultés que rencontrent déjà ces pays. En fait si la chute des prix ne s'arrête pas, il faut attendre que la liste des pays « les plus touchés » par la crise établie par les Nations unies s'allongera inévitablement.

Pense la situation actuelle une nouvelle initiative dans le domaine des produits de base pourrait s'inscrire dans le cadre d'une politique globale de lutte contre la récession. Si l'on prenait des mesures de soutien en faveur des prix, cela permettrait largement aux pays en voie de développement d'échapper aux effets de la récession. Ils pourraient accroître leurs importations en provenance des pays développés. Nul problème de « recyclage » n'est attendu d'une amélioration du revenu des pays producteurs de produits de base : le plus grande part des revenus supplémentaires serait consacrée à l'augmentation des importations en provenance du monde industrialisé — machines et biens d'équipement, matières premières et autres biens ou services nécessaires au développement. C'est pourquoi une action rapide et efficace dans le domaine des produits de base est l'un des plus grands défis de l'économie mondiale aujourd'hui.

Enfin et surtout, l'hétérogénéité des pays du tiers-monde, qui provient essentiellement de la nature fort disparate de leurs structures de classes respectives et de leurs développements futurs vraisemblables, rend peu probable un prolongement de l'action commune — si efficace et désirable soit-elle pour des objectifs limités et à court terme — surfaissant pour entraîner des bouleversements majeurs de l'ordre économique mondial actuel.

En raison de leur structure de classes particulière, certains pays pétroliers (l'Algérie, l'Irak et peut-être aussi la Libye figurant parmi les exceptions notables) peuvent entretenir à notre avis à tort — l'espoir d'entrer dans le club très fermé des pays riches au lieu de s'associer activement et de plein cœur avec les pays pauvres pour tenter de résoudre leurs problèmes communs. A long terme, même l'Algérie, faisait remarquer récemment le président Bourmedienne, obtient plus aisément des crédits de banques américaines que de certains pays arabes ; les Etats-Unis obtiennent plus facilement de l'argent des pays arabes que l'Algérie. Certains fonds arabes provenant de l'exploitation du pétrole trouvent plus commode de revenir dans les pays du tiers-monde, arabes ou autres, plutôt que de consacrer d'importants montants d'accords de coopération sous le contrôle de banques américaines. Le « nouveau plan Marshall », dont on parle dans certains milieux arabes et qui consisterait à affecter des fonds de l'OPEP au développement des économies du tiers-monde en coopération avec la technologie et le capital américains, vise essentiellement à maintenir et à accentuer les principaux traits du présent ordre économique.

A notre avis, bien que les structures socio-économiques internes des pays du tiers-monde aient été préservées ou développées de façon pernicieuse, sous l'impact du système capitaliste mondial dominant, ces structures — et, avec elles, tout le phénomène du sous-développement — ne peuvent être changées fondamentalement par une action concertée et ramassée intervenant dans le cadre de ce système même. Ce dernier ne peut être modifié radicalement, avec une inversion du processus de sous-développement, que sous l'impact de changements radicaux dès le départ dans les structures socio-économiques internes des pays du tiers-monde, les uns après les autres. Il est nécessaire que les pays du tiers-monde se détachent d'abord du système capitaliste mondial pour suivre une voie de développement indépendante et auto-centrée, si l'on veut vraiment transformer radicalement l'ordre économique mondial.

Soutenir ce point de vue fondamental ne revient nullement à proposer d'abandonner, encore moins de ridiculiser ou de combattre, ce que nous avons défini comme la philosophie social-démocrate du tiers-monde appliquée au plan mondial.

(Lire la suite page 10.)

Le nouveau syndicat du tiers-monde

UN des aspects les plus remarquables — et les moins remarquables — de la solidarité des pays du tiers-monde, en général, avec les pays producteurs de pétrole. Pour l'observateur impartial, ces derniers peuvent aligner une liste impressionnante d'arguments en faveur de leurs actions : par exemple, les prix pétroliers étaient maintenus artificiellement bas par les nations industrialisées ; ils ont tenté de faire appliquer les règles du jeu de l'offre et de la demande que ces nations ont si longtemps appliquées à leurs dépens ; s'ils ont dû recourir aux pratiques de monopole, c'est que ces pratiques sont la règle plutôt que l'exception entre pays industrialisés et pays sous-développés ; ceux qui condamnent avec le plus de véhémence les hausses des prix pétroliers — et ce sont les plus riches — ne trouvent rien à redire à une augmentation qui fait plus que tripler le prix du baril en un court laps de temps (longtemps maintenus à 90 dollars environ la tonne, ils sont passés brusquement à plus de 200 dollars la tonne (1) ou encore à la dégradation, par les biais des dévaluations et de l'inflation, de la valeur des réserves de devises des nations pauvres et des revenus que leur rapportent les échanges commerciaux internationaux, etc. Toutefois, les pays du tiers-monde non producteurs de pétrole ne sont pas des observateurs désintéressés de la scène pétrolière. Que ce soit dans leurs réserves de devises, dans leur capacité à en acquiescer pour régler leur note pétrolière ou dans leurs projets de développement, ils ont été bien plus fortement frappés par les hausses des prix pétroliers que les riches pays industrialisés. En outre, ces pays pauvres ne croient pas si aveuglément dans les vertus de la loi de l'offre et

de la demande qu'ils tirent un plaisir masochiste à son verdict, et n'insistent pas à la solidarité des nations non alignées, etc. Bref, c'est la philosophie de la social-démocratie

très pour les populations laborieuses des pays capitalistes les plus avancés. D'une part, les dés sont davantage pipés en faveur des riches métropoles par rapport à la périphérie du tiers-monde qu'ils ne le furent jamais en faveur des capitalistes par rapport à leurs propres classes laborieuses, du fait du monopole dont jouissent les pays avancés dans le domaine de la technologie moderne, de leur indépendance économique potentielle fondée sur le développement de matériaux synthétiques et sur l'exploitation des océans, etc.

D'autre part, la grande marge de sécurité fondée sur l'exploitation des populations et des ressources du tiers-monde et qui p mettrait aux capitalistes des pays avancés de partager une partie de leurs surplus avec une fraction non négligeable de leurs classes ouvrières, suscitant ainsi un certain type d'alliance de classes, n'existe pas, par définition, quand on opère au niveau mondial.

Par FAWZI MANSOUR *

l'OPEP. Par exemple, la première résolution de la conférence des pays en voie de développement sur les matières premières, qui s'est tenue à Dakar en février 1975, fut essentiellement consacrée à l'expression d'une solidarité sans réserve avec les pays de l'OPEP et à l'affirmation que toute mesure d'agression, économique ou autre, dirigée contre ces derniers se heurterait à une riposte de l'ensemble des pays en voie de développement. Les cyniques y verront une preuve supplémentaire que l'or noir permet d'acheter des appuis à droite comme à gauche. Penser de la sorte, c'est mal saisir l'état d'esprit actuel du tiers-monde. Ni le milliard de dollars d'aide accordée en 1974, sous des formes diverses, par les pays pétroliers aux nations du tiers-monde dépourvues de pétrole (soit plus de 4 % des revenus pétroliers, par comparaison avec moins de 0,5 % du revenu national distribué par les pays industrialisés), ni les 10 milliards de dollars que ces mêmes pays pétroliers se seraient maintenant engagés à verser aux mêmes fins, ne sauraient compenser de façon adéquate le quasi-quotidien des dépenses pétrolières en devises des pays pauvres du tiers-monde, qui se montent à près de 10 milliards de dollars pour la seule année 1974.

appliquée à l'échelle mondiale. En ce qui nous concerne nous ne croyons pas qu'une telle philosophie, transposée sur la scène mondiale, puisse aboutir à des résultats aussi remarquables que ceux qu'elle a enregistrés.

* Ancien directeur du Centre de recherche sur le Proche-Orient à l'université Ibn Sina du Caire, actuellement professeur à l'Institut africain de développement économique et de planification des Nations unies à Dakar.

Un nouveau processus historique

SI ces pays n'en soutiennent pas moins sans réserve les actions de l'OPEP, cela ne peut s'expliquer tout d'abord que par le fait qu'ils y voient l'affirmation d'un grand principe devenu pour eux d'une importance vitale — à savoir le droit de tous les pays en voie de développement de nationaliser leurs ressources naturelles, de prendre le contrôle des entreprises étrangères opérant sur leur territoire et de fixer les prix des produits qu'ils exportent. Plus important encore, à l'heure où l'OPEP ne fait qu'amorcer un nouveau cours historique qui va bien au-delà de leur lutte en faveur de prix plus justes pour leurs exportations de matières premières, et recouvre les domaines plus vastes de l'industrialisation effective, du transfert de technologie, du contrôle du système monétaire international, etc. En bref, il s'agit d'un courant qui défie l'ordre international actuel et qui vise à remplacer la relation de domination-dépendance, caractérisant les rapports actuels entre pays capitalistes avancés et pays du tiers-monde, par une relation de réelle et équitable interdépendance.

On accorde à l'OPEP une importante fonction dans ce processus. Par exemple, on attend de ses membres qu'ils fournissent les fonds nécessaires à la création de stocks d'intervention permettant de soutenir les prix de certaines matières premières ; de lancer, avec leurs surplus de capitaux, de nouvelles industries autonomes dans des pays du tiers-monde ; de modifier la nature actuelle du Fonds monétaire international, club exclusif des pays industrialisés, etc. Toutefois, tout cela ne devrait pas faire perdre de vue le fait que, pour les pays du tiers-monde, l'OPEP n'est qu'un exemple —

et un exemple réussi — jugé et approuvé dans le contexte d'un mécontentement général à l'égard de l'ordre économique mondial actuel et d'une détermination à le transformer. Ce qui donne la mesure de ce mécontentement et de ce désir de changement, c'est que ces pays sont prêts à subir des sacrifices considérables à court terme tenant à la situation pétrolière actuelle, dans l'espoir d'atteindre l'objectif à long terme d'une transformation radicale de l'ordre économique injuste qui n'a cessé de les pénaliser, même — et peut-être surtout — depuis leur accession à l'indépendance politique.

De fait, leur attitude ressemble fort au soutien accordé, dans le camp des pays capitalistes, par les couches prolétaires les moins organisées ou par les paysans à la lutte plus efficace des syndicats pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail, en dépit des souffrances et des divisions momentanées qu'une telle lutte peut parfois provoquer au sein du peuple. Et c'est bien ce sentiment de solidarité, cette volonté d'une action commune s'élevant au-dessus des divisions provoquées par des intérêts particuliers, qui semble donner substance au concept théorique du tiers-monde, jetant toutes ses forces dans une lutte commune, fondée sur des aspirations et des conditions objectives semblables, contre la domination des centres métropolitains avancés, les riches pays capitalistes industrialisés.

L'analogie entre, d'une part, le syndicalisme traditionnel au sein d'un pays capitaliste et, d'autre part, l'action commune du tiers-monde au sein d'un système capitaliste mondial, est renforcée par la similitude des buts et des méthodes. Dans les deux cas, les objectifs ne consistent pas à transformer abruptement et radicalement la nature du système mais plutôt à le modifier graduellement afin d'atteindre une répartition plus équitable des biens et des pouvoirs. Les méthodes sont celles de la lutte économique rassemblant les moins privilégiés et fondée sur un dosage minutieux de confrontation et de conciliation, et celle de l'action politique opérant dans un cadre acceptable et, on l'espère, efficace — dans le cas de

A tous ceux qui trouvent que louer une voiture en Europe, c'est trop cher.

Bientôt, vous allez passer vos vacances en Europe. Et naturellement vous avez besoin d'une voiture dès votre arrivée, afin de profiter pleinement de votre séjour. Alors, plutôt que de louer un véhicule, achetez-le. Oui, vous avez bien lu : achetez-le. En effet, Locasim, filiale de Chrysler France a mis au point pour certains modèles de la gamme un système original de vente à crédit d'une voiture neuve avec garantie de reprise, qui tout compte fait est bien plus avantageux que la location. Pour en bénéficier, rien de plus simple : allez voir

l'agent Simca-Chrysler de votre ville. Choisissez le modèle Simca-Chrysler 1975 qui vous convient et précisez la durée de votre séjour. Vous serez surpris : disposer d'une voiture neuve avec garantie du constructeur et assurance tous risques sans franchise pour les vacances, ce n'est pas aussi cher qu'on le croit. En plus votre véhicule vous sera livré, là où vous arrivez. A Paris comme à Toulon, à Roissy comme à Marseille, à Barcelone comme à Athènes. N'importe où. Locasim vous souhaite un bon séjour.



Locasim. Division des Ventes à l'Exportation. 74 bis, rue Lauriston, 75116 Paris - France. Tél. 553.31.89

(1) L'augmentation spectaculaire du prix des céréales en 1974 fut causée par l'assurance de l'offre face à une demande accrue, cette dernière ne saurait, toutefois, être séparée de la politique des pays riches producteurs de blé qui encourageaient, par des subventions, l'emploi des céréales pour nourrir le bétail (plus de 600 millions de tonnes par an, soit près de 50 % de leur production totale) et déversent leurs surplus dans les pays sous-développés, réduisant, de la sorte, la culture locale de produits vivriers.

(Suite de la page 9.)

Affirmer le droit des pays du tiers-monde au contrôle complet de leurs ressources naturelles et du capital étranger exerçant sur leur propre territoire; défendre leurs tentatives collectives en vue d'obtenir des prix satisfaisants pour leurs exportations; les encourager à se lancer dans des projets de développement industriel et agricole de type coopératif, qui n'ont pas nécessairement besoin de passer par la médiation (donc le contrôle) du centre métropolitain; soutenir enfin leurs diverses actions économiques et politiques visant à atteindre ces buts; en bref, défendre, mettre en pratique et renforcer cette expérience concrète de social-démocratie au niveau planétaire: tout cela est une condition nécessaire à la protec-

tion de toute transformation interne radicale dans laquelle souhaiterait de se lancer tel ou tel de ces pays en voie de développement. Cette lutte pour une social-démocratie à l'échelle mondiale, quel qu'elle soit inacceptable par elle-même de transformer radicalement l'ordre économique existant, peut permettre d'obtenir des avantages marginaux que les pays sous-développés ne peuvent se permettre de laisser échapper. Qui plus est, elle peut avoir une immense valeur éducative pour les masses quant à la nature de l'ordre économique mondial actuel, pour les forces qui s'y confrontent avec leurs diverses alliances de classes, et pour les méthodes et les stratégies susceptibles de transformer cet ordre. Par masses, nous entendons celles des pays sous-développés pauvres, celles des pays sous-développés riches

comme celles des pays capitalistes riches et développés. Les intérêts des premières sont évidents. Leur soutien au deuxième type de pays (sous-développés mais riches), bien qu'il soit fondamentalement correct et essentiel, si l'on considère le déroulement à long terme du processus historique actuel, ne saurait cependant être nécessairement inconditionnel. Il doit se doubler d'une détermination explicite à ne pas chercher à remplacer une forme de domination (celle, immédiate, qui émane directement du centre métropolitain) par une autre, indirecte, opérant par le biais des minorités privilégiées de certains pays pétroliers. Les intérêts des masses de ces derniers pays ne sont pas moins concernés, car même si, à présent, elles peuvent bénéficier d'avantages sociaux inégalés, nul peuple ne peut

à long terme — même si le monde extérieur le permettait, ce qui est très improbable — préserver son identité et sa vigueur en vivant exclusivement de ses rentes, de l'usufruit de ses capitaux placés à l'étranger. En ce qui concerne les masses des centres développés, surtout en Europe occidentale, c'est le fait qu'elles-mêmes courent à présent le risque de se trouver « marginalisées » et réduites à un état de sous-développement relatif du fait du rôle des centres dominants, qui effort de sans perdre qui les conduira à comprendre les réalités de l'ordre économique mondial actuel, de ses origines, du chômage et de l'insécurité qui lui sont inhérentes, de ses injustices fondamentales et des dangers qu'il fait courir à la paix mondiale et au progrès. FAWZI MANSOUR.

armements nucléaires qu'à celui des armes conventionnelles. En dépit de la grande diversité politique des pays du tiers-monde, leurs revendications nationales, leurs conceptions de leur propre avenir diffèrent de leurs aspirations passées, du souci frénétique qui était la leur de restaurer le modèle de la société industrielle occidentale. Ce dernier aspect — le plus important — apparaît clairement dans le communiqué du Forum du tiers-monde réuni à Karachi en janvier 1975. Au lieu de se préoccuper de la croissance du produit national brut et de souhaiter l'implantation d'une civilisation industrielle, dont les méfaits sont connus, les représentants des pays du tiers-monde ont pris en considération un style de développement fondé en premier lieu sur la self reliance et l'égalitarisme. On en est même arrivé à envisager un développement axé sur une économie fermée, pour éviter les distorsions provoquées par la richesse, la consommation et la dépendance de l'étranger.

Au-delà du « modèle » occidental

Au terme de presque deux décennies d'expansion économique du monde capitaliste et de croissance continue des économies socialistes, les centres internationaux d'information et de décision ont constaté avec surprise que la communauté internationale entré dans une nouvelle conjoncture de récession, et peut-être même de crise. L'expansion avait certes connu, au cours des vingt dernières années, des phases critiques, surtout dans les économies occidentales. Mais ces accidents, qui demeuraient dans la « logique du système », contribuaient à accréditer l'idée que l'arsenal keynésien de politique économique, le progrès de la technique (spécialement aux Etats-Unis), le fonctionnement du système monétaire mondial mis en place à Bretton-Woods et la réorganisation du mécanisme de production et de commercialisation, sous le contrôle des sociétés multinationales seraient suffisants pour conjurer la menace de crises persistantes. Par ailleurs, grâce à l'alliance entre les pays du « monde libre » et à la puissance militaire du pays dominant, on pouvait espérer éviter des mécomptes graves dans le domaine de la politique internationale. L'équilibre de la terreur atomique et les déficiences technico-économiques bien connues du bloc soviétique face au monde occidental semblaient devoir en relâcher les risques à un « domaine marginal » où certaines positions — que l'idéologie nationaliste et la propagande présentaient toujours comme « vitales » pour la sécurité du « monde libre » — pourraient se heurter à des obstacles et même subir des revers. L'exemple le plus notable est celui du Vietnam, pour lequel les stratégies élaborées immédiatement les « théories des dominos », qui imposa, au nom de la sécurité du monde occidental, la nécessité de bombarder des villages, de dévaster des forêts et de brûler au napalm les populations locales. Mais lorsque le bataille fut perdue, ni le « monde libre » ne s'effondra, ni sa sécurité ne fut mise en péril. On découvrit alors que le jeu politique des frontières pouvait passer par d'autres chemins, sans que cela impliquât le « fin de la civilisation occidentale ».

Après les jours glorieux de Kennedy, Johnson, les « grandes sociétés ». Le Marché commun absorba des contingents de plus en plus élevés de travailleurs étrangers et faisait monter d'une orgueilleuse prospérité. Et l'on s'acheminait ainsi vers le meilleur des mondes. Sauf, naturellement, les pays

ess naturelles et force de travail. Les pays périphériques déjà industrialisés n'échappent pas à ces formes d'exploitation. Dans certains cas, une grande part des bénéfices du progrès technique se concentre entre les mains des dirigeants privilégiés des sociétés locales. Les résultats les plus manifestes de ce processus

de dépendance — terme qui résume les caractéristiques de la croissance économique fondée sur l'importation de biens, de capitaux et de technologie, l'endettement croissant, la pauvreté relative de larges secteurs de la population (marginalisation) et la superconcentration interne du revenu et de la richesse — fait aujourd'hui l'objet de toutes sortes de critiques. Maintenant que l'économie occidentale est entrée dans une phase de déséquilibre persistant, la position pour ainsi dire négativiste et passive de ceux qui critiquent cette dépendance de leurs pays respectifs fait place à la conviction que des formules de remplacement sont possibles et nécessaires.

L'application de ces principes devra évidemment être repensée en fonction des conditions de chaque société nationale. On ne peut envisager d'appliquer des modèles de développement fondés sur la collaboration intercommunale des sociétés agricoles à ceux des pays du tiers-monde qui sont déjà fortement urbanisés et industrialisés. Mais la tendance actuelle — et en définitive c'est cela qui importe — s'oriente vers la recherche d'une idéologie qui, sans rejeter les fondements rationnels de la vie en commun et la pleine réalisation des possibilités individuelles, évite de tomber, au nom de ces valeurs, dans l'erreur consistant à reproduire, dans les pays du tiers-monde, un modèle de société qui est actuellement en crise aux Etats-Unis et en Europe. On veut désormais éviter de multiplier des automobiles dont l'usage est de plus en plus limité, de créer de nouvelles villes pour des multitudes solitaires, ou d'aggraver la pollution qui agresse de plus en plus les populations. Pour un nouveau style de développement, on s'efforce de trouver une base idéologique qui, sans déboucher sur l'irrationalité (réponse mystico-existentielle que la crise de la culture occidentale risque de provoquer dans les jeunes générations), permette de construire un avenir de plus forte densité vitale. Il s'agit, en définitive, de définir une idéologie capable de changer la société, d'inciter les masses à l'action et qui, sans récuser l'héritage positif de la culture occidentale et la plate-forme technico-rationnelle sur laquelle elle repose, puisse assimiler les valeurs propres à d'autres cultures, aujourd'hui laissées de côté. Une idéologie qui reconnaisse la suprématie de l'intérêt commun sur l'intérêt individuel et qui ne substitue pas aux joies simples et légitimes de la vie quotidienne l'accumulation irrationalité et le progrès considérés comme une fin en soi.

Par FERNANDO ENRIQUE CARDOSO *

d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui étaient les parents pauvres du capitalisme. Pour ceux-ci, on proposait de façon officielle ou officieuse des politiques d'« interdépendance », de développement associé ou d'aide extérieure.

(quelles qu'en soient les causes) sont perçus dans les couches conscientes du tiers-monde sous la forme de deux phénomènes concomitants: concentration du revenu interne et augmentation des divi-

des versées à l'étranger. Les réactions provoquées à l'échelon national par ces formes de « développement pervers » sont bien connues. La « dépendance » — terme qui résume les caractéristiques de la croissance économique fondée sur l'importation de biens, de capitaux et de technologie, l'endettement croissant, la pauvreté relative de larges secteurs de la population (marginalisation) et la superconcentration interne du revenu et de la richesse — fait aujourd'hui l'objet de toutes sortes de critiques.

Le défi est audacieux et il est déjà lancé. Il s'agit en fait de savoir si les peuples du Sud auront assez d'énergie et de capacité créatrice pour élaborer et proposer un nouveau style de développement qui repose sur de nouvelles formes culturelles qui pourraient offrir au monde une solution de remplacement.

La dure expérience du fonctionnement du mécanisme d'aide extérieure et de la dynamique des investissements étrangers provoque une réaction dans ce qui est convenu d'appeler le tiers-monde. Après un premier moment d'euphorie « tiers-mondiste » — qui coïncida avec les luttes de décolonisation et de libération nationale en Afrique et en Asie, — cette réaction aboutit, dans les années qui suivirent la guerre de Corée, à une politique de neutralisme et à la définition de principes devant permettre le choix d'un « troisième voie » pour le développement. Bien que marquée par des objectifs socialistes, c'était essentiellement une politique d'affirmation nationale et de développement. A l'intérieur, du pouvoir de l'Etat. La conférence de Bandung, l'action de Nehru en Inde, l'appui donné à cette politique par MM. Tito et Sukarno et les conférences de l'Unité africaine ont illustré cette attitude avec éclat.

Un nouveau courant de pensée

EST dans ce contexte que le crise du pétrole et la répression internationale prennent tout leur sens pour les nations du tiers-monde. L'action de l'OPEP et le politique plus agressive des nations en voie de développement, à l'ONU, comme à l'OCDE, commencent à aller au-delà d'une simple réaction opportuniste et « immédiatiste » face à la conjoncture créée par la récession et la hausse des cours du pétrole (deux phénomènes qui, s'ils sont liés, ne le sont certainement pas par un lien de cause à effet). En Amérique latine, les inquiétudes créées par l'échec de l'Alliance pour le progrès et le politique de dédain avec lequel le département d'Etat traite les chertés latino-américaines avaient déjà conduit ces dernières à engager, dès l'époque du gouvernement de Frei au Chili, les négociations qui furent à l'origine de la création de la CECLA (Commission spéciale de coordination latino-américaine, réunissant tous les Etats membres de l'O.E.A. sauf les Etats-Unis) et de la réunion de Vina-del-Mar. Aujourd'hui, après le rétrograde des chertés à Quito (novembre 1974) et l'échec du dialogue entre M. Kissinger et les Latino-Américains, les chances de voir le politique extérieur du continent s'organiser sous la direction exclusive des Etats-Unis sont de plus en plus réduites. La réaction latino-américaine se manifeste par un lent et progressif rapprochement avec Cuba (accepté dans une certaine mesure par la diplomatie brésilienne) qui, même si les Etats-Unis sont obligés de fermer les yeux, contribue à diriger l'O.E.A. A la conférence de Dakar sur le dialogue, certains pays latino-américains considérés comme « sous-impérialistes » se sont rapprochés des points de vue du tiers-monde, en exigeant de meilleurs

Le défi est audacieux et il est déjà lancé. Il s'agit en fait de savoir si les peuples du Sud auront assez d'énergie et de capacité créatrice pour élaborer et proposer un nouveau style de développement qui repose sur de nouvelles formes culturelles qui pourraient offrir au monde une solution de remplacement. Telles sont, si l'on en croit le communiqué de Karachi, les aspirations nouvelles qui, à la faveur de la crise mondiale et de l'action de l'OPEP, devraient s'affirmer sur la scène internationale au cours de la prochaine décennie. S'il devait en être autrement, il faudrait renoncer à voir s'instaurer dans le monde un nouveau ordre économique durable et prospère: le développement économique sous le contrôle des sociétés multinationales et du monopole technico-financier des métropoles industrielles entraîne fatalement des formes de domination de nature à perpétuer les inégalités sociales et économiques, tant sur le plan national que sur le plan international.

Sous le feu discursif du « tiers-mondisme », mais en marge de cette idéologie, d'importantes modifications se produiraient dans les sociétés sous-développées. Outre la guerre du Vietnam et les luttes dans le Sud-Est asiatique, d'autres événements se greffèrent sur l'affrontement classique entre le « monde libre » et les pays socialistes: le progressif alignement de Cuba sur le camp socialiste (et, à l'intérieur de celui-ci, son rapprochement de plus en plus poussé avec l'Union soviétique); l'indépendance de l'Algérie, la décision de la Chine de s'éloigner de la politique soviétique et la guerre dans le Proche-Orient.

Directeur du Centre de recherches de Sao Paulo et membre du comité exécutif du Forum du tiers-monde.

Le problème des styles de développement est un problème de production et de consommation en vigueur pendant ce dernier quart de siècle. Le problème des styles de développement se pose évidemment en des termes bien différents à l'autre extrémité de l'échelle sociale mondiale où se placent les pays les plus sous-développés de l'Asie ou de l'Afrique. Faut-il que de qualité de la vie, il est ici question de vie tout court. Le colonialisme mental avait conduit à importer des modèles de développement étrangers aux formes culturelles de ces sociétés; mais ces dernières sont parvenues de plus en plus à la conviction que les styles de développement et à la mode occidentale » ne peuvent guère contribuer à

Association et dépendance

SIMULTANEMENT, on constate une contre-attaque des intérêts capitalistes dans certains pays-clés, comme l'Indonésie et le Brésil, et une croissance « internationalisation des marchés » dans le secteur de l'économie capitaliste. Dans le cadre d'une réorganisation de la division du travail par les entreprises multinationales en quête de main-d'œuvre bon marché, on vit s'épanouir un style de « croissance pervers », qui offre d'ailleurs des « plate-formes industrielles » à certaines économies périphériques. Lorsque ce processus se déroule dans des économies locales peu différenciées (comme à Singapour ou à Formose, par exemple), on assiste à une sorte d'asservissement industriel qui ne fait qu'élargir, pour l'usage et le profit des « multinationales », l'appareil des industries de biens de consommation des économies centrales. Lorsque le même phénomène se produit dans des économies qui étaient déjà relativement industrialisées avant la pénétration massive des « multinationales », les entreprises locales, privées et surtout publiques, sont associées de façon variable à la croissance industrielle. Mais les centres directeurs de l'économie mondiale, et tout particulièrement les « multinationales », continuent à contrôler les progrès technologiques et les sources de financement, ainsi que les canaux de commercialisation internationale que les producteurs locaux, publics ou privés, sont obligés d'utiliser. Ainsi sommes-nous en présence d'un mode d'expansion économique qui conduit non seulement à une « association » de plus en plus étroite entre les économies locales et centrales, mais aussi à une dépendance de plus en plus poussée.

Industrialisés croissent diverses formes d'« aide » aux sous-développés, qui se voient obligés en retour d'« ouvrir » de plus en plus leurs économies et leurs principales sources de production: riches-

ment les modèles de production et de consommation en vigueur pendant ce dernier quart de siècle. Le problème des styles de développement se pose évidemment en des termes bien différents à l'autre extrémité de l'échelle sociale mondiale où se placent les pays les plus sous-développés de l'Asie ou de l'Afrique. Faut-il que de qualité de la vie, il est ici question de vie tout court. Le colonialisme mental avait conduit à importer des modèles de développement étrangers aux formes culturelles de ces sociétés; mais ces dernières sont parvenues de plus en plus à la conviction que les styles de développement et à la mode occidentale » ne peuvent guère contribuer à

Le problème est plus grave encore si l'on considère que beaucoup de ces hommes ont été déracinés de leur milieu rural par l'industrialisation, ajoutant ainsi à leur misère économique une position marginale dans la société urbaine, bien qu'ils puissent profiter de quelques avantages de la vie moderne dans les grandes villes.

Un style de développement pour l'Amérique latine

L'UN des points les plus saillants des débats menés dans le cadre du Forum du tiers-monde a été l'échange d'expériences concernant le problème des « styles de développement ». Au cours des dernières années, ce thème — qui n'est pas nouveau — est entré dans les débats académiques et dans les considérations sur la politique économique. Soit toute, il s'agit de répondre à la question fondamentale: à qui profite le processus de croissance économique? Ou, en d'autres termes: que produit, sous-nous, et pour qui, dans la société contemporaine? Curieusement, cette question a été soulevée non seulement dans les pays sous-développés, où cela se justifiait davantage, mais aussi avec des caractéristiques particulières, dans les pays développés, ce qui est un résultat direct de l'ambivalence du progrès moderne. Le progrès matériel peut résoudre de nombreux problèmes, mais pas tous: la civilisation du gaspillage, les agressions de la technologie contre la nature, la scandaleuse détérioration de la qualité de la vie dans les villes ne pouvaient échapper à la prise de conscience des classes moyennes et de leurs représentants politiques.

Par ENRIQUE V. IGLESIAS *

maine par la Chine et la Tanzanie éveille un intérêt grandissant; les problèmes de développement et les styles de technologie, les types d'éducation, et surtout la détermination des buts sociaux. Au lieu d'orienter la planification économique en vue d'obtenir des taux de croissance qui ne disent pas grand-chose sur l'opinion à résoudre les problèmes de la pauvreté massive dans ces sociétés, on éprouve le besoin de proposer des buts beaucoup plus spécifiques et visant à la production d'un ensemble de biens qui permette de résoudre les problèmes de la subsistance des grandes masses.

Un problème est plus grave encore si l'on considère que beaucoup de ces hommes ont été déracinés de leur milieu rural par l'industrialisation, ajoutant ainsi à leur misère économique une position marginale dans la société urbaine, bien qu'ils puissent profiter de quelques avantages de la vie moderne dans les grandes villes.

Il s'agit, en effet, que le progrès matériel lui-même ne suffise pas à assurer les conditions subsistantes du bien-être social. Cette déception est partagée par des scientifiques et spécialistes des sciences sociales de tous les pays; sur un ton franchement inquiet, certains d'entre eux ont projeté sur l'avenir de sombres extrapolations et mis en cause le développement du monde occidental, préconisant la « croissance zéro » comme moyen de prévenir une catastrophe imminente.

Une source de tension

Le thème des « styles » n'est certes pas nouveau en Amérique latine: il ne l'est surtout pas au sein de la CEPAL, où l'on s'interroge de longue date sur les fins sociales du développement. Mais la question se pose ici en termes un peu différents, du fait que l'Amérique latine est une région « semi-développée », où le revenu per-

capita atteint 800 dollars et qui se trouve à cheval entre les formes les plus avancées de la société d'abondance et les pôles extrêmes de la

A côté de pays dont le processus d'industrialisation est déjà assez avancé (il s'agit en général d'Etats où le revenu par tête se situe au-dessus d'un minimum de 400 à 500 dollars annuels — comme le Brésil, la Colombie, le Chili ou le Mexique — ou dépasse même 1.000 dollars, comme l'Argentine ou le Venezuela), certains autres continuent à subir de façon passive ce « progrès » du capitalisme mondial dans une position de clients assujettis pour des services et des produits « élaborés », consommés par les élites locales. Pour compenser le déséquilibre de la balance des paiements, les pays

Le thème des « styles » n'est certes pas nouveau en Amérique latine: il ne l'est surtout pas au sein de la CEPAL, où l'on s'interroge de longue date sur les fins sociales du développement. Mais la question se pose ici en termes un peu différents, du fait que l'Amérique latine est une région « semi-développée », où le revenu per-

capita atteint 800 dollars et qui se trouve à cheval entre les formes les plus avancées de la société d'abondance et les pôles extrêmes de la

Handwritten text in Arabic script: "هذا من زيل محمل"

Mais le style prédominant n'entraîne pas seulement des conséquences punitives : il offre aussi des aspects inquiétants dans le fonctionnement de l'économie elle-même. En effet, au cours des dernières années, l'activité industrielle a été l'une des plus dynamiques en Amérique latine. Or, les secteurs de l'industrie concernés sont, pour l'essentiel, ceux qui dépendent dans une large mesure de la consommation d'articles considérés comme complémentaires ou destinés à des couches sociales de la population. Les statistiques de ces dernières années permettent de constater que ce sont surtout les biens durables et les automobiles qui ont le plus stimulé l'activité industrielle en Amérique latine. C'est ainsi que sont apparus des cercles vicieux aux conséquences néfastes. Les moteurs du système économique deviennent de plus en plus dépendants de la consommation des secteurs à revenus élevés ; mais une telle consommation a ses limites. La situation est en quelque sorte similaire à celle que l'on trouve, par exemple, dans une société d'abondance, quand elle ne peut plus continuer à étendre les richesses de certains biens durables pour avoir atteint le point de saturation de la demande, en particulier de ces biens durables.

Somme toute, le style qui prédomine dans la plupart des pays de la région

prétend reproduire la structure productive de la société de consommation développée — rendue possible par des bases de production larges et diversifiées, dans des pays où le niveau des revenus dépasse 4 000 dollars par an dans les économies latino-américaines qui ne disposent pas de telles bases et où le revenu par personne avoisine 600 dollars. Ce style tend de la sorte à concentrer les revenus ; il ne résout pas les problèmes de la pauvreté critique de larges secteurs de l'emploi qui sont en train d'échapper à tout contrôle dans de nombreux

pays de la région ; en plus, il a tendance à créer une forte concentration géographique du progrès à l'intérieur de chaque pays. Dans le domaine économique, le système a besoin pour continuer à fonctionner, d'une concentration accrue des revenus dans les couches supérieures et moyennes afin de maintenir active la demande.

C'est ainsi que se crée toute une série de cercles vicieux qui tendent à perpétuer les inégalités ou à les pallier avec une lenteur telle que, si cette tendance n'est pas corrigée, elle sera de plus en plus source de tension politique et sociale.

autorisent les rapports actuels de dépendance de l'Amérique latine à l'égard de l'extérieur, rapports qui au long de ces dernières années se sont intensifiés du fait de l'internationalisation du développement de la région par le commerce extérieur, des investissements étrangers et de la présence des entreprises multinationales.

La tâche majeure qui s'impose aujourd'hui aux études des styles de développement dans la région consiste à explorer la possibilité d'introduire des changements malgré les évidentes limitations et contradictions implicites contenues dans la question précédente. Toutefois, il ne faut pas oublier que la situation de chaque pays, considérée individuellement, est assez différente.

Bien sûr, les différences entre les pays sont marquées, nous l'avons fait remarquer plus haut ; et Cuba représente un cas spécial qui échappe aux analyses que nous venons d'évoquer, en raison de la nature de son système social. Mais en tout état de cause, le grand défi social, économique et politique des années à venir pour l'Amérique latine doit être un programme de cette région ne pourra certainement se soustraire, consiste à introduire les changements nécessaires pour résoudre les déséquilibres sociaux prévisibles à son système de production actuel.

Enfin, nous l'avons fait remarquer plus haut ; et Cuba représente un cas spécial qui échappe aux analyses que nous venons d'évoquer, en raison de la nature de son système social. Mais en tout état de cause, le grand défi social, économique et politique des années à venir pour l'Amérique latine doit être un programme de cette région ne pourra certainement se soustraire, consiste à introduire les changements nécessaires pour résoudre les déséquilibres sociaux prévisibles à son système de production actuel.

ENRIQUE V. IGLESIAS.

Des changements profonds

ALORS que faire ? Cela dépend des réponses que l'on donne à quelques questions préalables ; mais ces réponses relèvent davantage de la philosophie politique que de la seule technique économique. Quelles nous voulons nous en tenir là ?

Est-il possible de transformer les styles de développement qui prédominent à présent dans la plupart des pays de la région sans passer par des changements profonds dans les systèmes économiques et sociaux ? Et au cas où l'on croirait qu'il existe une

marge de manœuvre suffisante pour procéder à un changement, jusqu'où est-il possible d'avancer dans la correction des tendances punitives du système, compte tenu de la structure du pouvoir, des valeurs importées de la société d'abondance et incorporées dans la société latino-américaine, et de la structure productive elle-même ? L'actuel système économique ? Enfin, même si l'on admettait que la marge est assez large pour permettre d'opérer de l'intérieur des changements correctifs, quel degré de liberté

DANS LES ASSISES INTERNATIONALES

Le "groupe des 77" précise sa stratégie à l'égard des États-Unis et de l'Europe

Par PAUL BALTA

P ENDANT qu'à la conférence de l'ONUDI, réunie en mars à Lima, le « groupe des 77 » s'efforçait d'arracher aux pays industrialisés des décisions susceptibles de favoriser le développement du tiers-monde et l'instauration d'un nouvel ordre économique international, à La Havane, les ministres du bureau des non-alignés dressaient le bilan des actions entreprises depuis le quatrième « sommet » de ce mouvement tenu à Alger en septembre 1973.

Au cours des dix-huit mois qui séparent les assises d'Alger de celles de La Havane, le tiers-monde a constitué une série de dossiers et affiné sa stratégie à l'occasion de plusieurs rencontres (1).

En accueillant plusieurs de ces forums en en animant ceux qui se déroulaient ailleurs, Alger aura été depuis deux ans la « capitale du tiers-monde ». Utilisant à fond les cartes que lui donnait la présidence du mouvement des non-alignés, M. Houari Boumediène a cherché à faire prévaloir quelques idées-force, à donner un style plus rigoureux à l'action du tiers-monde, à maintenir la cohésion en dépit de l'hétérogénéité des pays membres, à lui faire adopter, enfin, une stratégie commune dans des secteurs essentiels. Avant de juger des résultats, examinons les faits.

Le dossier du tiers-monde se présente comme un triptyque. Le premier volet est constitué par ce que nous appellerons le « discours moral », le second fait le procès de l'Occident et de l'ordre économique qu'il a imposé, le troisième comporte la définition proprement dite de la stratégie des pays en voie de développement.

Le discours moral n'a guère retenu l'attention des observateurs occidentaux ou, au mieux, n'a provoqué chez eux qu'un scepticisme indifférent. Il est pourtant capital d'un triple point de vue : il sert de sous-bassement aux deux autres volets, il exprime la philosophie des peuples du tiers-monde, et il a pour ces derniers une résonance mobilisatrice. Les peuples des pays qui ont accédé à l'indépendance au cours du quart de siècle écoulé savent qu'ils sont « pauvres »

— même s'ils ont de l'argent, — parce qu'ils sont sous-développés qu'ils ont en face d'eux des pays qui, même momentanément en déficit, sont « riches » parce qu'ils maîtrisent la technologie et les moteurs du développement.

Ne disposant ni de la puissance militaire ni des ressources de la science et de la technique, le tiers-monde a pris conscience de l'importance de ses richesses naturelles et se présente comme une force morale qui dit le droit et réclame la justice : « solidarité, égalité, équité ». A un Occident jaloux de ses privilèges et prêt, pour les défendre, à recourir à la confrontation, il a donc proposé la concertation dans l'intérêt de l'ensemble de l'humanité.

Tout le propos du président en exercice des non-alignés, s'adressant du haut de multiples tribunes aux puissants comme aux faibles de ce monde, tend à démontrer que « le bonheur est une idée neuve », non pour les États-Unis ou pour l'Europe, mais pour les trois quarts de l'humanité qui sont démentés en marge du progrès. On peut en sourire, cela n'empêche pas les thèmes qu'il développe de faire leur chemin, est au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qu'au cours des trois dernières décennies, les Vietnamiens, les Algériens, les Kurdes et, plus récemment, les Palestiniens, les Portugais ont réussi à obtenir des sympathies. Aujourd'hui, le tiers-monde a déplacé son action sur un autre terrain, autour de deux thèmes : le droit des peuples à disposer de leurs richesses naturelles et à sortir du sous-développement.

Quelques chiffres viennent étayer le discours moral : les pays en voie de développement représentent 70 % de la population du globe mais ne reçoivent que 20 % du revenu mondial, et leur part dans la production industrielle est inférieure à 7 %. La répercussion effective des augmentations du prix du pétrole n'a été que de 0,5 à 2 % sur les économies des pays industrialisés alors que les marges de profit des sociétés du cartel pétrolier ont été en hausse de 66 % en 1973-1974 par rapport à l'exercice précédent.

partir des deux précédents, énumère longuement et minutieusement les revendications du tiers-monde et définit sa stratégie. En tête figurent trois principes fondamentaux : le droit absolu et souverain des pays en voie de développement sur leurs richesses naturelles (2). Il implique lui-même l'abolition des nationalisations des sociétés étrangères et de refus de considérer l'indemnisation comme une obligation tout au moins quand l'investisseur a très largement récupéré ses mises.

Pour ce qui est des matières premières, la Conférence de Dakar a dressé un constat qui constitue en lui-même un programme minimum de revendications. Alors que la demande décennale des Nations unies pour le développement est à mi-parcours, elle enregistre les défaillances des pays développés dans plusieurs domaines :

1. Inobservance des dispositions de la stratégie internationale du développement concernant le commerce mondial des produits de base, la réduction et la suppression des droits de douane et des autres obstacles aux importations des produits primaires

Progressistes et conservateurs

en particulier sous forme transformée ou semi-transformée ;

2. Inobservance des pays développés qui a empêché la communauté internationale de conclure des accords généraux pour la plupart des produits de base ;

3. Tendance croissante au protectionnisme dans les pays développés et inobservance des résolutions de la CNUCED et d'autres organismes concernant la politique des prix et l'accès aux marchés ;

4. Retard prolongé dans le démarrage des négociations commerciales multilatérales et dans l'application des dispositions de la déclaration de Tokyo où il était question d'accorder des avantages supplémentaires aux pays en voie de développement dans le domaine du commerce international pour leur permettre de réaliser un accroissement substantiel de leurs recettes en devises, de diversifier leurs exportations et d'accélérer leur croissance ;

5. Absence de soutien des prix à des niveaux justes et rémunérateurs sur le marché mondial des produits primaires, ce qui contraste avec les régimes que les pays développés appliquent sur leur marché intérieur en faveur de leurs agriculteurs.

question : le maintien du *status quo* international ne risque-t-il pas de provoquer dans ces pays des réajustements populaires susceptibles de balayer les gouvernements en place ? Tant que le fossé demeure aussi large entre États industrialisés et non industrialisés, on peut penser que le quart-monde et le tiers-monde demeureront solidaires et que conservateurs et progressistes y coexisteront, chacun jouant à terme, son jeu.

Certes, les États-Unis peuvent compter sur leurs « clients ». Toutefois, dans ces pays, des réajustements populaires susceptibles de balayer les gouvernements en place ? Tant que le fossé demeure aussi large entre États industrialisés et non industrialisés, on peut penser que le quart-monde et le tiers-monde demeureront solidaires et que conservateurs et progressistes y coexisteront, chacun jouant à terme, son jeu.

Certes, les États-Unis peuvent compter sur leurs « clients ». Toutefois, dans ces pays, des réajustements populaires susceptibles de balayer les gouvernements en place ? Tant que le fossé demeure aussi large entre États industrialisés et non industrialisés, on peut penser que le quart-monde et le tiers-monde demeureront solidaires et que conservateurs et progressistes y coexisteront, chacun jouant à terme, son jeu.

économique, la cohésion de l'ensemble a été préservée et même consolidée. Le quatrième « sommet » des non-alignés a réussi à créer une dynamique nouvelle et contribué à entraîner dans son sillage des États non membres dans la mesure où les régimes les mieux lotis ou les plus favorables à l'Occident pâtissent eux-mêmes de l'ordre économique international en vigueur. L'intransigeance des pays développés est le meilleur ciment du tiers-monde.

On s'est demandé si ses dirigeants les plus conservateurs veulent réellement modifier cet ordre alors qu'ils maintiennent chez eux des régimes anachroniques. On peut inverser la

économique, la cohésion de l'ensemble a été préservée et même consolidée. Le quatrième « sommet » des non-alignés a réussi à créer une dynamique nouvelle et contribué à entraîner dans son sillage des États non membres dans la mesure où les régimes les mieux lotis ou les plus favorables à l'Occident pâtissent eux-mêmes de l'ordre économique international en vigueur. L'intransigeance des pays développés est le meilleur ciment du tiers-monde.

On s'est demandé si ses dirigeants les plus conservateurs veulent réellement modifier cet ordre alors qu'ils maintiennent chez eux des régimes anachroniques. On peut inverser la

Le « hold-up du siècle »

VIENT ensuite le procès du système capitaliste et du comportement des pays industrialisés. Ces derniers sont jugés globalement, même si, de temps à autre, les initiatives jugées positives de quelques États européens sont signalées. « La véritable cause de l'inflation est à rechercher dans les fondements mêmes du système économique des pays développés », écrit le président Boumediène dans le message qu'il avait adressé à M. Kurt Waldheim le 2 octobre 1974. « Ce système qui, depuis des siècles, a permis aux pays occidentaux de bâtir et de faire prospérer leur économie, repose fondamentalement sur l'exploitation permanente des plus pauvres par les plus riches, des plus faibles par les plus forts. L'une des caractéristiques essentielles de ce système est qu'il ne peut évoluer que dans un contexte de hausse constante des prix qui constitue la source principale qui alimente le gonflement, non moins constant, des profits accaparés par le capital. Dans le passé, grâce à la plus-value du travail des classes laborieuses qu'il a accaparée, et à la rente des matières premières des peuples du tiers-monde qu'il s'est appropriée, le système des pays développés a pu remédier aux effets du mal endémique de cette course constante à la hausse des prix et à la maximisation des profits qui en est la corollaire... »

Dès lors, la réévaluation des encaisses-or est qualifiée d'« opération diabolique » ou de « gigantesque opération spéculative » tandis que le recyclage des pétrodollars, tel qu'il est conçu par les Occidentaux, est considéré comme le « hold-up du siècle ». Pour ce qui est du pétrole, des délégués arabes et latino-américains au « sommet » de l'OPEP nous ont déclaré : « On a vu récemment en Europe des émes généralisées se demander s'il était normal et moral que des petits États à faible population bénéficient à eux seuls de la rente pétrolière. Ces hommes émes ont prouvé d'honnêteté et d'hypocrisie en les frontières des émissaires du golfe Per-

sique et d'autres pays ont été précieusement tracés, dans le passé, par les puissances en tenant compte de l'emploi des gisements pétroliers et l'on n'a guère entendu ces hommes apitoyés s'élever à l'époque contre les bénéfices des sociétés du cartel ou conseiller aux pays riches de partager leurs biens avec les pays pauvres... »

Autre élément du réquisitoire : l'Occident ne respecte pas les règles qu'il a lui-même édictées. Ainsi, lorsque les prix des matières premières stagnent à un niveau très bas, il fait valoir qu'ils obéissent aux lois économiques du marché ; dans le cas contraire, il affirme qu'il s'agit d'une « hausse politique » qu'il s'efforce de réduire par « toutes sortes de manœuvres et de manipulations » ainsi que par la menace vertueuse, voire par le recours à la « politique de la canonniers ». La même accusation est portée au sujet des instances internationales auxquelles les dirigeants du tiers-monde veulent faire jouer un rôle majeur. Ils constatent que les pays développés qui sont à l'origine de la plupart de ces institutions les ont valorisés tant qu'ils étaient majoritaires. Depuis que le tiers-monde est entré par le jeu démocratique à l'ONU, et ailleurs, constate M. Boumediène, « des pratiques sont instaurées qui dépeuplent les instances internationales de l'essentiel de leurs prérogatives et dénaturent leur vocation d'universalité au profit de celle d'un petit nombre d'États privilégiés, dotés de pouvoirs discrétionnaires dans le traitement des grands problèmes internationaux ».

Il est intéressant de noter que ces analyses figurent dans la plupart des textes adoptés par les assises du tiers-monde. Les déléguations de gouvernements modernes, comme l'Arabie Saoudite, que leurs options politiques rapprochent des États-Unis, demandent parfois l'atténuation des formulations les plus vigoureuses mais elles finissent par voter l'ensemble.

Le troisième volet, qui se déploie à

la conférence a préconisé, par ailleurs, la constitution de fonds de soutien aux prix des matières premières et la promotion du commerce direct entre pays en voie de développement pour réduire le rôle des pays développés qui servent d'intermédiaires et paient des substantiels bénéfices. Cela suppose toutefois, comme le recommandent les textes, la création d'entreprises nationales, régionales et internationales de transports maritimes et aériens, le développement de la solidarité entre pays en voie de développement pour favoriser la transformation sur place des produits naturels (traffinage du pétrole, production d'engrais à partir des phosphates, etc.).

Ces propositions, qui sont loin d'être exhaustives, conduisent naturellement aux problèmes de l'industrialisation. Le « groupe des 77 » a posé un postulat sans ambiguïté : sans industrialisation, il n'y a pas de véritable développement. Une telle orientation implique cependant une action concertée et une planification qui permette un véritable transfert de technologie. C'est pourquoi, dans les principales revendications des « 77 » est la transformation de l'ONUDI en une « institution spécialisée, capable de devenir un organe d'industrialisation et de servir les pays en voie de développement et de faciliter notamment leur accord l'assistance dont ils pourraient avoir besoin pour mener à bien la récupération de leurs ressources et la mise en œuvre de leur plan de développement et de leur transformation sur place de ces ressources ».

Trois questions sont souvent posées : quelle est la part de sincérité des chefs de file ? Quel est le degré de leur détermination ? Quelles chances ont-ils de faire aboutir leurs revendications ? Il convient sans doute de noter que le tiers-monde a ses propres contradictions. Les plus déterminés veulent aller aussi loin que possible, mais ils doivent tenir compte des freins existant au sein de leur communauté, qu'ils s'efforcent de mobiliser de façon quasi-permanente. Leur action se déploie donc sur deux fronts : à l'intérieur, en vue d'imposer une stratégie commune aux plus timorés ; à l'extérieur, pour tenter de modifier le rapport de force avec les pays développés.

Jusqu'ici, malgré des querelles intestines qu'explique la diversité géographique, idéologique, politique et

automobiles PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :
aux Membres du Corps Diplomatique
et des Organisations Internationales
ainsi qu'aux clients se rendant en France
Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

Tél. 265.21.50 - Télex Peujoxa 28.426
26, RUE CABCÉRÉS
B. P. 97-08
75362 PARIS CEDEX 08

HONGRIE

Départ de dirigeants favorables à la « réforme » de 1968

La « libéralisation » de l'économie remise en cause ?

Le XI^e congrès du parti socialiste ouvrier de Hongrie, réuni à Budapest en mars dernier, a confirmé ce que l'on savait déjà depuis un an : la mise à l'écart des deux vice-présidents du conseil qui avaient joué un grand rôle dans la « libéralisation » de l'économie depuis 1968, MM. Rezo Nyers, le père de la réforme, et Lajos Fehér, patron de l'agriculture.

Beaucoup d'observateurs ont pensé que la présence de M. Brejnev à ce congrès avait une signification profonde. Elle aurait rappelé tout particulièrement qu'il convient, en matière d'organisation économique, de ne pas trop s'écarter d'une certaine ligne classique. S'était-on éloigné du danger de la collectivisation collective au cours de ces dernières années ? Il faut le croire, car le conseil présidentiel hongrois est allé vite au besogne, de la clôture de ce Congrès. On escomptait généralement un changement de cap graduel dans la politique économique. Or les choses ont été brusquées. On n'a pas attendu les élections législatives du 15 juin prochain pour démettre M. János Fock de sa fonction de chef du gouvernement. Pour « raisons de santé », celui-ci a demandé à être remplacé. Son successeur, M. György Lazar, n'a participé que très indirectement à la « nouvelle méthode économique » pratiquée depuis 1968.

La relative disgrâce de M. Nyers avait été, semble-t-il, quelques semaines dans l'opinion. Il avait de solides défenseurs au sein du parti, et sa réputation d'homme compétent était bien établie. Les résultats étaient là : depuis six ou sept ans, l'économie hongroise se portait bien. Le revenu réel par habitant est le second du camp socialiste, après celui de la R.D.A. Jusqu'en 1973, les Hongrois étaient parvenus à équilibrer leurs échanges avec l'Ouest, et ils étaient très largement créditeurs à l'égard des autres pays membres du COMECON de l'U.R.S.S. en particulier. Les Hongrois considéraient un peu leur économie comme une « vitrine » que l'on peut montrer sans honte, même à des Occidentaux. On trouve beaucoup de produits et d'articles dans les magasins, même du whisky (ce qui est vrai). Sur

dix millions d'habitants, il existe plus de cinq cent mille « délices », résidences secondaires, de taille et de confort très variables.

Le gouvernement semblait presque gêné de cette réussite et s'efforçait de ne pas trop faire étalage des succès obtenus devant leurs partenaires de l'Europe de l'Est. Mais la réputation du pays s'était cependant bien assise : les touristes, nombreux chaque année sur les rives du lac Balaton ou à Budapest, Allemands de l'Est, Tchécoslovaques, Soviétiques... et Allemands de l'Ouest, pouvaient en témoigner.

Les brillants résultats économiques étaient-ils accompagnés d'améliorations sociales ? M. Nyers entendait largement récompenser « ceux qui avaient pris leurs responsabilités ». Trop, au dire de l'homme de la rue (que l'on peut décourager même en régime collectiviste). Une certaine grogne ouvrière s'est manifestée ouvertement au cours du congrès. « Il paraît qu'il y a chez vous quatre-vingt-cinq mille millions. Des gens qui ont réussi à enlever 1 million de forints (1) et il y en a encore des dizaines qui ne gagnent pas 1 500 forints par mois », dit un coopérateur de Pécs.

La prospérité avait incontestablement fait naître quelques « fortunes ». Et déjà les dirigeants du parti avaient freiné ces velléités de société de consommation. Ils ont décidé de limiter la superficie des appartements principaux à 120 mètres carrés, celle des résidences secondaires à 80 mètres carrés. Au-dessus, le propriétaire doit payer une forte taxe. Son logement imposé sévèrement les bateaux, les grosses voitures.

La crise pétrolière a quelque peu assombri les perspectives. L'inflation des pays capitalistes obère le balance commerciale avec l'Ouest, qui est devenue largement déficitaire. Et avec l'augmentation du prix de l'énergie fournie par l'U.R.S.S. à lui par créer un déséquilibre négatif, moins marqué toutefois.

L'agriculture a connu des succès importants depuis la réforme de 1968. Chaque année, la progression annuelle du revenu a été au moins de 3 %. La Hongrie

Par GEORGES FRELASTRE *

produit 15 à 20 % de plus que n'exige la consommation nationale. D'où son impérieux besoin d'exporter, en particulier du bétail. Le Marché commun était un partenaire de choix, et la viande de boucherie partait pour 80 % vers l'Italie, le reste vers l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas. C'est pourquoi la décision prise à Bruxelles de fermer les frontières aux importations de bétail a été durément ressentie à Budapest, qui en rend d'ailleurs la France largement responsable. L'U.R.S.S. a acheté les invendus... en payant en dollars.

Cette réussite d'ensemble vient pour une grande part des nouvelles conceptions de 1968. La réforme a établi les bases d'une large décentralisation, voire d'une décentralisation. Désormais beaucoup de décisions, en particulier relatives à l'agriculture, se prennent à l'échelon de chacun des dix-neuf départements. Il a été lancé l'idée, par ailleurs, de regrouper ces départements en six régions expérimentales, pour les besoins de l'aménagement du territoire.

Les entreprises agricoles, coopératives comme formes d'Etat, semblent les premières à bénéficier de cette plus grande souplesse d'organisation. Elles sont moins tributaires des décisions générales venues de la capitale. Elles adoptent les mesures au contexte local.

Pour les agriculteurs ou éleveurs ruraux, le développement même une thèse, ostensiblement : ne serait-il pas préférable d'éligner peu à peu les structures agricoles sur un modèle qui serait non pas la ferme d'Etat, mais la coopérative ? On est loin de l'idée stalinienne d'une marche inéluctable vers les sovkhozes, ou d'un démantèlement des kolchozes.

Les méthodes de gestion les plus efficaces en Hongrie sont l'apanage des coopératives, du fait que le revenu des coopératives est fonction du revenu net (dans le sens donné à cette expression

en économie capitaliste), une fois déduits les charges diverses, les impôts. D'où l'intérêt à comprimer au maximum le prix de revient. Pour les fermes d'Etat, la rémunération de base est le salaire fixe versé aux ouvriers. Mais ceux-ci peuvent également améliorer leur gain en développant le chiffre d'affaires de l'entreprise. La réforme est donc axée sur un accroissement du revenu brut, sans souci de productivité. Par tout supplément de produits vendus, le salarié touche 0,40 forint. Toutefois le bonus qu'il peut recevoir ne peut augmenter en moyenne de plus de 4 % par an, par rapport à l'exercice antérieur.

« Il est beaucoup plus rentable pour la nation de développer ce réseau des coopératives et de le généraliser, n'hésitent pas à dire certains spécialistes. Il faut améliorer la productivité, non pas seulement la production. Il faut utiliser au mieux l'intérêt personnel, comme les coopératives en donnent l'exemple. »

Ainsi serait dynamisée la gestion des entreprises. Et de préconiser un type unique d'unité agricole, qui serait plutôt le modèle des coopératives. Toutefois, un salaire minimum serait garanti aux membres, comme cela se pratique dans les fermes d'Etat (alors qu'effectivement un coopérateur n'est assuré de toucher que 80 % de ce qu'il a gagné les deux années antérieures, avant le calcul des résultats définitifs de l'exercice).

Cette uniformisation des entreprises a été évoquée au cours du congrès, mais sans préciser la forme définitive souhaitée.

Autre changement notable d'optique. Dans les pays collectivistes, l'élevage industriel en étables n'est pas seulement une technique, il a aussi valeur de symbole, à l'instar des tracteurs pour la production végétale. Mais la Hongrie ne semble pas adopter ces systèmes intensifs, qui lui ont valu quelques mécomptes à côté de succès importants. En 1974, des directives générales de l'Etat ont prévu d'élider spécialement les coopératives qui veulent élever des bovins sur des prairies naturelles, dans certaines régions qui se prêtent à

cette technique. Elles reçoivent en priorité des crédits, et bénéficient d'un soutien pour la commercialisation du lait produit.

JUSQU'OU, aux yeux des Soviétiques, un pays membre du COMECON peut-il aller sur la voie du « libéralisme » et de la décentralisation ? La question est particulièrement importante pour le secteur agricole, basé sur des succès hongrois. M. Brejnev ne peut oublier que, depuis une dizaine d'années, l'agriculture de son pays connaît une certaine amélioration, après une longue stagnation et de nombreux reculs, c'est que lui-même a allégé les charges des kolchozes, rassuré leurs membres, et quelque peu rompu avec la centralisation.

Il paraît malaisé de revenir à des pratiques collectivistes dans le domaine agricole, et il semble plausible de penser que les dirigeants hongrois maintiendront leur tendance à oublier les durs paroles de Marx à propos des paysans : « Ce sont des hommes de terre dans un sac ! », pour mettre plus volontiers en avant celles de Lénine : « Les paysans n'aiment pas recevoir des ordres. »

En revanche il apparaît que la désignation de M. Lazar, spécialiste des questions de planification et des problèmes de l'industrie lourde, marque un souci très net de revenir à un contrôle gouvernemental plus sévère de l'activité des entreprises.

Un coup de semonce a été donné à l'intention de ceux qui, sur le plan social, semblaient trop profiter de la nouvelle situation. Il s'y ajoute désormais une méfiance à l'égard des mesures libérales. Certes, des amis de M. Nyers sont encore présents au comité central, tel M. Burger, directeur de la ferme d'Etat de Babolna, entreprise pilote pour toute une chaîne de production du maïs, ou M. Harvath, directeur de l'usine Raba de Győr. Mais leur influence sera sans doute insuffisante pour perpétuer les idées essentielles de la réforme de 1968.

Dans les prochains mois, la publication du plan 1975-1981 devrait clarifier les options.

1) 1 franc = 4,73 forints (1 forint = 100 filléris).

LE DIFFICILE DIALOGUE DU CŒUR ET DE LA RAISON

Nouveaux regards sur le socialisme

Il est des mots qui, à peine prononcés, font naître les ambiguïtés : « socialisme » est de ceux-là. Le renouveau que connaît en France le parti socialiste depuis 1971 offre une éclatante illustration de ce phénomène. Pour s'en convaincre, il suffit de se pencher sur trois ouvrages dans lesquels des membres connus du P.S. illustrent leurs conceptions.

A tout seigneur, tout bonneur, M. François Mitterrand, principal artisan de la revitalisation du P.S., vient de rassembler sous le titre la Paillie et le grain (1) les chroniques qu'il avait publiées de 1971 à 1974 dans l'hebdomadaire l'Unité en y ajoutant d'autres notes jusqu'aux inédites. L'autoportrait qui résulte de cette moisson n'est pas de nature à troubler les militants socialistes. De Jean Jaurès à Léon Blum, ils ont pris l'habitude de se reconnaître dans des bourgeois libéraux et raffinés, sensibles, découvrant le socialisme au terme d'une démarche plus sentimentale que rationnelle. A cela s'ajoute, dans le cas de M. François Mitterrand, un étonnant brouillage qui en fait le premier spectateur de son propre parti. Quel autre responsable de formation politique oserait par exemple écrire : « Le congrès est la page des socialistes. C'est là qu'on ressuscite tous les deux ans. En vue de l'élection ou l'imprime à la tête le texte des motions qui départageront saint Jean et saint Thomas ? »

Et si cette référence chrétienne vient si ostensiblement sous la plume du premier secrétaire du P.S., c'est que non seulement il a reçu une éducation religieuse mais que les interrogations métaphysiques restent pour lui permanentes. Ose en somme suivre avec quelques fondes d'avance le chemin qui vient de conduire au P.S. M. Jacques Delors, ancien conseiller pour les affaires sociales de M. Jacques Chaban-Delmas, militant syndicaliste chrétien engagé dans le courant personneliste.

Et les limites de ses ambitions et le pragmatisme des ambages : pour lui il n'existe pas de modèle vivant de socialisme démocratique. Et M. François Mitterrand ne dit pas le contraire.

La soif de justice sociale jointe à cette démarche pragmatique caractéristique depuis toujours la social-démocratie. L'heureuse réédition du pamphlet de Ferdinand Oomsa Nieuwenhuis, le Socialisme en danger (2), permet de mesurer que, depuis la création de la II^e Internationale sur la base de la social-démocratie allemande, cette force politique a consacré tous ses efforts à marchander le mieux possible la force de travail des salariés, se déclinant d'instinct en efficace dans cette fonction que son encadrement de la classe ouvrière était mieux assuré. C'était l'époque où, comme ce fut le cas ensuite du P.C.F., la social-démocratie consistait à un véritable Etat dans l'Etat, une contre-société. Bourgeois néerlandais contemporains de Karl Marx, Oomsa Nieuwenhuis n'hésitait pas à affirmer que la social-démocratie a été, à l'époque, l'organe le plus contre-révolutionnaire car elle reculait la société capitaliste en son sein et ne pouvait que la perpétuer.

Autant dire que toute section se situant dans un tel cadre ne peut se prétendre révolutionnaire. Or la social-démocratie a toujours eu à leur compte d'une aile gauche remuante qui prétendait la réformer de l'intérieur. Ce rôle est joué actuellement en France par le Centre d'études, de recherches et d'actions socialistes (CERES) animé par M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort. Dans son ouvrage le Vieux, la crise, le neuf (3), M. Chevènement reconnaît d'ailleurs qu'avant les événements de mai 1968

il ne croyait pas à la possibilité de changements révolutionnaires en France. Son engagement au sein de la S.F.I.O. restait donc dans la ligne des prises de conscience de l'injustice sociale par un privilégié du système, puisque le chef de file du CERES est, comme la plupart des fondateurs de ce groupe, un ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Depuis, le CERES a évolué et se retire à présent en bloc au socialisme, au réformisme révolutionnaire et au fédéralisme revu et corrigé par Gramsci, tout en ambitionnant de réaliser une synthèse de ces éléments divers.

Ambition qui, bien sûr, ne peut susciter que le scepticisme des dirigeants du P.S. et en premier lieu de M. Mitterrand. Le dépit de la Nière est, selon son mot, « rétréci par l'esprit de système » même s'il reconnaît que doivent coexister au sein de sa formation ceux « qui obtiennent une communication du cœur et ceux qui ont besoin de tonnerre du défilé pour se procurer que le P.S. existe bien ». Les uns étant et le sol, les autres « le sucre ». Et le premier secrétaire du P.S. conclut : « Les premiers sont nécessaires, ou ne se passerait pas de seconds. « Le régime est resté. »

L'É doute ailleurs par l'esprit de M. Chevènement puisqu'on le voit laisser échapper au détour d'une phrase : « Ainsi quelquefois le scrupule me saisi qu'après tout, peut-être, le CERES n'a fait qu'aller à restaurer la social-démocratie, à mettre une couche de peinture, selon l'expression de François Mitterrand, sur un banc vermoulu ». L'ambiguïté d'une telle démarche entre un trotskiste Henri Weber, membre du bureau politique de la Ligue com-

muniste révolutionnaire, l'occasion d'une analyse critique détaillée des thèses du CERES dans le premier numéro d'une nouvelle revue : Marx ou crève (5).

Les recherches sur la transition au socialisme peuvent donc toujours se donner libre cours puisque les tentatives concrètes n'ont pas encore pu convaincre et que l'U.R.S.S. a laissé se perdre l'espoir que sa réussite avait suscité. Ne perdant pas espoir, M. Jean-Luc Dallemagne quille Construction du socialisme et révolution (6), étude dans laquelle il tente de se dégager des analyses trotskistes traditionnelles sur la dépendance des « Etats-ouvriers ».

Selon lui, si la révolution socialiste a jusqu'à présent toujours été accompagnée de déformations bureaucratiques, c'est parce que chaque victoire a été localement isolée. La révolution mondiale lui paraît rester d'actualité dans la mesure où, par un lent glissement, le rapport des forces mondiales est en train de se trouver modifié. Il ne conçoit donc la transition au socialisme que par un agou sur les « Etats-ouvriers » existants puisque leurs évolutions les plus contestables ne les ont pas conduits à restaurer le capitalisme. Cette option stratégique risque en tout cas d'écarter de la transition au socialisme les forces socialistes-démocrates qui résistent justement ces « Etats-ouvriers ».

1) La Paillie et le grain, par F. Mitterrand, Flammarion, Paris, 1975, 301 pages, 32 F.
2) Changer, par J. Delors, Stock, Paris, 1975, 343 pages, 30 F.
3) Le Socialisme en danger, par F. Oomsa Nieuwenhuis, Fayot, Paris, 1975, 290 pages. Préface de Jean-Luc Dallemagne, 28 F.
4) Le Vieux, la crise, le neuf, par J.-P. Chevènement, Flammarion, Paris, 1975, 284 pages, 30 F.
5) Marx ou crève, avril-mai 1975, revue de critique communiste, 113 pages, 8 F.
6) Construction du socialisme et révolution (essai sur la transition au socialisme), par J.-L. Dallemagne, éd. Maspéro, Paris, 1975, 465 pages, 50 F.

Dans les revues...

En Sous le titre « Le discours de l'opposition » Elie Hinnaleh analyse dans LES NOUVEAUX CARRÉS (n° 40) plusieurs types de discours qui se font les véhicules et les instruments de l'idéologie dominante. (Publié sous les auspices de l'Université israélienne, printemps 1975, trimestriel, 3 F. - 45, rue La Bruyère, Paris.)

Et L'idéologie et la stratégie des partis révolutionnaires du Proche-Orient (arabes et israéliens) dans la recherche d'une solution au problème palestinien font l'objet d'un exposé très complet dans la nouvelle publication ERASMUS (n° 1), revue des socialistes révolutionnaires du Proche-Orient, à édité sous la responsabilité de Lella Kadi et Eli Lohel. (1975, 12 F. - Editions Maspéro, 1, place Paul-Painlevé, Paris.)

Et Les activités terroristes, support et moyen de domination du monde capitaliste dans les pays sous-développés : à partir de cette idée maîtresse, la REVUE TRÉS-MONDES (n° 81) présente une série d'études s'appuyant sur des exemples choisis en Côte-d'Ivoire, au Liban et dans le nord du Chili. (Janvier-mars

1975, trimestriel, 25 F. P.O.F. 12, rue Jean-de-Beaune, 75006 Paris.)

Et Zygmunt Gostkowski, sociologue polonais, propose une méthode pour l'appréciation des écarts de développement entre pays riches et pauvres dans la REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES, qui consacre sa première livraison de l'année aux indicateurs socio-économiques. (Vol. XXVII, n° 1, 1975, trimestriel. - UNESCO, 7, place de Fontenay, Paris.)

Et Deuxième volet, dans la REVUE FRANÇAISE D'ÉTUDES POLITIQUES AFRICAINES (n° 12), de l'ensemble du socialisme en Afrique : « Théorie et pratique », par M. Toumi ; « Socialisme et tiers-monde », par J. Roux ; et « La voie malgache », par Ph. Leymaria. (Avril 1975, mensuel, 20 F. - Société africainne d'édition, 21, rue de l'Échiquier, Paris.)

Et Ethiopiens (n° 3) ouvre le dossier d'un nouveau thème : coopération à l'étranger. L'article de A. Beck sur les derniers accords franco-sénégalais, et l'exposé de J. Per-

pectives de la coopération euro-africaine. (Avril 1975, trimestriel, 25 F. - 10, rue Thiers, B.P. 208, Dakar.)

Et L'HOMME ET LA SOCIÉTÉ quille un numéro double (n° 33/34) sur le thème « Économie et tiers-monde ». Il s'ouvre par une intéressante analyse marxiste des sociétés multinationales, par Th. dos Santos, et réunit des études théoriques, comme « Beaulieu et l'irrationalité du capitalisme », de J.-P. Beynon, ainsi que des essais divers. (Dernier trimestre 1974, trimestriel, 40 F. ; le numéro simple, 25 F. - Editions Anthropos, 12, avenue du Maine, Paris.)

Et Sous le titre et Portugal : un enjeu révolutionnaire pour l'Europe, le BULLETIN DE LIAISON DU CEBETIM (Centre d'études anti-impérialistes) consacre un double numéro (n° 25 et 26) à un dossier sur la nature et l'enjeu des luttes au Portugal, réalisées à l'aide de divers ouvrages récemment parus dans ce pays. (Mai 1975, 15 F. - 24, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris.)

Et Dans les ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES, revue nouvelle (n° 2) : « Les travailleurs étrangers et les mécanismes de l'immigration » (A. Bayard) ; « L'automobile, usages sociaux et sociaux » (J. Boltanski). Et le retour de tant d'études sur la sociologie américaine, J.-Cl. Chamboredon analyse une vue américaine de la sociologie française. (Mars 1975, bimensuel, 9 F. - 54, boulevard Raspail, Paris.)

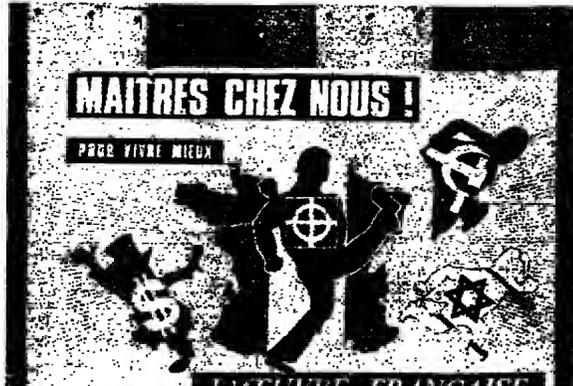
Et LA REVUE D'ALLEMAGNE (tome VII, n° 1) consacre tout son premier numéro de l'année à l'enseignement de l'Allemagne en France : elle contribue ainsi, indirectement, à la protestation qui commence à s'élever contre la prépondérance exorbitante de l'anglais, et langue de l'impérialisme. (Premier trimestre 1975, trimestriel, 20 F. - 3, quai Koch, Strasbourg.)

Et Dans ETUDES POLEMOLOGIQUES (n° 10), René Carrière recherche les raisons qui ont pu motiver les orléans

E RAC

سكول من زليزل

LE RACISME



DANS LES RUES DE PARIS, LE MDS DERNIER... (Clotaire Fofolob.)

Disculper la différence

Le poids nouveau du monde non blanc dans les rapports de forces internationaux, la sourde inquiétude que suscite la natalité galopante des pays sous-développés, les tensions engendrées par la coexistence forcée entre travailleurs autochtones et travailleurs immigrés dans les nations industrialisées, tout concourt à faire aujourd'hui du racisme un détonateur particulièrement inquiétant.

Historiquement le racisme — exaspération pathologique de la différence conçue comme supériorité — n'est que l'une des attitudes prises par l'Occident envers le reste de l'univers, lorsqu'il veut légitimer l'exploitation économique des peuples conquis. Le génocide (extermination physique) ou l'ethnocide (dissolution des autres cultures sous couvert d'accession à une culture supérieure, hier l'Occident chrétien)

aujourd'hui l'« American way of life » sont d'autres face du primat absolu que, pour ses propres fins, l'Occident a accordé à ses propres valeurs, réduisant ou niant par là même la valeur des autres. Toutefois, même si la mauvaise conscience blanche empêche parfois de le dire, ces attitudes aujourd'hui ne sont nullement l'apanage de l'Europe, de l'Amérique ou même de l'Afrique du Sud, comme le prouve à l'évidence le comportement de certains jeunes Etats vis-à-vis de leurs minorités.

Concrètement, la discussion sur le racisme ne peut plus prendre le tour académique qu'elle avait trop souvent il y a quinze ou vingt ans lorsque, unanime dans l'indignation, l'opinion européenne condamnait le gouverneur Faubus à Little-Rock ou le massacre de Sharpeville et l'apartheid. En France notamment, le problème se pose, ici et main-

tenant, en raison de la présence de quatre millions d'étrangers, rouages essentiels du bon fonctionnement d'une économie capitaliste.

Ce n'est sans doute pas un effet du hasard si, ces dernières années, ont réapparu dans les pays économiquement avancés les théories sur l'inégalité biologique des races. Quelle qu'en soit la valeur scientifique, elles ne peuvent que discréditer les différences entre communautés ou groupes que séparent mais que n'opposent pas la couleur de peau, la langue, la façon de vivre. Réhabiliter et, comme le dit Henri Lefebvre, disculper la notion de différence, ce n'est pas faire une concession verbale à un état de choses condamnable. C'est poser une valeur essentielle en affirmant la nécessité de la diversité dans l'égalité, base théorique de la convivance planétaire.

Sous des formes subtiles ou grossières, avec ou sans retenue

L'hostilité et la haine, ici, chaque jour...

RACISTES, les Français ! Alors donc ! Il n'y a qu'à répéter autour de soi : des Arabes, des Noirs, des Portugais (à moins que ce ne soit des Italiens, ou des Espagnols, tout ça, c'est kif-kif), on ne voit que ça, dans le métro, sur les chantiers, dans les hôpitaux, les cafés... Même que, dans certains quartiers, il n'y a plus qu'eux, et que nous, on est obligé d'aller ailleurs. Et puis, s'ils étaient si mal que ça, chez nous, vous croyez qu'ils se bouccieraient au portillon, ou qu'ils traient camper dans les églises, quand on veut les expulser ? Alors, soyez sérieux, regardez plutôt ce qui se passe ailleurs, en Amérique par exemple : là-bas, c'est tous les jours qu'on lynche les Noirs, tandis qu'ici...

Irreprochable, non, ce raisonnement que me tient un agent d'assurance, dans un café près de la Bastille — et que j'ai entendu cent fois au cours de mon enquête ? Et tellement vrai, que les pouvoirs publics continuent : si, de temps à autre, il y a bien, par-ci par-là, une petite « flambee » agressive, si, à Marseille, où l'on a le sang chaud, c'est connu, il y a eu, en juillet 1973, une petite poussée de fièvre qui n'a été, tout compte fait, que vingt et un Nord-Africains, qu'il est arrivé qu'à Saint-Etienne on ait trouvé, dans un caniveau, un étudiant algérien assassiné, qu'à Ivry on ait assassiné des passants à coups de chaîne, assassiné à Aubrey-sous-Bois un consommateur dahoméen, et qu'à Paris un médecin ait giflé son ex-infirmière, une Antillaise, venue lui réclamer son dû, ce ne sont là que bavures regrettables et, somme toute, minimes... Bien sûr, tout le monde ne « ratonne » pas, tout le monde ne jette

pas à la Seine le premier Portugais rencontré, tout le monde ne lance pas un cocktail Molotov sur un café arabe, ni ne s'amuse à incendier un bidonville — et l'intérieur sait compter ; mais les bons comptes ne font pas toujours les bons amis, et le racisme, tels ces produits identiques offerts sous des emballages différents, ne s'évalue pas seulement au nombre des meurtres commis ; si bien que les décomptes les plus rigoureux ne sont pas nécessairement les plus justes, ni les estimations d'apothicaire, les plus fines.

Allez donc chiffrer, par exemple, la qualité d'un regard ! Or c'est à ce niveau-là, dans la vie quotidienne, que le racisme se manifeste le plus souvent. Ainsi, dans le métro, de vous à moi, le regard glisse, comme de l'eau sur une tulle ; on se évite, on ne se voit pas ; mais qu'un étranger monte dans le compartiment, quelque chose, d'à peine perceptible, se passe : le regard se tourne, ou se détourne, ou se retourne, il n'est plus neutre ; mis en éveil, il se pose avec insistance, le plus souvent sur le phénotype. Par curiosité ? Que survienne l'un de ces incidents mineurs, si fréquents aux heures de pointe, et, sous l'anthropologue, perce l'anthropophage.

Ainsi, tout récemment, à la station Saint-Lazare : trois Maghrébines, vêtues de leurs larges robes traditionnelles (reflexion, « mossa »), d'un voyageur : « A-t-on idée de s'enrouler dans de pareils chiffons ! », et que tous les passagers n'en finissent pas de manger des yeux, trois Maghrébines, donc, descendant ; le temps qu'elles ramassent leurs coffres, cherchent la sortie, les portières claquent, et comment un pan de robe : la victime s'affoie, s'efforce de se dégager ; dans le compartiment, tout le monde regarde, personne ne bouge ; sur le quai, beaucoup s'attardent, personne n'intervient. Jusqu'au moment où le signal retentit, où enfin, un cri s'élève : « Arrêtez ! Arrêtez ! » — que pousse, dans le silence général (cette sorte de silence qui s'abat sur

Par MAURICE T. MASCHINO *

les gradins au moment de l'estocade...), un jeune homme aux cheveux longs... Même complicité — à l'Opéra, quand un voyageur repousse rudement deux jeunes Antillaises, déjà engagées dans le compartiment : « Mot d'abord, c'est normal, je suis chez moi ; si vous n'êtes pas contentes, retournez donc sur votre cocotier ! » Tout autour, regards absents, et bouches cousues.

Il arrive qu'elles se défontent, il arrive même qu'elle soit prête, la foule, à en découdre... A l'Hôtel-de-Ville, un homme descend, le visage ensanglanté ; on l'entoure, le plaint, on veut le conduire à l'hôpital — il est Français ; le suit un Nord-Africain (?) — un étudiant apparemment, dont la chevelure abondante rappelle celle d'Angèle Davis — qu'on insulte, qu'on menace.

« Vous comprenez, m'explique une vieille dame, qui a l'air navré, entre nous, c'est la faute au Français. Quand il a vu l'Arabe monter dans le wagon, il l'a bien regardé, puis il a dit à la cantonade : « En voilà une tête de singe ! » Je n'ai pas entendu ce que l'Arabe a répondu, mais ce n'a pas dû plaire à l'autre, qui l'a giflé du coup, l'Arabe s'est fâché, et a cogné. Quand même, si n'aurait pas dû, il n'est pas chez lui ! »

Peules fatiguées, adultes harassés, et qui ne se contrôlent pas ? Mais pourquoi est-ce en présence de l'étranger qu'elles se contrôlent si peu — un étranger à qui on ne se contente pas d'épingler l'une de ces étiquettes — con, voyou, salaud — que vous vous distribuez si généreusement, mais qu'on précipite aussitôt par-dessus bord, par-dessus l'homme, dans l'animalité la plus épaisse : singe, macaque, babouin, bicoq, raton ?... Et puis, qu'y a-t-il à contrôler, sinon, entre autres, cette allergie à la différence que le comportement de tout un chacun manifeste ?

descend des vieilleries trouvées dans l'appartement) : « Dites donc, vous, qu'est-ce que vous faites avec ces saloperies ? Vous vous croyez dans un gourbi ? »

Quelques jours plus tard, le syndic de l'immeuble, à Mokhtar : « Les locataires m'ont chargé d'intervenir... Vous comprenez, ce sont des gens bien, ils sont habitués à vivre entre Français, il n'y a jamais eu d'étrangers ici... Alors, vous comprenez... » Meriem et Mokhtar n'ont pas compris — mais quand, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir frappé, entrouvre la porte de la loge, la concierge, qui ne monte plus le courrier, lui crie : « Dites donc, vous pouvez pas attendre ? Vous voulez que je lâche mon chien ? » ; mais quand Meriem, dans l'escalier, ils croisent des locataires, qu'ils saluent, les locataires, de braves gens assurément, les fixent et ne répondent pas ; mais quand Mokhtar, après avoir

(Suite de la page 13.)

Encore Meriem a-t-elle de la chance : sa « classe » lui évite d'être rudoyée. Car, pour peu qu'elle ait eu l'air de...

la tempe d'un doigt, et inscrit, sur le registre : « Groom des wagons-italiens... Quelle que soit la correction apparente de son attitude, on est piégé par le langage...



LOIN DES BEAUX QUARTIERS. Traiter le problème des immigrés comme si le racisme n'existait pas ?

Les trois échelles

PRESENTANT au lecteur le récit d'Ahmed (Une vie d'Algérien, Le Seuil), l'éditeur, dont la bonne foi n'est pas en cause, écrit quand même, avec tout le sérieux d'un psychologue...

nature supposée, et que ce vice, si bien caché qu'on ne le voit guère, tient à l'écart de leurs compatriotes : d'après un sondage de la SIFRES (1971), seuls 28 % des Français connaissent des juifs...

Excepté, bien sûr, pour tous ceux qui l'ont déjà vu — ceux qui ne soupçonnent même pas son existence, qui ne connaissent pas d'Arabes, de Noirs, d'Espagnols ni de Yougoslaves, qui ne leur parlent jamais, les invitent encore moins, et ne les fréquentent pas davantage...

De l'agression fasciste à l'ignorance « naïve », en passant par toutes les formes de rejet — qu'il s'agisse de la haine d'un patron de café à servir un étranger de promptitude des pouvoirs publics à l'expulser (1326 cas de janvier à juillet 1973), ou à l'interner (50 % des internés d'office sont des étrangers)...

le renvoi des étrangers, leur internationalisme reste encore très abstrait : l'an dernier, la section syndicale d'une grande entreprise de la région parisienne décida de recommencer les élections des délégués...

Au microscope de l'analyse, on distinguait, comme la sociologue Colette Guillaumin, trois formes de racisme : celui du peuple, qui, dans ses couches les plus basses, utilise encore les catégories biologisantes du siècle dernier et « animalise » ou « naturalise » le raciste...

« crochu », sa « petite taille », sa « nervosité » (les Arabes, hommes ou chevaux), et sa « face de singe ». Il n'est plus que la caricature : le racisme des couches moyennes, qui s'expriment plus volontiers en termes de culture (« ils n'ont pas nos traditions »)...

Les pièges du langage

SANS doute ces nuances-là sont-elles réelles, mais quelles raisons fragiles ! Il suffit d'un rien pour qu'elles s'effacent — et que le col blanc, l'intellectuel, ou le raciste « distingué », oubliant leur savoir et leur jargon, reviennent aux bons gros mots de tous les jours et de tout le monde...

Quant un ministre déclare que le centre de Marseille se gangrène en raison de la présence d'une collectivité étrangère, quand un député de la majorité estime qu'une partie de cette collectivité alimente la chronique du banditisme et du proxénétisme, quand le président du Conseil de Paris condamne la propagation des idées marxistes, quand certains quartiers de la capitale, quand un ex-premier ministre compare certaines manœuvres politiques à un combat de nègres dans un terrain, quand un maire désigne à la vindicte de ses administrés les « suppôts de Mahomet », quand un sexologue célèbre disserte, à la télévision, sur les mœurs des primitifs et des peuplades africaines, quand un journaliste s'écrit traite une vieille Algérienne de pauvre fatma, bref, quand ceux de la haute barbotent dans les mêmes eaux sales que ceux de la basse, comment les distinguer du menu fretin, qui réclame sans détours, par exemple, l'expulsion de la pégre nord-africaine (section U.J.F. de Marseille) ?

(Quant à Electricalarm, elle protège efficacement, elle, contre les cambrioleurs, qui se recrutent surtout, comme chacun sait, parmi « les Nord-Africains et les Portugais ».) Alors, journalistes, médecins, maires, députés, professeurs, petits employés, commerçants, ouvriers... tous racistes ? C'est bien possible, puisque, selon une enquête, déjà ancienne (1963), mais très instructive, de Girard et Stoetzel, « 83 % logeraient de préférence un Français en cas de compétition. 51 % tiendraient d'abord les étrangers en cas de chômage, 31 % soutiendraient que le fisc impose davantage », et — ce qui est d'une belle logique, puisque personne ne revendique pour les étrangers l'égalité des droits politiques — « 74 % estiment, en revanche, qu'en cas de guerre, les immigrés doivent être mobilisés » (5).

Tous racistes ? C'est bien possible, lorsqu'on constate que la majorité des Français désapprouvent les mariages « mixtes » : 45 % refusent que leur fille épouse un Arabe, 34 % un Noir, 22 % un Japonais (mais que sait-on, en France, des Japonais ?), 16 % un communiste, 15 % un juif (sondage de l'IFOP, 1970).

C'est bien possible, lorsqu'on apprend que, pour avoir tué un jeune Algérien de vingt-cinq ans, qui « faisait du bruit sous ses fenêtres », M. D. a été condamné, par le tribunal de Tours (août 1971), qu'à dix-huit mois de prison avec sursis — le psychiatre ayant expliqué à la cour que « les préjugés raciaux (étaient) courants, et, comme toute norme, à l'âge de ce retraité, et dans son milieu... » (6).

Même « explication » pour ce procureur de Béthune, qui fit jouer « peut-être avec raison — toutes les ressources de la loi pour obtenir la mise en liberté provisoire du notaire de Bruay-en-Artois, mais qui, en appel, fit condamner au maximum de la peine (cinq ans de prison) un Algérien coupable d'avoir giflé sa voisine... »

De même qu'il ne sert à rien — quant au fond — de chercher qui

Et la loi ?

PAR Une étrange carence, le pays de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen n'est guère préoccupé, pendant longtemps, de défendre les droits des étrangers : le décret du 21 avril 1939 (plus connu sous le nom de loi Marchandeu) ne punissait que la diffusion par voie de presse, et les militants antiracistes qui, par l'intermédiaire du MRAP, déposèrent en 1959 sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi durant laquelle...

el vous déplorez que les pouvoirs publics introduisent en France « une armée de mercenaires pouilleux » et ne gardent que « le dessous du panier », vous ne dépassez pas « le niveau admissible en matière de politique », et le dix-septième Chapitre constitutionnel de Paris vous relaxe (procès du MRAP contre Pour un ordre nouveau, 23 février 1974). Pourquoi ces contradictions, ces aléas, pourquoi, pour quel cette teneur ?

Plutôt que d'invoquer le « surcharge » des tribunaux, ou les rerts de la machine judiciaire, il convient de chercher les raisons de cette carence dans le contexte légal et politique : car une loi, par elle-même, n'est rien, c'est de l'ensemble du dispositif juridique, comme des réalités socio-politiques, qu'elle tire sa signification et son efficacité — ou à cause de cet ensemble qu'elle devient lettre morte, comme c'est pratiquement le cas actuellement.

Sur le plan légal, d'abord :

● La loi de juillet 1972 n'abolit pas le statut discriminatoire de l'étranger. On sait qu'un étranger qui réside en France a besoin d'une carte de séjour, et d'un permis de travail ; qu'il n'a aucun droit politique ; que ses droits syndicaux sont très restreints. Mais la ségrégation va beaucoup plus loin : non seulement elle fait de l'étranger un marginal, mais elle le pénalise d'être ce qu'il est — plus précisément, de ne pas être Français. Soit, par exemple, qu'une famille nombreuse étrangère n'a pas droit à une réduction sur les moyens de transport ? Que les allocations de maternité ne sont accordées que si l'enfant naît Français, ou le devient dans les trois mois ? Que les remboursements de la Sécurité sociale se font à un taux inférieur — mais non les cotisations ? Sait-on encore qu'une étrangère enceinte, parce qu'étrangère, et bien qu'enceinte, n'a pas droit à une carte de priorité ?

● La loi de 1972 se heurte à d'autres dispositions raciales, qui ne sont pas abolies. — Par exemple, le décret de février 1946, qui oblige tout étranger désireux de se marier à solliciter une autorisation auprès de la préfecture de police. Décret récam-

ment appliqué à l'encontre d'un étudiant marocain, que les pouvoirs publics sanctionneront, par ce biais, d'une attitude digne gauchiste : l'étudiant s'occupait un peu trop de faire respecter les droits des travailleurs immigrés...

— Par exemple encore, le loi du 10 août 1946 sur la protection de la main-d'œuvre nationale. M. Edgar Faure, alors ministre des affaires sociales, s'efforça pour justifier une offre d'emploi raciste (lettre du 25 décembre 1972 adressée à la section C.G.T. de Citroën).

● L'article 7 de la loi du 11 juillet 1972 prévoit des exceptions pour motif légitime : ainsi, et la présence d'Africains dans un café fait fuir le clientèle européenne, ne s'applique pas le « motif légitime » pour refuser de les servir ?

La loi de juillet 1972 va donc à l'encontre d'un ensemble de dispositions qui, sans constituer à proprement parler des obstacles juridiques, obtusent sa portée et permettent éventuellement de le « tourner ».

Enfin, les meilleures lois restent lettre morte quand un certain nombre de conditions ne sont pas réunies. Tant que les travailleurs étrangers continueront d'être sous-payés à surexploités, tant que les pouvoirs publics et les citoyens laisseront qu'ils vivent comme des parias, le terrain socio-économique subsistera, sur lequel pousseront, et s'épanouiront, les fleurs immondes du racisme.

M. T. M.

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE RÉSERVÉE AUX LECTEURS RÉSIDENTS À L'ÉTRANGER. Numéro spécimen sur demande. 5, rue des Italiens 75427 PARIS Cédex 09

Handwritten text in Arabic script: صك من زيجيل

est plus ou moins raciste (car le racisme est un, et ses formes les plus « bénignes » combinant, en germe, les caractéristiques les plus monstrueuses), il n'est pas plus sévère d'établir une quelconque hiérarchie entre les races. Les Turcs, les Yougoslaves ou les Italiens ne sont pas mieux acceptés que les Arabes ; tout ce qu'on peut dire, c'est qu'ils ne sont pas rejetés de la même façon, ni au même moment, et que, dans l'immédiat, en France, le racisme anti-arabe est politiquement plus « payant » que le racisme anti-italien (très virulent, par exemple, en Suisse).

C'est avec les pays arabes, en effet, et non pas avec l'Italie, ni la Turquie, que de nouveaux rapports politiques doivent être redéfinis et la coopération, constamment renouée, s'y oppose, et que le secrétaire général du MRAP, Albert Lévy, appelle des « migrants/étrangers conscients et

organisés », le font donc par anti-arabisme interposé. Ainsi a-t-on remarqué une très nette recrudescence du racisme à la suite de la crise pétrolière franco-algérienne de 1971, et de la visite à Paris du ministre Bouteflika. Mais que, demain, les agriculteurs italiens ou les pêcheurs allemands, portent atteinte aux intérêts de certains, et l'on se fera à joyeusement des nazis ou des boches. En attendant les suivants. Et sans oublier les autres.

Ainsi quel que suggèrent les cartes de séjour n'y a pas d'étrangers « privilégiés », et ceux-là mêmes qui possèdent une carte d'identité « bien de chez nous » ne sont pas plus à l'abri : on connaît le sort lamentable des harkis (« Dois-je couvrir une étiquette sur ma veste, demandant l'un d'eux, pour indiquer que je suis Français ? »), et la situation toujours dangereuse des juifs.

cas où, un jour, il devrait, voyageur sans bagages, s'enfuir précipitamment.

Il y a les chiffres, enfin : selon un sondage de la Sofres du début 1971, 30 % des Français sont antisémites (soit qu'ils se déclarent tels : 15 %, soit qu'ils aient des caractéristiques très nettes d'antisémitisme) : 55 % estiment que les juifs se sentent plus proches des juifs d'Israël que des Français non juifs.

Vous, blanc, noir, négro, chinois... Mais qui sommes-nous, pour voter ainsi les étrangers à une mété-

querie matinée de barbarie ? Ou sont, dans la France d'aujourd'hui, les purs, les de souche et d'origine — les descendants des Ligures ? L'Hexagone aurait-il traversé les siècles à la façon d'une forteresse impénétrable ?

Gens du Nord et du Sud, Gaulois moustachus et blonds, Germains, Grands-Bretons ou conquérants scandinaves, lettrés arabes qui, sur les bords de la Loire, enseignèrent à de futurs rois de France, leurs idées, la philosophie d'Aristote ou le mouvement des astres, artistes

italiens qui sortirent le royaume de sa torpeur médiévale, nobles de Prusse, de Russie, de Pologne ou d'Espagne qui s'allièrent, dès le X^e siècle, aux petits-fils et aux petites-filles de Charlemagne — quels étrangers, à un moment où c'est un autre, ne sont venus, et restés ? Quelle déraison, quand chacun de nous a du « sang » nordique, ou espagnol, ou italien, ou arabe, ou juif, ou noir, de jeter l'assassiné sur les autres, alors que nous sommes tous des étrangers !

MAURICE T. MASCHINO.

"Tiens, il est juif ?"

Il n'y a plus d'affaire Dreyfus ? On doute : mais il y a eu l'affaire des commerçants d'Orléans, qui a resurgi à Amiens, puis à Dijon — des villes entières qui se sont mises à avoir peur des juifs, et à les boycotter ; il y a ces inscriptions dans le métro (« Mor aux juifs », « Étriole »), ces tracés glissés sous les essuie-glaces des voitures, ou adres-

disparition du pays qu'ils occupent », reprochant au pouvoir d'être « aux mains des raciaux », ou demandant patiemment : « Asses de banques et d'avantages pour les puzuzes juives ! Où est le D.D.T. ? » (7).

Il n'y a pas d'agression dans la vie quotidienne ? Sans doute n'est-ce pas tous les jours qu'un commerçant de la rue du Sentier se fait assommer, puis tatouer au couteau, sur la poitrine, l'étoile de David, sans doute. Mais il y a l'étonnement (« Tiens, il est juif ? »), la suspicion, la méfiance, et les fantasmes à l'arrière-plan. Il y a ce comptable, dont je me paraisais jadis. Hier, il m'a demandé s'il était juif, et oui, depuis que les autres savent, voir ses collègues s'éloigner... Il y a ces chefs d'entreprise et ces responsables administratifs — que me citait Daniel Mayer — qui, au lendemain de l'affaire des vedettes de Cherbourg, ont cru opportun de convoquer leurs subordonnés juifs, pour leur rappeler qu'ils étaient d'abord Français. Il y a ce technicien juif, hautement spécialisé en électronique, à qui le Commissariat à l'énergie atomique interdit de se rendre à Polynésie dans des essai atomiques de Mururoa. Il y a ces mille et une vexations de la vie quotidienne et, plus généralement, cette « difficulté juive » que le juif partage avec la femme ou l'indigène, dans la crainte d'un pogrom : tel cet homme qui a converti tous ses revenus en épingles de cravates au

De l'extérieur, l'immeuble paraît correct. Ni plus laid, ni moins triste, que toutes ces H.L.M. construites sur les terrains de moins en moins vagues de la banlieue parisienne. Autour, on a même semé du gazon, et n'était ce grillage qui encadre le bâtiment on passerait. Mais il y a ce grillage, justement, de 1,80 m, qui marque la frontière et signale la présence d'un monde autre : comme aux Grésillons de Gennevilliers, les résidents étrangers du foyer Romain-Rolland, à Saint-Denis, sont des gens de part. A tenir en respect à coup de règlements et de loyers élevés et, au besoin, à l'aide d'anciens parachutistes promu o gérants.

Parqués dans leurs cellules, les immigrants disposent d'autre chose : de la cuisine : comment écorcher ? Cassées, des espagnoles n'ont pas été remplacées.

Parqués dans leurs cellules, les immigrants disposent d'autre chose : de la cuisine : comment écorcher ? Cassées, des espagnoles n'ont pas été remplacées.

une heure de bus, on a à ses habitudes — depuis quinze ou vingt ans pour certains — et on y tient. Et l'on a vu à la municipalité — communista — de ne pas le comprendre.

A quoi la municipalité répond que, même pour une commune à majorité ouvrière où « le racisme n'existe pas », 30 % de travailleurs étrangers, c'est trop ; pourquoi ces communes-là, d'ailleurs, seraient-elles seules à les accueillir ? C'est le patron qui importe ces travailleurs, c'est lui qui les utilise : c'est donc à lui de leur assurer des conditions de vie décentes. Est-ce à nous de lui prêter main forte ? Si bien que la municipalité, s'appuyant sur la loi du 10 juillet 1970, exproprie et démolit.

- Principales organisations antiracistes**
- LICIA : Ligue internationale contre l'antisémitisme, 40, rue de Flandre, Paris (18^e). Tél. : 810. 68-30.
 - Publication : Le Droit de vivre (mensuel).
 - LIGUE DES DROITS DE L'HOMME : 27, rue Jean-Bouvier, Paris (14^e). Tél. : 331-71-35.
 - Publication : Après-demain (mensuel).
 - MRAP : Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, 29, rue Sabot-Denis, Paris (5^e). Tél. : 231-69-57.
 - Publication : Droit et Liberté (mensuel).
- Signalons que le MRAP a publié récemment deux ouvrages : La Santé des migrants, le Logement des migrants.

Mais à Romain-Rolland, comme aux Grésillons hier, les intéressés résistent : depuis trois mois, ils sont en grève. Grève des loyers, grève du règlement, grève de la vie à bon marché.

Façon de dire, d'ailleurs, car le loyer de ce logement de 170 F en 1971, le passe à 250 F en 1975 — 620 F aux Grésillons. Loyer ou, comme dit le Sonacotra (organisme para-étatique chargé du logement des immigrés), « participation aux prestations et fournitures apportées aux résidents ». Mais quelles prestations ? La chambre ? C'est une cellule de 6 mètres carrés, toute en tôle, où le locataire, coincé entre un lavabo qui fuit, une petite table branlante et un lit étroit, ne peut rester que couché ou assis, à écouter tousser son voisin. Le nettoyage ? Il n'est pratiquement pas assuré : trois employées ont été chargées treize étages. L'hygiène ? Les douches, quatre pour vingt-quatre personnes, sont fréquemment endommagées. Les peintures s'écailent, les murs se lézardent, partout flotte une odeur

Comment s'étonner que les travailleurs immigrés s'insurgent contre pareilles conditions de vie — celles-là mêmes qui les attendent, quand on détruit un bidonville ? D'avoir vu, à Saint-Denis, ce qu'on leur propose dans un projet d'avenir, les Marocains de Gennevilliers préférant encore, dans l'immédiat, rester dans le quartier Brenu. Déclaré insalubre — et il l'est : dans de vieux immeubles délabrés du début de ce siècle s'entassent mille sept cents immigrés — ce quartier doit être prochainement détruit. Dès se dressa, à côté, un foyer Sonacotra, où quatre cents d'entre eux se sont résignés à s'installer. En reste mille trois cents qui, misère pour misère, s'accrochent à celle qu'ils ont réussie, en partie, à humaniser ; on est à l'étroit, c'est sûr, mais on partage le loyer, on s'entraide, on prend en charge les chômeurs, on reçoit des camarades qui, en fin de semaine, viennent de Belgique ou d'Allemagne, on a plus facilement des nouvelles du pays et même si l'usho est quelquefois à

est probablement excessif d'accuser la municipalité de Gennevilliers d'être « raciste » et — traite à la classe ouvrière —, comme la font les jeunes marxistes-fénelistes, qui soutiennent ardemment les revendications des immigrés. Il est même certain que les élus locaux s'efforcent d'améliorer leur situation (ceux qui ont été écartés d'un salaire de 50 F par mois, pendant un an, pour amortir la hausse des loyers). Mais invoquer le « seul droit de tolérance », estimer qu'il y a trop d'étrangers dans la commune, et détruire que le surplus doit s'installer ailleurs, c'est procéder à la façon des promoteurs. Car une autre attitude est possible, et de jeunes architectes qui ont participé dans la région de Nantes à la réhabilitation de travailleurs immigrés sont formels : « Il est toujours possible de reloger sur place les habitants. Au besoin, en remettant en état les vieux immeubles. L'argent, on le trouve toujours. Et le fouille législatif est tel qu'on peut toujours justifier sa pratique. Encore faut-il le vouloir. »

M. T. M.

(7) Droit et Liberté, juillet 1973.

De l'ethnocentrisme à l'ethnocide, au génocide et au racisme

L'ETHNOCENTRISME est la chose du monde la mieux partagée. S'il faut en croire l'ethnologie, « l'humanité cesse aux frontières de la tribu, du groupe linguistique, parfois même du village : à tel point qu'un grand nombre de populations dites primitives se désignent d'un nom qui signifie les « hommes » (ou parfois « dioux-nous avec des de distinction — les « bons », les « excellents », les « complets »), impliquant ainsi que les autres tribus, groupes ou villages ne participent pas des vertus — ou même de la nature — humaines mais sont tout au plus composés de « mauvais », de « méchants », de « singes de terre » ou d'« canis de poux ». On va souvent jusqu'à priver l'étranger de ce dernier degré de respect en faisant un « haribou » ou une « apparition » (1).

Ce point de vue immédiat correspond donc bien dans chaque groupe à un désir de persévérer dans son être, ce que Spinoza appelait le *conatus*, c'est-à-dire l'effort. Appelons le sentiment renforcé d'une identité collective : Lévi-Strauss le caractérise comme un désir de « rejeter hors de la culture, dans la nature, tout ce qui ne se conforme pas à la norme sous laquelle on vit ». Depuis les Grecs, pour qui tout ce qui ne parlait pas grec était appelé *barbare* (de par l'onomatopée du bruit que faisaient ces langues perses, égyptiennes, etc.), jusqu'à la plus reculée des communautés amazoniennes, l'ethnocentrisme fonctionne comme un renfort du sentiment de l'identité ethnique ; il constitue une manière de renouveau dans la certitude que les valeurs du groupe s'identifient à la nature humaine en général ; et il faut bien admettre que, sans ce facteur de cohésion culturelle, nulle communauté ne saurait se maintenir dans la durée. L'ethnocentrisme apparaît donc comme un élément culturel indispensable de la vie et peut-être même d'une identité poussée jusqu'à la négation symbolique de l'autre, il fonctionne en même temps comme revendication d'une différence absolue, refus de se laisser dissoudre dans la communauté artificiellement établie d'une universalité du même. Mais tout cela se passe d'instinct, et au niveau immédiat, confusément, et au niveau de conscience, si l'on veut, une manière de réflexe, un ensemble de « réactions grossières », écrit Lévi-Strauss, qui traduisent ce même instinct, cette même réaction, en présence de manières de vivre, de croire ou de penser qui nous sont étrangères » (2).

Comment, de ce réflexe naïf qui conduit à rejeter d'instinct, on o passe à l'attitude hostile et discriminatoire qui consiste non seulement à

nier l'autre magiquement, mais aussi réellement, en un corpus constitué de doctrine qui a conduit souvent à la plus atroce et à la plus franche forme de racisme, le génocide, voilà qui mérite réflexion.

L'ambiguïté fondamentale de l'ethnocentrisme consiste en ce que, facteur souvent indispensable de cohésion d'un groupe, il peut se trouver porté jusqu'à l'attitude extrême du racisme et de la destruction de l'autre. Faut-il donc reconnaître un gradient de l'ethnocentrisme qui trait de l'inévitable sentiment d'identité jusqu'à la forme destructrice que porte en soi le racisme ? Ou, au contraire, ne faut-il pas y apercevoir le résultat de l'intervention de facteurs extérieurs, qui contribueraient à engendrer dialectiquement le racisme et le génocide à partir de l'ethnocentrisme ?

C'est R. Jaulin qui a, parmi les américanistes, dégagé le concept d'ethnocide, Pierre Clastres, dans un article lucide et engagé, reprend ce terme en montrant quelle construction on peut envisager entre lui et le terme voisin de génocide : « Si le terme de génocide renvoie à l'idée d'un « acte » à la volonté d'extermination d'une minorité, celui d'ethnocide fait signe non pas vers la destruction physique des hommes (...), mais vers la destruction de leur culture (...). En somme, le génocide assassine les peuples dans leur corps, l'ethnocide les tue dans leur esprit » (3).

Si l'ethnocentrisme est universel, il semble que la pratique de l'ethnocide soit le propre de la société occidentale dans son rapport avec les autres groupes. L'aventure de la technologie et du logos, dans laquelle le monde occidental s'est jeté à corps et âme perdus au-delà des limites de la décence morale et du respect des hommes, ou pour effet non seulement de nous blesser nous-mêmes, tenants de cette rationalité portuse de mort, mais de nous mériter ainsi les autres peuples dans leurs codes culturels ou les arrachant à leurs idéologies et à leur monde de représentations pour les intégrer de force aux nôtres.

Avant d'accompagner les dénonciateurs de l'ethnocide dans leur réquisitoire manichéen contre l'Occident porteur de mort, il convient d'apercevoir selon quels motifs et à quel point, par ce mouvement de révolte, par sa tournure particulière, a pu mener à l'ethnocide, et comment ce mouvement d'engagement de l'un par l'autre se répète indubitablement au cours de l'histoire. On comprendra alors comment fonctionnait l'attitude raciste.

Il est certain que l'Occident n'a pas attendu d'opérer sa révolution industrielle pour pratiquer l'ethnocide : bien

Identité de groupe et refus de la « différence »

Par JEAN-MARIE BENOIST *

avant de pouvoir pratiquer une confusion entre degré d'avancement technologique et valeurs de civilisation, l'Occident portait déjà dans les replis de sa superstructure de quel se montrer ethnocidaire les missionnaires et les Jésuites qui baptisaient systématiquement les peuples dont les formes d'adoration et les panthéons ne sont pas réductibles au nôtre se rendaient coupables d'un ethnocide conscient ou non, réplica superstructurelle du génocide perpétré d'autre part sur la personne des Indiens par les conquistadores. Génocide et ethnocide fonctionnent à de concert comme les deux faces d'une même médaille, selon laquelle l'autre, le différent, n'est pas seulement un objet de forme d'un inférior, dont il fallait éliminer l'écart qui le séparait de nous. Ces deux comportements impliquent, avec des degrés divers de bonno foi, que l'on doit réduire l'autre au même. Jusqu'à l'abolition physique du sa différence dans le génocide ; jusqu'à la réduction uniformisatrice dans l'ethnocide.

Or, bien souvent, le fonctionnement idéologique de l'ethnocide en tant que refus de la différence, c'est, en toute bonne foi, de servir de bouclier au racisme et au génocide. Si le racisme consiste à insérer dans l'indivisible d'une destinée biologique, donc d'un *factum*, une différence pensée comme inférieure irréductible, la bonne foi de l'humanisme consiste à proclamer les droits d'une personne humaine (conçue selon les catégories d'une rationalité occidentale, bien sûr), et à montrer qu'un dépit de sa différence culturelle

l'autre participe de ses droits : il s'agit donc, à la limite, de l'incorporer au champ du même, pour mieux le préserver d'un éventuel génocide. « L'ethnocide, écrit Pierre Clastres, aboutit à la dissolution du multiple dans l'un. » Illustration de ces deux axiomes : 1) il y a des cultures inférieures ; 2) le culturo occidental est supérieur éboulant. On voit par là comment une culture, le nôtre, douée des meilleures intentions du monde, ne pouvait reconnaître l'autre dignité de personne humaine au individu des autres cultures qu'à condition de faire cesser la différence dont ces autres cultures témoignent par rapport à la nôtre. Les baptêmes des missionnaires, les idées de certains colonisateurs de bonne foi, l'uniformisation opérée par les armes pacifiques des porteurs de techniques et de savoir, conscients d'opérer le progrès de ceux auxquels ils s'adressent en les convertissant à l'« American way of life » ou à l'« European way of life », toutes ces attitudes relèvent du même préjugé qui consiste à chercher « généreusement » à ramener l'autre à soi. Attitude optimiste, comme le souligne Pierre Clastres, par opposition au pessimisme fondamental du génocide : « L'essai, si l'on peut dire, génocidaire veut purment et simplement nier la différence : on extermine les autres parce qu'ils sont absolument mauvais. L'ethnocide, en revanche, admet la relativité du mal dans la différence : les autres sont mauvais, mais on peut les améliorer, en les obligeant à se transformer jusqu'à l'humanité consistant à proclamer les droits d'une personne humaine (conçue selon les catégories d'une rationalité occidentale, bien sûr), et à montrer qu'un dépit de sa différence culturelle

insérer la diversité sur un axe de succession historique par lequel les cultures autres se trouvent convoquées à titre d'étapes antérieures d'une histoire commune de l'humanité dont notre culture représenterait le stade le plus avancé vers lequel doivent tendre les autres dans leur développement : « Il s'agit d'une tentative pour supprimer la diversité des cultures tout en faisant de la reconnaître pleinement. Car, si l'on traite les différents états où se trouvent les sociétés humaines, tant anciennes que modernes, comme des stades ou des étapes d'un développement unique qui, partant d'un même point, doit les faire converger vers un même but, on voit bien que la diversité n'est plus qu'apparente. L'humanité devient une et identique et elle-même ; conséquemment, cette unité et cette identité ne peuvent se

réaliser que progressivement et la variété des cultures illustre les moments d'un processus qui dissimule une réalité plus profonde ou en retarde la manifestation » (4).

Parler de primitifs et reconnaître à ces primitifs le droit de s'assimiler à notre culture pour devenir des personnes humaines de plein droit, c'est un seul et même geste qui nie la différence, et la découverte de l'autre en tant qu'autre. Respecter l'autre pour lui-même, et lui reconnaître la qualité de personne humaine, sans chercher à se l'approprier en réduisant sa différence, tel est le pari du relativisme culturel, qui vient nourrir le seul espoir d'une civilisation mondiale : « La véritable contribution des cultures (à la civilisation mondiale) ne consiste pas dans le fait de leurs inventions particulières, écrit Lévi-Strauss, mais dans l'écarter différentiel qu'elles offrent entre elles. Le sentiment de gratitude et d'humilité que chaque membre d'une culture donnée peut et doit éprouver envers tous les autres ne saurait se fonder que sur une seule conviction : c'est que les autres cultures sont différentes de la sienne, de la façon la plus variée ; et cela même si la nature derrière des différences lui échappe ou si, malgré tous ses efforts, il n'arrive que très imparfaitement à la pénétrer. » (5).

Cette attitude offre un programme pour l'ethnologie, car elle évite le piège de l'immersion dans la culture de l'autre, en maintenant cette distance amicale qui permet de demeurer soi-même sans s'abîmer dans les idéologies du machisme culturel. Elle permet d'être part de battre le racisme sur son propre terrain. Car ce qui caractérise la perversion raciste, c'est une hypersensibilité à la différence. L'ethnocide fait le pari de gonfler les différences, alors que le racisme les écrasé ; le génocide, lui, pousse le désir d'annihilation de la différence jusqu'à sa suppression physique, alors que le racisme, pour se couvrir de l'existence de différences, a besoin de ne pas pousser son fanatisme jusqu'au bout : il lui faut secrètement se sentir partie d'une communauté humaine pour mieux la dénier et la refuser, dans un geste d'exclusion et de haine qui rassemble à un attachement fasciné.

(Lire la suite page 16.)

*Maître-assistant au Collège de France.

(1) Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire*, coll. « Médiations », Ed. Grasset, 1973, p. 21.

(2) Lévi-Strauss, *ibid.*, pp. 20-21.

(3) Pierre Clastres, *De l'ethnocide*, *Encyclopédie Universelle*, paru dans l'*Économiste*, 15 décembre 1974, XIV (2-4), pp. 101-110.

(4) *Race et histoire*, op. cit., pp. 24-25.

(5) *Race et histoire*, op. cit., pp. 26-27.

férentiel. A propos d'une telle « différence » vécue dans le malentendu, peut-on véritablement parler de différence ? Non, mais seulement des particularités (biologiques, physiolo-

giques, psychiques, ethniques ou sexuelles, bref « naturelles ») dont l'une se prend pour définitive, ou plutôt pour occasion de définir en dépréiant.

Une série de paradoxes

La catégorie de la différence est riche de paradoxes. Elle est difficile à manier : ce qui correspond aux paradoxes et difficultés du « vécu » que comprend cette catégorie. L'analyse critique trouve d'un côté des acceptions quotidiennes, pratiques et populaires (l'homme et la femme, le noir et le blanc, etc.) et d'un autre des acceptions philosophiques très sophistiquées, intellectuelles, teintées d'élitisme, voire de métaphysique (l'être et la pensée, l'être et le Néant, le Même et l'Autre, la vie et la mort, le creux et le plein, le manque, le désir, etc.).

La différence formelle disparaît comme une bulle dans l'air si elle n'a un contenu qui lui serve de support. Mais d'où viendrait un tel contenu ? De « l'être » ? Du « réel » ? De la substance ? De la nature ? La diversité des réponses possibles a un sens troublant. C'est par rapport à ce contenu et à l'arbitraire du contenu que la réflexion qui tente de reproduire le mouvement de la différence va la voir fonctionner. Dans un premier moment, tout à fait « normal », la différence suspend globalement le contenu (dont elle ne peut se passer). Elle (ou) le met à l'écart, entre pa-

renthèses. Elle (ou) le relègue dans l'extériorité et l'étrangeté, le lointain, l'inaccessibilité. Elle (ou) crée des périphéries (mentales ou sociales) pour y localiser l'étranger, pour exclure l'étranger. C'est qu'elle se réserve le droit d'être le trait distinctif, de le désigner, de le rendre significatif. Second moment, dangereux : un aspect du contenu se cristallise, s'amplifie, se valorise (positivement ou négativement). Le trait partiel, ponctuel, se choisit distinctif : ceci ou cela. Le drame vient de ce que la définition se vérifie d'autant mieux et d'autant plus que, arbitraire, elle sert une volonté de puissance qui la rend effective. Le trait distinctif entre dans la pratique et détermine les relations. Il s'épaissit, cesse d'apparaître transitoire (transitif). Alors la différence devient « naturelle », « substantielle », donc particulière ou se déplace dans le quotidien. Le contenu semble l'em-

porter ; or il s'agit d'un contenu fabriqué et non d'un contenu initial ; mais le contenu fabriqué et signalé passe pour l'initial et fondamental, enfin « découvert » et défini. Le fait prétendument naturel est, en vérité, un produit social.

Le moment de la réciprocité ne survient pas toujours : le « normal », c'est le plus rare. La différence donc naît de la nature et y revient après un trajet où une métamorphose. Elle s'érige en différence au cours d'épreuves pendant lesquelles tombe une partie du contenu, se déploie une autre et se valorise un trait.

Pour combattre le racisme, comment s'y prendre ? Uniformiser ? C'est le plus du savoir, du Logos, de la raison d'Etat comme du quotidien. L'uniformisation (le logique de l'identité) suscitera des dispersés dans le chaos sans forme. Le savoir ne

euffit pas, car il implique la différence mais ne spécifie pas l'usage et le message de la différence. Il peut même entretenir un message qui comporte définition, systématisation, dogmatisme.

Savoir ce que sont véritablement les autres — les hommes, les chiens, les Nnirs, les juifs, les chrétiens... — ce savoir risque de pour-suivre indéfiniment son but, la vérité, en risquant toujours de s'arrêter sur la fiction du défini et du défini : sur une certitude trompeuse.

Ce qu'il faut ? Au contraire ! Non vers la différence en faisant sauter les verrous, les cloisons, les blocages. Mais d'abord et surtout prendre le parti de ceux qu'arrête le message de la différence.

HENRI LEFEUVRE.

Les travailleurs immigrés et les mouvements régionalistes en France

DANS un récent meeting de défense d'ouvriers immigrés, à Avignon, j'ai plusieurs fois entendu prononcer, entre les affirmations répétées de la dignité du travailleur, des paroles que certains pouvaient juger étrangères à la lutte des classes : « Nous sommes un peuple », « Nous avons notre culture ». Ces paroles, je les ai retenues et j'ai restitué leur écho : dites en français parce qu'on était en France, elles étaient redites en arabe ; nous étions en Provence géographique, au Meghreb humainement ; venus pour défendre, au nom de convictions politiques ou par idéal humanitaire, des frères de classe ou des frères humains, les Provençaux devaient admettre de briser, par respect de l'autre, l'unité du langage.

Sous le ciel du combat actuel, il m'est arrivé de songer au dix-neuvième siècle. A partir de 1830, de 1850 surtout, Paris, pour se construire, pour se grossir, a absorbé la substance humaine des provinces rurales. L'Occident du Nord, Limousin et Auvergne, s'est déversée dans le creuset d'une capitale en expansion. Il y eut à Clermont-Ferrand des trains entiers de travailleurs recrutés dans les campagnes voisines, avec l'aide de la représentation politique locale, qui partaient pour Paris. Les chemins de fer en Corrèze et en Creuse ont été dessinés — cela se voit encore — pour émaner, depuis le pays profond, des peuples gens qui révélaient d'échapper à la misère rurale endémique et pour les jeter dans une autre misère : celle de la condition prolétarienne, sous le ciel parisien.

Car le condition de l'ouvrier provincial du dix-neuvième siècle ressemble beaucoup à celui de l'ouvrier maçon, portugais ou mégrébin aujourd'hui. Un médecin limousin, Louis Bonnet, le décrit telle qu'il y eut à peine plus d'un demi-siècle elle était vécue dans les taudis du 5^e arrondissement : emploi subalterne, sous-paiement, absence de sécurité, tout y est. Il faut ajouter l'embarras culturel : ces paysans montagnards possédaient très mal le français, comprenaient très mal les complications de l'administration. C'étaient bien des immigrés.

Cette situation a été généralement dissimulée dans la connaissance publique.

Probablement parce qu'elle était intérieure à l'Etat français, à l'époque de la modernisation globale du territoire. Il n'y a pas légalement diverses catégories de Français. Le déplacement d'un pays de France à un autre, et surtout de la périphérie au centre, pour des hommes à la recherche d'un emploi, non seulement est normale, mais prend l'aspect général d'une « promotion ». Quant à la culture propre des immigrés de l'intérieur, tout bonnement elle n'existe pas. Ils ne parlent pas de langue distincte, mais d'informes patois, et surgissent, cul-turellement, d'un monde d'abaissement et de déshonneur. Eux-mêmes, ayant été éduqués à se mépriser, consentent au préjugé. Un préjugé qui sert très concrètement les intérêts du marché national, un marché en plein essor é

Contre le « melting pot »

L'IMPERIALISME a changé de niveau. Ce n'est plus seulement la France qui se déverse en France. C'est l'Europe qui dépêche les travailleurs là où elle a besoin. Portugal, Italie du Sud, Espagne, servent de réservoir de main-d'œuvre à la France, à l'Allemagne, à la Suisse, à la Belgique. L'Afrique est aspirée jusqu'au Niger par les recrutements d'ouvriers industriels, mais aussi agricoles (puisque l'évolution moderniste de l'agriculture passe par la disparition de l'artisanat paysan, par la concentration capitaliste, donc par le prolétariat des travailleurs de la terre). Un monde nouveau est en gestation, où les peuples ne se mélangent pas, mais en un même lieu se mélangent : le cœur de la peau en Rhénanie ou à Paris permet statistiquement de reconnaître les niveaux d'emplois ou de salaires. Dans certaines régions comme l'Occitanie méditerranéenne, dont le centre est à Fos, est la déposition par le haut, qui donne au Nord européen industriel les leviers de commandes de l'économie, répond le renouvellement par le bas — ce bas vient du Sud, de la Méditerranée méditerranéenne — de la population salariée. La société régionale ne peut plus se situer que dans les marges de ce double mouvement.

C'est maintenant que l'articulation du culturel et du politique devient urgente. C'est maintenant que contre le modernisme délinquant d'un melting pot néo-

imperialiste, la raison moderne doit prévaloir.

Nous émettons, sur ce sujet, trois propositions. La première semblera banale. Elle rencontre la revendication primordiale des ouvriers immigrés et de leurs alliés ou ennemis : il faut que ceux qui viennent chez nous travailler soient considérés comme des travailleurs semblables aux autres. Il faut qu'ils profitent pleinement des droits acquis par la classe ouvrière française dans ses luttes. Mais la proposition cesse d'être banale si elle s'accompagne d'une explication claire sur les raisons de cet effort. Avec l'immigration ouvrière, les anciennes métropoles impérialistes rapatrient en elles les inégalités coloniales. Elles doivent donc les quérir chez elles. Le combat anti-impérialiste est maintenant à mener partout, y compris aux lieux d'une puissance abso-

C'est par là qu'une fraternité réelle des travailleurs débouche culturellement sur une justice offerte aux peuples. Positivement, par la reconnaissance aux alliés d'une personnalité qu'ils ont le droit de développer dans l'exil même. Les Français doivent accepter qu'il y ait en France des loyers de cultures étrangères. Ils doivent favoriser l'éducation des enfants dans la langue de leurs

parents. Beaucoup d'enseignants ont commencé à comprendre cela. Si une certaine intégration est nécessaire pour fournir aux immigrés les moyens pratiques de connaître la société où ils sont appelés à vivre, il est non moins nécessaire, pour leur avenir de peuples, que cette intégration ne soit pas une déculcation. Par là, leur cause est celle aussi des cultures distinctes de la culture officielle française qui existent dans l'Hexagone. Négativement, par une lutte d'un nouveau genre contre le racisme. Il faut se convaincre, dans l'actualité, de ce qu'on sait bien : que le racisme se développe dans les couches inférieures d'une société hiérarchisée, sur le terrain d'une oppression ressentie. Il est l'arme idéo-

logique dont on se sert pour dresser les exploités les uns contre les autres. La dégradation raciale du sentiment « populaire » est fort avancée en certaines régions de France. Mais il est loin d'être trop tard pour réagir.

Dans la mesure où les catégories sociales victimes du déracinement régional comprennent les raisons de ce déracinement, elles cherchent à leur manière des solutions politiques, à l'écart de l'agressivité obscurantiste. Le respect de l'autre passe par le respect de soi, et vice versa. C'est là un combat culturel qui se dessine, mais il est, parce que culturel précisément, au sens le plus étroit du terme, politique. La lutte contre le colonialisme intérieur — est un combat anti-raciste, anti-impérialiste.

BIBLIOGRAPHIE

- OUVRAGES GENERAUX : — François de Fontette, Le Racisme, P.U.F., « Que sais-je », n° 1603, 1973. — C. Guillaumin, L'idéologie raciste, Mouton, 1972. — Claude Lévi-Strauss, Race et histoire, Gonthier, Paris, 1973. — Ashley Montagu, Man's Most Dangerous Myth: The Fallacy of Race, 5^e édition, Oxford University Press, 1974. — A.M. de Nouilhac, La Peur de l'autre, Fleurus, 1973. — Jean Rostand, L'hérédité humaine, P.U.F., « Que sais-je », n° 530. — H. Vallois, Les Races humaines, P.U.F., « Que sais-je », n° 146. — Racisme et société, ouvrage collectif, Maspéro, 1969. — Le Racisme devant la science, nouvelle édition, UNESCO, 1973. — La Discrimination raciale, ONU, 1971. LE « RACISME SCIENTIFIQUE » : — John R. Baker, Race, Oxford University Press, 1973. — H. J. Eysenck, The IQ Argument, Library Press, New York, 1971. — Arthur R. Jensen, Educability and Group Differences, Harper and Row, New York, 1973. — K. Lorenz, L'agression, Flammarion, 1969.

- L'ANTI-SEMITISME : — R. Misrahi, La Condition raciale de l'homme juif, Julliard, 1963. — L. Poliakov, Histoire de l'antisémitisme, 3 vol., Calmann-Lévy, 1956-1968. — J.-P. Sartre, Réflexions sur la question juive, Gallimard, 1954. LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS ET LE RACISME EN FRANCE : — B. Granotier, Les Travailleurs immigrés en France, Maspéro, 1970. — F. Mauco, A. Mouton, J.F. Hôlé, Les Français et le Racisme, Peyot, 1968. — J. Minces, Les Travailleurs étrangers en France, Le Seuil, 1973. — A. Vlieguet, Français et immigrés - Le combat du P.C.F., Editions sociales, Paris, 1975. — François Denantes, « Un problème mal posé : l'immigration », Esprit, décembre 1973. — J.P. Motoux, « Les étrangers chez nous », Esprit, déc. 1973. — Équipe de l'Institut national d'études démographiques (INED) publiée dans la revue Population, décembre 1974. — F. Battiller-Demichel, « Éléments sociologiques du racisme en France », Revue des droits de l'homme, V. 1, 1972.

espèce particulière de racisme, l'antisémitisme. Les origines catholiques de ce phénomène sont bien connues ; le nouveauté dans l'histoire française est qu'il se soit trouvé, à la fin du dix-neuvième siècle, un ordre religieux, celui des assomptionnistes, pour l'orchestrer par le moyen le plus efficace, celui de la presse. Nostalgiques de la France rurale et incapables de comprendre le nouveau monde industriel qui se fait sans eux, les rédacteurs de la Croix polonaise sur les juifs une haine obsolète mais. A partir de 1889, leur journal devient un organe de diffamation et de dénonciation. Même les démocrates-chrétiens sont touchés par cette propagande : les abbés Lemire et Noudet en arrivent à être d'accord avec leur pire ennemi, Charles Maurras, qui propose d'appliquer aux juifs français « le statut de nos sujets coloniaux ». Or l'épiscopat ne réagit pas...

L'antisémitisme, presque éteint après la guerre de 1914 qui avait vu de nombreux combattants juifs participer aux opérations militaires des deux côtés, se réveille en France, conjointement avec le racisme, dès les années 35. Une preuve nette de la réaction de l'extrême colonialiste est fournie au moment de la guerre d'Ethiopie quand la Société des Nations menace l'Italie. Aussitôt circule un manifeste des intellectuels français pour la défense de l'Occident et la paix en Europe. Il recueille huit cent cinquante signatures, parmi lesquelles on relève celles de seize membres de l'Académie française et de douze membres d'autres sections de l'Institut qui n'hésitent pas à cautionner les lignes suivantes : « Genève met sur un pied d'égalité le supérieur et l'inférieur, la civilisé et le barbare. Les résultats de cette fureur d'égaliser, qui confond tout en tous, nous les avons sous les yeux. C'est en son nom que se forment des sanctions qui, pour mettre obstacle à la conquête civilisatrice d'un des pays les plus arriérés du monde, n'hésitent pas à déclencher une guerre universelle, à coïncider toutes les anarxies, tous les désordres, contre une nation où se sont affrémies, relevées, organisées, fortifiées depuis quinze ans quelques-unes des vertus essentielles de la haute humanité. » Les académiciens — et avec eux nombre d'intellectuels — ont donc choisi le fascisme beaucoup plus tôt que l'on ne l'imagine généralement. Le triomphe du Front populaire ob-

s'imposent des hommes politiques d'origine juive, Léon Blum et Jean Zay parmi les fondateurs, renforce leur conviction de « complot talmudique » qui vise à la domination mondiale et commencent par la France. On exhume Gobineau — dont le culte est entretenu par son petit-fils — et Drumont.

Les fascistes français, rassemblés autour de l'indomptable Je suis partout, qu'on appelle brillamment Robert, ne croient guère aux théories racistes de Hitler, malgré leur admiration pour le national-socialisme, mais leur antisémitisme rejoint directement celui des Assomptionnistes. Ils considèrent les juifs comme un peuple insaisissable qui possède une mentalité propre et des intérêts distincts, souvent contraires à ceux des nations où se trouvent les juifs. Ils demandent l'établissement pour lui d'un statut de minorité nationale, mais sont hostiles ou stériles puisque la France est aussi un empire arabe ; Européens et musulmans doivent se réconcilier contre l'ennemi commun.

C'est dans cette ombre de démission générale devant les séductions du nazisme, qui a fait du racisme et de l'antisémitisme les bases mêmes d'une nouvelle vision du monde que Pie XI lance, le 14 mars 1937, une encyclique sur la situation de l'Eglise catholique en Allemagne. Le pape y rappelle avec force que « tout le genre humain est une seule et grande race universelle ». L'année suivante, tous les recteurs des séminaires et universités catholiques reçoivent des lettres très précises pour combattre un certain nombre de propositions racistes soigneusement répertoriées. Les cardinaux-archevêques de Molins, Paris, Milan et le patriarche de Lisbonne publient une déclaration dans le même sens tandis qu'à Paris Mgr Bressillon, vicaire-recteur de l'Institut catholique, le Père de la Sière, Recteur d'Haroué, et Albert de Leprieux, dans une série de conférences intitulées « Racisme et Christianisme », attaquent vivement l'idéologie nazie.

Cependant, l'Eglise allemande était profondément atteinte par le virus. Imprégnée d'une mentalité antisémite antérieure au nazisme et utilisée par lui, elle n'était pas armée, en tant qu'Institution, pour résister à une pression idéologique qui s'appuyait sur une police omnipotente. Le cardinal Faulhaber, archevêque de Munich, fut le représentant typique de cette Eglise timorée qui potagea jusqu'à la fin

de son nationalisme s'autorisant toutes les compromissions. Déjà, en 1922, au cours du Katholikentag, cet ancien ouvrier des armées impériales avait déclaré : « Nous le disons franchement : peu importe qu'on soit le fille oinée de l'Eglise ou sa fille cadette, mais on n'a pas le droit de donner à des Etats catholiques des armes et des musulmans pour protéger la civilisation » le futur cardinal faisait allusion aux troupes coloniales de l'armée française de Rhin.

Certes, dans ses sermons de l'Avent 1933, l'archevêque avait rappelé le filioque de Jésus ou judaïsme mais, obsédé par le u péril rouge », il eut en 1936 une longue conversation amicale avec le Führer, et le même année il se chargea lui-même — en chaire — de démentir le bruit qui courait en Allemagne sur l'arrivée juive de Pie XI : « Une haineuse contre-vérité a été mise en circulation selon laquelle le Saint-Père serait demi-juif, so mère ayant été une juive hollandaise. Je vois que mes ouïditeurs treussaient d'horreur. Ce mensonge est spécialement apte à exposer à la risée la réputation du pape en Allemagne. » Comme le dit plus tard, le 8 mars 1964, le cardinal Diener, lui-même archevêque de Munich, dans un sermon resté célèbre : « Pendant ces années d'affrontement avec le national-socialisme, il y eut certainement à l'intérieur de l'Eglise de regrettables décisions, des attitudes fondamentales et des réactions individuelles malheureuses... » En France, tout ainsi qu'en Hollande et en Belgique, la hiérarchie catholique restait fidèle aux enseignements de Pie XI. En juin 1941, dès la promulgation du statut des juifs, la faculté de théologie de Lyon envoie une protestation au gouvernement de Vichy. En juillet 1942, après les premières grandes rafles de juifs, l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France interroge les autorités civiles. Le mois suivant, Mgr Solié, archevêque de Toulouse, informé du départ de trois convois de déportés juifs et allemands otinaziés, écrit aussitôt une lettre de vingt lignes sur « la personne humaine » lue en chaire par tous les curés de son diocèse le dimanche 23 août : « Dans notre diocèse, des scènes d'apouvante ont eu lieu dans les camps de Noé et de Récébédou. Les juifs sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et mères de

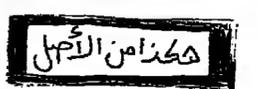
famille. Ils font partie du genre humain. Ils sont nos frères comme tout d'autres. Un chrétien ne peut l'oublier. » Diffusée par le radio anglaise, cette lettre eut un retentissement considérable.

Reste que Pie XII ne s'exprima pas dans le ton de son prédécesseur. Comme l'a écrit François Mouriac : « Nous n'avons pas eu la consolation d'entendre le successeur de Pierre condamner clairement, nettement et non par allusions diplomatiques, le crucifixion d'innombrables victimes. » Si en a essayé, par les analyses les plus subtiles, de comprendre cette attitude, personne n'a pu encore vraiment l'expliquer. En tout cas, les papes qui ont suivi Pie XII paraissent avoir eu le souci constant de démarquer le message de l'Eglise de celui de l'Occident et d'affirmer l'égalité obéissance de tous les hommes. Désormais, les textes pontificaux font de fréquentes allusions à ces problèmes. Leur répètent ceux des évêques du sud des Etats-Unis — ils ont été longs à se ressaisir — en lutte contre une partie de leurs fidèles à propos de la ségrégation, les déclarations d'un Mgr Dupont défendant les musulmans contre la répression pendant la guerre d'Algérie, la condamnation de l'apartheid par les prélats d'Afrique du Sud.

La tradition séculaire de l'Eglise romaine de considérer la tâche missionnaire de diffusion du christianisme comme ayant un caractère supra-national, ou même être et dans le même sens que le christianisme lui-même, semble aujourd'hui plus nettement affirmée que jamais. Le respect des différences est pour ainsi dire devenu un dogme : vouloir les transcender dans l'unité du corps mystique s'offre comme un idéal qui peut contribuer à la paix du monde.

ROGER-H. GUERAND.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favard, directeur de la publication, Jacques Sauvageot. Imprimerie du « Monde », 5, r. des Saussaies, PARIS-22^e. Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.



Réactions populaires dans les usines et dans les quartiers

L'OPINION française a découvert, scandalisée, que notre pays était atteint, lui aussi, par un racisme qu'elle avait jusqu'alors dénoncé quand il sévissait sous d'autres cieux. Mais ce dont, personnellement, nous nous sommes aperçu en quittant le monde bourgeois et intellectuel pour aller vivre en monde ouvrier et travailler en usine, c'est que tout ce débat sur le racisme est pris dans un jeu social tel que les milieux où le racisme est dénoncé le plus fermement sont ceux où il se pose le moins.

Les dénonciations habituelles du racisme partent souvent de l'a priori qu'il constitue une attitude d'extrême droite, qu'il exprime une idéologie réactionnaire et bourgeoise provoquant plutôt des milieux riches. Or ce racisme d'extrême droite, pour bruyant et affiché qu'il soit, n'en représente pas moins un phénomène d'importance très secondaire. Le vrai danger raciste vient d'ailleurs, car il échoit bien davantage dans un milieu où il ne s'exprime pas (du moins pas encore) en termes idéologiques ou politiques.

Nous nous faisons spontanément une image si dramatique du racisme que nous ne l'identifions que lorsque surviennent des incidents assez graves pour être évoqués dans la presse ou à la télévision ; comme ces incidents sont relativement rares, nous

nous rassurons dans la conviction que le racisme est à peu près inexistant en France. « La France est profondément antiraciste », affirmait après les incidents de Marseille, le président Pompidou.

En réalité, s'il est quelquefois agressif, le racisme est la plupart du temps assez banal et paisible que la vie quotidienne dont il est devenu, dans certains milieux, une des données habituelles ; il faut du temps pour le découvrir, car il n'exclut pas la politesse, la courtoisie ou même la solidarité à l'occasion de certains conflits. On s'aperçoit alors qu'une ségrégation discrète, mais efficace, sévit partout, qu'il est une métrisation reconnue comme normale ; quitter certains quartiers, devenir un ouvrier qualifié ou travailler dans les bureaux, c'est enfin ne plus être avec des immigrés. Quant aux mesures répressives à l'égard des immigrés, elles rencontrent souvent une large approbation. En tout cas, c'est très rarement dans les quartiers populaires que se recrutent les gens qui militent pour les immigrés.

Les problèmes les plus graves se posent non pas sur les lieux de travail où le fait d'être attelés à une même tâche et de subir les mêmes contraintes permet aux ouvriers immigrés et français de désamorcer les préjugés, mais dans les quartiers d'habitation, où les relations sont inexistantes ou restent très crispées.

Des réflexes inévitables

QUAND un homme « cultivé » qui milite pour les immigrés entend des propos racistes, il s'empresse de les réfuter ; mais cette réfutation est inutile pour la bonne raison que les arguments racistes ne sont pas la cause, mais la justification et le postérieur, d'une sensibilité anti-immigrés qui existait avant eux.

La présence des immigrés est ressentie comme une concurrence. A cette objection, un économiste aura vite fait de répondre que les immigrés occupent en réalité des postes dont les Français ne veulent plus (manœuvres, éboueurs, O.S.,...) mais beaucoup d'ouvriers français se sentent serrés de trop près par la présence des immigrés pour être à même d'entendre un tel raisonnement.

Etant donnée la proportion des immigrés dans certains ateliers, et surtout dans certains quartiers, ces réactions de racisme apparaissent inévitables : à partir du moment où les Français commencent à avoir l'impression de « être plus qu'un groupe ethnique à peine majoritaire, comment n'éprouveraient-ils pas le besoin de se retrouver entre eux, d'affirmer leur identité, et pour cela de marquer les distances à l'égard des étrangers ? Aspiration naturelle, et qui se traduit de manière d'autant plus agressive que ces Français sont, à cause de leur pauvreté, les seuls à subir la pression de l'immigration.

Ce racisme du monde populaire, l'opinion, dans son ensemble, ignore. Parce que cette ignorance fait partie intégrante du problème de l'immigration, il est indispensable d'en comprendre les multiples raisons :

— la seule notion de « racisme » est tellement taboue, avec ses résonances de nazisme, que nous ne pouvons pas en reconnaître l'existence dans la présence banale et quotidienne de la ségrégation ;

— c'est un problème de « bas quartiers » ; or à cause, d'une part du cloisonnement social, d'autre part d'une information qui privilégie les situations de crise ou les situations-limites, le public cultivé français est bien davantage au courant du problème noir aux Etats-Unis ou en Afrique du Sud que de ce qui se passe dans les quartiers populaires de sa propre ville ;

— le monde ouvrier, c'est « la classe ouvrière » ; plus qu'une catégorie sociologique, celle-ci est devenue un mythe. Dans l'idéologie de certains milieux de gauche,

— c'est un problème de « bas quartiers » ; or à cause, d'une part du cloisonnement social, d'autre part d'une information qui privilégie les situations de crise ou les situations-limites, le public cultivé français est bien davantage au courant du problème noir aux Etats-Unis ou en Afrique du Sud que de ce qui se passe dans les quartiers populaires de sa propre ville ;

DANS une société où chaque catégorie sociale et professionnelle a pris l'habitude de fixer l'échelle de ses propres revendications sur les gens qui ont un niveau de vie supérieur, il serait surprenant que le monde ouvrier, qui, comme à se sentir frustré des bénéfices de la prospérité, soit le seul à se retourner pour dire : freinons nos revendications catégorielles pour attendre les immigrés et ouvriers blancs avec eux ! Même si l'idéologie de la « lutte des classes » a permis d'ancrer les immigrés au mouvement syndical beaucoup plus fortement en France qu'en Allemagne fédérale, leur intégration globale au monde ouvrier français n'est pas réalisée pour autant.

Si la France a fait venir des immigrés, ce n'est pas par souci d'altruisme, mais par besoin d'un main-d'œuvre bon marché ; comment ce but éminemment intéressé ne se répercuterait-il pas au bas de l'échelle sociale où le monde ouvrier témoigne qu'il reconnaît l'existence dans la présence banale et quotidienne de la ségrégation ;

La difficile cohabitation des travailleurs français et étrangers

Par FRANÇOIS DENANTES *

la seule identité qu'on prête à « la classe ouvrière », c'est celle, « révé- lée » par le marxisme, qui consiste pour elle à se savoir exploitée et à se sentir solidaire de tous les exploités du monde. Un tel schéma exclut donc, par une sorte d'a priori doctrinal, que le monde ouvrier puisse être atteint par le racisme : « la classe

ouvrière », c'est celle, « révé- lée » par le marxisme, qui consiste pour elle à se savoir exploitée et à se sentir solidaire de tous les exploités du monde. Un tel schéma exclut donc, par une sorte d'a priori doctrinal, que le monde ouvrier puisse être atteint par le racisme : « la classe

Si une telle mesure peut être inter- prète, en première analyse, comme un geste maximal à l'égard des pays qui nous envoient de la main-d'œuvre, n'oublions pas combien l'exis- tence du racisme en France risque de compromettre, à plus long terme, nos relations avec ces pays : d'abord parce que la mesure dont nous re- cevons leurs citoyens est indigne, et ensuite parce que le « cartésianisme » accompagne inévitablement le racis- me.

A force de jurer et de s'incruster dans les esprits, le racisme risque de se politiser, de miner la mentalité ouvrière et de la faire dériver, su- breptiquement, dans la direction op- posée à celle que nous indique le discours marxiste et généraliste des motions syndicales : le risque du fascisme est inscrit dans l'habitude du racisme.



MOHAMMED LAID MOUSSA Assassié à Marseille le 18 mars 1975.

ouvrière », parce qu'elle est l'incar- nation de progressisme et de l'inter- nationalisme, nous connaît ni races ni frontières.

La simple application du clivage politique entre la gauche et la droite au problème des immigrés (la gauche étant « pour les immigrés » — la droite « contre ») ne peut que mas- quer la manière dont se pose concrètement la question du racisme.

Limites de l'immigration

supérieures sont dispensées par le seul jeu de mécanismes socio-éco- nomiques ?

Ainsi s'effectue la lutte et silen- cieuse montée d'un racisme de gauche, longtemps, nous n'avons pas remar- qué, et qui, maintenant, est solidement installé.

Il n'est évidemment pas question de critiquer les actions menées en faveur des immigrés. Mais ces efforts ne rencontrent qu'indifférence, et parfois même hostilité, dans la masse du monde ouvrier, ce qui a réduit la portée (éviter une expulsion ou construire un foyer...), sans faire progresser la situation d'ensemble ; les mesures administratives les plus libérales n'auront qu'une efficacité insignifiante tant qu'elles seront « contraires » par le racisme.

La cause de l'échec ou du plafonne- ment de ces actions en faveur des immigrés vient de ce qu'elles envi- sagent beaucoup trop la situation des immigrés comme un problème en soi : celui-ci ne dépendrait que des

UN ALGÉRIEN AU VILLAGE

ALANCOME, petite commune de cent quarante-cinq habitants de la Beauce pouil- leuse, depuis longtemps rien ne se passe. C'est dans l'indifférence que les derniers vieux fidèles ont accepté, il y a bientôt dix ans, la fermeture de l'église. Une voisine en garde le clé, « le ramène soir et le soir », le trois ans, l'instituteur n'est pas présent. Morte l'école de briques, silencieuse la cour de récréation.

Mais le racisme alors ? Comment le ressent-il ? Le racisme : « Ici, il n'y en a pas. » La réponse est caté- gorique. Sa femme, demeurée jusqu'à silencieuse, approuve : « C'est vrai, ce n'est pas comme dans le Zup de Blois en H.L.M. ; là-bas, on avait tou- jours des enclaves ; mais ici vraiment rien à dire. » « Rien à dire », répète derrière elle son mari, « pour les enfants ? » C'est pareil : « Au café-bar-tabac-buvette-cabine téléphonique et services en tout genre de René et Hélène Bréda, les vieux du pays, qu'on ne voit guère que le dimanche pour le botte tout- atout sans-tout, s'interrompent tout juste pour répondre : « Gars, celui qui a deux bras et qu'est pas lé- réné, c'est pas important qu'il soit pas de par ici... » En tous les cas, il ne nous prend pas notre travail... »

Ainsi, on avait dans Lancelme plus de raisons de s'étonner que de s'émouvoir lorsqu'il y a quatre ans un Algérien est venu s'installer avec sa femme française et ses cinq enfants, en rachetant le fonceur d'un des deux cafés qu'il a refusé du reste à exploiter.

« Vu qu'on est à la retraite », ajoute un autre... Chez la quinzaine de familles inter- rogées, à aucun moment nous n'avons perçu une trace de ressentiment à l'égard d'Abdelkader Kettif. Mieux même, Albert Hamelin, « un des exploitants agricoles importants de la commune, le trouverait plutôt sympathique que ses compatriotes voterait-il pour lui s'il se présentait comme maire ? » Ah ! oui, certaine- ment. « So fréquentent-ils alors ? » Non, mais les enfants sont assez souvent ensemble. « Et si se fille à lui, Hamelin, voulait « ouvrir » avec un fils Kettif ? » Pourquoi pas, si elle le veut.

Observée de l'extérieur, elle est bien beauceronne la maison d'Abdel- kader Kettif : toute en longueur et décrochement, façade de moltons dorés, joints calfeutrés et toiture qui hésite entre le tuile et l'ardoise. Seules portes et fenêtres retiennent un instant l'attention : c'est qu'on ignore ici cette couleur verte, criarde, si caractéristique de l'Afrique du Nord. Il faut quelques instants pour s'habituer, à l'intérieur du logement, aux murs blanchis à la chaux de la pièce commune, au bleu layette de la cuisine et aux toches multicolores de la nef livrée d'un calendrier islamique, avec ses portraits de mar- bres et ses représentations de mi- racles. Ainsi se trouve reconstruit, au bord de la Cisse, le gourt de l'ouest de ses parents qu'il quitta en 1954. N'était le climat qui, l'hiver, rend pénible l'exercice de son métier de vendeur de légumes sur les mar- chés de Montargis, Abdelkader Kettif ne serait que des avantages à sa situation présente. Avec toutefois cette réserve qui le chagrine : la cantine scolaire, dans le village voi- sin, et malgré ses démarches, ignore résolument pour ses enfants que le religion musulmane interdit le con- sommation du porc.

Alors, personne ne serait raciste à Lancelme ? Existait-il autre Blois et Vendôme unilat de tolérance mira- culeusement épargné ? La question n'est pas si simple car, à chaque fois que nous avons suggéré qu'à Abdelkader Kettif et ses cinq enfants pourraient se joindre d'autres familles algériennes, une certaine réticence, une légère gêne, sont apparues. « Faut point trop abusé quand même, gars... », a conclu un ancien.

ALAIN MOREAU.

Lointaines origines

La classe ouvrière devant les premiers immigrants

Par MICHELLE PERROT *

DANS le dernier quart du dix-neuvième siècle, les Français, ces jardiniers tranquilles, sont affrontés à un problème nouveau : celui de l'immigration. Cette immigration, essentiellement ouvrière et pauvre, s'inscrit dans le vieillissement d'une population renforcée par le démantèlement. L'industrie, pour satisfaire sa soif de main-d'œuvre, puisa dans le réservoir féminin : les femmes, ces immigrées de l'intérieur, formant, vers 1913, près de 38 % de la population industrielle active, un des plus hauts niveaux français. Mais les femmes — tissuses, couturières, moins de la première révolution indus- trielle, celle du textile — ne peuvent satisfaire ces travaux de force que nécessitent la mise en place de l'infrastructure urbaine et ferro- viaire, le développement des industries chi- miques et métallurgiques. L'exode rural, accé- léré par la peste, n'y suffit pas, d'autant plus qu'au début du vingtième siècle le secteur tertiaire en plein essor attire une population instruite par l'école Ferry et avides de cette promotion sociale qu'incarne à ses yeux le statut d'employé.

Amorcé à la fin du Second Empire, le mou- vement d'immigration atteint son apogée entre

1876 et 1886. A cette date, les étrangers constituent 2,9 % de la population totale (soit 1 126 531, selon le recensement) et 7 à 8 % de la population ouvrière active. C'est à peine plus en 1911 : 1 159 000 (2,86 %).

Mais ces chiffres bruts masquent l'amplitude réelle du phénomène. D'une part, à partir de 1889, la loi sur la nationalisation d'office réduit le nombre des personnes com- ptées précédemment comme étrangers ; il y aurait en près d'un million de « francisations » entre 1872 et 1911. D'autre part, les recen- sements quinquennaux rendent mal compte des allées et venues de main-d'œuvre essen- tiellement saisonnière, temporaire, voire saison- nière et parfois journalière. Enfin, si la proportion des étrangers demeure globalement faible, on ne doit pas oublier leur concentration sociale et géographique : des villes comme Reims et Tonnerre sont presque à moitié belges ; sur 360 000 habitants en 1881, Marseille compte près de 50 000 Italiens etc. Cette cristallisation en certains points, exacer- pant ce « sentiment de tolérance » aujourd'hui établi par les sociologues, crée des problèmes et donne aux contemporains l'impression d'une immigration massive, voyante. Le terme d'« invasion », si souvent employé pour la qualifier, est à cet égard significatif.

Les difficultés s'aggravent du caractère anarchique d'une immigration sauvage. Comme aujourd'hui, elle s'effectue souvent par chaîne de parenté ou de voisinage, réseau déman- taire de solidarité, d'aïeux utilisés par les employeurs prompts à transformer tel ancle docile en contremaître et m a r c h a n d a n s d'hommes. Le porteur opère ainsi très essen- tiellement, étendant à l'étranger les méthodes usitées des longtemps pour drainer la cam- pagne française : des recenseurs — tel le ploegboes des Flandres — semant des promesses toutes verbales, rarement tenues, d'« in- nombrables contestations par la suite. L'Etat et le jeu partiellement occulte rôle. Aucune réglementation n'existe avec les rythmes de l'économie. Devant la grande dépression des années 1892-1896, le flot des arrivants continue à grossir : 1 125 000 entre les deux recensements de 1891 et 1896, alors que règne un chômage sévère. D'où la grande ten- sion xénophobe de ces années que l'expansion de la Belle Epoque atténue. Au début du vingtième siècle, un ralen-

tissement des courants habituels (Belges, Italiens), retenus par le développement de leurs économies nationales, conduit les employeurs, notamment dans l'Est, à s'organiser pour élar- gir les aires de recrutement. Le Comité des Forges prend en main la quête de la main- d'œuvre italienne pour les mines de Lorraine et pousse sa prospection jusqu'au sud de la péninsule. La Société d'Agriculture de Nancy, en 1906, s'entend avec un député polonais pour faire venir un convoi de quatre cents Galiciens. Les pitoyables conditions faites à ces immigrants contraignent les pays d'origine à s'interposer. En 1913, le Commissariat de l'immigration à Rome tente d'introduire quel- ques garanties pour ses ressortissants. Mais le Comité des Forges refuse toute négociation. Par contre, en 1910, de premiers contrats d'embauche sont signés par la Société nancéenne avec des Polonais et les mines de Soumont (Calvados) acceptent pour leur part les classes du Commissariat romain.

« Prenez garde aux Asiatiques »

A INSI s'ébauchait timidement une politique contractuelle que les besoins de guerre seraient dû accoutter s'ils s'étaient cherché leur assouvissement dans l'exploitation de mar- chés coloniaux. Indochinois, Africains du Nord, allié, à côté des femmes se sont parodés, faire tomber les oses de guerre. L'Empire apportait le secours de nouvelles armées de réserve, chargées de maintenir les colonies à l'abri des « exorbitantes prétentions » que les ouvriers français, dotés d'une conscience de conjoncture éffinée par un siècle d'exercice, accusent au titre de sentiment de leur utilité. Dès 1885, Paul Leroy-Beaulieu, économiste por- tuis de la colonisation, brandit la menace chi- noise : « Aux désirs intempérants et aux préten- tions excessives de nos ouvriers, il y a un over- tissement que l'on doit opposer et dont ils feront leur profit s'ils ont quelque sagesse : Prenez garde aux Asiatiques, ces rivaux qui ont pour idéal du bonheur une écuelle de riz... » (1).

Ces étrangers, qui sont-ils donc ? En 1872 comme en 1911, Belges et Italiens réunissent 61 % de la main-d'œuvre étrangère, mais les autres prennent largement la tête du peloton (Allemands : 15 % en 1872, 36 % en 1911 ; Belges : 46 et 25 %) (2). La part

des Allemands n'a cessé de reculer (15 % en 1872, 9 % en 1911), réduite par la franche hostilité qu'ils rencontrent après Sedan, mais plus encore par la croissance du Deuxième Reich. Deux groupes mineurs grossissent : Espagnols (62 000 en 1872, 105 000 en 1911), concentrés surtout dans l'Aquitaine et originaires d'Europe centrale et orientale, Russes, Polonais, Austro-Hongrois (1,7 % en 1872 ; 4,5 % en 1911), jadis pour la plupart, chassés par les pogromes qui se succèdent à partir de 1881, réfugiés dans le quatrième et onzième arrondissements de Paris, où ils sont coquetiers, tailleurs, obé- nistes. Leur arrivée renforce un antisémitisme latent qu'exploite le boulangisme et qui concourt peut-être à expliquer la sourde indif- férence de la masse ouvrière au temps de l'affaire Dreyfus. « Il y a deux mois à peine, lit-on dans le journal blanquiste « Ni Dieu ni maître » 15 novembre 1882, une horde d'Israé- lites s'obattait sur le troisième arrondissement. Ces protégés des hauts barons de la filature juive, sautés également par les plus purs d'entre les réactionnaires de tout poil et de tout culte, furent installés dans la cité Jeanne- d'Arc... La capitale possède quelques para- sites de plus. Que vont faire ces inhospi- tables ? »

Texte significatif des représentations d'une époque : le juif ne peut être que le support du capitalisme, de Rothschild ! Toutefois, actifs syndicalistes et souvent militants révo- lutionnaires, ces travailleurs juifs réussissent à réduire quelque peu leur marginalité, s'attachent au contraire les fondres de la droite nationa- liste. Dans un livre violemment xénophobe, les Indésirables (1907), consacré surtout à l'immigration en Angleterre et à la célébration de l'Alien's Bill (juillet 1905) comme mesure restrictive exemplaire, Auguste Mœnier stig- matise l'immigration russe-polonoise comme « la plus inquiétante de toutes parce qu'elle ne se digère pas, parce qu'elle nous peuple d'individus si opposés de race, si différents de mœurs (et) qui nous inondera de ses éléments inassimilables ! C'est en propres termes une invasion qui nous menace » (p. 283). On sent que, selon le dictionnaire Robert, le

(1) Essai sur la répartition des richesses, 1883, p. 174. (2) G. Mauco, Les Etrangers en France, leur rôle dans l'activité économique, 1902, regroupe les statistiques des recensements.

صحة من زيليل

Les inégalités d'intelligence sont-elles inscrites dans les données génétiques ?

À l'issue de trente dernières années, la recherche d'une explication scientifique du fait incontestable que l'intelligence (ou le quotient intellectuel) des Noirs a été considérablement entralvée par le spectre du racisme. Les théories qui veulent voir dans cette infériorité la conséquence de l'influence de l'environnement et se refusent à admettre l'hypothèse de l'action de facteurs génétiques, ont prévalu non en raison de leur rigueur scientifique mais parce qu'elles sont en parfaite harmonie avec notre croyance démocratique en l'égalité des hommes.

C'est un fait connu et incontestable que, soumis à des tests destinés à mesurer leur Q.I., les Noirs des États-Unis obtiennent une moyenne inférieure de quinze points à la moyenne des Blancs. Le succès d'un individu ne dépend pas exclusivement de son intelligence et d'autres facteurs entrent en ligne de compte, mais il faut cependant admettre que le Q.I. donne une indication, si imparfaite soit-elle, des possibilités de compétition d'un individu.

La différence de Q.I. entre les Blancs et les Noirs a une signification sociale considérable. Pourtant les partisans de la perspective environnementale se refusent à y voir autre chose qu'une différence artificielle engendrée par les conditions de vie. Mon but est de démontrer que leurs arguments ne résistent pas à une analyse poussée.

L'hypothèse d'une différence génétique d'intelligence n'a pas encore été directement vérifiée par les techniques classiques de la recherche génétique mais elle n'en doit pas moins être prise au sérieux. En effet, il n'y a aucune raison a priori pour que les différences anatomiques et génétiques considérables qui existent entre les races ne s'accompagnent pas de différences physiologiques et psychiques. Puisque l'intelligence et les facultés mentales dépendent de la structure du cerveau et puisque le cerveau, à l'instar des autres organes, est soumis à l'influence des gènes, peut-on logiquement nier la possibilité d'une influence génétique sur le cerveau ?

Des études génétiques faites sur des populations européennes et nord-américaines ont démontré l'hérédité manifeste de l'intelligence et je ne connais pas un généticien qui recuse cette évidence. Les résultats des enquêtes sur l'hérédité de l'intelligence des populations testées indiquent que les facteurs génétiques ont deux fois plus d'importance que les facteurs extérieurs sur les différences de Q.I. entre individus.

Une semblable étude n'existe pas pour les Noirs mais on peut raisonnablement supposer que l'hérédité de l'intelligence ne diffère pas essentiellement chez les deux races. On ne saurait évidemment affirmer qu'elle constitue en soi une preuve formelle de différences génétiques interraciales. Cependant, l'importance du phénomène d'hérédité de l'intelligence ne fait que confirmer l'hypothèse que ces différences interraciales sont dues à des facteurs génétiques. Il est donc vraisemblable, sinon prouvé, que la base moyenne du Q.I. des Noirs est due, au moins partiellement, à une différence génétique.

Tests culturels contre tests de performance

Les adversaires de cette hypothèse recensent les tests en fonction de leur contexte culturel qui défavorise les Noirs au même titre que toutes les minorités qui n'ont pas l'héritage intellectuel de la classe moyenne anglo-saxonne. Mais il existe des tests libres de tout contexte culturel, dits tests de performance, qui permettent d'évaluer des éléments socioculturels type qu'est le langage, en utilisant un matériel symbolique commun à de nombreuses cultures. Ces tests mesurent la faculté de raisonnement plutôt que des points spécifiques de connaissance. On constate avec étonnement que les Noirs obtiennent de meilleurs résultats aux tests « culturels » de vocabulaire, information générale, compréhension verbale, qu'aux tests de performance, réagissant ainsi à l'opposé de toutes les autres minorités des États-Unis.

Ceux qui parlent de « parti pris culturel » devront cependant reconnaître qu'ils ont exactement la même valeur de prédiction pour les Noirs que pour les Blancs. L'exactitude de ces prédictions a pu être vérifiée dans le domaine tant scolaire qu'universitaire que professionnel.

Nous avons pourtant voulu pousser plus loin l'analyse de ce « parti pris culturel » en faisant une étude comparée des résultats obtenus aux différents points d'un test de vocabulaire. Pour illustrer l'influence des différences culturelles sur la compréhension d'un mot, nous avons étudié les performances d'un groupe d'enfants anglais et d'un groupe

Les fondements scientifiques des inégalités ethniques

Par ARTHUR R. JENSEN *

On a également soutenu que les Noirs étaient généralement peu motivés dans leurs épreuves de Q.I. et qu'ils avaient de ce fait une attitude peu coopérante. Comment alors expliquer qu'on trouve peu de différences entre les performances des Blancs et des Noirs en ce qui concerne les tests de mémoire qui exigent autant d'attention, d'effort, de concentration que les tests d'intelligence, mais ne font pas appel à la faculté de raisonnement abstrait ?

Nous pouvons en conclure que la différence raciale ne touche pas également toutes les facultés mentales. Particulièrement nettes au niveau du raisonnement conceptuel, elle est pratiquement inexistante en matière de mémoire et d'acquisition des connaissances.

L'étude comparative des résultats obtenus par les deux races, lors de tests réalisés, d'une part, la variante génétique et, d'autre part, la variance due au contexte social, démontre que, contrairement à la thèse soutenue par les « environnementalistes », c'est dans les tests de la première catégorie que les différences entre Blancs et Noirs sont les plus nettes. Pour infirmer l'hypothèse génétique de l'infériorité intellectuelle des Noirs, les « environnementalistes » citent des études comparant les Q.I. de groupes raciaux socio-économiques équivalents et constatent une différence nettement inférieure à celle communément reconnue. Nous avons là un excellent exemple de l'« illusion » des sociologues. En effet, pour obtenir des groupes socio-économiques iden-

tiques, on est amené à sélectionner des Noirs dont l'intelligence, ainsi que d'autres traits, est supérieure, ce qui fausse les résultats. On constate d'ailleurs que, dans les groupes socio-économiques les plus élevés, la couleur de la peau des Noirs est plus claire, ce qui confirme que les caractères génétiques varient en fonction du statut social. Si la différence de Q.I. est inférieure dans l'expérience citée par les « environnementalistes », la cause en est donc non seulement l'environnement mais l'intervention de facteurs génétiques. La théorie environnementale semble infirmée sur bien d'autres points. Sur presque tous les facteurs socio-économiques tels que l'éducation, la santé, les ressources, la nutrition, les loisirs, par exemple, sont nettement plus défavorisés que les Noirs. Ils devraient donc avoir, en accord avec cette théorie, un Q.I. plus faible que celui des Noirs. C'est exactement le contraire qui se produit et les « environnementalistes » ne semblent pas capables d'expliquer ce résultat.

Pour conclure, j'ai essayé de souligner la précarité de nos connaissances sur l'origine des différences interraciales. Je n'affirme pas avoir la preuve de l'existence de différences génétiques entre les races, et je ne prétends pas avoir « accepté » une théorie sans preuves suffisantes. Je me suis simplement efforcé de démontrer que les recherches que nous avons faites vont à l'encontre de la thèse environnementale généralement admise par les sociologues et la plupart des scientifiques. Le problème reste donc posé.

Si d'autres recherches devaient prouver l'existence formelle de différences interraciales génétiques, rien ne serait changé au fait que chaque individu doit être traité en fonction de ses caractéristiques propres et non en fonction de son appartenance à un groupe déterminé. Accepter la réalité des différences permettrait d'envisager un programme où chacun, recevant une éducation appropriée dont il tirerait le maximum de bénéfice, pourrait accéder à une égalité réelle de droits et de possibilités.

biologistes, dont je suis, trouvent cette conception étonnamment démodée. Les facteurs qui entrent en jeu dans l'accomplissement d'une épreuve sont multiples et il est absolument impossible d'isoler un facteur « intelligence ». Par exemple, dans un labyrinthe où le mauvais choix est sanctionné par une décharge électrique, certains animaux feront une meilleure performance que d'autres non parce qu'ils sont plus intelligents mais parce qu'ils ont l'épiderme plus sensible.

Les tests de Q.I. sont une institution sociale et ont été délibérément manipulés pour obtenir une répartition normale des résultats. On pourrait aisément trouver des tests où les ouvriers surpasseraient la classe moyenne et où les blancs battent les Noirs, mais on évite ce genre d'expérience.

Même les tests dits « culturellement neutres » ne peuvent pas faire abstraction de l'influence des différences géographiques et sociales. Il existe une différence biologique des différences de résultats obtenus aux mêmes tests par

des groupes socio-économiques identiques blancs et noirs, c'est faire bon marché du déséquilibre culturel qui représente des siècles d'assimilation et de discrimination.

Il est étonnant que certains psychologues continuent de considérer ces tests non comme l'expression des possibilités d'un individu dans un contexte social donné, mais comme l'expression d'une réalité biologique, ignorant délibérément tout le travail de recherche effectué par les neurobiologistes dans le domaine de la connaissance.

(Lire la suite page 20.)

Ignorant le rôle de l'environnement sur chaque individu

On entend par racisme toute prétention de supériorité naturelle d'un groupe humain sur un autre. On entend par racisme scientifique l'utilisation du langage et de certaines techniques scientifiques pour appuyer les théories selon lesquelles certains peuples sont intrinsèquement supérieurs à d'autres par leur intelligence, leur civilisation ou d'autres attributs sociaux bien définis. Si l'histoire du racisme se perd dans le nuit des temps, le racisme scientifique est une relative nouveauté. Ce n'est qu'au dix-neuvième siècle, avec l'apparition de la biologie, que les théories racistes ont pu abandonner leur support

idéologique religieux. C'est d'emblée sur le plan de l'intelligence que le racisme scientifique s'est concentré pour démontrer la supériorité d'une race sur l'autre, parvenant à cette conclusion résumée par Jensen : « Tout comme il existe divers groupes sanguins, il existe des différences quantitatives dans la distribution des gènes chez les différents peuples. Les gènes semblent moins nombreux chez les Noirs que chez les Blancs. »

Jensen et Eysenck pensent que, bien qu'imparfaits, les tests mesurent une réalité biologique réelle parfois désignée sous le vocable de facteur G. Les neuro-

Des théories pseudo-scientifiques à des fins politiques

Par STEVEN ROSE *

biologistes, dont je suis, trouvent cette conception étonnamment démodée. Les facteurs qui entrent en jeu dans l'accomplissement d'une épreuve sont multiples et il est absolument impossible d'isoler un facteur « intelligence ». Par exemple, dans un labyrinthe où le mauvais choix est sanctionné par une décharge électrique, certains animaux feront une meilleure performance que d'autres non parce qu'ils sont plus intelligents mais parce qu'ils ont l'épiderme plus sensible.

Les tests de Q.I. sont une institution sociale et ont été délibérément manipulés pour obtenir une répartition normale des résultats. On pourrait aisément trouver des tests où les ouvriers surpasseraient la classe moyenne et où les blancs battent les Noirs, mais on évite ce genre d'expérience.

Même les tests dits « culturellement neutres » ne peuvent pas faire abstraction de l'influence des différences géographiques et sociales. Il existe une différence biologique des différences de résultats obtenus aux mêmes tests par

des groupes socio-économiques identiques blancs et noirs, c'est faire bon marché du déséquilibre culturel qui représente des siècles d'assimilation et de discrimination.

Il est étonnant que certains psychologues continuent de considérer ces tests non comme l'expression des possibilités d'un individu dans un contexte social donné, mais comme l'expression d'une réalité biologique, ignorant délibérément tout le travail de recherche effectué par les neurobiologistes dans le domaine de la connaissance.

(Lire la suite page 20.)

« Ils vivent entre eux »

MAIS le véritable sous-prolétariat de l'époque, ce sont les Italiens, Piémontais d'abord, puis progressivement Napolitains, Calabrais, Siciliens ; ils travaillent comme terribles manœuvres des industries chimiques, alimentaires, métallurgiques, montent les ponts, les ports méridionaux. Calabrais et Siciliens sont dotés au pays d'une nombreuse famille, ils sont nomades, durs à la peine, sobres, ayant tout préoccupés d'économiser, ce qui leur vaut la louange patronale et l'approbation ouvrière. « Il n'y a pas chez ces ouvriers de dignité personnelle, déclare un militant syndical en 1884 ; ils endurent tout. Si on leur dit de rentrer à la cloche, à une minute près, et cela sous une peine quelconque, ils courent la tête et obéissent. »

Le Cri du peuple, quotidien socialiste, décrit avec une indignation mêlée de dégoût le mode d'existence des raffinés de sacre italiens en 1884 ; ils endurent tout. Si on leur dit de rentrer à la cloche, à une minute près, et cela sous une peine quelconque, ils courent la tête et obéissent. Le Cri du peuple, quotidien socialiste, décrit avec une indignation mêlée de dégoût le mode d'existence des raffinés de sacre italiens en 1884 ; ils endurent tout. Si on leur dit de rentrer à la cloche, à une minute près, et cela sous une peine quelconque, ils courent la tête et obéissent.

mult. L'équipe qui va au travail est immédiatement remplacée par celle qui en revient. C'est grâce à cette promiscuité répugnante mais fort économique que les ouvriers italiens réussissent, sur un salaire de 3,25 F, à mettre de l'argent de côté. » (21 mars 1885.)

Leur docilité isole les Italiens, comme aussi leur sens du clan, leur bas niveau de vie, leurs habitudes religieuses, leurs mœurs parfois brutales. Les « faits divers » des journaux, même socialistes, sont pleins du récit de leurs écarts, de bagarres, de sortirs des bals, les opposent aux ouvriers français.

Assés sont-ils l'objet d'une véritable xénophobie qui culmine durant le grande dépression des années 1882-1886. Des troupes (ce en décembre près du quatre-vingt) se produisent sur les chantiers de chemin de fer, dans les zones portuaires ; le Midi, la région marseillaise sont leur théâtre principal. Si ces manifestations démontrent en priorité l'hostilité de manœuvres nomades dans leur emploi, pauvres, frustes, plus prompts à l'émence qu'à l'organisation, elles ont un fort pouvoir d'entraînement et mobilisent beaucoup de monde. A Marseille en 1881, à Aigues-Mortes en 1893, plusieurs milliers de personnes font la chasse aux Italiens. Brusques et brutales flambées de colère, ces troubles sont renouvelés : une trentaine d'Italiens ou moins y seraient péri, dont une vingtaine aux environs d'Aigues-Mortes au début de la colère ivre. Ces colères diminuent peu l'opinion française : la sensibilité devant la mort s'oriente aux frontières du sous-développement, elle est étroitement sociale.

Les facteurs économiques, la concurrence très réelle que les ouvriers étrangers, véritable épée de Damoclès des salaires, exerçoient, notamment en période de crise caractérisée par un reflux général vers les travaux manœuvres, ne suffisent pas cependant à expliquer cette xénophobie violente ou latente. D'autant plus que ces travailleurs sont loin d'avoir joué un rôle passif dans le mouvement ouvrier ; leur participation, voire leur initiative dans les grèves, est importante ; ils s'y montrent souvent tenaces, poursuivant parfois le lutte quand les Français l'abandonnent ; ainsi chez les raffineurs parisiens en 1882, les métallurgistes de Longwy en 1905. La xénophobie des ouvriers, c'est en eux-mêmes aussi qu'il faut en chercher les racines,

dans ce traumatisme que provoque tout changement, ce malaise que suscite toute différence, dans la peur qu'une société ne peu closer, au voie de sédentarisation, éprouvée pour les nomades, les déracinés. Errants et familiaux, les étrangers n'étaient-ils pas le rebat de leurs nations ? Les statistiques criminalistes, à la Belle Époque, insistent sur leur part croissante dans le délinquance. Le véritable extrême droit sont victimes les Bohémiens, repoussés de village en village et auxquels on essaie d'imposer un statut, offre un autre symptôme d'un état d'esprit assez général, auquel les prolétaires, investis par le nation, ce peuvent tout à fait échapper.

« La peur du déraciné »

Le vocabulaire porte à cet égard un éloquent témoignage. La honte des injures populaires pousse à plénières moins de ce côté. Union, Prussien, Italien et tiennent la vedette, auxquels s'ajoute tous les legs des expéditions coloniales. Héritage de l'âge barbaresque, s'inscrit depuis longtemps à qualifier les briseurs de grève. Au fil des années, surgissent dans les querelles de la rue ou de l'atelier : Bédouin, Kroumir, Pavillon noir, Zoulou, Boer... Derrière le Piémontais se cache le Sicot, que G. Enault signale en 1892 dans son « Dictionnaire des argots », pour désigner les Nord-Africains, surtout les Algériens, avec une connotation désireuse (3). La poussée des nationalismes (en exaltait la différence), le développement des impérialismes (en célébraient la civilisation) confortaient la bonne conscience, créaient une ambiance favorable au développement de ce mépris qui fonde toute xénophobie.

L'internationalisme n'a rien de spontané. Il est le fruit de l'éducation et de la conscience. Le syndicalisme aurait pu jouer ici son rôle, et il est vrai qu'il l'a tenté, mais du façon souvent vaine, sans mettre cette question au premier plan de ses préoccupations. Dans les années 80, fièvre et balbutiant, le syndicalisme se laisse quelque peu submerger par la poussée xénophobe. Poursuivés que l'étranger sous toutes ses formes est la cause de tous les maux et du marasme économique, certains syndicats se transforment en associations de défense des ouvriers français, revendiquent

l'exclusion totale. « Le travail national est le seul souverain. » D'autres se contentent de demander une limitation à 10 %, ce qui sera souvent obtenu sur les chantiers de l'Etat et des communes, et de réclamer l'égalité des salaires, de façon un peu platonique.

Après 1895, avec un relatif plein emploi retrouvé, la tension s'affaiblit, les heures diminuent et le grand nombre des naturalisations indique qu'une certaine assimilation fonctionne. Pourtant, l'acceptation de l'étranger en tant que tel est fragile et chancelante. L'effrayant massacre d'enseignements ouvrier déployé par le C.G.T. et s'y étendit guère, à une époque où, cependant, l'exaltation de la patrie, fondement de l'instruction civique dispensé à l'école, aurait nécessité de solides contrepois. Ce n'est pas la brutalité grossière et provocante de l'hérvisme, récusé par l'immense majorité de la classe ouvrière, les confusions somnoles qu'il entretenait, qui pesaient en tant lieu. De toute manière, si le C.G.T. est implantée, elle reste très minoritaire. Son influence sur la masse ouvrière est forcément réduite, surtout dans ce domaine si complexe des psychologies collectives. L'action syndicale ne rend compte ici que d'effaîme. On ne saurait faire l'histoire réelle et quotidienne des travailleurs étrangers à travers les meetings de congrès (4).

L'immigrant demeure au marginaux : on ignore sa culture. Du accepté (ou rejeté) son travail suivant l'état du marché. Quo le chômage renaît, il redvient l'indésirable. L'entre-deux-guerres et la grande crise offrent le spectacle d'un mécanisme identique.

Le choc de l'étranger, race au nation, met en jeu toutes sortes de représentations globales greffées sur des intérêts immédiats et des situations quotidiennes. C'est par excellence le domaine des occultations et des sublimations. La reconnaissance de l'autre devrait être sans doute une conquête de la raison. Mais l'expérience historique raconte qu'elle ne s'effectue qu'à travers la violente affirmation des identités contraires. Pour parvenir à l'égalité, il faut inverser la différence.

MICHELLE PERROT.

(3) P. Bédarida, « Le mouvement ouvrier français et la colonisation », Mouvement social, Janvier-mars 1974.

(4) C'est la limite du livre par ailleurs fort utile de Léon Guant, Syndicats et travailleurs immigrés, Éditions sociales, 1972.

(Suite de la page 19)

Le piège qui guille les psychologues charchant à donner un support biologique à leurs recherches est de conclure que les structures de l'esprit et du comportement sont présentes dans les gènes, hypothèse qui les conduit à la croyance inexacte que le génotype d'un individu détermine ses possibilités, lesquelles subissent ensuite l'influence des facteurs extérieurs de l'environnement.

Cette idée rigide et naïve d'un « potentiel génétique », abandonnée depuis longtemps par les généticiens au niveau individuel, réapparaît au niveau d'une communauté dans les estimations d'hérédité et de vermine.

Les résultats des études sur l'hérédité sont sujets à caution pour trois raisons. La première est que la valeur des données empiriques sur lesquelles elles sont fondées est suspecte, pour employer un euphémisme. La seconde est que le Q.I., même s'il était une réalité biologique et non un produit social, ne saurait être exprimé par une mesure quantitative au même titre que la taille ou le groupe sanguin ou la mortalité prénatale. Enfin, il est tout à fait illégitime d'utiliser par extrapolation — pour exprimer des différences génétiques inter-raciales — une mesure conçue pour des différences génétiques inter-individuelles.

Jensen et Ellenok mélangent deux concepts bien distincts — celui de « race » biologique et celui de « race » sociale — et parviennent ainsi à des conclusions qu'il serait difficile de qualifier de scientifiques, considérant les Noirs, les Irlandais, les Juifs et même les ouvriers comme s'ils représentaient

des « races » au sens biologique du terme, tout valable au niveau d'études génétiques.

En conclusion, pour parler clair, il est impossible de concevoir un programme de recherche scientifique qui puisse répondre à la question : dans quelle proportion les différences de Q.I. existant entre différents groupes raciaux peuvent-elles être imputées aux gènes et à l'environnement ? On peut alors se demander pourquoi on a continué avec autant de persévérance à se poser une question qui n'a pas de réponse. Pour le comprendre, il faut rappeler comment est née la corrélation entre les tests d'intelligence et les idées racistes.

L'histoire des tests d'intelligence est commencée avec Galton, dont le *Génie héréditaire* (1869) ouvrit la route à une série d'études sur la caractéristique héréditaire de l'intelligence. De ses études sur un certain nombre de sujets éminents, Galton avait conclu qu'il détenait la preuve irréfutable que le génie était héréditaire. Il tenta ensuite, avec son élève Karl Pearson, d'élaborer l'événement d'une race plus forte en appliquant eux-mêmes les techniques de sélection mises au point pour le bétail.

L'étude des origines de l'intelligence se trouve ainsi fermement intégrée dans une perspective de lutte darwinienne. La tâche des eugénistes ne consistait pas seulement à protéger le scellé, pour être plus précis, la classe moyenne) des criminels héréditaires, mais également les races supérieures des races inférieures.

Le premier test d'intelligence conçu par Alfred Binet en 1905 comme instru-

ment clinique destiné à orienter les moins favorisés reposait fondamentalement sur une théorie biologique de l'intelligence qui ne pouvait que séduire les psychologues défenseurs de la thèse de l'hérédité du Q.I. comme Goddard et Terman. Goddard émit l'idée qu'il y avait un rapport direct entre les facultés intellectuelles d'un individu et sa position sociale et conclut que, dans le contexte d'une démocratie, il était primordial que l'élite intellectuelle persuade les masses de se soumettre à son jugement éclairé.

L'idée de l'infériorité génétique des Noirs fut communément admise et, et les porte-parole du mouvement eugéniste ne se recrutèrent pas directement chez les psychologues et les généticiens, l'idée que la science de l'hérédité permettrait l'événement d'une humanité meilleure était partagée par tous.

Le mouvement eugéniste était plus fort, plus manifestement raciste et pro-nazi aux Etats-Unis que dans le Royaume-Uni. Dans trente et un Etats, des lois sur la stérilisation furent votées et, en 1935, plus de vingt mille stérilisations avaient été effectivement accomplies. Plus importante encore fut l'instauration d'une politique d'immigration sélective, destinée à protéger la race anglo-saxonne d'une menace dysgénétique.

Quand aujourd'hui, cent ans après la publication du *Génie héréditaire*, on nous demande de retourner aux préoccupations intellectuelles des eugénistes d'une ère révolue, qu'il soit bien entendu qu'il ne s'agit nullement de se prononcer sur une question scientifique mais de réfléchir sur un problème idéologique aux implications tant politiques que sociales.

Le contexte politique et social

LES liens entre les conclusions de Darwin et de Galton — introduisant le mot de « lutte pour la vie » et de « survie du plus apte » — avec la politique de laisser-faire et l'expansion coloniale du capitalisme victorien sont évidents. La classe moyenne, la plus « apte », avait un droit « biologique » à ses privilèges. Vouloir aller à l'encontre de cet ordre des choses en éduquant la classe ouvrière, considérée comme une race à part, ou en améliorant ses conditions de vie, était un défi aux lois de la biologie, un acte contre nature. La race anglaise, la plus « apte », avait un droit « biologique » à son

expansion coloniale et même, en allant plus loin, un devoir de mission civilisatrice. L'avantage du racisme est qu'il permettait d'effectuer un regroupement des classes anglaises sous le bannière de la supériorité raciale ; tous les Anglais — même les ouvriers — étaient plus intelligents que les « races inférieures » sans loi — les métèques qu'on trouvait dans Calais.

Dès son origine, cette technique de classification des individus en fonction d'un niveau d'intelligence déterminé par un potentiel génétique fut utilisée pour justifier la structure socio-économique et la politique de discrimination raciale

des peuples impérialistes. En Amérique, elle fournit son appui à deux buts socio-politiques parfaitement explicites : le contrôle de l'immigration européenne et l'assujettissement des anciens esclaves noirs.

Pourquoi, après vingt-cinq années de plein effacement, le problème resurgit-il de nos jours ? La réponse ne peut être qu'une hypothèse, mais il me semble assez clair qu'une époque où l'Amérique a manifestement échoué dans son désir de résoudre ses conflits internes, où la violence urbaine et l'antagonisme racial sous-jacent ne font que croître, elle ressent un besoin de trouver des excuses biologiques à son impuissance. S'il y a un tel chômage chez les Noirs, ce n'est pas la faute de l'Etat, c'est la faute de leurs gènes.

En Europe occidentale, la situation économique défavorable a accentué les problèmes sociaux, et les tensions raciales entre les immigrants (recrutés massivement entre les années 50 et 60) et les autochtones se sont exacerbées.

Pour conclure, puisque chaque être humain est le produit d'une interaction entre son génotype et l'environnement, il n'y a que deux façons d'améliorer les choses : modifier le génotype ou modifier l'environnement. Les nazis ont essayé la première solution, il me semble souhaitable de se concentrer sur la seconde. Nous pourrions éliminer la pauvreté, la malnutrition, les taudis, l'éducation « à priori » des enfants par les professeurs. Nous pourrions essayer de lutter contre notre mode de vie, qui transforme les enfants et même les adultes en robots prisonniers d'une routine.

STEVEN ROSE.

ENEMIS
CULTUREL

Correspondance

Films et histoire

A la suite de notre page de cinéma politique (le Monde diplomatique, mai 1975), notre collaborateur et ami Pierre Ferro, auteur de courts métrages (quinze minutes) consacrés à des sujets d'histoire contemporaine, nous adresse les remarques suivantes :

Vous avez écrit : « Toute l'entreprise de Patrice Bachevalier (...) convient parfaitement à la tentative de « dépolitisation » de l'histoire, matière scolaire, que souhaite la réforme Haby. Par son aspect irréfutable (...), le film démontre l'histoire et évite les discussions péroratives. » Or au contraire, l'expérience a prouvé que ces films de quinze minutes scolaires, ébauchés, des discussions politiques de plusieurs heures. Personnellement, j'ai assisté à quatre expériences de ce type en un mois, dans trois lycées et une université. Enfin, vous ne reliez pas que ces films donnent souvent la parole à la Société (le colonisé algérien, les Noirs des Etats-Unis, etc.), ce que l'histoire traditionnelle se refuse à faire de façon systématique dans le cadre d'objectivité de suite d'accord avec vous sur la nécessité de changer le niveau des films et de passer au quotidien. J'ai essayé avec un film sur les paysans chinois, mais la pénurie de documents de ce type renvoie de façon abusive, j'en conviens, à la préhistoire grande histoire. Pour le reste, je suis assez d'accord avec ce qu'écrit Serge Daney — et avec ses critiques de terrain en ajoutant seulement que la mise en cause du document n'est pas nécessairement l'objet unique de l'histoire. Comme Foucault l'a bien dit dans les Cahiers, nous devons d'abord prévenir la destruction du témoignage, sa réappropriation par

l'institution. C'est ce à quoi je me suis employé.

D'autre part, M. Roger Nothar, avocat à Reims, nous écrit à propos de l'article dans lequel Ignazio Ramonet parle du film Au nom de la race :

L'auteur de l'article sait-il au moins que cent mille hommes environ ont été procassés dans les Lebensborn en météorologie complète de la plus rudimentaire dignité humaine ? (...) L'auteur de l'article ne semble pas d'accord avec l'idée exprimée dans le film que les Lebensborn étaient des instituts destinés à produire des enfants tous identiques et sans noms. (...) Le film accuse pour abattre, au besoin par la sélection arbitraire de témoignages, par le montage artificiel des images, ce qui était le véritable moteur de la machine nazie, à savoir le mythe de la supériorité de la race aryenne.

Le film ne dit pas explicitement que les Lebensborn aient été de type d'usine. Il le suggère toutefois, si habilement que M. Nothar en teste l'ovale. Pour une meilleure information sur les Lebensborn (dont il n'est pas question de sous-estimer le caractère déshumanisant), voir l'article de Michel Tournier dans le Monde du 7 mars 1975. Quant à excuser l'arbitraire et l'arrogance de ce qui sont utilisés contre le nazisme, cela nous semble insoutenable ; la vérité seule, dans sa précision et en conclusion, est d'autant plus accablante qu'elle ne se contente d'aucune mystification. Aucun enfant, aucun adulte soit-il, ne mérite que, pour la commémoration, on descende à son niveau. C'est une question de morale politique. — I. B.]

L'U.R.S.S. et la seconde guerre mondiale

Le général Nikolaï Chekhotov, sous le titre « Un effort commun mais très inégal », écrit dans le Monde diplomatique (mai 1975) : « L'absence d'un front actif à l'Ouest permettait à l'Allemagne fasciste et à ses alliés de jeter contre l'Union soviétique l'essentiel de ses forces ; cent quatre-vingt-dix divisions, cinq mille avions, quatre mille chars. » M. Roland Tizon, de Tours, nous écrit à ce sujet :

L'auteur de l'article passe bien entendu sous silence le fait que l'Union soviétique avait conclu avec l'Allemagne nazie un pacte d'amitié en août 1939, pacte qui était à Hitler une lutte sur deux fronts comme en 1914.

La France et l'Angleterre eurent seules le courage de attaquer au printemps et en septembre 1939 et face à l'essentiel des forces allemandes qui étaient de cent trente-trois divisions, trois mille deux cents avions et trois mille chars au 10 mai 1940.

Staline devait d'ailleurs adresser ses félicitations à Hitler après l'effacement de la France en juin 1940. L'Angleterre restait seule pendant une année. L'Union soviétique, comme d'ailleurs les Etats-Unis, eurent été attaqués par Hitler en mai 1941. Si en août 1939 les deux superpuissances d'aujourd'hui avaient mené Hitler à l'intérieur au lieu de se réfugier dans une lâche neutralité, nous aurions évité une terrible guerre de six ans, 50 millions de morts dont 20 millions de Soviétiques.

Matières premières et COMECON

Dans l'article de Nicolas Fakroff intitulé « Les pays socialistes s'intéressent aussi aux pétroliers » (le Monde diplomatique, mai 1975), M. J. B., de Versailles, relève la phrase suivante : « Les Soviétiques n'ont jamais été très enchantés de jouer le rôle de principal fournisseur de matières premières pour la région ». Phrase à propos de laquelle il nous adresse les remarques suivantes :

Ce n'est — ou tout au moins ce n'a longtemps pas été — le cas en ce qui concerne le Rougrie et, en regardant de plus près, pour les autres pays non plus certainement. En effet, pour ne citer qu'un exemple, pourquoi les Soviétiques ont-ils imposé la construction du combinat sidérurgique de Dnepropetrovsk, baptisée plus tard Stalinozavod (Ville Nouvelle du Danube), alors que la Hongrie ne dispose pas de minerais du fer ? Que celui-ci soit situé au nord de Kirovograd (bassin de Dniepropetrovsk) ? (...) C'était, pourrait-on rétorquer, à l'époque où la primauté de l'industrialisation à outrance était la loi. Mais alors, pourquoi ne pas avoir laissé développer l'industrie de l'automobile, pour laquelle la matière première existait, la Hongrie était, derrière la France, le second pays européen pour sa richesse en pétrole. Encore en 1972, la production d'automobiles brut (89 000 tonnes) n'était qu'à peine la moitié de l'importation nécessaire (120 000 tonnes). D'autres exemples pourraient être cités, et certainement pas seulement de Hongrie, pour démontrer que l'U.R.S.S. n'a pas

toujours rechigné à être le principal fournisseur de matières premières, surtout si cela lui permettait — en bon impérialiste — de tenir à sa merci, pas seulement militairement, les pays occupés.

(Tous les pays du COMECON, comme ceux du reste du monde, s'efforcent d'exporter des produits enrobant le maximum de valeur ajoutée. Tout pays dont la balance commerciale, au chapitre des exportations, est fortement chargée en matières premières, présente les caractéristiques du sous-développement économique. Cette vérité s'échappe pas aux yeux des responsables du COMECON, c'est la conséquence de son état de développement économique. Que les Soviétiques aient eu tendance à vouloir rompre son pacte à cet égard de choses en mettant certains des pays du COMECON dans la position de fournisseurs de matières premières de leurs matières premières, certaines occasions, formidables fréquemment par les Chinois, semble ne pas être dépourvue de tout fondement.)

Que l'U.R.S.S. et tiennent à sa merci à les démocraties populaires par le biais des livraisons en matières premières, le porteur tout à fait l'avis de M. J. B. sur ce point. — N. F.]

Révolution et libération au Vietnam

M. Lê Thanh Khôi, professeur à l'U.E.E. de sciences de l'éducation à l'université de Paris-V, nous adresse une lettre dont voici les principaux passages :

La guerre a été une guerre du peuple tout entier, qui a fait appel à chaque individu, à chaque créateur. Un temps de crise, toute la population devient soldat », disent déjà les annales du temps de Yên Hùng (première dynastie). Et Pham Van Dong déclarait en 1953 : « Compter sur ses propres forces, entre les montagnes montagneuses et les vallées du Delta. La révolution est la structure pérenne et la plus belle des structures nationales, tout en brisant les structures pérennes et en créant de nouvelles qui assurent la libération des masses. L'autonomie culturelle et administrative a été reconnue aux minorités, la réforme agraire a donné la terre à ceux qui travaillent. L'industrialisation sur la base du développement agricole, une éducation et une médecine de masse, débent pas à peu le niveau de vie général. Car la libération nationale ne prend tout son sens que si elle s'accompagne d'une libération sociale, et la libération sociale ne peut s'accomplir que si le pays s'arrache de l'impérialisme. C'est précisément parce que le peuple a été libéré qu'il a pu résister pendant tant d'années à la machine militaire la plus puissante de tous les temps. Face à la technologie la plus avancée, l'homme a fait corps avec le paysage, accroché aux rochers et aux rivières, confondu avec cette terre japonaise par un labeur millénaire, aujourd'hui dilués, défilés et d'un autre plus simple. La révolution vietnamienne a démonté avec éclat qu'il existe des hommes qui dépassent l'entendement des ordinateurs, qu'il est une autre voie que celle du suréquipement technique, et que l'homme reste le déterminant de son destin. Il n'est pas besoin de souligner la signification de ce fait pour le développement et la libération d'autres peuples.

COURS DE VACANCES FILLES ET GARÇONS EN AOUT
Internats séparés. Toutes classes assurées, de l'entrée en sixième à l'entrée en terminales : toutes options ou longues. Parc de 6 hectares, bâtiments neufs, laboratoires modernes. Quatre heures de cours le matin + un devoir le soir. Après-midi : piscine, équitation, tennis, judo, cinéma, etc. Service psychologique. Inscriptions pour rentrée septembre : FILLES et GARÇONS et section spéciale supérieure ANIMATEUR — JOURNALISTE DE RADIO — avec le concours de SUD-RADIO.
Documentation :
Collège privé FRANÇOIS 1er
CHATEAU DE MIRAMONT-LATOUR
par MONTESTRUC (32390)

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ
Fondé en 1899, de réputation internationale, cette Ecole vous apporte l'inspiration et l'éducation de vos fils.
ÉCOLE PASCAL
à PARIS, 33, bd Lannes 75116 - Tél. : 504.14.23
à MORZINE (Haute-Savoie) 74110 - Tél. : 187
S.N.C.F. : Thonon AEROPORT : Genève
INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT
Du jardin d'enfants aux BACCALAUREATS
Du jardin d'enfants à la classe de Troisième (B.E.P.C.)
Sports et plein air au bois de Boulogne. Laboratoire. Week-ends organisés. Sports l'été - Ski l'hiver. Vie saine à la montagne. Surveillance médicale.

LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)
Vue aérienne du collège Beau-Soleil - Garçons et filles de 5 à 18 ans - Programme officiel des lycées français - Préparation au baccalauréat - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15.000 m2 : natation, tennis, patinage, ski, football, etc. - Surveillance médicale des élèves - Alimentation très soignée - Bulletin scolaire adressé aux parents à la fin de chaque semaine - Internat réservé aux jeunes filles de 13 à 18 ans à la Maison de la Harpe - Pour envoi d'une documentation onnée scolaire 1975-1976, écrire à :
COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) - TEL. : 19.41.25.321.54

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE
LA GRANDE-BOISSIERE 62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse) Tél. : 022-36.71.30
LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Vaud) (Suisse) Tél. : 022-76.24.31
BACCALAUREAT INTERNATIONAL Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français Internat et externat pour filles et garçons Sports d'été et d'hiver

سكول انٹرنیشنل

LA LIBYE

de la fierté et du verbe

Un pays surprenant où la logique semble avoir disparu mais où la prospérité et la stabilité du régime dissipent les illusions

Reportage de T. D. ALLMAN



(Photo Michel Oufay-Gamma.)

« Agir à l'éventuelle est une solution facile, qui peut soulager au début, mais qui ne saurait être qu'extrêmement néfaste à long terme pour une nation qui cherche sa voie. »

Qatouf Muhammad Al Kadhafi, Les fondements de la troisième théorie internationaliste.

PEU avant la conclusion du cessez-le-feu avec l'IRA, une explication fort étrange des désordres qui agitaient Belfast avait commencé à se répandre en Angleterre. Au milieu des frustrations qui s'exacerbaient, on alla chercher une explication aux tueries de l'Ulster ailleurs que dans la politique d'intermède, l'insurrection irlandaise de 1916 ou l'oppression que les Britanniques font subir depuis des siècles aux catholiques d'Irlande. Non, cette fois, la piste des terroristes de Birmingham menait droit en Afrique : on se mit à spéculer sur l'existence de liens possibles entre l'IRA et la Libye, et à laisser entendre que les partisans de l'IRA « provisoire » recevaient des subsides du colonel Kadhafi.

De la même manière, les comptes rendus sur la situation en Éthiopie ne s'attardent guère sur les échecs de l'absolutisme impérial, non plus que sur les dévues et la terreur qui ont suivi la destitution de l'empereur. En revanche, on entend suggérer que le Front de libération de l'Érythrée

bénéficie du « soutien libyen » — tout comme les maquisards du Dhofar et les pirates de l'air du monde entier. Dans le lointain archipel des Soudan, au large des Philippines, la dynamique confessionnelle qui déchire l'Irlande se retrouve, mais inversée : les catholiques des Philippines du Nord étouffent depuis quatre-vingt-dix ans les aspirations des musulmans du Sud. Là aussi, on a trouvé une explication commode à ces heures presque centenaires : le colonel Kadhafi y serait encore allé de sa corgaion d'armes. Ou alors, ce sont les Coréens du Nord...

Les gouvernements en déroute n'aiment rien tant que de brandir l'appui d'un tiers étranger. Or le rôle d'agent provocateur international va comme un gant à la République arabe unie du colonel Muhammad Al Kadhafi. « Nous soutenons tous les fedayin, où qu'ils soient », proclamait jadis le colonel Kadhafi qui, dans une récente homélie, réaffirma encore une fois son soutien aux mouvements révolutionnaires un peu partout dans le monde, en Palestine, au Liban, au Yémen, au Soudan, en Iran, en Algérie, en Allemagne et dans les colonies d'Afrique.

Cette convergence de la rhétorique libyenne et des désirs de ceux qui voudraient faire porter à la Libye le poids de leurs propres échecs incite

à débarquer à Tripoli avec un lourd bagage d'a priori contradictoires. Pour les uns, le colonel Kadhafi soutient les Érythréens, les Dhofaris et l'IRA, mais, pour d'autres, il les abandonne. Pour certains, la Libye est en proie à la révolution permanente; pour d'autres, c'est un État policier. Tantôt on considère que le régime est populaire, tantôt qu'il est répressif; certains pensent qu'il est sincèrement accueilli à la cause de l'unité arabe, d'autres croient qu'il fait seulement semblant. Le colonel Kadhafi est-il un prophète, comme le laissent entendre ses services de propagande, ou un fou, comme le clament ses adversaires? La Libye est-elle à l'avant-garde de la révolution du tiers-monde? Ou bien est-ce une nation rétrograde, qui se blottit dans le giron du pire dogmatisme musulman?

Comme le sable du désert, le doute s'incline partout. Dans une banlieue nouvelle de Tripoli, où l'on voit autant d'antennes de télévision que de fermes voilées, où les bébés vivent dans de grands ensembles flamboyants et où les magasins exposent aussi volontiers des fours électroniques que des têtes de chameau empaquetées, le représentant d'un des nombreux mouvements de libération dotés d'un bureau en Libye essaie de m'expliquer « les frustrations continuelles et les aventures intermittentes » qu'il retire de ses contacts avec les Libyens.

Dada, qui avait jadis, au moment où il expulsait les sujets britanniques de son territoire, favorablement accueilli le soutien de la Libye, fustige à présent le colonel Kadhafi, qu'il accuse de « manquer à tous ses engagements ». Tous les observateurs impartiaux s'accordent pour dire que l'aide iranienne ou sultan d'Oman a été infiniment plus efficace que celle des Libyens aux maquisards du Dhofar. Un récent article consacré aux « élites de la politique étrangère libyenne », quoique très critique et très « pro-occidental », devait pourtant bien reconnaître qu'il était difficile de rendre le gouvernement de Tripoli responsable d'un certain nombre de problèmes : « Il convient de ne pas exagérer l'importance de l'intervention des Libyens dans les affaires palestiniennes, y lisait-on, en dépit de son aspect aussi exotique que peu conventionnel. »

Pour expliquer le fossé qui sépare les promesses des réalisations, et la rhétorique des actes, les observateurs étrangers soulignent que cette disproportion entre les professions de foi idéologiques et leur traduction dans les faits est devenue la marque constante de toutes les initiatives libyennes, et ce dans tous les domaines, en politique étrangère aussi bien qu'en agriculture. Ils insistent également sur le fait que la Libye souffre d'une pénurie chronique de main-d'œuvre qualifiée et qu'elle n'a pas les moyens de se livrer aux études attentives qui lui permettraient d'élaborer des priorités bien structurées, condition sine qua non de toute réussite politique du développement intérieur comme de la subversion extérieure.

Mais c'est sans doute un haut dignitaire libyen, proche collaborateur du colonel Kadhafi, qui s'est le plus approché de la vérité en convenant volontiers que les Libyens « formaient une étrange mixture d'enthousiasme et de méfiance, de générosité et d'égoïsme. Des siècles durant, tout le monde nous a foulés aux pieds : les Phéniciens, les Grecs, les Romains, les Vandales, les Byzantins, les Turcs, les Italiens, les Allemands, les Anglais, les Américains. A présent, nous sommes riches, nous voulons que notre richesse change le cours de l'histoire. Mais quand vient le moment où nous devons nous séparer pour de bon de notre argent, notre vieille peur ressurgit brutalement : « Ces gens-là ne sont pas vraiment sincères. Au fond, ce ne sont que des étrangers. » Ils veulent nous dépouiller de tous nos biens. »

Pour changer le cours de l'histoire



En quête d'une métaphore propre à décrire la situation difficile dans laquelle il se trouve, notre officiel n'aura recours ni au Coran, ni à la troisième théorie internationaliste du colonel Kadhafi, mais à un conte de Mille et une Nuits : « Le Festin du barmécide ». On vient chercher un misérable qui a coutume de mendier dans la partie la plus pauvre du bazar, et on le conduit à la maison d'un riche. Le portier s'ouvre tout grand devant lui. On la mène à travers de luxueuses antichambres, la long de corridors interminables où d'ingénieuses fontaines font régner une douce fraîcheur, et il aboutit enfin à une immense salle de banquets tendue de tapisseries somptueuses.

Un cortège de serviteurs fait son entrée, porteurs, chacun, d'un plat couvert ou d'un vase incrusté de pierres. A chaque fois, le riche fait mine de servir à son hôte les plus exquis des mets, les vins les plus délicieux.

Il n'y a qu'un problème : c'est qu'il n'y a rien sous les couvercles, et rien non plus dans les vases. Le lendemain, le mendiant est de nouveau convié à un festin de vide et, malgré sa politesse envers son hôte, méfiant parce qu'il espère obtenir mieux dans l'avenir, il fait de nouveau semblant de boire et de manger. A la fin, le mendiant retourne au bazar plus affamé qu'avant. « Je ne veux pas faire montre d'ingratitude, conclut notre officier après m'avoir conté cette histoire, mais nous nous sommes aperçus qu'il était facile d'écouter un soutien réel de la part des Libyens. »

Tripoli abonde de ce genre de récits, qui ne portent pas sur les objectifs proclamés de la politique libyenne, mais sur ses manquements répétés. Les adversaires du colonel Kadhafi sont effrayés par son radicalisme, et ses partisans accueillent avec enthousiasme ses promesses idéalistes. Mais amis et ennemis se retrouvent tous d'accord sur un point : la fossé qui sépare la rhétorique libyenne des actions réellement entreprises par la Libye reste considérable. Voilà maintenant cinq ans et demi que le colonel Kadhafi a pour la première fois provoqué le stupor du monde entier avec son coup d'État, son appel vibrant à l'unité arabe, son défi aux compagnies pétrolières et la rapidité avec laquelle il sut vider son pays de toutes les bases étrangères, le faisant passer presque du jour au lendemain du statut néo-colonial que lui imposaient Américains et Britanniques à celui de nation à part entière, dotée d'une politique étrangère indubitablement indépendante, bien que parfois un peu excentrique. Mais si la Libye s'est découverte

une raison d'être, elle n'a pas encore trouvé son « modus operandi ».

Aujourd'hui, même les plus violents détracteurs du colonel Kadhafi sont obligés d'admettre que les premières années de son régime ont été couronnées de succès, et qu'il s'agit peut-être même d'une réussite historique. Mais, comme l'expliquait bien un diplomate asiatique en poste à Tripoli : « Les succès de début ont toujours été le triomphe du geste théâtral. Aujourd'hui, la révolution est entrée dans une phase très problématique. Le fond du problème se ramène à cette question : la Libye est-elle capable de mener une politique à long terme ? » Certains des plus anciens amis du régime libyen

tendraient déjà à répondre à cette question par la négative. Le représentant d'un autre mouvement de libération m'a décrit ses hôtes libyens comme des « êtres versatile et fondamentalement mesquins ». Les efforts du colonel Kadhafi pour réguler sur-le-champ l'unité arabe ont sans doute fait de la Libye la nation la plus solitaire du monde musulman. Plus d'un s'est écroulé depuis l'échec de la tentative de fusion tuniso-libyenne, dont la Tunisie a tout simplement passé sous silence le premier anniversaire. Le président Sadate a formulé de sévères critiques contre les Libyens, dénonçant leur « politique de slogan creux » et leur « incapacité à prendre des mesures pratiques ». Le président ougandais Idi Amin



Quelles que puissent être les causes, la politique étrangère libyenne a essuyé une série de revers cuisants. Malgré l'appui constant du colonel Kadhafi à la cause de l'unité arabe, la Libye est de plus en plus seule; elle a été tenue à l'écart des consultations tripartites entre la Syrie, l'Égypte et l'Arabie Saoudite en vue de déterminer une ligne de conduite commune à l'égard d'Israël, aussi bien que d'une tentative plus large de définir des objectifs communs à tous les pays musulmans, ou « sommet » arabe qui s'est tenu à Rabat en automne dernier. Malgré le soutien intransigent du colonel Kadhafi à la « juste cause » des Palestiniens, son influence au sein de l'O.L.P. est devenue pratiquement nulle; se rangeant aux côtés de beaucoup moins radicaux de ses autres protecteurs arabes, M. Yasser Arafat est parvenu à se faire reconnaître par l'ONU. Malgré le rôle crucial qu'a joué le colonel Kadhafi dans le relèvement des barèmes pétroliers et la nationalisation des compagnies, des hommes comme feu le roi Faysal ou le chah d'Iran l'ont écarté à la tête du bloc des pays de l'OPEP. Même après la tentative de médiation de la Libye, les deux Yémens restent divisés. Dans une récente interview, un fonctionnaire du ministère libyen des affaires étrangères, après avoir longuement évoqué la « perfidie » du président Sadate, des Syriens, des Palestiniens, et même du général Amin, concluait : « Je dois toutefois reconnaître que nous nous sommes créés un énorme « fossé de crédibilité ». »

Le soutien aux mouvements progressistes

L'une des conséquences les plus graves des actuelles difficultés de la politique étrangère libyenne est que le soutien apporté par la Libye aux mouvements révolutionnaires étrangers, en plus de rester généralement sans effet, aboutit souvent à des résultats contraires à ceux qu'on aurait normalement attendus en diplomatie classique. Alors que l'influence de la Libye sur les événements extérieurs est à présent bien proche du zéro, le soutien qu'elle accorde avec insistance et sans discrimination à tous les « fronts de libération », même les plus obscurs, a fait d'elle un bouc émissaire commode et permet de lui attribuer le potentiel de problèmes auxquels elle n'est pas ou presque pas mêlée.

Le Maroc et l'Irlande

Le plus significatif sans doute des fiascos libyens se remonte à deux ans, lorsque la Libye soutint avec une grande véhémence la tentative de coup d'État militaire contre le roi du Maroc, Hassan II. En fait, tous les spécialistes des affaires marocaines sont persuadés que l'assistance concrète des Libyens à ce putsch manqué n'a jamais dépassé le stade des discours. Mais les diatribes de Radio-Tripoli permirent au roi Hassan d'attribuer une origine étrangère à des problèmes dont il était le principal responsable. Le résultat final était caractéristique : les souhaits de la Libye ne s'étaient pas réalisés, et elle se retrouvait nanti de la lourde responsabilité d'une aventure ratée — tandis que le roi Hassan pouvait désigner tout à son aise « ce calé d'opérette qui règne à Tripoli » comme la cause de tous ses ennuis intérieurs.

Avec l'Irlande, l'échec fut encore plus total. Le colonel Kadhafi a maintes fois proclamé son soutien à la « cause irlandaise ». Mais quand on examine d'un peu près le dossier des relations Irlande-Libyennes, on n'y trouve qu'une suite d'actions inopérantes et apparemment dépourvues de toute logique. Voilà un peu plus de deux ans, un cargo battant pavillon chypriote, le S.S. Cleadia, était intercepté par les gardes côtières de la République irlandaise : il transportait une cargaison d'armements. Le propriétaire — allemand — du navire se fit une joie de mêler les Libyens à l'affaire, et le colonel Kadhafi, tel le barmécide des Mille et une Nuits, se précipita peu après d'avoir ainsi « aidé les Irlandais ». Et pourtant, malgré tout son zèle, la contre-espionnage britannique n'est jamais arrivé à découvrir d'autres preuves d'une assistance directe de la Libye à l'IRA que cette cargaison d'armes du S.S. Cleadia, qui était ou demeura assez peu importante et ne parvint jamais à destination.

Le gouvernement libyen continua ensuite de réaffirmer de loin et loin son soutien à la « lutte anti-impérialiste en Irlande », mais on n'eut la preuve définitive qu'il existait des contacts entre l'Irlande et Libyens qu'à la fin de 1974, quand une délégation de onze Irlandais se rendit à Tripoli en quête de subsides. Placée sous le patronage d'un groupement qui s'intitula la Société pour le développement des ressources de l'Irlande, cette démarche était en fait une tentative pour faire sortir l'Irlande du marasme et alléger l'amarume des deux communautés — un essai de réconciliation plutôt insolite étant données les circonstances, mais tout de même assez encourageant. La délégation, où étaient représentés à part égale des sympathisants des deux IRA et des gens liés aux groupes extrémistes protestants, espérait de

سكذ لمن زيحم

la Libye une aide économique substantielle qui aurait pu permettre aux deux communautés d'oublier un peu leurs dissensions en participant conjointement à un programme de développement massif.

Mais, comme le convive du festin du bannissement, les Irlandais repartirent bredouilles. Ce qui se passa ensuite en Irlande éclaira d'un jour aussi caractéristique les limitations de la politique étrangère libyenne que l'avaient fait les événements du Maroc.

Entre-temps, la Libye continue à exprimer avec persévérance son soutien à la « cause irlandaise » ainsi qu'à « peu près toutes les

minorités opprimées du monde. Mais un diplomate arabe en poste à Tripoli, qui critiquait devant nous l'attitude de la Libye dans l'affaire irlandaise, souligna « l'absence totale de réalisations pratiques de la Libye, qui n'a pris aucune mesure spécifique ». Et il concluait :

« En Irlande, en Palestine, au Maroc, le résultat est le même partout. On rend la Libye responsable de tout, mais la Libye n'accomplit rien. La Libye est-elle si éminemment « anti-impérialiste » ? Est-elle vraiment « pro-irlandaise » ou « pro-palestinoise » ? Ces mots n'ont aucun sens aussi longtemps qu'elle n'aura pas une politique cohérente. Si M. Kadhafi voulait vraiment combattre l'impérialisme britannique, il décréterait l'embargo sur les échanges avec l'Angleterre.

Mais non : la Libye compte toujours parmi les meilleurs clients de l'Angleterre. Et comment expliquer que M. Kadhafi vienne justement de lever l'embargo pétrolier contre les États-Unis et de renouer des relations diplomatiques avec le Maroc ?

Que je sois d'accord ou non avec ces actions, je n'arrive pas à trouver de fil conducteur, quand je demande qu'on me les explique, je ne trouve personne pour me répondre. »

Un devoir sacré

UN autre observateur arabe, plus compréhensif celui-là, nous disait : « Les Libyens ont tout ce que l'argent peut acheter. Leur sincérité ne fait aucun doute. Mais il ajoutait : « Au fond, ce que les Libyens veulent vraiment, c'est qu'on les prenne au sérieux. Il paraît donc que la Libye doit soutenir tous les mouvements progressistes du monde, qu'il y va de son intérêt, que même c'est son devoir sacré. Mais regardez ce qui arrive vraiment. La campagne de propagande orchestrée par la Libye en faveur de l'unité arabe a jeté

Sadate dans les bras de M. Kissinger. Pendant que Radio-Tripoli vantait, le chef s'empara du sultanat d'Omra. Et quelles mesures prend la Libye ? Aucune. »

A tout cela, personne à Tripoli ne peut vraiment offrir d'explication. Mais le danger qu'il y a à élargir sans cesse le fossé qui sépare la rhétorique du réel en ne distinguant pas l'action oratoire des actes concrets est déjà évident aux yeux de la plupart des observateurs étrangers, et beaucoup de Libyens en ont également pris conscience. Le risque n'est pas tant que la politique étrangère libyenne puisse réellement constituer une menace pour quelque gouvernement que ce soit, mais que la Libye (dont le colonel Kadhafi disait un jour qu'elle « ne devrait pas seulement exporter de pétrole, mais aussi des idées ») soit figée pour l'éternité dans ce rôle de nouveau riche milliardaire de la politique révolutionnaire, isolé par ses erreurs et par sa prospérité, qu'elle reste à tout jamais ce géant économique affligé de limitations intellectuelles de la nation bédoquine famélique qu'elle était encore voilà quelques années. Voilà bientôt cinq ans que Nasser, surpris par la fougue idéologique de M. Kadhafi, rappelait au bouillant président libyen « qu'il n'était pas besoin de réinventer l'électricité, mais seulement de trouver le meilleur moyen de s'en servir ».

A Tripoli, rares sont ceux qui doutent que M. Kadhafi ait conservé cette volonté farouche de refaire la Libye et le reste du monde par le même occasion. Mais rares aussi sont ceux qui refusent d'admettre que l'incapacité chronique de la Libye à faire une utilisation spécifique de son enthousiasme et de ses pétrodollars ait porté un coup sévère à son prestige international et ait fait perdre beaucoup de son lustre à la conception très particulière de la révolution sociale que le colonel Kadhafi s'efforce d'appliquer dans son propre pays.

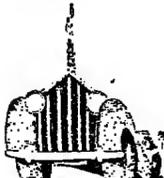
L'importation sont inexistantes. Sous le règne du colonel Kadhafi, la Libye a accédé au rang de grande société de consommation.

Prospérité sans précédent

LA « révolution populaire » instaurée par M. Kadhafi, qui a confié la gestion d'un certain nombre d'institutions gouvernementales à des comités populaires, a plus contribué à dissiper les mécontentements qu'à les accroître. La population libyenne augmente très rapidement (elle compte aujourd'hui deux millions d'habitants contre huit cent mille seulement il y a vingt ans) ; démographiquement parlant, c'est une des plus jeunes du monde, puisque les deux tiers des Libyens ont moins de vingt-cinq ans. Ce qui explique que les gens d'âge mûr n'y ont pas le même poids démographique que partout ailleurs. Le renvoi d'une poignée de bureaucrates vieillissants avait essentiellement pour but d'augmenter les perspectives de promotion des jeunes tout en nourrissant leur sentiment de participer à la vie de la nation.

Quand la révolution se heurte, par hasard, à une véritable opposition — eh bien, le plus souvent, elle recule, tout simplement. « J'aurais dû leur envoyer les tanks », c'est la remarque que fit le colonel Kadhafi après que les chauffeurs de taxi en grève eurent encerclé le siège du Conseil suprême de la révolution. Au lieu des tanks, les chauffeurs de taxi de la Libye socialiste reçurent l'autorisation de continuer à fixer eux-mêmes leurs tarifs. Même le chauvinisme mûle de M. Kadhafi, avant duquel on a fait tout de botte, a plié devant la critique des masses. Vaici peu, le gouvernement décréta que les étudiantes libyennes (le nombre des jeunes filles admises dans l'enseignement secondaire et supérieur a quintuplé depuis l'arrivée au pouvoir du colonel) devaient dorénavant porter une tenue d'uniforme d'une modestie appropriée à leur condition. Mais les jeunes Libyennes ne voulurent rien entendre. M. Kadhafi affronta personnellement un groupe d'étudiantes : elles le firent taire sous les huées. Et les uniformes (ils auraient été payés 40 livres pièce et une haute personnalité du gouvernement aurait reçu une commission des vendeurs) n'ont jamais quitté leur entrepôt.

La corruption ? Là encore, administrateurs et destructeurs du colonel Kadhafi avancent des réponses radicalement divergentes. Selon ses destructeurs, la corruption a atteint des proportions énormes ; ses administrateurs jugent que la Libye fait preuve d'une exceptionnelle pureté révolutionnaire. Mais le vrai problème est ailleurs et, au fond, c'est toujours le même : où la corruption trouverait-elle sa place dans une révolution qui peut opter à tout moment pour la beauté et les canons ? La probité personnelle du colonel Kadhafi est normalement mise en doute, c'est vrai, mais il est vrai aussi qu'il gouverne la Libye comme si le pays était sa propriété personnelle. Les « masses », et tout le monde l'admet, jouissent d'une prospérité comme elles n'en avaient jamais connue, et cela n'a pas empêché les riches de s'enrichir de leur côté.



En 1969, consécutivement à son coup d'Etat victorieux, le colonel Kadhafi déclarait : « Ce qui est arrivé le 1^{er} septembre a marqué le début de la révolution, d'une révolution qui touche à tous les aspects de la vie, d'une révolution des coeurs et des esprits. La révolution est dans les campagnes. La révolution est dans les rues. La révolution est partout ! »

M. Kadhafi avait alors vingt-huit ans. Après ce que certains observateurs étrangers qualifiaient avec mépris de « putsch d'été », on prédisait un peu partout que la rhétorique incendiaire de M. Kadhafi, et M. Kadhafi lui-même, seraient bientôt remplacés par une idéologie moins virulente et un leader moins intrinsèque. Depuis ce temps-là, M. Kadhafi est entré en conflit avec des groupes d'intérêts étrangers aussi divers que la C.I.A. et l'O.L.P. A l'extérieur de la Libye, le nombre de ceux qui venaient sa chute d'un bon œil s'est considérablement accru, et va maintenant du département d'Etat américain au président Sadate.

Et pourtant, après plusieurs « démissions » et quelques tentatives de coup d'Etat inspirées de l'étranger, il est indéniable que M. Kadhafi tient son pays en main plus solidement que jamais. L'opposition paraît inefficace, quasi inexistante même. Dans les cercles diplomatiques de Tripoli, il est malaisé de trouver quelqu'un — Libyen ou étranger — qui soit capable de suggérer un scénario plausible aboutissant à une remise en cause du pouvoir du colonel Kadhafi.

Les administrateurs de M. Kadhafi et ses destructeurs offrent de la « longévité » de son régime des explications bien différentes. Ses administrateurs disent simplement que, contrairement à l'adage, M. Kadhafi est prospère en son pays. Ses destructeurs dépeignent un Etat policier implacable, où l'opposition est bâillonnée, où toutes les solutions de rechange ont été systématiquement balayées.

Il semble pourtant que la vérité, bien que difficilement admissible pour les ennemis de M. Kadhafi, n'est pas non plus de nature à apparaître en caractères gras dans les brochures de propagande.

Quatre fois plus d'étudiants

LA raison essentielle pour laquelle le colonel Kadhafi est parvenu à se maintenir si longtemps au pouvoir est peut-être, en effet, la même qui explique la faillite générale de sa politique : la tension entre la rhétorique révolutionnaire et sa traduction dans les faits. Car derrière l'écran de fumée de la phraséologie millitante, le colonel Kadhafi est à la tête d'un régime plein de souplesse, qui prend bien garde de ne pas faire violence à l'opinion, s'incline souvent devant la critique populaire, et persiste à ne pas réaliser les aspects les plus radicaux de sa politique. Cinq ans après le coup d'Etat du 1^{er} septembre, la Libye est bien au milieu d'une révolution ; mais il s'agit essentiellement d'une révolution dans les habitudes de consommation.

Grâce aux revenus du pétrole, le gouvernement a pu satisfaire toutes les aspirations matérielles des Libyens, et même leur donner plus qu'ils n'attendaient. Il s'agit là d'une stratégie politique consciente, bien qu'on ne l'ait jamais admis : le colonel Kadhafi a su combler tous les vœux de bonheur matériel de son peuple et, jusqu'à présent, il ne lui a demandé que bien peu de sacrifices en échange.

Le résultat en est, comme me l'expliquait un Occidental installé en Libye, « que la vie matérielle se déroule à deux niveaux distincts. A un niveau, il y a la phraséologie révolutionnaire. A l'autre niveau, la vie quotidienne ».

Les appels du colonel Kadhafi à la révolution populaire, ses menaces périodiques de déclarer la guerre à Israël, de se doter d'armements nucléaires, de « taper les ennemis du peuple » et de « purger la Libye de tous les déviations » continuent à faire les gros titres à « la une » des quotidiens de Tripoli et de Benghazi. Mais la presse officielle consacre le reste de ses pages à des articles d'un tout autre genre, qui donnent de la vie politique une image bien différente et sans doute plus exacte.

Ainsi, ces temps derniers, on pouvait dénicher,

Le revenu par tête double chaque année

sous les proclamations idéologiques du Conseil suprême de la révolution, des entraînements qui annonçaient que le régime venait de débloquer des fonds considérables afin que les agriculteurs, les acheteurs de logements neufs et les petites entreprises puissent bénéficier de fermes de prêts plus faciles ; que les salaires de la fonction publique étaient augmentés pour la dixième fois (et, en l'occurrence, de 30 %) ; que les tarifs de l'électricité étaient réduits de moitié ; que de nouvelles subventions allaient être accordées aux produits alimentaires d'importation.

Car, sous le régime révolutionnaire du colonel Kadhafi, le fait politique le plus important est peut-être que le revenu moyen par tête double

chaque année depuis cinq ans. Le nombre des étudiants libyens a quadruplé. Tous ceux qui en ont besoin peuvent disposer à volonté de logements à bas prix, de soins médicaux gratuits, de prêts personnels de l'Etat. Voilà une génération, la Libye est le plus pauvre des pays représentés aux Nations unies, et son revenu moyen par tête n'excédait pas l'équivalent de 15 dollars par an. Aujourd'hui, l'ouvrier libyen calibataire gagne en moyenne l'équivalent de 3 500 livres sterling par an. De plus, les Libyens dont le revenu annuel est inférieur à 6 000 livres sterling sont totalement exonérés d'impôts, et le taux d'imposition n'atteint 35 % qu'à partir d'un revenu annuel de 22 000 livres sterling. Les taxes à



On ne peut pas dire, en dépit de la rigueur morale qui est de mise dans les milieux officiels, que la Libye attire pas à ses habitants des possibilités d'évasion. L'alcool est prohibé, et sa détention est théoriquement punie de peines très lourdes, allant jusqu'à cinq ans de prison. Mais les lois ne sont pas appliquées avec toute la rigueur qu'il faudrait, loin de là, et en fin de compte, un litre d'ou-de-vie de contrebande vendu l'équivalent de 15 livres sterling au marché noir représente une dépense moins grande pour n'importe quel Libyen que l'achat d'une bouteille de whisky légal à 5 livres par l'Egyptien moyen. Et d'ailleurs, la plupart des Libyens réservent leur consommation d'alcool et de femmes pour de fréquentes vacances qui les emmènent à Malte, à Rome ou au Caïre, lieux où la vertu révolutionnaire ne sévit pas encore. La Libye est un bien étrange « Etat policier » qui, non content de ne compter qu'une poignée de prisonniers politiques (des « Frères musulmans » pour la plupart, ainsi que quelques membres du parti communiste), laisse ses ressortissants libres de voyager autant qu'il leur plaît et d'aller où ils veulent.

« En fait, il y a deux Libyes, m'expliquait un fonctionnaire gouvernemental. Il y a la Libye des discours révolutionnaires, et puis il y a la vraie, celle de la réalité, où personne n'a de peine à se laisser aller à s'opposer à M. Kadhafi, puisqu'il a éradiqué tous les Libyens plus vite qu'ils ne l'auraient jamais rêvé. »

C'est une interprétation malgré tout un peu trop cynique. Car le colonel Kadhafi a tout de même fait plus que d'enrichir les Libyens (qui s'enrichissent d'ailleurs déjà au temps de la monarchie) : grâce à lui, ils sont les maîtres de leur propre pays, et cela ne leur était pas arrivé depuis des millénaires. Le souvenir des oppresseurs étrangers est resté très vif. Les Libyens désignent toujours du doigt les ports italiens dont l'entrée leur était jadis interdite, ainsi que les ultimes vestiges des batailles germano-anglaises de la deuxième guerre mondiale qui devaient leur pays pendant qu'ils se terraient au fond d'abris souterrains. Ils montrent aussi à leurs visiteurs les anciens « quartiers réservés » où, voilà moins de dix ans, ne pouvaient habiter que les cadres américains des compagnies pétrolières, et la base aérienne de Wheelus, à proximité de Tripoli, qui était autrefois la plus importante des installations militaires du Pentagone à l'étranger. Les Libyens sont fiers que leur pays ait accédé, sous le gouvernement de M. Kadhafi, à l'indépendance nationale et à la notoriété internationale. Et leur fierté n'a rien de feint.

La phraséologie révolutionnaire ne soulève pas de vagues dans ce pays où les dogmes de l'islam restent prépondérants et où le degré de politisation des masses laisse plus qu'à désirer,

Un régime stable, pacifique et prospère

en dépit de la rapide augmentation des dépenses de consommation ; mais il est vrai aussi que personne ne croit que le gouvernement prendra les mesures radicales qu'il préconise officiellement. La presse du monde entier s'est faite l'écho de la promesse du colonel Kadhafi de brûler les livres « contre-révolutionnaires » et de couper les mains des voleurs. Mais, en Libye, tout le monde sait fort bien que l'on n'a jamais coupé les mains à personne (encore faudrait-il trouver un médecin libyen qui accepterait de pratiquer ce genre de chirurgie), et que tous les livres et périodiques publiés par l'ensemble des pays du monde arabe sont à la disposition de qui veut les lire.

Point peut-être plus important pour aider à comprendre l'absence de toute opposition au régime du colonel Kadhafi : aux yeux du Libyen moyen, l'idéologie officielle et son flat interromptu de rhétorique n'ont pas encore reçu de véritable démenti dans les faits. Car la révolution de M. Kadhafi, que l'on entend souvent taxer de paradoxes, a effectivement remporté quelques succès paradoxaux. Sous son gouvernement, la Libye est ainsi parvenue à diminuer ses exportations de pétrole tout en augmentant substantiellement ses revenus pétroliers ; à donner le pouvoir au peuple (ou du moins celui de dépenser) tout en laissant les riches s'enrichir encore plus ; à lancer de véhémentes attaques contre le sionisme et l'impérialisme sans pour autant engager la Libye dans aucun conflit d'envergure.

Pour mieux expliquer l'endurance du régime de M. Kadhafi, il faut aussi faire entrer en ligne de compte ce que l'on est bien obligé d'appeler son pacifisme. Le coup d'Etat de 1969 n'a pas versé une seule goutte de sang. Même les critiques les plus sévères du colonel n'ont jamais pu l'accuser d'avoir fait tuer ou torturer un seul adversaire politique. Son aversion personnelle pour la violence est d'ailleurs bien connue. Même les fedayin en visite sont délestés de leurs armes quand ils atterrissent sur l'aéroport de Tripoli. La nuit, de nombreux policiers patrouillent dans les rues de la capitale, mais M. Kadhafi a personnellement ordonné qu'ils ne soient pas armés et ils ont pour consigne d'éviter tout conflit avec la population. Il est vrai que les policiers sont en quête de permis de conduire et non de brevets de fidélité au régime. S'il faut en croire les statistiques, cinq mille Libyens sont morts de mort violente depuis le début de la révolution, victimes... d'accidents de la route. La sécurité routière revient aussi obsessionnellement dans les déclarations gouvernementales que les proclamations antisionistes.

Absurdes spéculations

EN fait, compte tenu du « boom » pétrolier, de la prospérité sans précédent de la Libye, de l'exceptionnelle liberté de mouvement dont jouissent ses habitants et de leurs extraordinaires possibilités économiques, le plus étonnant n'est pas que le colonel Kadhafi et son régime aient survécu si longtemps, mais bien que maints observa-

teurs étrangers aient tant de fois prédit leur proche écroulement. L'été dernier encore, on a vu refluer un peu partout les spéculations de ce genre. Il est vrai que le régime était une fois de plus soumis à rude épreuve. Dans une lettre ouverte au Conseil suprême de la révolution, le président Sadate demandait l'éviction du colonel Kadhafi ; la tentative de fusion tuniso-libyenne avait lamentablement échoué, et la révolution populaire succombait rapidement à la sclérose institutionnelle. M. Kadhafi fit une retraite de cinq mois, abandonnant toute espèce d'activité gouvernementale.

Une nouvelle fois, le bruit courut qu'un « coup d'Etat cocarde » avait eu lieu et que M. Kadhafi avait été déposé par son premier ministre, le commandant Abdel Salam Jalloud. Mais, dès le mois de septembre, M. Kadhafi reprenait les choses en main ; exerçant un contrôle souverain sur le deuxième congrès de son parti, l'Union socialiste arabe, il fit approuver sa politique par le peuple au cours d'une série de meetings de masse et réorganisa plusieurs ministères. « Pendant ses absences, M. Kadhafi ne resta pas inactif, reconnaissant un peu plus tard un diplomate ; il visita les villages, les casernes. Il resta en contact avec sa base. Pas un instant il ne laisse le pouvoir lui échapper. »

Un autre diplomate analysait différemment le retour de M. Kadhafi à la tête du gouvernement : « Imaginez un chef d'Etat européen, m'expliquait-il, qui ferait doubler les revenus chaque année, et posséderait son temps à construire des logements à tour de bras, à améliorer l'infrastructure médicale et les services de santé, à généraliser l'enseignement gratuit — le tout sans collecter d'impôts et en faisant en sorte que les prix à la consommation diminuent constamment. Croyez-vous vraiment que le peuple exigerait sa démission ? » Et il ajouta : « La rhétorique révolutionnaire, de son côté, répond à des fins bien précises. A défaut d'une idéologie de tempérance et de rigueur morale, cette rhétorique abondante serait proprement dévastatrice. »

Un chantier en expansion

CAR s'il existe une menace potentielle sur la position du colonel Kadhafi, elle n'est pas d'ordre politique ; elle ne pourrait venir que d'une transformation de l'ordre économique mondial qui provoquerait une réduction des barèmes pétroliers. Mais, à défaut d'un effondrement hypothétique des revenus du pétrole, le colonel Kadhafi paraît avoir de bonnes chances de continuer indéfiniment à construire des grands ensembles, des hôpitaux, des autoroutes et des écoles. Déjà, Tripoli s'étend au-delà du rideau d'arbres que les Italiens avaient autrefois plantés, à la limite de la ville, pour contenir des sables menaçants, et, chaque jour, de nouvelles ramifications apparaissent, toujours plus loin du centre de la vieille ville qu'avaient édifiée tour à tour les Romains, les Turcs et les Italiens.

(Lire la suite page 24.)

(Suite de la page 33)

La « Libye nouvelle » a gagné jusqu'aux hameaux les plus reculés, où l'on peut voir des appareils de télévision en couleur dans des huttes en torchis et des Mercedes rutilantes garées sur de mauvais chemins de terre.

Financée par les achats de pétrole de l'étranger, planifiée par des experts étrangers, réalisée avec le travail d'une main-d'œuvre étrangère, la construction de la « Libye nouvelle » produit des réalisations impressionnantes, quoique rarement originales et pas toujours réussies sur le plan

esthétique. Mais — et tout en Libye appelle cette question, depuis les magasins qui débordent d'articles d'importation jusqu'aux hommes vêtus de costumes italiens qui déambulent dans les rues des villes de province — est-ce bien là une révolution ?

La réponse à cette question n'a peut-être été donnée, bien involontairement d'ailleurs, par un de ces jeunes sur qui repose l'avenir du pays. Lui, qui autrefois gardait des moutons, il est aujourd'hui propriétaire d'une voiture de sport flamboyante et d'une maison dont la construc-

tion s'achève à peine. Comme la plupart des Libyens, il m'a affirmé que le colonel Kadhafi était un grand homme. Mais il parlait beaucoup plus volontiers de ses vacances à Malte et au Caire, de son admiration pour le boxeur noir américain Muhammad Ali, et de son désir de visiter un jour Paris, Londres ou les États-Unis. Je lui ai demandé de me dire quel était, à son avis, l'accomplissement le plus positif du régime, et il m'a répondu sans hésiter : « Avant la révolution, les riches seuls étaient riches. Aujourd'hui, tout le monde l'est. »

persuadé que les événements finiront un jour par lui donner raison, et il se constitue un stock de fusées Sam russes, de Mirage français et de frégates anglaises.

L'attente risque d'être longue et coûteuse. Et ses espoirs seraient aussi irréalistes que le prétendent les observateurs étrangers n'étant le fait que la Libye de Kadhafi n'a tout simplement pas besoin de fonctionner suivant la même logique que l'Égypte de Sadate, l'Amérique de Kissinger ou la Russie de Brejnev. Bien qu'on le tienne souvent pour instable, le régime de M. Kadhafi n'est pas plus en péril que les leurs : bien au contraire, il montre tous les signes qu'il est en passe de devenir l'un des régimes les plus solides. Au bout de ses cinq années de règne, M. Kadhafi n'est encore âgé que de trente-trois ans. La plupart des hommes qui sont sûrs aujourd'hui de l'avoir débordé sur ses flancs sont ses aînés d'une bonne génération. Et Kadhafi a infiniment moins besoin que la plupart des autres chefs d'État de rejeter son ancienne stratégie quand il en choisit une nouvelle : il peut avoir à la fois les fusées Sam et les logements neufs, il peut concilier une croissance économique pacifique et une politique extérieure militante, la révolution culturelle et la société de consommation.

Car si la Libye paraît si illigible aux étrangers, c'est que la logique ordinaire n'y a plus cours. Le manque de temps, le manque d'argent, le manque de popularité, ces tyrannies dont même un Kissinger et un Brejnev ont peur, sont inconnus de Muhammad Al Kadhafi. Pourtant, c'est justement la faculté qu'a la Libye de ne pas se soumettre aux forces qui dominent le reste de l'univers qui fait passer la plus grave menace sur la révolution de Kadhafi. Il ne court pas le risque d'échouer, mais celui de ne plus être « dans le coup ».

La Libye pourra continuer éternellement à marier les dogmes de l'islam avec les richesses de ses pétrodollars. Mais à quel point servira la troisième théorie internationale à une Égypte qui, non contente d'être séculaire, n'est pas productrice de pétrole ? C'est cela, le drame de Kadhafi, et c'est ce qui explique un de ses rares instincts européens. Les autres chefs d'État, veulent leurs ambitions limitées par le manque de ressources, par le fait qu'ils ne peuvent pas plier à tout le monde, ou par l'âge. Mais il m'arrive souvent de me demander si l'on peut agir sur une réalité à laquelle on n'est pas forcé d'appartenir.

Un mort par accident

LES réponses définitives à toutes ces questions ne seront vraiment connues que quand la Libye se verra confrontée à une épreuve extérieure, mais en attendant, il serait difficile de ne pas y répondre, provisoirement ou moins, par la négative. En 1969, le revenu par tête n'y était pas supérieur à celui de la Tunisie et de l'Égypte. Une fusion immédiate n'aurait pas amené une dégradation sensible du niveau de vie libyen. Kadhafi a avoué que si les compagnies pétrolières n'avaient pas cédé à son coup de bluff, il ne serait plus resté aux Libyens qu'à retourner vivre sous la tente. Mais aujourd'hui un soldat libyen, calfeutré dans sa caserne à air conditionné, gagne quinze fois plus qu'un soldat égyptien sur le front de Suez ; la plupart des Libyens s'apprêtent à acheter une deuxième voiture. Cette nation jadis isolée par les critiques des compagnies pétrolières et l'approbation tacite de son souverain se retrouve placée à présent dans la même situation à cause de sa richesse et du dogmatisme qu'elle subventionne.

Comme tous les chefs d'État, le colonel Kadhafi a chèrement payé la stabilité de son régime. Cette stabilité, nous ne l'évaluerons pas en dollars ou en suffrages électoraux — après tout, il s'agit d'un pays où la logique ordinaire ne s'applique pas. Parmi toutes les statistiques stupéfiantes de ce régime, il en est une qui est sans doute passée inaperçue que les autres : en terme de cinq ans et demi de « révolution permanente », la composition du Conseil suprême de la révolution n'a pas varié, à une seule exception près. Et le seul décès enregistré parmi les membres du gouvernement le plus militant du monde arabe fut le conséquence... d'un accident de la route.

(Copyright T.D. Altman et le Monde diplomatique.)
(Dessins de FLANZU.)

A la poursuite de l'unité arabe



L'unique point commun que l'on puisse trouver entre la transformation de la Libye depuis 1969 et la révolution russe de 1917, entre M. Muhammad Al Kadhafi, adepte du Coran, qui a vu le jour dans un campement bédouin du désert de Syrie, et Vladimir Ilitch Lénine, interprète paténié du Capital, est la conviction que la révolution ne peut se limiter à un seul pays.

Car la raison d'être profonde de la révolution de M. Kadhafi n'est pas d'enrichir la Libye, mais de mettre à profit les richesses de la Libye pour hâter l'avènement de l'unité arabe. En effet, comme l'a un jour dit le colonel Kadhafi, sans l'unité arabe, la Libye deviendra fatalement « un nouveau Koweït ». Cette crainte n'a jamais cessé de hanter le régime. De même qu'on peut expliquer le plupart des excès rhétoriques de la Libye par le désir frustré de voir se réaliser l'unité arabe, l'incapacité à trouver des débouchés plus larges à l'effluence libyenne est pour beaucoup dans les incohérences de la révolution.

« Si nous ne parvenons pas à réaliser l'unité, nous ne serons plus rien dans vingt ans, disait récemment un membre du gouvernement libyen. Nous serons pires que rien : bouffis de suffisance, trop riches, trop gros, plus de hauts fonctionnaires, comme une multitude de princes saoudiens. » Pourtant, la contagion de cette immense richesse (ce qu'un diplomate occidental nommait fort judicieusement « la malédiction du pétrole ») continue à opérer ses ravages, élevant tant et si bien la physiologie révolutionnaire de la Libye que l'on se croirait parfois à Qatar ou à Abou-Dhabi.

Les propriétés des Italiens et des courtisans de l'ancien régime ont été démembrées et redistribuées à des Libyens sans terre. Mais il n'est pas rare que leurs propriétés libyennes élisent résidence en ville et confient leurs fermes à des métayers égyptiens, qui recrutent de leur côté des saisonniers tunisiens.

Le chômage a été entièrement résorbé par la création de nouveaux emplois dans l'administration gouvernementale et par les entreprises d'État, qui n'ont le plus souvent d'autre fonction que d'occuper leurs titulaires pendant une partie de la journée. Depuis l'arrivée au pouvoir du colonel Kadhafi, des milliers de médecins, d'enseignants, de pilotes, d'ingénieurs ont été formés, mais les membres de cette nouvelle élite libyenne, comme c'est souvent le cas dans les pays du tiers-monde, préfèrent généralement, au terme de leurs années d'études à l'étranger, entrer dans les affaires ou dans la carrière gouvernementale, plutôt que d'exercer le métier qu'on leur a enseigné.

Depuis 1969, la consommation d'électricité de la Libye a quintuplé et, dans le même temps, les subsides alloués au développement se sont multipliés par douze. Mais c'est justement le caractère sans limite des fonds affectés au développement qui empêche toute distinction entre les investissements utiles et la simple accumulation des signes extérieurs du standing.

Ainsi, les visiteurs qui vont inspecter le système d'irrigation modèle de l'oasis de Koufra,

à l'extrême sud de la Cyrénaïque, s'émerveillent de voir le désert fleurir à plus de 1 000 kilomètres du cours d'eau le plus proche. Mais les installations sont tellement perfectionnées qu'il a fallu les confier à des techniciens étrangers, et la production tellement mécanisée que le nombre des emplois offerts est resté fort limité. En outre, les coûts de production sont si élevés que la viande d'agneau provenant de l'élevage modèle de Koufra est vendue plus cher à Tripoli ou Benghazi que la viande livrée par avion d'Écosse ou de Bulgarie.

La Libye produit désormais du verre, ce qui peut paraître naturel, s'agissant d'un pays qui comporte plus de 1 million de kilomètres carrés de sable. Mais, après avoir pris la décision de créer une usine de verrerie, on s'aperçut que la Libye, en dépit de tous ses déserts, ne possédait pas l'espèce de sable nécessaire à la fabrication du verre. Aussi, non content d'importer de l'étranger l'usine et son personnel, il fallut aussi importer le sable...

On voit souvent en Libye des Bédouins fonder à travers le désert au volant de voitures toutes neuves ; on voit même des chameaux voyager à l'arrière de camions à plate-forme également neufs. Pourtant il n'est pas possible d'attribuer aux seules extravagances du régime toutes les absurdités dues à l'abondance. Plus qu'aucun des États nouvellement enrichis par le pétrole, la Libye du colonel Kadhafi s'efforce de limiter les déséquilibres sociaux provoqués par cette soudaine richesse et de poser les jalons d'objectifs nationaux moins limités que la simple accumulation des biens. Le problème est plutôt d'ordre structurel : comment imaginer qu'une nation qui n'a que deux millions d'habitants puisse se trouver nanti de pareilles richesses sans entrer de plain-pied dans un monde d'illusions, où les déterminants économiques du capitalisme comme ceux du communisme n'ont plus cours, où le rapport habituel de la production à la consommation n'existe plus, et où l'État n'a pour ainsi dire plus d'autre fonction que d'organiser la répartition des fruits de l'abondance ?

Tandis que les pétrodollars font passer la Libye des campements bédouins aux grands ensembles, et qu'elle ne parvient pas à proposer ses richesses au-delà de ses frontières, le colonel Kadhafi s'obstine à poursuivre sa diplomatie impérialiste. Mais il n'a plus droit aux gros titres de la presse mondiale, et même les porte-parole officiels du régime ont renoncé à prophétiser l'avènement prochain de l'unité arabe. M. Kadhafi échange avec des chefs d'État africains de fréquentes visites de courtoisie. Il entretient d'excellentes relations avec des pays aussi différents que l'île de Malte, le Pakistan et la France. Ses ministres sont un jour en Turquie, le lendemain, peut-être que la Libye est isolée, mais on ne peut pas dire que sa politique soit isolationniste. Pour reprendre une paraphrase de Staline, qui l'on entend souvent ces temps-ci à Tripoli, la Libye s'est résignée à pratiquer l'« unité arabe dans un seul pays ».

L'attente de la catastrophe

EN effet, au moment même où le président Sadate confère avec MM. Kissinger, Giscard d'Estaing et le chah d'Iran, alors que les monarchies arabes traditionnelles du Maroc ou de l'Arabie Saoudite semblent plus prospères que jamais,

clous que les régimes progressistes de l'Algérie et de la Syrie cèdent à la tentation générale de la détente, les Libyens se contentent, face au déclin actuel de leur influence internationale, de reprendre le thème éculé suivant lequel ce n'est pas la Libye qui a été tenue à l'écart des transformations du rapport de forces en Proche-Orient, mais le reste du monde arabe qui ne marche plus à son pas.

Ainsi, au dire d'une haute personnalité du gouvernement libyen, la politique « révisionniste » du président Sadate et sa recherche d'un compromis avec Israël se seraient d'ores et déjà soldés par un grave échec. Les Libyens prôneraient également que les Palestiniens s'apercevraient vite que les applaudissements de l'ONU ne suffiraient pas à libérer leur pays. Ils soulignent que, depuis que M. Kissinger a entrepris sa « politique des petits pas », les Israéliens, loin de se montrer plus accommodants, devincent, au contraire, de plus en plus nerveux.

Aucun officiel libyen ne reconnaît ouvertement que la Libye escompte qu'un nouveau conflit en Proche-Orient et une nouvelle victoire israélienne provoqueront bientôt la justice de vus du colonel Kadhafi. En revanche, tous insistent complètement sur le fait que le président Sadate a déjà perdu une grande partie du prestige qu'il s'était acquis au moment du conflit de 1973, et ajoutent que les problèmes économiques de l'Égypte se sont encore aggravés ces derniers temps. Ils font également remarquer que toutes les parties en cause sont moins sûres qu'il y a six mois de pouvoir aboutir à un compromis durable. Au demeurant, les Libyens sont intimement convaincus que le temps joue en leur faveur.

Déjà, certains Libyens haut placés président que Sadate sera humilié par Israël et répudié par son propre peuple ; que les Syriens et les Palestiniens regagneront vite le chemin de la vraie révolution ; que la monarchie sera renversée au Maroc et en Arabie Saoudite et que le colonel Kadhafi prendra le place qui lui revient de droit à la tête des futurs États unis arabes...

On aura beau jeu de dire que ce scénario n'est qu'un beau rêve — ou qu'un effreux cauchemar. Mais le fait intrigant demeure qu'une partie ou moins de ses éléments paraissent plus plausibles aujourd'hui qu'il y a seulement un an, maintenant que l'opinion israélienne est de plus en plus favorable au déclenchement d'une guerre préventive, que Sadate est embourbé dans ses problèmes intérieurs, que la détente entre les Super-Grands se dégrade de plus en plus, et d'autant plus que les Palestiniens n'ont pas récupéré un pouce de terrain malgré tous leurs succès diplomatiques.

Au fond, l'hypothèse libyenne se fonde plus sur le den inné des êtres humains pour la catastrophe que sur le troisième thème international du colonel Kadhafi. Comme le remarquait fort judicieusement l'ambassadeur à Tripoli d'un pays européen : « Pour que la direction de la cause arabe soit reprise en main par un Kadhafi, il faudrait un formidable désastre. Sinon, il faudrait attendre que la déception que les Arabes ressentent en ce moment mûrisse encore pendant de longues années. »

Fort de ses revenus pétroliers qui se montent actuellement à quelque 2,5 milliards de livres sterling par an, le colonel Kadhafi semble s'être résigné à la patience. Mais il est toujours aussi

DE LA GUERRE D'OCTOBRE AU PROBLÈME DES MINORITÉS

Israël, sionisme et diaspora

ISRAËL : la fin des mythes est effectivement, comme l'annonce Jacques Fauvet dans sa préface, un livre à lire attentivement à la relation et à l'analyse des événements qui se sont déroulés avant, pendant et après la guerre d'octobre 1973 (1). Il s'agit d'une critique de l'histoire, de la politique et des faits tels qu'ils ont été perçus et reçus par la société israélienne et plus particulièrement par sa direction. On peut, au passage, saluer le fait que la livre puisse paraître en Israël (2). On en a interdit, en France, de moins hardie durant la guerre d'Algérie.

Le compte rendu partiel du rapport de la commission Agronoff a mis en lumière, de façon indiscutable, que le bureau des renseignements militaires à l'état-major général de l'armée israélienne possédait, à la veille de la guerre d'octobre, assez de données pour en tirer les conclusions qui s'imposaient. La surprise créée par la traversée égyptienne du canal prend racine dans la conviction de la majorité à peu près absolue de la direction israélienne que les Arabes étaient incapables d'user de la guerre.

Amnon Kapellouk décrit et analyse avec acuité les fondements de cette attitude née du triomphalisme des années 1967-1973 et démonte — pour le lecteur européen — une série de mythes largement répandus dans la société israélienne durant cette période : la statu quo dans la région sera maintenu aussi longtemps qu'Israël le désirera ; les nouvelles frontières assurent une sécurité à peu près totale (malgré l'occupation de Charan-el-Chéikh, le défilé de Bal-el-Hamad et fut bloqué durant la guerre par une unité de la flotte égyptienne) ; la ligne Bar-Lev — qui défendait la rive orientale du canal — est infranchissable ; les services de renseignements israéliens sont installés ; le monde arabe est divisé et sans perspectives militaires et l'arme de pétrole n'est qu'un instrument de propagande ; les Palestiniens des territoires occupés se résigneront à accepter leur sort : le temps joue en faveur d'Israël. En non-provisoire — phénomène assez rare pour un état — Kapellouk expose une des carences de la direction

israélienne de ces dernières années : la tendance à isoler Israël dans le monde arabe et à échapper à la recherche régionale du contexte politique international qui en détermine les limites.

LES importants mouvements de protestations dans la jeunesse, qui ont vu le jour notamment au lendemain de la guerre d'octobre, n'ont pas apporté de changements sensibles dans la mesure où aucun de ces mouvements ne pose le problème central, celui des rapports israélo-arabes. L'ambiance totalitaire apolitique dans

laquelle est éduquée la jeunesse israélienne d'une part, et le propagande nationaliste qui l'accompagne de l'école communale jusqu'à la démobilisation à vingt et un ans avait provoqué un manque de maturité politique chez les jeunes. « En effet, la gauche israélienne (3) qui tenta de se réapproprier autour des positions anti-unionnistes du « Moked » a fort à faire pour se faire entendre dans un pays où les étudiants par exemple sont en général politiquement plus conservateurs que leurs professeurs. Cela s'explique par une minorité active, dont Amnon Kapellouk fait partie, de s'opposer aux courants unionnistes et, au terme d'un examen qui tient compte des réalités des rapports internationaux, d'affirmer leur préférence pour le pari de la paix.

La racine de l'intransigeance et de l'obsession de la sécurité de la classe politique israélienne est un des propos de livre de J.-P. Derrière, Israël en guerre (4). Ouvrage lucide, sans complaisance et sans sécheresse, avec un don évident d'empathie, il présente les dimensions psychologiques de la société israélienne. Après une analyse très fine de phénomène militaire israélien, J.-P. Derrière démonte le concept central de sécurité tel qu'il est réhabilité et vécu par la

direction israélienne, l'ambiguïté de cette attitude à l'égard de la sécurité et de la double tradition qui caractérise la culture du pays : celle de la Diaspora et celle de la colonisation palestinienne. Marqué par le refus arabe, par une idéologie fondée, face aux États arabes, la stratégie des faits accomplis et, vis-à-vis des Palestiniens, sur la non reconnaissance de droits collectifs, le groupe dirigeant israélien se fonde dans une politique axée sur la sécurité et le refus de compromis. Ces réactions peuvent

s'expliquer — et J.-P. Derrière le fait avec équilibre — mais il n'est pas certain qu'elles soient justifiées par le réalisme.

Le livre de Richard Marientaux : Être un peuple en diaspora (5) est d'abord fondé sur un constat : l'existence aujourd'hui, alors que l'opinion d'Israël existe, d'une diaspora acceptée. Ce constat, dans le monde où nous vivons, pourrait sembler à penser qu'il n'y a d'être sioniste que l'assimilation totale ou le sionisme. Le mérite considérable de Richard Marientaux est de montrer qu'en réalité ce dilemme n'est pas une réalité qu'une. L'un et l'autre tiennent en effet pour universellement valable le modèle de l'État-nation homogène dont la célèbre définition stalinienne de la nation est que l'expression la plus connue : tel est, introduit par Pierre Vidal-Naquet, le noyau de l'admirable livre subsidiaire de R. Marientaux consacré à la réaction minoritaire. Contrairement à ce qu'affirment les sionistes, selon lesquels il n'y a pas de permanence possible pour les Juifs hors le retour à R. Marientaux estime que les Juifs se sont maintenus à travers l'histoire non pas malgré mais grâce à la diaspora. Si Israël joue dans les moments de

crise un rôle essentiel dans l'éveil de la conscience juive, il ne saurait prétendre à une centralité à l'égard de la conscience juive, car la Diaspora qu'elle est, elle-même, n'a qu'une importance secondaire dans l'histoire juive. Ce livre combat à la fois l'idéologie sioniste comme seule norme et le mythe de l'État-nation comme modèle unique, d'où son caractère subversif.

Les outils dont se sert l'auteur sont l'intelligence historique et la conscience extra-nationale ; sa connaissance de la culture anglo-saxonne, et notamment des États-Unis, lui permet, entre autres, de saisir à quel point en France le pays assimilationniste par excellence ne les gâche pas, extrême en cela, vient par tradition et pourrait-on dire, par provincialisme dans le cadre de l'État centralisateur. Sur le problème juif, Être un peuple en diaspora est la première tentative théorique d'évergence depuis la célèbre livre d'Abraham Leon (6). Forté par les revendications des minorités de plus en plus pressantes dans le monde occidental, malgré le sionisme qui n'offre d'autre choix que partir ou revenir et malgré la croyance encore quasi générale que l'État-nation comme forme exclusive de la normalité, R. Marientaux demande tranquillement que la singularité des minorités nationales, culturelles ou religieuses ne soit plus un objet de scandale, mais un élément d'enrichissement.

(1) Amnon Kapellouk : Israël : la fin des mythes. Préface de Jacques Fauvet. Albin-Michel, Paris, 1975, 320 pages, 45 F.
(2) Editions New Outlook, Tel-Aviv.
(3) Dont une fraction publie un remarquable bi-mensuel d'information en anglais : *Israelif*, P.O. Box 440, Jérusalem.
(4) Jean-Pierre Derrière : Israël en guerre. Fondation des sciences politiques, Armand Colin, Paris, 1974, 120 pages, 37 F.
(5) Richard Marientaux : Être un peuple en diaspora. Préface de Pierre Vidal-Naquet. Maspéro, Paris, 1975, 240 pages, 25 F.
(6) Abraham Leon : La Conscience matérialiste de la question juive. Édition revue et présentée par Maxime Rodinson, E.D.I., Paris, 1968.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité prolonge le mandat de la force d'observation en Syrie

SUR proposition de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, et avec l'accord préalable de la Syrie et d'Israël, le Conseil de sécurité a décidé le 23 mai de prolonger pour six mois, jusqu'au 30 novembre, le mandat de la Force d'observation et de désarmement des Nations unies en Syrie (F.N.U.O.D.). La résolution a été adoptée par treize voix, la Chine et l'Irak n'ayant participé ni au vote. Selon un rapport du secrétaire général, la F.N.U.O.D. comprenait mille cent quatre-vingt-dix-huit hommes au 10 mai.

Les travaux du Conseil économique et social

Le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) a terminé le 9 mai les travaux de sa cinquante-huitième session, qui s'était ouverte le 8 avril à l'unanimité, il a lancé le 7 mai un appel à tous les Etats pour leur demander d'aider les peuples de l'Indochine à reconstruire leurs pays dans le plein respect de leur souveraineté nationale. Auparavant, le Conseil avait décidé sans vote de demander au secrétaire général de l'ONU d'inviter le gouvernement révolutionnaire du Vietnam du Sud à assister à la conférence de l'Année internationale de la femme, ce mois-ci à Mexico. Une série de résolutions sur la sécheresse en Somalie, en Éthiopie et dans le Sahel, sur les questions sociales et la lutte contre les stupéfiants ont été adoptées au cours de la session. Un chapitre des droits de l'homme, l'ECOSOC a décidé sans vote d'envoyer un groupe spécial au Chili pour y examiner la situation actuelle des droits de l'homme. A propos des problèmes de développement, il a remis à sa session d'être le débat sur l'évaluation de la stratégie de développement au milieu de la deuxième décennie du développement. Cette question a d'ailleurs fait l'objet d'une session de trois semaines du comité de l'examen et de l'évaluation de cette stratégie, dont les conclusions seront communiquées à l'ECOSOC avant sa session d'été.

Comme chaque année, le Conseil économique et social a consacré une partie de la session à l'élection de membres de ses divers organes subsidiaires pour des mandats commençant le 1er janvier 1976. Enfin il a décidé qu'il pourrait inviter tous les mouvements de libération nationale reconnus par l'Assemblée générale à participer à ses débats, sans droit de vote, sur les questions qui les concernent.

La conférence sur le droit de la mer tiendra une nouvelle session

La troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui siègeait à Genève depuis le 17 mars, a terminé sa session le 9 mai. Pas plus qu'à Caracas l'an dernier, elle n'a pu se mettre d'accord sur la définition de nouveaux éléments pour la convention internationale qu'elle est chargée de rédiger. Une nouvelle session a été prévue à partir du 25 mars 1976 à New-York. En attendant, il a été demandé aux Etats de s'abstenir de toute initiative risquant de compromettre la conclusion d'une convention.

AIDE À L'INDOCHINE.

Selon un rapport sur l'aide alimentaire à l'Indochine publié par l'ONU le 25 avril, les Nations unies ont versé depuis le 1er avril, par l'intermédiaire du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), 10 millions de dollars de secours alimentaires, plus de 100 tonnes de denrées alimentaires, de médicaments, de fournitures médicales et d'équipement pour abriter à Saigon, dans les zones contrôlées par le G.P.F., sud-vietnamien et au Cambodge. Des avions civils ont été utilisés pour transporter du matériel médical et des médicaments. Les Nations unies ont aussi autorisé à se poser à Hanoi.

Le représentant du secrétaire général à Hanoi, M. Raymond Aubrac, a déclaré le 12 mai, à l'issue d'une visite au Vietnam du Nord que le gouvernement de ce pays et le G.P.F. étaient prêts à recevoir de l'aide de toutes les sources — gouvernementales, multinationales, publiques et privées.

POURPARLER SUR CYPRE.

La première phase des pourparlers entre représentants des deux communautés chypriotes sous les auspices du secrétaire général de l'ONU a eu lieu à Vienne du 28 avril au 3 mai. Un accord a été conclu pour la réouverture de l'aéroport de Nicosie.

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE.

La première réunion concernant l'établissement d'un nouveau Fonds international de développement agricole, dont le statut a été décidé à la dernière conférence mondiale de l'alimentation à Rome, s'est tenue à Genève les 5 et 6 mai.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT.

Le conseil d'administration du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.) a siégé à Nairobi au mois d'avril. Il a approuvé le plan de travail pour les trois prochaines années. Il a aussi approuvé un plan de programmes d'opérations pour l'habitat et les établissements humains.

OCÉANISATION.

La mission désignée par le comité de la décolonisation pour examiner le Sahara occidental a quitté New-York le 7 mai pour un voyage qui l'a mené d'abord à Madrid, puis dans le territoire, où elle a séjourné du 12 au 20 mai. Elle s'est ensuite rendue au Maroc, en Algérie et en Mauritanie, pour regagner New-York le 8 juin.

POPULATION.

Conformément au programme d'action établi par la conférence de Bucarest, une réunion régionale sur les problèmes de population en Asie occidentale a eu lieu les 27 et 28 avril à Beyrouth.

DROIT INTERNATIONAL.

La commission du droit international a ouvert le 5 mai à Genève les travaux de sa vingt-septième session, qui doit durer jusqu'au 25 juillet. Elle sera consacrée plus particulièrement à l'étude de la responsabilité des Etats et de la succession des Etats aux traités internationaux.

DROIT D'ASILE.

Des juristes de vingt-sept pays se sont réunis à Genève du 28 avril au 3 mai pour étudier un projet de convention sur l'asile territorial.

NON-PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLEAIRES.

La conférence chargée d'examiner le fonctionnement du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a siégé à Genève du 8 au 30 mai.

DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL.

La commission des Nations unies pour le droit commercial international a achevé le 18 avril les travaux de sa huitième session, qui avait commencé le 1er avril à Genève.

JUSTICE.

La Cour internationale de justice (C.I.J.) a tenu du 12 au 16 mai cinq audiences publiques, sur la demande d'avis consultatif de l'Assemblée générale des Nations unies concernant le Sahara occidental. Les représentants du Maroc, de la Mauritanie et de l'Espagne ont présenté des arguments sur la question de la détermination de l'avis au cas où la Cour internationale de justice n'aurait pas de doute en cette affaire. Le représentant de l'Algérie a également pris la parole. Le 22 mai, le Cour a autorisé le Maroc, mais pas la Mauritanie, à désigner un juge ad hoc. Le Maroc avait nommé M. Alphonse Boni, président de la Cour suprême de Côte-d'Ivoire, le président de la C.I.J. a ensuite demandé au gouvernement espagnol de faire connaître son opinion sur ce choix.



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE.

La sixième session de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) s'est réunie à Port-of-Spain du 4 au 10 mai. Après l'examen de l'état des économies de la région, les participants ont décidé de créer un groupe de planification économique pour l'Amérique latine, dont les pays membres approuveront l'établissement à la région latino-américaine. Un conseil des Gerentes a également été mis sur pied, ainsi qu'un observatoire des contrôles des échanges internationaux. A l'unanimité, les délégués ont approuvé une suggestion du secrétaire exécutif, M. Enrique Iglesias, pour l'établissement d'un « fonds de sauvetage financier » qui devrait aider les pays latino-américains à résoudre le problème du déficit de leur balances des paiements.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE.

La Commission économique des Nations unies pour l'Asie occidentale (ECAW) a tenu sa deuxième session à Beyrouth du 5 au 10 mai. Elle a examiné notamment les deux Yémens soviétique et arabe, les problèmes de l'Indonésie, du Viet Nam et de la République démocratique du Viet Nam. La situation économique et sociale dans les pays membres a été examinée, ainsi que le programme pour 1975-1977. L'O.C.E.A. a été admise à l'unanimité comme observateur.

UNESCO

Au conseil exécutif : la participation d'Israël à certaines conférences

Le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui a tenu sa quatrième session à Paris du 17 au 23 mai, a étudié les modalités d'application des directives de politique générale définies par la conférence générale en novembre 1974 et leurs incidences financières.

Après examen du rapport du directeur général sur les activités de l'Organisation et les moyens d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité du secrétariat, le conseil exécutif a invité le directeur à examiner la possibilité d'une proportion appropriée des efforts de l'UNESCO vers les impératifs imposés par les nouvelles orientations qui se manifestent sur le plan mondial, notamment dans le cadre d'un nouvel ordre économique international, tout en tenant compte des besoins d'une coopération intellectuelle élargie.

Une nouvelle fois, le conflit israélo-arabe a eu des incidences directes sur les travaux de l'UNESCO lorsqu'il s'est agi, pour le conseil exécutif, de se prononcer sur les invitations à différentes conférences et réunions intergouvernementales organisées cette année et en 1978. Il a en effet approuvé les listes établies par le secrétaire général d'une réunion d'experts et d'une conférence sur la reconnaissance des études et des diplômes de l'enseignement supérieur dans les pays européens et arabes riverains de la Méditerranée, listes sur lesquelles Israël n'a pas été inscrit. Les Etats arabes ont, respectivement, par 28 voix contre 1 (Etats-Unis) avec 3 abstentions, et par 29 voix contre 1 (Etats-Unis) avec 3 abstentions, mais le représentant d'Israël ayant protesté contre l'absence de son pays, le conseil exécutif a décidé, par 28 voix contre 1, d'inviter Israël à participer à ces conférences, à condition qu'il se fonde sur les termes mêmes d'une résolution de la conférence générale de l'Organisation. Si l'Etat d'Israël avait manifesté la volonté de participer aux réunions en cause, a-t-il précisé, le secrétariat aurait fait part de ce vœu aussi bien à la conférence générale qu'au conseil. Mais Israël n'a pas exprimé un tel souhait, et aucun autre Etat membre n'a d'ailleurs fait de démarche en ce sens, si bien que l'on ne saurait dire qu'Israël a été exclu. Il convient d'ajouter qu'il a été invité à toutes les autres réunions ou conférences internationales prévues par l'UNESCO pour cette année ou l'année prochaine.

Avant de clore ses travaux, le conseil a décidé de reporter à sa prochaine session, en septembre, l'examen de la proposition de la science, de la culture et de l'information au Chili.

F.A.O.

Vers un accord mondial sur la banane ?

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a annoncé le 19 mai qu'elle organisera vers la fin de l'année ou le début de l'année prochaine la réunion d'un groupe de travail chargé de tracer les grandes lignes d'un éventuel accord mondial sur le commerce des bananes.

Cette initiative représente le premier pas d'une nouvelle politique de coopération entre pays exportateurs et pays importateurs de bananes, et entre tous les plus importants secteurs de l'économie internationale de la banane. Un rapprochement s'est déjà ébauché entre les parties intéressées lors d'une réunion, tenue à Abidjan du 29 avril au 3 mai, du groupe intergouvernemental F.A.O. sur les bananes, conférence suivie par cent trente-trois délégués et observateurs de vingt-huit pays, représentant en volume plus de 95 % des exportations et plus de 80 % des importations.

PAYS À PAPIER.

Devant le comité consultatif de la FAO, le 16 mai, le 16 mai, le F.A.O. a été convoqué pour examiner la production de pâte à papier conglomérée actuellement en forte augmentation, mais que la perspective de 1977 était incertaine en raison des conditions économiques instables dans de nombreux pays industriels où est produite la plus grande partie de la pâte.

VIANDE.

Un rapport sur le développement mondiale de viande a servi de document d'étude au groupe de travail sur le développement intégré de la production de viande, réuni à Rome le mois dernier pour sa septième session. Selon ce rapport, la production mondiale de viande commença à fléchir cette année, après une progression de près de 4 % en 1974, mais les perspectives à court terme pour le commerce international restent sombres. Il est peu probable que les prix internationaux s'améliorent sensiblement par rapport aux bas niveaux de 1974.

PRODUITS LAITIERS.

Selon un autre rapport de la F.A.O. publié le mois dernier, les disponibilités de produits laitiers dépassent de plus en plus la demande, bien que la production laitière ait complètement arrêté sa progression en cours des derniers mois dans l'hémisphère nord. L'auteur du rapport a suggéré, devant le groupe de travail sur le développement de l'industrie laitière et le programme de coopération F.A.O.-industrie, que l'on accorde les attributions de produits laitiers aux opérations d'aide alimentaire.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL.

Deux opérations de secours d'urgence ont été annoncées le mois dernier par le Programme alimentaire mondial (P.M.A.) : une aide alimentaire de 800 000 dollars au Soudan pour neutraliser les réserves de céréales et 1 400 000 dollars d'aide alimentaire d'urgence pour les populations frappées par la sécheresse.

ONUDI

Neuvième session du conseil de développement industriel

ORGANE directeur de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, le conseil de développement industriel, qui a tenu sa neuvième session à Vienne du 21 avril au 2 mai, a examiné le bilan des activités de l'Organisation en 1974, le budget-programme approuvé par le secrétaire général des Nations unies pour 1975-1977, et un plan à moyen terme pour 1977-1979. Au terme de ses travaux, le conseil a adopté deux résolutions : l'une recommandant une plus grande intégration des femmes dans le processus de développement, l'autre demandant aux gouvernements, aux organisations du système des Nations unies et au directeur exécutif de l'ONUDI de prendre dans les plus brefs délais les mesures nécessaires à l'application des décisions et recommandations adoptées par la deuxième conférence générale qui s'est déroulée à Lima (voir le Monde diplomatique de mai 1975).

Organisation météorologique mondiale

Les travaux du septième congrès

Plus de quatre cents spécialistes ont participé aux travaux du septième congrès de l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.), qui s'est tenu à Genève du 28 avril



Groupe de la Banque mondiale

Seize prêts de la BIRD

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a récemment accordé les prêts suivants :

- Panama, le 24 avril : 24 millions de dollars pour la construction d'un port de pêche à Punta-Vacamonste ;
- Brésil, le 24 avril également : 7 millions de dollars qui financent un projet de réseau routier dans ce pays ;
- République dominicaine, le 2 mai : 8 millions de dollars pour l'amélioration de l'enseignement dans les zones rurales ;
- Finlande, le 7 mai : 20 millions de dollars destinés à l'achèvement du programme national finlandais de lutte contre la pollution des eaux ;
- Maroc, le 7 mai : 18 500 000 dollars destinés à financer en partie la réalisation d'un projet d'irrigation dans la vallée du Sous ;
- Chili, le 9 mai : 20 millions de dollars (pour vingt ans et à 8,50 %) pour le financement d'un programme de prêts à court et moyen terme en faveur des agriculteurs les plus pauvres ;
- Mexique, le 9 mai : deux prêts d'un montant total de 299 millions de dollars qui contribueront à accroître la production agricole de trente « micro-régions » et à augmenter les revenus et les emplois pour les pauvres des campagnes ;
- Pakistan, le 9 mai : 60 millions de dollars qui aideront un financement d'un projet d'extension de la capacité de transport de gaz de la Sud Northern Gas pipe-lines ;
- Indonésie, le 15 mai : 21 500 000 dollars pour le développement de la recherche agricole en vue d'améliorer et d'accroître la production ;
- Malaisie, le 15 mai : 28 500 000 dollars affectés également à un programme de recherche agricole ;
- Côte-d'Ivoire, le 15 mai : 5 millions de dollars pour le développement et l'amélioration du système d'enseignement ;
- Colombie, le 23 mai : 19 500 000 dollars qui faciliteront l'installation de ruraux dans la région de l'« Intendencia » dans la province de l'Amazonie ;
- Équateur, le 23 mai : 4 millions de dollars pour contribuer à améliorer et à développer la formation professionnelle dans ce pays ;
- Israël, le 23 mai : 39 millions de dollars consacrés à la Banque de développement industriel d'Israël pour l'amélioration du développement industriel ;
- Mexique, le 23 mai : 50 millions de dollars qui financeront la construction d'une usine d'énergie ;
- CROÏSIE DE L'IDA. — De son côté, l'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a annoncé au cours des dernières semaines l'octroi d'une série de crédits : — 27 millions de dollars au Bangladesh, le 24 avril, pour le financement partiel d'un projet d'irrigation en vue d'augmenter la production de riz ;

qu'au 23 mai. Le congrès a fixé le programme et le budget de l'Organisation pour les quatre années à venir ; en même temps, M. Mohammed Fahri Talib et M. David Arthur Davies ont été réélus respectivement aux postes de président et de secrétaire général de l'Organisation. D'autre part, le congrès a approuvé l'admission de la République populaire démocratique du Vietnam et décidé de suspendre le gouvernement de la République sud-africaine de l'exercice de ses droits et de la jouissance de ses privilèges en vertu de la politique de non-discrimination raciale. Le conseil des Nations unies pour la Namibie ainsi que les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'Unité africaine ou la Ligue des Etats arabes ont été admis en qualité d'observateurs.

Un programme mondial d'études sur les moyens d'améliorer la productivité a été mis sur pied. Son coût a été estimé à plus de 1,3 million de dollars.

TRAVAIL.

La troisième réunion technique tenue pour les questions ministérielles, qui a eu lieu à Genève du 6 au 16 mai au siège de l'Organisation internationale du travail, a été suivie d'un rapport d'auteur le rôle de plusieurs ministères, notamment le travail, les phosphates et l'industrie minière et des possibilités de création d'emplois nouveaux.

SANTÉ.

La vingt-huitième assemblée mondiale de la santé s'est ouverte le 13 mai à Genève, pour une session de trois semaines. On y a discuté des effets des toxiques, le Mozambique et la République démocratique du Viet Nam ont été admis en qualité de membres de l'O.M.S., qui compte ainsi cent quatre-vingt-neuf membres.

NAVIGATION MARITIME.

L'Organisation internationale consultative de la navigation maritime (O.M.C.I.) a convoqué à Londres du 2 au 12 mai une conférence internationale sur le système de navigation internationale à satellite. La conférence a étudié les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre de l'organisation, pour l'administration de ce système maritime ainsi que la création éventuelle d'une nouvelle organisation internationale à cet effet (INMARSAT).

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

Le conseil exécutif de l'Union postale universelle (U.P.U.), réuni à Berne le mois dernier, a procédé à l'examen des affaires administratives et financières de la conférence postale universelle de 1974. Il a également examiné d'un autre côté : l'assistance technique fournie aux pays en voie de développement et de développement professionnel, la coopération postale internationale, les relations avec les organisations internationales d'aviation et de l'infrastructure des services postaux.



— 21 millions de dollars à l'Inde, le 24 avril, pour un projet de développement agricole destiné à améliorer la production de céréales oléagineuses, les revenus agricoles et le nombre des emplois ruraux dans l'Etat de Bengale occidental ;

— 25 millions de dollars à l'Éthiopie, le 2 mai, pour l'amélioration, l'extension et l'entretien du réseau routier ;

— 20 millions de dollars au Sénégal, le 3 mai, pour le financement d'un projet d'études techniques d'irrigation ;

— 10 millions de dollars au Soudan, le 3 mai, pour aider au développement et à l'amélioration du système d'enseignement ;

— 10 millions de dollars à l'Éthiopie, le 7 mai, pour le développement du réseau téléphonique de télécommunications ;

— 20 millions de dollars au Pakistan, le 7 mai, pour le développement de son industrie. Ce crédit a été consacré à la Société financière nationale de développement ;

— 10 millions de dollars à la République arabe du Yémen, le 7 mai, pour la réalisation d'un projet de développement rural intégré ;

— 20 millions de dollars à l'Égypte, le 9 mai, pour le financement d'un projet de télécommunications entrant dans le cadre du programme national de télécommunications ;

— 15 500 000 dollars à la République démocratique populaire du Yémen, le 23 mai, affectés au financement d'un projet routier ;

— 23 millions de dollars au Soudan, le 23 mai, qui aideront à développer la capacité de production de l'énergie hydraulique ;

OPÉRATIONS JOINTES DE LA BANQUE ET DE L'IDA.

— Le 2 mai, une opération commune de la Banque et de l'IDA a été réalisée au Kenya en faveur d'un projet d'aménagement des sites et de services à Nairobi ; les contributions de la Banque et de l'IDA s'élevaient chacune à 3 millions de dollars. D'autres parts, 10 millions de dollars ont été attribués à la Sierra-Léone le 3 mai, pour la réalisation d'un projet de développement agricole intégré ; 5 millions de dollars ont été accordés par la Banque mondiale les cinq autres par l'IDA. De son côté, le 23 mai, le Sénégal a reçu de la Banque un prêt de 10 millions de dollars pour un projet de développement agricole ; ce prêt est assorti d'un crédit de l'IDA d'un montant égal.

INVESTISSEMENT DE LA S.F.I. AU VENEZUELA.

La Société financière internationale (S.F.I.) a affecté au développement du Venezuela, le 6 mai, sous la forme d'une participation au capital d'une nouvelle banque d'investissement, la « Sociedad Financiera Venezolana S.A. », pour un montant de 1 500 000 dollars (environ 350 000 dollars).

CRÉATION D'UN NOUVEAU FONDS POUR LA LUTTE CONTRE L'ONCHOCERCOSE.

— La 7ème session du Fonds de lutte contre l'onchocercose, présidée par le groupe de la Banque mondiale, a tenu une aide de plus de 50 millions de dollars au cours d'une conférence internationale de lutte contre l'onchocercose organisée par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.).

RÉUNIONS DES GROUPE CONSULTATIFS O.A.S.E. AU PÉROU.

A L'AFRIQUE DE L'EST ET AU PAKISTAN. — Sous l'égide de la Banque mondiale, se sont réunies à Paris divers groupes d'aide aux pays sous-développés, les 18 et 27 avril. Le groupe consultatif pour l'Afrique de l'Est et le Tansanie et en fin, les 6 et 7 mai, le consortium pour le Pakistan.

RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE SUR LES PROBLÈMES DE SANTÉ.

Le premier rapport que la Banque ait consacré aux problèmes de santé est paru en anglais sous le titre « Health ». Le rapport de M. Peter P. P. a été accompagné d'un document qui sera traduit plus activement pour améliorer les conditions sanitaires des populations les plus pauvres.

VIENT DE PARAÎTRE :
CORRESPONDANCE ET PAPIERS D'ÉTAT
DU CARDINAL DE RICHELIEU
par Pierre GRILLON. — Un volume de 626 pages format 16x24 171,20 F.T.T.C.
EDITIONS A. PEDONE, 13, rue Soufflot, Paris-5°. — Tél. : 033-05-97

كتاب الأصل

accorder pour la modernisation des exploitations de montagne. Elles entraîneraient un total de 107 millions d'unités de compte, soit 535,5 millions de francs français pour la même période.

LA GRECE ET LE MAROC COMMUN ont signé le 28 avril à Bruxelles le protocole additionnel étendant aux trois derniers adhérents de la C.E.E. (Grande-Bretagne, Irlande et Danemark) l'application de l'accord qui, depuis 1961, associe la Grèce à la C.E.E.

UN AMBASSADEUR CHINOIS auprès de la C.E.E. a été nommé le 21 mai à la déclaration de l'ambassadeur auprès de la C.E.E. la Chine a été le premier pays républicain communiste à reconnaître diplomatiquement l'existence de la Communauté des Neuf. Elle choisit ainsi une autre voie que celle empruntée par l'U.R.S.S. qui depuis 1973 et a depuis l'approbation officielle vers la Communauté sous l'étiquette de COMECON, tout en ignorant l'existence de son existence dans les relations commerciales.

Parlement européen

Le budget du Fonds régional

EN attendant définitivement le 28 avril le budget du Fonds régional européen (150 millions d'unités de compte pour 1975), le Parlement européen a laissé ouvert le différend qui l'oppose au conseil des ministres en matière de pouvoir budgétaire de l'Assemblée. Ce différend est maintenant porté sur le plan d'une querelle de principe qui risque de refaire surface chaque fois que les deux institutions ne peuvent pas se mettre d'accord sur la classification en « obligations » ou en « crédits » des crédits à inscrire au budget communautaire (les pouvoirs du Parlement se limitent aux dépenses « non obligatoires »). Ce fut le cas pour le Fonds régional.

Le compromis de conciliation proposé par le Conseil, et qui consistait en la promesse d'inscrire en « non obligatoires » le deuxième fonds régional à partir de 1978, avait été refusé par les parlementaires qui se sont opposés à la tentative du conseil de reculer « à bon droit » les pouvoirs garantis au Parlement par arrêté.

D'autre part, le Parlement européen s'est prononcé le 30 avril en faveur d'une politique communautaire globale de coopération au développement. Dans une résolution adoptée par l'Assemblée des Neuf, la Commission européenne est invitée notamment à évaluer de manière détaillée l'efficacité du système communautaire des préférences généralisées.

Enfin, le Parlement a voté le 14 mai une résolution exprimant son inquiétude face à une éventuelle réduction des activités d'« Europe contrôlée ». L'Assemblée des Neuf invite les gouvernements des Etats membres de cette organisation (chargés du contrôle de l'espace aérien de sept des neuf pays de la C.E.E.) à faire en sorte que l'Europe contrôlée continue à l'avenir de s'acquitter de sa tâche.

CECA

Vers une réduction concertée de la production d'acier

A conjoncture ne s'améliorant pas, la Commission européenne qui a refusé de déclencher l'état de crise manifesté dans la sidérurgie européenne, s'oriente vers un dispositif plus simple mais qui pourrait être aussi efficace : la réduction de l'ordre de 20 % de la production d'acier des Neuf par accord entre les entreprises surveillé mois par mois par Bruxelles. Cette solution, qui doit encore faire l'objet d'un accord formel au niveau des ministres, se situe à mi-chemin entre le souhait français de contingents autorisés et la précédente demande pour un respect plus scrupuleux de la loi de marché.

La chose se ferait à l'occasion de la révision du programme prévisionnel « acier » des Neuf, qui a été examiné le 21 mai par M. Spink, au nom de la Commission, aux dirigeants de la sidérurgie européenne et sera présenté le 16 juin au comité consultatif de la CECA. L'ampleur exacte de la révision en baisse des pronostics initiaux sera précisée ce moment même. Et il est prévu que le 17 et 20 %, de façon à aligner les prévisions sur ce qui semble le plus probable actuellement. Les entreprises de la CECA prendraient l'engagement de conformer leur production aux nouveaux pronostics. Et il est prévu pour vérifier les progrès qu'apporment les firmes au respect de leur promesse que la Commission vient de décider que, pendant quatre mois les entreprises sidérurgiques de la Communauté seront astreintes à communiquer les données mensuelles de leurs productions, perspectives et programmes de production, ventilés par produits. Ces communications devront parvenir à la Commission au plus tard le 25 de chaque mois en ce qui concerne les prévisions, et le 5 pour les réalisations effectives de production. Les Etats seront associés à la préparation du nouveau programme prévisionnel.

Quant aux importations d'acier et de fonte en provenance des pays tiers, rien n'est encore prévu dans l'immédiat, la Commission et la grande majorité des Neuf souhaitant maintenir la tendance généralement libérale de la politique commerciale de la Communauté. Dans l'immédiat, il serait cependant prévu que les services compétents de la Commission traitent de ce problème de la concurrence accrue au niveau international, au sein des comités mixtes qui

existent entre la CECA et différents pays tiers producteurs et exportateurs d'acier, tels que le Japon, la Suède, l'Autriche et la Yougoslavie.

Le recul de la production d'acier en Europe continue, en tout cas, moins vite cependant que celui des commandes d'origine européenne. Les derniers chiffres connus sont de -12 % (en avril) pour la production et de -34 % (en mars) pour les commandes. La demande en provenance des pays tiers, qui ne représente guère que le quart du total, a elle, moins touché le fond de la crise ? La conjoncture est toujours mauvaise pour les produits plats, mais un lent redémarrage est observé pour les produits longs, avec une légère remontée des commandes.

Les réductions d'horaires de travail qu'impose la chute de la production ont provoqué, en France notamment (Usinor à Dunkerque et Sacilor en Lorraine), de nombreux mouvements sociaux, marqués en particulier par des grèves longues.

LA COMMISSION EUROPEENNE A ANALYSE L'ACCORD SUÉDOIS-DE WIKEDAL pour contrôler la majorité de Marne-Frémont et de sa filiale Creusot-Loire de Dunkerque-Frémont, qui voudrait prendre la direction de cette firme à l'occasion d'une offre publique d'achat, est donc consommée.

AIDE A LA RECHERCHE. — Bruxelles a octroyé des aides financières pour soixante-trois projets de recherches technologiques de 20 millions de M. de fonte, d'acier et de produits laminés, ainsi que l'utilisation de l'acier. La Commission européenne a également approuvé pour 15 millions de M. de compte au titre de divers projets de recherche.

AIDE A L'INVESTISSEMENT. — La Commission européenne a accordé des prêts de 1 millions de M. de la British Steel pour des installations de refroidissement de 20 millions de M. aux aciéries de la British Steel (pour une aciérie électrique) et de 4,8 millions d'unités de compte à la Société Industrielle de la Région de Valenciennes (pour des investissements de productivité).

UN EMPRUNT CECA de 60 millions de florins a été placé en mai par la Commission européenne, à

250 % et pour quinze ans. Il porte à 2 207 millions d'unités de compte le montant des sommes empruntées depuis l'origine par la CECA.

Association européenne de libre-échange

Réunion ministérielle à Genève

REUNIS au niveau ministériel à Genève le 22 mai le conseil de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) et le comité mixte A.E.L.E.-Finlande se sont préoccupés de la persistance de l'inflation et de la position de la balance des paiements de certains pays membres. Ils ont réaffirmé leur attachement au maintien du libre-échange et à une coopération permanente dans l'A.E.L.E. L'aide à apporter au Portugal a fait l'objet d'un examen particulier, à la suite de la visite à Lisbonne du secrétaire général de l'Association. Les ministres sont convenus que leurs représentants permanents auprès de l'A.E.L.E. relèveront de manière positive et rapidement comment ces propositions pourront être appliquées.

Les ministres ont aussi entendu un rapport du ministre finlandais du commerce sur les récentes mesures prises à Helsinki pour corriger la situation délicate de la balance des paiements. Selon eux, des mesures affectant directement les échanges ne seraient pas appropriées dans la situation économique mondiale actuelle, malgré les difficultés de la Finlande.

Parmi les autres points évoqués, les réductions tarifaires des accords de libre-échange entre les pays de l'A.E.L.E. et la C.E.E. le problème particulier des produits de la pêche et des tendances protectionnistes à l'intérieur de la C.E.E., qui affectent spécialement l'Islande, les négociations commerciales multilatérales au sein du GATT, les relations entre pays producteurs et consommateurs de pétrole, la coopération avec les pays socialistes, etc.



Organisation des Etats américains

Signes de détente à la cinquième Assemblée générale

RETARDEES à la demande du président Ford, la cinquième Assemblée générale ordinaire de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) s'est ouverte le 8 mai à Washington dans un climat qui paraît encore le malin créé par l'absence de la réunion de Quito, par le vote par le Sénat américain de la loi sur le commerce extérieur, et, plus récemment, par l'annulation de la visite de M. Kissinger aux capitales latino-américaines.

L'atmosphère de Washington, cependant, allait donner tout son intérêt à cette Assemblée, dont les travaux se sont soldés par un certain nombre de résultats positifs. Outre le dégel de la question cubaine, les Etats-Unis ont en effet accepté un projet de coopération avec les indications de leurs partenaires. En particulier, ils ont accepté que le Venezuela et l'Equateur bénéficient des avantages tarifaires consentis à l'Amérique latine dans le cadre de la loi sur le commerce extérieur, et que les Etats-Unis aient accepté d'abandonner en vertu de l'amendement Green qui pénalise les pays appartenant à l'OPEP.

De nouvelles procédures de consultation, adoptées par l'Assemblée à l'initiative de Panama, n'ont pas été étrangères à ces résultats, en particulier, les réunions à huis clos et les séances restreintes aux interminables discours en séances plénières, l'examen des problèmes a été grandement facilité.

Voici les principales décisions de l'Assemblée, selon le communiqué publié à l'issue des travaux :

- La levée des sanctions contre Cuba se fera en deux temps. D'après une proposition présentée par le Mexique et qui, avec l'appui de la délégation américaine, a apporté la décision de l'Assemblée, une conférence convoquée pour le mois de juillet procédera à la révision du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) et notamment de l'article 18 sur le système de vote. Le nouveau cadre juridique, ouvrant la voie à la levée des sanctions se trouvant en place, le vote réintégrant Cuba dans la famille américaine pourra suivre immédiatement.
- Un représentant du rapport commun présenté par les Etats-Unis et Panama, l'Assemblée a demandé aux premiers de hâter la préparation d'un nouveau traité destiné à restituer à Panama le canal et la zone libre.
- Une proposition visant à créer un fonds de soutien aux balances commerciales des pays exportateurs de matières premières affectées par l'instabilité des cours sur le marché mondial a été adoptée.
- La limite des travaux de révision du système interaméricain a été fixée au 30 octobre.
- Le « Pacte de sécurité économique collective » sera ratifié avant le 31 décembre.
- Quant à l'élection du nouveau secrétaire général, l'Assemblée s'est prononcée, par 13 voix contre 9 et avec 3 abstentions, en faveur de M. Alejandro Ortiz, ambassadeur d'Argentine, qui succède à ce poste à M. Celso Plaza (Equateur).

Association des nations de l'Asie du Sud-Est

Après le retrait américain de l'Indochine

A huitième conférence des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) s'est tenue à Kuala Lumpur du 13 au 15 mai. Dans un communiqué, les pays de l'Association (Malaisie, Singapour, Indonésie, Philippines et Thaïlande) se déclarent prêts à établir des relations amicales et « constructives » avec les Etats d'Indochine, et notamment le Vietnam du Sud et le Cambodge ; selon le communiqué, les différences de systèmes sociaux ne devraient pas constituer un obstacle au développement de ces relations. L'ASEAN développe tous les pays du Sud-Est asiatique à respecter les principes de la coexistence pacifique et demande la création d'une zone de paix et de sécurité dans la région. Les ministres ont décidé de doter l'Association d'un secrétariat permanent dont le siège sera à Djakarta ; ils ont également mis au point le texte d'un traité d'amitié et de coopération qui sera soumis aux chefs d'Etat et de gouvernement. Enfin, les ministres ont approuvé la création d'un

groupe d'étude commun chargé d'étudier les possibilités de coopération entre l'Association et la Communauté économique européenne.

Conseil de l'Europe

Réunion des ministres européens de la justice

LES ministres de la justice des pays membres du Conseil de l'Europe, réunis le 22 mai à Strasbourg, ont affirmé la nécessité d'une solidarité internationale accrue dans la lutte contre le terrorisme politique et souligné que le droit d'asile politique ne puisse pas bénéficier aux auteurs de prises d'otages avec menaces de mort. L'organe spécialisé du Conseil de l'Europe, le comité européen pour les problèmes criminels, devait fournir au sujet des propositions qui ont été examinées le 2 juin, lors d'une nouvelle rencontre des ministres de la justice.

DROITS DE L'HOMME. — Le Cour européen des droits de l'homme a tenu les 8 et 9 mai une audience publique dans l'affaire qui oppose le Québec de la police nationale belge à la Belgique d'après du droit à la liberté d'association, et notamment du droit de fonder un syndicat ou de s'y affilier. Le 15 avril, le comité des ministres, après avoir pris connaissance du rapport de la commission européenne des droits de l'homme, a adopté l'article 1, de la convention européenne des droits de l'homme et le mémorandum présenté par le gouvernement belge. Le 15 avril, le comité des ministres a réuni trois membres de la commission européenne des droits de l'homme : M. Gumbel Jönsson pour l'Islande, M. Giuseppe Spadolini pour l'Italie et M. Siliotti pour l'Espagne. Les autres membres du comité sont : M. Brennan, J. Klerman au titre de l'Irlande et Nio Klerber au titre du Luxembourg. Le comité des ministres a adopté les conclusions européennes de six ans.

Réunie du 21 au 29 mai, la commission européenne des droits de l'homme a examiné les observations des parties sur la recevabilité de deux requêtes ; l'une présentée par Chypre contre la Turquie, l'autre introduite par Kénia contre l'Inde. Le comité des ministres a également examiné la recevabilité de quelques quatre-vingt-dix autres requêtes.

OTAN

Au comité des plans de défense : la création d'une agence d'armements

Le comité des plans de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), qui réunit les ministres de la défense des pays membres à l'exception de la France et de la Grèce, s'est réuni à Bruxelles les 22 et 23 mai. Les ministres ont envisagé la création d'une agence chargée d'encadrer les efforts de rationalisation et d'échange des armements et des équipements ; le communiqué publié souligne la volonté des pays membres de « promouvoir dans un cadre approprié l'établissement d'un double courant d'échanges entre l'Europe et l'Amérique du Nord pour les acquisitions de matériels militaires afin de faciliter une utilisation plus rentable des ressources et d'accroître la standardisation des systèmes d'armements ».

Les ministres se sont également préoccupés des faiblesses qui affectent la zone sud de l'Alliance (Grèce, Turquie et Portugal). Mais les représentants des Pays-Bas, de la Norvège, du Danemark et du Royaume-Uni n'ont pas accepté la proposition américaine visant à faire figurer dans le communiqué final un paragraphe soulignant de l'importance que l'Alliance attache à la contribution de l'Espagne à la sécurité occidentale ; le communiqué se borne à faire état des négociations entre les Etats-Unis et l'Espagne à propos de l'utilisation des installations militaires espagnoles par les forces armées américaines. Parmi les questions spécifiques discutées, figurent l'amélioration des réseaux privés au sein de l'Alliance pour le temps de crise, ainsi que le financement du programme commun d'infrastructure jusqu'en 1978. Les ministres ont d'autre part accepté un projet d'étude conjointe sur les possibilités d'acquiescer et d'exploiter en coopération un système aéroporté de détection lointaine et de conduite des opérations destiné à améliorer l'efficacité des défenses aériennes de l'OTAN. Enfin, les ministres ont établi des directives pour la planification de la défense au sein de l'OTAN. Ces directives réaffirment les objectifs fondamentaux et la stratégie de l'Alliance, et mettent particulièrement l'accent sur l'adoption d'un concept de défense à long terme. Elles donnent également un nouvel élan à la recherche d'une utilisation optimale des ressources

grâce à la rationalisation, à la standardisation et à de plus grands efforts de coopération. Elles constitueront pour l'OTAN un texte de référence et d'orientation pour toutes les activités de planification de la défense à mener jusqu'en 1982 et par la suite.

Transport aérien

Séances du comité exécutif

S'ÉCRIVANT à Nice les 23 et 24 mai, le comité exécutif de l'Association du transport aérien international (IATA) a examiné divers problèmes affectant l'industrie du transport aérien mondial, en particulier les pertes de revenus résultant du non-respect, par octroi de rabais et de commissions excessives, des accords commerciaux en vigueur dans l'industrie. Pour le seul transport des passagers, la perte pour les compagnies serait estimée à 300 millions de dollars des Etats-Unis ; pour le fret, elle représenterait environ 20 % des recettes totales. Le comité a décidé de proposer des mesures immédiates pour restaurer la stabilité du marché.

Le directeur général a été autorisé à consulter par correspondance les compagnies membres de l'IATA au sujet d'un projet de résolution mis au point par la conférence composite spéciale, réunie à Nice du 23 au 26 avril, en vue de l'instauration d'un taux uniforme de commission aux agences qui livrent les billets aux passagers ; ce pourcentage serait de 7,5 % à partir du 1er juin 1975, avec certaines exceptions limitées.

Le comité exécutif a chargé d'autre part un sous-comité de revoir le fonctionnement et la structure de l'IATA au sujet d'un projet de résolution mis au point par la conférence composite spéciale, réunie à Nice du 23 au 26 avril, en vue de l'instauration d'un taux uniforme de commission aux agences qui livrent les billets aux passagers ; ce pourcentage serait de 7,5 % à partir du 1er juin 1975, avec certaines exceptions limitées.

ASSEMBLEE DE L'ATLANTIQUE NORD. — Environ cent cinquante parlementaires des pays membres de l'Assemblée de l'Atlantique nord ont participé du 22 au 24 mai à Bruxelles aux réunions de printemps de cinq commissions de l'Assemblée (économique, politique, scientifique et technique, de l'éducation, des affaires culturelles et de l'information).

COMITE INTERGOVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EUROPEENNES. — Réuni à Genève les 28 et 29 avril, le comité exécutif intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) a adopté pour l'année en cours un programme d'aide à l'émigration de réfugiés politiques soviétiques et des exilés du Chili. Quant au budget, il a été estimé à 25 millions de dollars.

COMITE EUROPEEN DE LA MER. — Réuni à New-Delhi et à Singapour pour aider au transport et à la réhabilitation des victimes de la catastrophe indo-chinoise. Mille personnes ont ainsi été transportées de Thaïlande aux Etats-Unis et près de dix mille réfugiés ont été réinstallés dans des pays autres que les Etats-Unis dans les prochains semaines.

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Le comité de planification et d'examen de la Commission du Pacifique sud (C.P.S.) s'est réuni à Nouméa du 5 au 7 mai pour établir le bilan des travaux effectués en 1974 et fixer le programme de travail pour les trois années à venir dans les domaines économique, scientifique et social. Parallèlement à cette réunion s'est tenue une session du comité des ministres de l'économie, qui a examiné les incidences administratives du programme proposé.

LIGUE DES ETATS ARABES. — Les Etats membres de la Ligue des Etats arabes ont décidé au mois de mai de créer un comité de dix membres (Arabie Saoudite, Égypte, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Saoudite, Algérie, Maroc, Emirats arabes unis, Organisation de libération de la Palestine) pour étudier les implications de l'aspect commercial des relations de la Communauté économique européenne et Israël.

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. — Réunie à Madrid le mois dernier, l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.) a adopté le 22 mai le programme de travail 1974, et notamment décidé de fixer son siège dans cette ville et de renouer à la Chine le siège de son bureau.

ORGANISATION DU TRAITÉ CENTRAL. — Le conseil des ministres de l'Organisation du traité central (CENTO) a tenu sa vingt-deuxième session à Ankara les 22 et 23 mai. Les ministres ont examiné les développements de la situation internationale depuis leur réunion de Washington l'année dernière. Les discussions ont porté notamment sur les relations entre l'Inde et le Pakistan.

En ce qui concerne les problèmes particuliers de la région, les ministres ont souligné le renforcement dans tous les domaines de la coopération entre les pays de l'Alliance et ont pris note de l'accord intervenu entre l'Iran et l'Irak ; ils ont étudié les rapports d'activités pour 1974 de divers comités de l'Organisation et défini les orientations du programme pour 1975 dans les domaines militaires, économiques, scientifiques et de la coopération technique multilatérale. Le conseil était composé des ministres des affaires étrangères des cinq pays membres : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Iran, Pakistan et Turquie.

PACTE DE VARSOVIE. — A l'occasion du cinquantième anniversaire du traité mutuel d'assistance de coopération et d'échanges des pays socialistes européens, les pays signataires du pacte de Varsovie ont dressé le bilan de leurs activités et formulé les tâches à venir.

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — La vingt et unième session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) s'est tenue à Bonn du 25 au 29 mai. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique. Cette session plénière avait été préparée les 28 et 29 avril par des réunions de la plupart des comités de l'Assemblée (politique, de défense, technologie et budgétaire).

NICE - AÉROPORT

Futurs Ports Commerce et Plaisance



Petit immeuble neuf, 1974
Grand standing
Cinq plans - Parkings privés
Réception grand luxe

Écrit par : M. Julien YALICER,
avenue de Verdun, 07000 ST-LAURENT-DU-VAR

NICE capitale de la Côte d'Azur

centre mondial des congrès



- Un Palais des congrès devant recevoir 25 000 personnes ;
 - Vingt salles de capacités diverses ;
 - Traduction simultanée ;
 - Trois cents téléphones plus de dix mille chaises ;
 - D'impressionnables possibilités d'excursions et de distractions.
- Au centre de la Côte d'Azur, desservie par un aéroport international de Gassone ferroviaire, routier et maritime, la reliant à toutes les capitales.
- EN TOUTES SAISONS
NICE EST LA VILLE IDEALE DES CONGRES
- OFFICE DE TOURISME
SYNDICAT D'INITIATIVE
22, rue République - 06100 NICE - 06-25-25-26
Télé. Accueil Nice 480-42

AVIGNON



LE MONDE DIPLOMATIQUE

VENEZUELA

Des succès diplomatiques sans écho à l'intérieur

Par BERNARD CASSEN

« **A** PRES la nationalisation du fer et celle du pétrole, en plus du rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba, QU'EST-CE QUI NOUS ATTEND ? Par où va-t-on maintenant attaquer le capital et l'initiative privée ? Va-t-on lancer une campagne échauffée contre les entreprises d'origine étrangère établies dans notre pays, comme *Sabers, General Electric, Pepsi-Cola* et des centaines d'autres qui ont contribué au développement du pays et constituent des sources permanentes de travail et de stabilité ? Ou bien va-t-on s'en prendre aux entrepreneurs locaux qui ont acquis un grand prestige dans l'économie nationale et le surs de leur front ? »

Ce passage de l'éditorial de la revue *Mensaje economico financiero*, connue pour refléter les vues du grand patronat vénézuélien et de son organisation professionnelle, la puissante *Fedecamaras*, traduit bien l'appréhension des milieux économiques dirigeants, liés au capital international, devant l'action du président Carlos Andrés Pérez.

Ce n'est certes pas exactement pour mener cette politique que l'organisation patronale (et aussi, dit-on, les grandes compagnies pétrolières étrangères) lui avait discrètement accordé son soutien lors des élections présidentielles de décembre 1973. M. Pérez, candidat du parti de l'Action démocratique (A.D.), d'inspiration social-démocrate, avait été élu avec plus de 48 % des suffrages contre le candidat du C.O.P.E.I., la formation social-chrétienne de l'ex-président Caldera, dont la politique étrangère et pétrolière nationaliste et le réformisme discret avaient fortiment indisposé le patronat.

Aux deux, ces « partis du consensus » totalisaient 85 % des voix, la gauche (divisée entre la *Nouvelle force*, coalition du parti communiste vénézuélien et d'une dissidence de l'A.D., le Mouvement électoral du peuple), n'atteignant même pas 10 %. Le nouveau président pouvait ainsi se présenter avec le double avantage d'une élection personnelle triomphale et d'une majorité absolue parmi les membres de son parti, tant au sein de la Chambre des députés qu'au Sénat. Les difficiles négociations néces-

saire pour s'assurer un appui parlementaire, caractéristiques des présidences antérieures, allaient lui être évitées.

Par ailleurs, il était rapidement lever les préventions qu'une fraction de l'opinion entretenait contre lui en raison des appuis dont il avait bénéficié lors de sa campagne et surtout à cause de son action, au début des années 60, à la tête du ministère de l'Intérieur du gouvernement Batancourt, où il avait eu la main très dure contre les guérilleros communistes et ministres. Il annonçait une série de mesures sociales : fixation du salaire minimum à 15 bolivars (1) par jour, augmentation générale des salaires de 20 %, décret contre les licenciements arbitraires, créations d'emplois pour assurer la fonctionnement des ascenseurs et veiller à la propreté des toilettes publiques ; il s'engageait non seulement à respecter scrupuleusement les droits de l'opposition mais à entamer un dialogue constructif avec elle. A la surprise d'une partie de la gauche, qui l'avait décrit comme « l'homme de la répression », M. Pérez a tenu parole.

Si, à l'étranger, c'est sa stature croissante d'homme d'Etat continental, de champion de l'OPEP, décidé à utiliser les énormes ressources pétrolières de son pays pour favoriser une intégration latino-américaine et un dialogue d'égal à égal avec les Etats-Unis qui retiennent l'attention à l'intérieur du Venezuela la portait qu'il n'est pas moins décisive : il s'agit de la crédibilité des solutions réformatrices en Amérique du Sud. Lors de sa campagne, M. Pérez, dont on s'aperçoit maintenant qu'il pensait tout ce qu'il disait et qu'il pesait bien ses mots, avait déclaré : « Le système *desvra* démontrer s'il est ou non capable de régler efficacement les grands problèmes nationaux ». Depuis les réajustements du prix du pétrole, les enchères ont encore monté, et le président sait na pouvoir compter sur aucune excuse en cas d'échec. La conjoncture interne et externe est exceptionnellement favorable. Aucun autre pays sous-développé ne bénéficie de ces faveurs qui sont, d'une part, un système de démocratie représentative fort et stable où les libertés sont garanties et, d'autre part, des ressources pratiquement illimitées.

Que va penser l'habitant des « ranchos », ces bidonvilles qui dominent les hauteurs de Caracas et se trouvent parfois surplomber les résidences somptueuses des beaux quartiers, en apprenant que, de 1973 à 1974, le revenu moyen annuel par tête au Venezuela est passé de 1 250 dollars à 2 100 dollars ? Pour lui, la réalité vécue est tout autre : hausse des prix de 15 à 20 %, supérieure même pour certains produits de première nécessité, qui annule les effets des augmentations de salaires ; chômage persistant, conditions de logement infra-humaines, écoles et hôpitaux publics délabrés. A force de s'entendre répéter que son pays est richissime et de constater qu'il reste, lui, obséquieusement pauvre, le vénézuélien moyen pourrait bien chercher d'autres voies que les élections pour se faire entendre. Il ne fait aucun doute que M. Pérez est hautement conscient de l'enjeu.

BAUCOUP de membres de son parti, comme l'analyse très subtil qu'est Luis Esteban Rey, essaient d'en persuader ceux qui ont le plus à perdre, les possédants : « L'expérience réformatrice en cours au Venezuela ne peut ni ne doit échouer. Il ne serait pas aventureux d'affirmer que *elle* dépend en grande partie de la survie du système. Le gouvernement si tous les secteurs politiques du pays doivent au être conscients, tout comme l'entreprise privée, qui a un rôle important à jouer dans cette expérience. C'est parce qu'un logiques étroitement économiste est incapable de faire face aux problèmes du pays que M. Pérez vient de décider une mesure de grande portée sociale à l'occasion du congrès de la C.T.V., la principale centrale syndicale vénézuélienne : chaque entreprise devra embaucher 5 % d'effectifs supplémentaires, ce qui créera cent mille emplois nouveaux.

Contre cette décision, dont ils affirment qu'elle va ruiner l'économie de *Fedecamaras* a été d'une extrême violence à tel point qu'un dirigeant communiste, M. Radames Larrazabal, l'a dénoncée comme « irrespectueuse envers la président de la Répub-

lique ». Quand on sait qu'un expert des Nations unies pour le développement industriel, M. Merhav, consignait récemment dans un rapport que « les marges bénéficiaires au Venezuela sont parmi les plus élevées du monde, se montant — après impôts — à environ 25 % du capital fixe », si que beaucoup d'industriels reconnaissent que ce chiffre est nettement supérieur de la réalité, on admettra que les employeurs vénézuéliens peuvent supporter, sans trop de difficulté, des charges salariales accrues. Pourtant, l'aveuglement du grand patronat, qu'un privé certains parlementaires de l'A.D. qualifiant de suicidaire, est tel qu'il refuse tout sacrifice. Il passe même à l'offensive : un consortium des plus grandes fortunes du pays s'est constitué pour former la société *Pentacom*, dont le but proclamé n'est ni plus ni moins, dans le cadre d'une société mixte, de mettre la main sur l'industrie pétrochimique, actuellement monopole d'Etat. *Pentacom* a déjà engagé 10 millions de bolivars en études préliminaires.

CETTE véritable O.P.A. sur un secteur public a provoqué une grande indignation dans tous les partis, et elle a sans doute peu de chances de réussir. Les milieux de gauche font toutefois remarquer qu'elle est un quelque sorte légitimée par l'attitude qu'a prise le président en matière de nationalisation des compagnies pétrolières : alors que la commission qu'il avait lui-même nommée s'était prononcée pour une nationalisation totale, M. Pérez a finalement retenu, dans le cadre de l'article 5 du projet de loi que discute actuellement le Congrès, la possibilité de créer dans certains secteurs des entreprises mixtes avec le capital local ou étranger. Malgré tous les arguments techniques mis en avant : inexplicité actuelle du Venezuela à assurer lui-même la commercialisation de son pétrole, nécessité de concourir technologiquement pour exploiter les réserves de l'Orénoque (où se trouveraient les plus importantes réserves mondiales), M. Pérez a déjà une opinion qui eussent éliminer définitivement les compagnies pétrolières étrangères de l'accès à la ressource fondamentale du pays.

La récupération du fer, prochainement le 7 décembre dernier, avait été réalisée dans un esprit similaire : chassées par la porte de la nationalisation, les deux compagnies américaines *Orinoco Mining* et *Iron Mines* étaient revenues par la fenêtre des contrats de services, tout en bénéficiant d'une indemnisation. C'est une constante de la politique des gouvernements vénézuéliens que d'associer le grand capital privé aux opérations lucratives, l'Etat se contentant souvent de fournir les subventions ou d'assurer les dépenses d'infrastructure.

Lors d'un récent débat, le C.O.P.E.I. et l'A.D. se sont mutuellement accusés de trafic d'influence, de fautes intéressées envers les grands groupes économiques, dont les représentants sont toujours proches du pouvoir, quelle que soit la couleur du gouvernement, à tel point que M. Teodoro Petkoff, député du M.A.S., pouvait dire : « Si ce que dit l'A.D. du C.O.P.E.I. est vrai et si ce que dit le C.O.P.E.I. de l'A.D. est également vrai, alors aucun de ces deux partis n'a le droit de continuer à gouverner le pays. »

On touche au cœur du problème : l'absence de structures administratives solides et du relâchement d'un réel mouvement politique de masse capable de prendre en compte les aspirations populaires, de faire passer dans la réalité les décisions gouvernementales et de faire transformer en emplois productifs les pétrobollivars facilement gagnés. La majorité des mesures s'ensuivent dans le bureaucratisme ou sont ignorées, parfois même elles sont carrément dévoyées par la corruption. Ce qui fait dire à M. Gonzalo Barrios, président du Congrès : « Nous avons des lois et des pratiques contradictoires qui, à côté des complications de caractère social, paralysent destinées à assurer l'impunité — quand ce n'est pas l'acharnement et le respect — pour ceux qui se hissent dans le catégorie des riches, veillant en priorité à leurs intérêts privés quand on leur confie la gestion du bien commun. »

C'EST à ces obstacles quasi structurels que se heurte le président, malgré son travail acharné et son évident souci de réformer la société vénézuélienne. Après un an de gestion, l'atmosphère est de la déflation, de la frustration. L'influent hebdomadaire *Resumen* en donne ainsi quelques

symptômes : « Il y a plus d'argent que jamais dans notre pays, mais les bidonvilles continuent à proliférer. Notre président a été transformé en personnage d'importance, on l'a vu dans les maternités, on l'a vu dans les hôpitaux, mais une lettre postée aujourd'hui en province arrive à Caracas deux semaines plus tard. Ceci à la périphérie. Au centre, les choses paraissent encore pires... Les bases idéologiques du système se désagrègent et commencent à être remises en question... »

Ainsi, loin de compenser les déceptions provoquées par la situation intérieure, les inévitables succès diplomatiques de M. Pérez sont considérés comme très chèrement acquis. L'image de l'oncle riche, que l'on peut constamment solliciter, revient de plus en plus dans les commentaires de presse. M. Luis Herrera Campaña, qui pourrait bien être le candidat du C.O.P.E.I. aux prochaines élections, évoque un Venezuela « escudita » en opposant la pénurie intérieure à l'abondance extérieure. Au contraire, le chancelier Escovar Salom a récemment obtenu l'appui unanime des commissions parlementaires lorsqu'il a fait le bilan des réalisations gouvernementales et exposé les grandes lignes de son action future. La fermeté de la réponse au discours prononcé par M. Ford devant l'ONU en septembre 1974, le visite au Mexique, où fut lancée l'idée du SELA (système économique latino-américain excluant les Etats-Unis), le rencontre de Panama avec les présidents de la Colombie et du Costa-Rica, où le général Torrijos obtint l'adhésion de ces invités à ses thèses de récupération de la souveraineté de son pays sur la zone du canal, le « sommet » de Lima avec d'autres chefs d'Etat latino-américains, couronné par la déclaration d'Aysacucho, les positions résolues prises lors de la réunion de l'OPEP à Alger, autant de réussites portées à l'actif du président Pérez.

La réintégration de Cuba dans l'ensemble latino-américain, qui vient de sanctionner la réunion de l'O.E.A. à Washington, après le demi-succès de Quito, est largement l'œuvre du Venezuela. Le président n'avait d'ailleurs pas hésité à renouer directement avec La Havane sans attendre l'aval de l'Organisation Interaméricaine, et il s'est depuis multiplié les gestes amicaux envers M. Fidel Castro, qui est invité à Caracas l'été prochain pour le « sommet » du SELA. Il s'est d'ailleurs attiré à plusieurs reprises les félicitations publiques du leader cubain pour sa politique d'aide aux autres pays latino-américains. On ne compte plus d'autre part les prêts consentis aux banques ou organismes internationaux : Banque Interaméricaine de développement, ONU, par le Fonds d'investissements vénézuélien, les accords d'aide bilatérale avec Panama, Saint-Domingue, le Jamaïque, le Suriname, etc.

ACETTE générosité, le Venezuela affirme ne vouloir attacher aucune condition. Il résume même le rôle de « leader latino-américain » que M. Kissinger lui a récemment attribué. Véritable cadeau empoisonné, cette étiquette ne peut que lui nuire event la réunion des chefs d'Etat des pays caribéens qui pourrait déboucher sur un document aussi important que la déclaration de Guyana. Ayant vigoureusement imposé la mise au placard des instruments d'une grande politique d'intégration latino-américaine et caribéenne, qui n'apparaît pas comme une provocation envers les Etats-Unis (« Il y a des différences fondamentales entre notre appréciation des faits, mais elles ne peuvent être interprétées comme une confrontation », assure M. Escovar Salom), le Venezuela s'est acquis un prestige exceptionnel au sud du Rio Grande. Mais c'est à l'intérieur de ses frontières que se situe le défi le plus grave qui lui ait été lancé par l'histoire : utiliser ses énormes ressources pour omer les structures sociales ou niveau de développement des structures politiques. Une démocratie représentative à l'occidentale ne peut longtemps coexister avec un sous-développement chronique. Sur l'arrière-plan des pétrobollivars, un tel contraste, à long terme, risque de devenir explosif.

(1) Le bolivar est actuellement à parité avec le franc français.

Dans ce numéro :

- P. 2 et 3 : La « crise » reste à venir, par Pierre Lambert.
- P. 4 : Les contradictions chiliennes s'exacerbent, par James F. Petras. — Maroc : le prix de la conservation d'un régime, par François Dalla Sudda.
- P. 5 : Suite de l'article de Virgilio Delmas sur les militaires et les partis au Portugal.
- P. 6 : Les trois révolutions indochinoises, par Charles Meyer. — Les inédits de Mao Tse-toung, par Jean Daubiez.
- P. 7 : Suite de l'article de Mike Morrow et D. Vinayaratna sur la Thaïlande.
- P. 8 à 11 : UN NOUVEAU DESSEIN POUR VAINCRE LE SOUS-DEVELOPPEMENT DU TIERCE-MONDE : Une remise en cause de l'ordre international, par Samir Amin ; Pour une révision radicale de l'économie des produits de base, par Gamani Corea ; Le nouveau syndicat du tiers-monde, par Fawzi Mansour ; Au-delà du modèle occidental, par Fernando Enrique Cardoso ; Un style de développement pour l'Amérique latine, par Enrique V. Iglesias ; Le « groupe des 77 » précise sa stratégie, par Paul Balta.
- P. 12 : La « libéralisation » de l'économie hongroise, par Georges Frelastre. — Nouveaux regards sur le socialisme, par Thierry Pfister.

- P. 13 à 20 : LE RACISME : DISCULPER LA DIFFERENCE. — L'hostilité et la haine, ici, chaque jour, par Maurice T. Maschino ; Identité de groupe et refus de la « différence », par Jean-Marie Benoist ; Faire sauter les verrous, les cloisons, les blocages, par Henri Lefebvre ; L'Eglise catholique, les cultures et l'antisémitisme, par Roger-E. Guenzard ; Un combat culturel contre le colonialisme intérieur, par Robert Lafont ; La difficile stabilisation des travailleurs français et étrangers, par François Denantes ; La classe ouvrière devant les premiers immigrants, par Michelle Perrot ; Les fondements scientifiques des inégalités ethniques, par Arthur H. Jensen ; Des théories pseudo-scientifiques à des fins politiques, par Steven Rose.
- P. 21 : CINEMA POLITIQUE : Regards sur le racisme, par Ignacio Ramonet ; Pierre Boulenger, Marie-France Brisalanca.
- P. 22 à 24 : LA LIBYE DE LA FIERTÉ ET DU VERBE, reportage de T.D. Allman. — Israël, sionisme et diaspora, par Gérard Challaud.
- P. 25 : L'Afrique noire gagnée par l'inflation, par Marc Penneil.
- P. 26 : Les livres du mois.
- P. 27 à 29 : L'activité des organisations internationales.



Prestigieuse collection d'articles en crocodile

A la Grande Maroquinerie de Paris
RIVES
156, rue de Rivoli * Métro LOUVRE

Juin 1975

ECHANGES ENTRE L'U
une coopération etc

سكول من رايول